



SEP 13 1928

The Library of
St. Olaf College
Northfield, Minn.

Accession No. 28658

Class 944 Vol.

444



15
PIERRE DE NOLHAC

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

MADAME DE POMPADOUR

ET

LA POLITIQUE

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX

VINGT ET UNIÈME ÉDITION

PARIS

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

3, RUE AUBER, 3

—
1928

Prix : 9 francs.

SEP 13 1928

ÉTUDES SUR LA COUR DE FRANCE

MADAME DE POMPADOUR

ET

LA POLITIQUE

DU MÊME AUTEUR

ÉTUDES SUR LA COUR DE FRANCE :

— LOUIS XV ET MARIE LECZINSKA	1 vol.
— LOUIS XV ET MADAME DE POMPADOUR	1 —
— MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE	1 —
— MARIE-ANTOINETTE DAUPHINE	1 —
— LA REINE MARIE-ANTOINETTE	1 —
— LE TRIANON DE MARIE-ANTOINETTE	1 —
LA CRÉATION DE VERSAILLES	1 —
VERSAILLES RÉSIDENCE DE LOUIS XIV.	1 —
VERSAILLES AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE	1 —
LES JARDINS DE VERSAILLES	1 —
NATTIER PEINTRE DE LA COUR	1 —
BOUCHER PREMIER PEINTRE DU ROI	1 —
FRAGONARD	1 —
HUBERT ROBERT	1 —
MADAME VIGÉE-LE-BRUN	1 —
PÉTRARQUE ET L'HUMANISME	2 —
ÉRASME EN ITALIE	1 —
RONSARD ET L'HUMANISME	1 —
POÈMES DE FRANCE ET D'ITALIE	1 —

PIERRE DE NOLHAC

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

ÉTUDES SUR LA COUR DE FRANCE

MADAME DE POMPADOUR

ET

LA POLITIQUE

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX

PARIS

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

3, RUE AUBER, 3

1928

DC 135
P8 N7
1928

Droits de traduction et de reproduction
réservés pour tous les pays.

Copyright 1928, by CALMANN-LÉVY

Ce volume fait suite
à
LOUIS XV ET MADAME DE POMPADOUR (1745-1752).

28658

MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE

(1752-1764)

CHAPITRE PREMIER

L'INITIATION

La Cour est en séjour à Fontainebleau dans l'automne de 1752. Un soir, chez le ministre de la Guerre, quatre personnes sont réunies : le comte d'Argenson, la comtesse d'Estrades, le docteur Quesnay, médecin de madame de Pompadour, et le secrétaire qui racontera la scène. Le ministre et sa maîtresse attendent, avec une impatience qu'ils ne cachent point, l'issue d'une entrevue secrète qui a lieu à cette heure chez le Roi. C'est le dénouement d'une intrigue préparée de longue main pour le renvoi de la trop puissante marquise.

Depuis plus d'un an, les deux complices, qui la haïssent également, savent que Louis XV se détache d'elle. Une jeune comtesse de Choiseul-Beaupré, décidée à la supplanter, manœuvre sur les conseils de ces gens avisés, qui comptent bien triompher avec elle, aujourd'hui même. L'incertitude va prendre fin. La porte s'ouvre, la comtesse paraît, le visage animé, les cheveux en désordre, et se jette dans les bras de madame d'Estrades : « C'en est fait, dit-elle, je suis aimée, *elle* va être renvoyée ; *il* m'en a donné sa parole... »

Une joie bruyante remplit le salon; Quesnay, assis dans un coin, demeure silencieux. « Monsieur, lui dit le ministre, rien ne change pour vous, et nous espérons bien que vous nous resterez. — Mais, monsieur ! répond le médecin en se levant, j'ai été attaché à madame de Pompadour dans sa prospérité, je le serai dans sa disgrâce. » On laisse partir le philosophe : « Je le connais, assure madame d'Estrades, il n'est pas homme à nous trahir. » Et les conspirateurs s'attardent sur les magnifiques événements que ce jour mémorable va déchaîner. De cette aventure, en effet, vont sortir des conséquences politiques, mais nullement celles qu'ils ont prévues.

Cette anecdote brutale est nécessaire pour donner le ton du monde de Cour qu'on veut peindre dans ces pages. On regrette d'y voir mêlé un ministre, par ailleurs honnête homme et qui a su servir la France. Mais les femmes surtout y sont cyniques; elles montrent, en un temps où la morale religieuse semble se dissoudre, avec quelle âpreté se déchainent chez elles les appétits du plaisir et du pouvoir. La jeune, qui n'a pas vingt ans, installe déjà sa vie d'épouse dans un adultère avantageux; la corruptrice, dédaignée autrefois du caprice royal, travaille à le réveiller au profit d'une autre, avide de trahir à la fois dans madame de Pompadour une parente, une bienfaitrice et une amie.

Ces dames ne sont rien à la Cour que par celle qu'elles veulent perdre. La comtesse d'Estrades, née Sémonville, est veuve d'un cousin de la favorite, qui l'a amenée à Versailles, introduite dans le cercle du Roi, aux soupers, aux chasses, aux voyages. Point belle de visage, le nez relevé entre deux joues rebondies, elle tire sa séduction d'un esprit endiablé mis au service d'une féroce ambition. Au reste, elle a de la lecture, de l'amabilité, et, dans les Cabinets où la naissance ne confère point de prérogatives, elle amuse le

Roi plus que ne le font les duchesses. Si elle a accepté les hommages de M. d'Argenson, ce n'est pas seulement pour y gagner quelque influence dans la distribution des « grâces » et le moyen d'avoir des partisans ; c'est qu'elle voit en lui l'homme qui peut la faire passer du second rang au premier, et lui procurer ainsi les perverses joies de l'ingratitude. Madame de Pompadour commence bien à s'apercevoir « qu'elle nourrit un serpent dans son sein » ; mais les preuves manquent contre cette compagne inséparable, qui ne la quitte pas davantage que ses deux jolis « petits chats », mesdames d'Amblimont et d'Esparbès ; toutes sont nécessaires à ses habitudes, à celles du Roi, à la gaiété et au bon ton des petits soupers.

La marquise et la comtesse ont patronné madame de Choiseul-Beaupré, mais c'est la première qui a fait son mariage. Intéressée par cette petite Romanet, qui lui tient aussi par les Le Normant, elle a découvert, grâce à l'obligeance du duc de Gontaut, une alliance permettant de la présenter à la Cour. Elle a célébré la noce à Bellevue et obtenu du Roi, pour le mari, la place de menin honoraire du Dauphin, pour la femme, un douaire servi par avance comme pension et, chez Mesdames,

le surnumérariat de dame pour accompagner. Elle l'a prise enfin dans son intimité, qui est celle du Roi; mais la protégée abuse de tant de faveurs. Ses manières libres, son aisance effrontée ne tardent pas à inquiéter la marquise, et davantage encore les façons du Roi. Quoiqu'ils semblent en rester au badinage, l'ancienne châtelaine d'Étioles reconnaît sous ses yeux tous les manèges de la coquetterie et cet art de conquête qui fut le sien.

Il est, parmi les Choiseul, un homme que le mariage arrangé par la favorite n'a point flatté et à qui cette nouvelle cousine a déplu dès le premier jour. C'est le comte de Stainville, qui passe pour avoir infiniment d'esprit, mais chez qui rien ne fait prévoir la grande carrière du futur ministre de Louis XV. Il vient très rarement à la Cour, ses plaisirs étant à Paris et ses ambitions dans le militaire. Le Roi l'ignore, et madame de Pompadour lui fait l'honneur de le détester. Il a épousé une fille de finance, Louise Crozat du Châtel, fine, spirituelle et maladive, qui l'entoure de tendresse, d'admiration et de conjugale indulgence. M. de Stainville n'a point caché à son beau-frère Gontaut qu'il blâme l'union conclue par ses soins, et s'étonne qu'on ait introduit dans la société

du Roi le cousin Beaupré, lourd, grossier de tournure, et voué, suivant les usages; aux disgrâces des maris dupés ou complaisants. M. de Stainville n'a pas imaginé cependant que le monarque serait l'agresseur de cette vertu mal défendue, et rien ne lui répugnerait davantage que de voir une femme de son nom dans un tel scandale, avec les profits déshonorants qu'il comporterait pour les siens.

Il apprend seulement à Fontainebleau, où la Cour fait son voyage d'automne, que les assiduités de Louis XV compromettent madame de Choiseul-Beaupré, et c'est le mari lui-même qui s'en déclare fort courroucé. Stainville l'engage à éloigner sa femme pour faire taire les médisants et supprimer, si elle existe, la tentation. Ce bon conseil ne fait point l'affaire de madame d'Estrades, qui loge le ménage chez elle et tient d'autant plus à le retenir qu'on semble toucher au but désiré. Mécontent d'une situation équivoque, Stainville va voir sa cousine, reçoit ses aveux et la trouve fort disposée à la chute : « Elle me fit, raconte-t-il, confidence de l'amour du Roi pour elle, de l'envie qu'elle avait d'y correspondre, mais de la condition qu'elle y mettait, qui était le renvoi de madame de Pompadour pour

occuper sa place avec le même crédit. Elle continua, avec une volubilité et une étourderie inconcevables, à me dire qu'elle avait déclaré au Roi cette condition, que je l'approuverais d'autant plus volontiers que j'étais le seul du nom qu'elle portait qui fût susceptible de profiter de tous les avantages de sa faveur, qu'elle espérait que je me lierais à elle par l'amitié la plus intime et que je trouverais le moyen, de concert avec M. d'Argenson, de la débarrasser de son mari. »

Pour appuyer ses dires, la jeune folle montre à Stainville des lettres du Roi, à la vérité fort pressantes et qui promettent d'éloigner, s'il le faut, la marquise de la Cour. Devant ces preuves, Stainville éclate : « Le tableau de l'honneur d'une femme de mon nom dans cette place se présenta à moi ; je ne balançai pas à dire à madame de Choiseul que, puisqu'elle m'avait confié ses secrets, j'étais obligé de lui déclarer qu'il fallait qu'elle engageât son mari à la conduire à Paris du moment où je lui parlais à quatre jours, sans quoi je dirais à ce même mari tout ce qu'elle m'avait dit et tout ce que j'avais lu. » Laissant en colère l'ambitieuse, le comte court chez madame d'Estrades, qui nie sa participation à l'intrigue ; il obtient

qu'elle consente au départ et, s'étant ainsi tranquilisé, croit n'avoir plus à s'occuper de cette pénible affaire. C'est à ce moment sans doute que les meneurs ont brusqué les choses et que madame de Choiseul a cédé au Roi, croyant assurer son triomphe. Stainville l'ignore ou veut l'ignorer, mais son récit insiste sur le point où il sent nécessaire de se justifier d'une accusation fâcheuse :

« Je fus par hasard chez mon beau-frère, le duc de Gontaut. Je le trouvai avec le président Ogier, s'entretenant des bruits qui couraient sur madame de Choiseul et se reprochant d'avoir contribué à un mariage qui semait la mort dans le cœur de madame de Pompadour. Je m'étais assis près du feu, pendant qu'il se promenait en faisant toutes ses exclamations, qui me faisaient rire. Il me reprocha que je me divertissais du malheur d'autrui. Je lui fis la réflexion que, comme madame de Pompadour se piquait de ne me point aimer, il était assez simple que je ne l'aimasse point et que je m'intéressasse on ne peut pas moins à sa situation. M. de Gontaut recommença tous les sujets de plainte qu'il avait personnellement contre monsieur et madame de Choiseul, les inquiétudes fondées de madame de Pompadour, l'embarras

où elle se trouvait et le chagrin qu'il avait de la voir dans cette situation. Je ne me mêlai point du tout de la conversation et, comme il était temps d'aller dîner, je me levai en disant que je ne pouvais pas m'empêcher de rire de sentir que, dans une intrigue qui m'était aussi étrangère, si je disais un mot, je tranquilliserais tout le monde. « Et pourquoi ne pas le dire? s'écria M. de Gontaut. — Mon cher frère, lui répondis-je, parce que je n'ai aucune envie de tranquilliser madame de Pompadour. »

M. de Gontaut, empressé de rassurer sa grande amie, va lui rapporter aussitôt que son beau-frère connaît certaines choses qui pourraient suffire à l'ôter de peine. Elle exige de le voir; Stainville sent qu'il a trop parlé pour ne pas être obligé de parler encore. Il trouve la marquise en pleurs, et dans un état dont un homme sensible ne saurait supporter le spectacle. Il l'assure donc que madame de Choiseul, qui est enceinte, va quitter Fontainebleau et ne reviendra pas à la Cour avant six mois, ses couches faites. Mais le plus important pour la favorite est de savoir jusqu'où le Roi a osé s'engager. Elle supplie le comte de dire tout ce qu'il sait, et celui-ci peu à peu s'abandonne : « Je lui confiai successivement,

avouera-t-il, toutes les circonstances dont j'étais instruit; en cela je faisais une grande faute que je me suis depuis reprochée; mais, lorsqu'on est attendri à un certain point, la réserve réfléchie est bien difficile. Je dis donc à madame de Pompadour que j'avais vu une lettre du Roi à madame de Choiseul, qui prouvait la coquetterie de part et d'autre, mais qui ne me paraissait pas devoir l'inquiéter, surtout que madame de Choiseul prenait le parti de s'éloigner... Je lui dis même à cette occasion quelques galanteries; mais, en même temps, je l'assurai que je regarderais comme déshonorant pour moi de tirer parti de cet événement pour profiter de son crédit, et lui ajoutai que, quoiqu'il y eût danger pour moi qu'elle instruisît le Roi de ce que je venais de lui dire, cependant je lui en laissais la liberté, si cela lui était utile. Madame de Pompadour me promit le plus grand secret. Nous attendîmes le Roi qui revenait du salut. Je la quittai et abrégeai les remerciements, qu'elle me faisait de bien bon cœur. »

Tandis que Stainville, livré à ses réflexions, s'aperçoit qu'il a agi un peu vite et trahi des secrets qui ne sont pas tout à fait les siens, une scène agitée suit son départ. Il n'y aura pas de témoin pour les larmes qui recom-

mentent de couler devant le Roi, les dénégations de l'amant pris en faute, les reproches que justifient les lettres échangées et l'exacte citation d'un passage de cette correspondance. Louis XV ne redoute rien davantage que les indiscretions sur ses affaires amoureuses. Il interroge le jour même madame de Choiseul, qui reconnaît l'aveu fait à son cousin. Dès lors, le charme est rompu; à l'instant où elle se croit victorieuse, la maîtresse d'un jour apprend que le Roi ne veut plus d'elle. Elle part pour Paris, pleurant de rage, laissant madame d'Estrades dissimuler sa fureur et M. d'Argenson son désappointement. Elle meurt l'année suivante, en suite de couches, sans avoir reparu à la Cour; et cette histoire peu édifiante, où pourtant les méchants ont été déçus, semble ensevelie bientôt dans l'oubli qui en a recouvert tant d'autres.

La France y gagnera un ministre illustre, par les voies détournées qui se préparent. Mais, quand s'établira la fortune du duc de Choiseul, les indiscrets ne manqueront pas de révéler ce qu'elle eut d'équivoque à son origine. Ses ennemis diront qu'il a volé, puis livré des lettres de femme, escomptant les profits de sa délation; on prétendra même qu'il a fait empoisonner sa cousine, afin

d'assurer mieux la sécurité de sa protectrice. Cette dernière accusation faisait sourire le ministre; la première finit par l'atteindre au vif. Elle explique son insistance à fixer les détails qui réduisent sa faute et servent à l'excuser. Ce sont les confidences d'un homme qui a de l'honneur, et dont au surplus la justification est vraisemblable; on peut donc admettre que M. de Stainville, ayant voulu combattre honnêtement une intrigue menaçante pour sa maison, acheva son œuvre dans le cabinet d'une femme encore séduisante et qu'il fut agréable de consoler.

Madame de Pompadour, qui ne pardonnait pas les offenses, n'oubliait pas non plus les services. Elle se promettait de prouver un jour sa reconnaissance à l'ancien adversaire, qui s'était fait son chevalier pour l'aider à vaincre un des plus grands périls de sa carrière. Le Roi, de son côté, se renseignait, et ce nom de Choiseul-Stainville, autrefois indifférent, se fixait en sa mémoire à côté d'un souvenir assez humiliant pour son orgueil. Stainville vit quelquefois la marquise, l'hiver suivant, et celle-ci l'assurait qu'il n'avait pas été compromis. Mais, s'étant présenté à Compiègne pour prendre congé de

Sa Majesté, avant d'aller servir en Flandre comme maréchal de camp, il s'aperçut fort bien que le maître le voyait avec déplaisir. Madame de Pompadour protesta que le Roi ne savait rien, le plaisanta sur son imagination frappée et le pria à souper pour le lendemain. « Après souper, dit-il, j'étais à causer avec elle auprès d'une table qui était tournée contre une porte, par où le Roi arriva. Dès qu'il m'aperçut, je le vis changer de visage à un point que l'on crut, dans la chambre, qu'il se trouvait mal. Madame de Pompadour fut à lui; elle lui demanda ce qu'il avait; il dit que son estomac n'allait pas bien et se mit au jeu. Je jouai avec lui; le hasard fit que je lui gagnai l'impossible, ce qui ne rendit pas son visage plus favorable à mon égard, mais ce qui me consola infiniment de sa mauvaise mine. Il alla se coucher après la partie. Je pris congé de lui à son coucher. Il ne me dit pas un mot, et je remontai chez madame de Pompadour pour lui demander si elle avait encore quelques doutes sur la connaissance qu'avait le Roi de ma conversation avec elle à Fontainebleau. Elle me dit qu'elle ne comprenait pas ce qui était arrivé, en même temps qu'elle me jurait que le Roi ne lui avait rien dit qui pût lui faire soupçonner qu'il fût éclairci. »

M. de Stainville est ambitieux et ne le cache point; mais son ambition se borne aux emplois militaires. La paix ne lui laisse guère d'espoir d'y faire valoir ses talents. Que peuvent faire pour lui ceux qui s'intéressent à sa carrière? Voudra-t-il s'occuper de la « politique », c'est-à-dire, selon le sens du mot à cette époque, des affaires du Roi à l'étranger? « Le maréchal de Noailles, raconte-t-il, me dit qu'en temps de paix il n'y avait point d'occupation plus noble que celle de la politique; qu'enfin j'étais en âge de prendre de la consistance et d'acquérir quelque considération, ce qui n'arriverait pas si je restais oisif. » Madame de Pompadour y veille de son côté, et destine à son protégé l'ambassade de Rome, que le retour du duc de Nivernais va rendre vacante. Stainville s'attache à cette idée, à laquelle se prête M. de Saint-Contest, ministre des Affaires étrangères. Le ministre présente à plusieurs reprises son nom au choix du Roi, qui chaque fois le rejette. La difficulté échauffe le zèle de la marquise. Au moment où Stainville renonce à ses espérances et va s'accommoder de sa vie agréable de Paris, un billet de sa nouvelle amie l'appelle à Versailles. Il trouva chez elle le ministre, qui lui apprend

sa nomination d'ambassadeur. Le succès n'a pas été facile et la marquise a dû recourir aux grands moyens :

« Elle me raconta, dit Choiseul, qu'elle avait eu une explication avec le Roi, qu'elle lui avait demandé le motif de la résistance à ma nomination et qu'après beaucoup de subterfuges, qui ne signifiaient rien, il lui avait avoué qu'il me haïssait personnellement, parce que je l'avais instruite des lettres qu'il avait écrites à madame de Choiseul,... que, si j'avais vécu intimement avec lui, il m'aurait puni de lui avoir joué un tour aussi perfide, mais que, comme il ne vivait pas avec moi, il se bornait à ne point m'aimer et à me refuser toutes les choses qui marqueraient quelque préférence. Madame de Pompadour... lui fit sentir que c'était contre elle-même plutôt que contre moi que portaient sa colère et son aversion ; qu'elle ne pouvait pas souffrir que je fusse la victime d'une indiscretion qu'elle avait faite et que, s'il ne me nommait pas le matin même, elle lui déclarait qu'elle prendrait son refus pour un congé pour elle et qu'elle irait à Paris pour ne plus revenir à la Cour. Elle lui rappela... combien il était indigne de lui, après avoir exigé d'elle que tout ce qui avait rapport à cette brouil-

lerie fût oublié, de conserver un venin dans son cœur qui devait autant la chagriner. Comme elle parla avec assez de force, elle intimida le Roi, ce qui est la façon la plus certaine de le persuader. Il fit venir M. de Saint-Contest, me nomma, redescendit chez madame de Pompadour pour le lui dire ; mais en même temps il ajouta la condition qu'on ne le presserait pas pour me faire chevalier de l'Ordre. »

Ces détails méritent d'être retenus, parce qu'ils donnent la nuance vraie des rapports de nos personnages et font assister à une de ces scènes intimes, plus intéressantes que d'autres et sur lesquelles les témoignages sont si rares. Quant à la confiance établie entre la marquise et son protégé, nous avons pour l'attester toute la correspondance que celui-ci a gardée. Dès la première lettre, madame de Pompadour demande son avis sur une fille de la maison de Choiseul, qu'on lui propose pour le marquis de Marigny : « On vous a dit vrai sur le dessein que j'ai eu de marier mon frère... *Je suis payée pour prendre garde à vos cousines* ; malgré cela, de toutes les filles de qualité qui me sont offertes, [c'est] celle qui me tente le plus par les bonnes qualités qu'elle a... Mandez-moi

ce que vous savez de cette jeune fille, dont tous s'accordent pour dire du bien... Bien entendu que je n'entendrai jamais parler du reste de la famille. »

Entre Louis XV et madame de Pompadour, il n' avait plus alors que les tièdes orages de l'amitié. Depuis un an déjà, la triomphatrice de l'année de Fontenoy avait renoncé aux prérogatives de l'amour. Épuisée de santé, exténuée jusqu'à l'anémie par la terrible vie d'agitation que lui imposait le Roi, par les veilles, la représentation et les continuels voyages, l'estomac détruit par les soupers, le cœur usé par des inquiétudes toujours renaissantes, madame de Pompadour abandonnait son rôle premier et adoptait celui d'amie, plus difficile à soutenir, plus sûr peut-être à la condition de s'y rendre indispensable. Le tabouret et les honneurs de duchesse, accordés précisément pendant ce séjour de Fontainebleau où fut éconduite madame de Choiseul, avaient annoncé au public ces arrangements nouveaux. Personne, bien entendu, n'y voulait croire; seul, « l'intérieur » savait qu'ils étaient bien établis, et, apparemment, pour toujours.

Romanesque à ses heures, la marquise

lisait la théorie de l'amitié dans un conte de Duclos, où le romancier à la mode traçait ainsi le tableau d'un couple assagi par l'âge : « Après avoir usé les plaisirs et les peines de l'amour, ces amants se sont heureusement trouvés dignes d'être amis; et c'est de ce moment qu'ils vivent heureux avec une confiance plus entière qu'ils ne l'auraient peut-être s'ils n'avaient pas été amants, et avec plus de douceur et de tranquillité que s'ils l'étaient encore. »

Les mœurs du moment, qui autorisent tant de choses, ont trouvé édifiante cette raisonnable métamorphose des passions, et le thème plaît aux moralistes chargés d'enseigner à leurs contemporains l'art du bonheur. Mais notre bourgeoise sentimentale s'est trompée, si elle a pensé rencontrer le repos dans cette sagesse et conduire en un port pacifique sa barque ramenée de Cythère. Elle a affaire à ce monde exceptionnel et périlleux de la Cour, à cet homme décevant qu'est le Roi. La marquise accepte, puisqu'il le faut, les caprices du Parc-aux-Cerfs, et son adoration fidèle pour l'ancien amant n'en est pas amoindrie. Elle ne s'offusque point d'un genre de vie, à la vérité assez bas, mais habituel aux riches libertins de l'époque et dont la morale des

« philosophes » s'est toujours accommodée. Elle se borne à faire surveiller de loin toute liaison qui se prolonge et qui pourrait annoncer l'avènement d'une favorite véritable. Son rôle est d'une défense qu'elle croit légitime et qu'approuvent ses amis. Les infamies qu'on débite à ce sujet dans le public ne la préoccupent guère, et les jeunes femmes dont on lui conte l'aventure successive attendrissent quelquefois son égoïsme.

Aucune d'elles ne saurait lui enlever l'affection du Roi. « C'est à son cœur que j'en veux », dit-elle à madame de Mirepoix. Mais celle-ci lui fait observer que le cœur compte chez Louis XV beaucoup moins que l'habitude : « C'est votre escalier qu'il aime ; il est habitué à le monter et à le descendre. S'il trouvait une autre femme à qui il parlerait de sa chasse et de ses affaires, cela lui serait égal au bout de trois jours. » L'autre femme ! Telle est la menace constante pour la marquise. L'éventail de maîtresse en titre, qu'elle a laissé tomber de ses doigts, est guetté par de grandes dames qui aspirent à le ramasser. D'où viendra le péril, parmi tant de beaux yeux qui visent le maître ? La première exigence de celle qui l'emportera sera de faire renvoyer madame de Pompadour. L'amitié la

plus tendre, le dévouement le plus éprouvé, ne la défendront pas une heure d'une rivale qui l'égalerait par le rang et la dominerait par la naissance. Le complot mortel s'ébauche à tout instant et chaque menace la torture. Dans son propre cercle, elle a vu madame d'Estrades en ligne, madame de Choiseul presque victorieuse; demain, ce sera madame de Coislin, et puis d'autres, toutes préludant par une lutte sans scrupule au triomphe qui serait sans pitié.

Prête à tout risquer d'elle-même pour ce qu'elle regarde comme son bien, madame de Pompadour songe à prendre par ailleurs ses sûretés. Elle découvre pour cela un exemple dans l'histoire, celui d'une autre marquise à qui elle prétend, bien à tort, se comparer. Madame de Maintenon a tenu, auprès d'un grand prince, le rôle de l'amie nécessaire et de bon conseil; elle a vécu avec Louis XIV, il est vrai, en femme légitime, et le mariage secret, qu'exigea sa vertu, ne ressemble guère aux galants préliminaires de la forêt de Sénart. On veut oublier ces différences et ne voir dans cette haute aventure de l'autre règne qu'un encouragement magnifique. C'est en s'occupant du gouvernement du royaume, en participant au travail avec les ministres

que madame de Maintenon a gagné sa partie jusqu'au bout. La fille du commis Poisson, élevée par les frères Pâris, enseignée par Crébillon et par Voltaire, formée aux nobles manières par l'abbé de Bernis et M. de Gontaut, puis par une vie de Cour déjà longue, n'aurait à compléter que sur ce point son éducation de grande favorite.

Le voisinage de la maison de Saint-Cyr, que fréquentent les dames de la Cour, lui suggère des idées et des exemples. Elle s'intéressera passionnément aux *Mémoires sur la vie de madame de Maintenon* que va publier La Beaumelle et s'inscrira parmi les premiers souscripteurs. Elle trouvera dans cette biographie mainte leçon précieuse à recueillir. Son projet d'École militaire pour la jeune noblesse sans fortune lui a été inspiré par Saint-Cyr; sa prochaine « conversion » va l'être par le pieux exemple de la pénitente de l'abbé Gobelin : « Elle l'imitait depuis longtemps, écrit un bon observateur; j'en avais été plusieurs fois témoin. » C'est d'abord par l'étude des affaires publiques qu'elle voudrait rejoindre les traces de ce modèle inattendu.

Elle y a pensé dès l'heure où, restant pour le Roi un agrément et une habitude de sa vie,

elle a renoncé aux tendres prestiges et aux droits qu'assure l'amour. A y suppléer, il lui faut plus que jamais des amis sûrs et choisis, aussi fermement attachés à sa fortune qu'elle sera dévouée à la leur. Un Stainville sera du nombre, et bientôt au premier rang. Ils lui feront connaître les rouages de l'État et les vues de cabinets de l'Europe ; ils parleront devant elle le langage qu'elle emploiera à son tour auprès du Roi, étonné, charmé une fois de plus, par ce renouvellement de son amie. La musicienne, la comédienne, la ballerine experte des Petits Appartements, la surintendante des plaisirs de Versailles, la protectrice des artistes et des gens de lettres, la brillante châtelaine de Bellevue et de Crécy, saura faire apprécier en elle des mérites imprévus. Sa politique aura seulement en vue les plus directs intérêts du Roi, reflétera toujours sa pensée, servira ses désirs secrets, ménagera les ombrages de son orgueil et ne travaillera que pour sa gloire. La marquise se montrera conseillère déférente, fidèle sujette et véritable Française, interprète des bons serviteurs, dénonciatrice des ennemis de la couronne, obtenant ainsi d'être mêlée aux décisions et jugée indispensable à toutes les heures. Elle ne redoutera aucune rivale : pour

cette fonction difficile et souvent ingrate, peu de femmes auraient assez d'intelligence, aucune assez de dévouement.

Tel est le rêve; la réalité sera souvent différente. Ces nobles espoirs n'iront pas sans défaillances, sans déceptions de plus d'une sorte. Que de difficultés déjà pour en faire accepter l'idée au Roi, et comme l'ancien rôle était plus facile!

Le « petit degré » du Roi, qui desservait les cabinets intérieurs, permettait à Louis XV d'accorder à l'insu de tous ses audiences les plus intimes. Par l'Œil-de-Bœuf passaient les « entrées », les grandes charges, les ministres, la Reine et Mesdames avec leur service, toute la vie majestueuse de Versailles; par « les derrières » se glissaient la mante bien close d'une bonne fortune ou le portefeuille bourré de papiers des gens du « secret ». Ce « secret » politique du Roi fut si bien gardé que ceux même qui en soupçonnèrent l'existence n'en connurent jamais l'objet. Chaque jour, pendant des heures, ce souverain, qu'on croyait à ses plaisirs, s'asseyait à sa table de travail pour dépouiller, mettre en ordre, annoter les mémoires qu'il se faisait remettre sur les diverses parties du gouver-

nement ou les rapports que, de tous les coins de l'Europe, des agents inconnus adressaient sous des couverts sûrs. Il surveillait ainsi, par des hommes d'un zèle éprouvé, les points délicats de sa politique étrangère. Il se défiait de ses propres ambassadeurs, trop souvent choisis pour leur nom, leur fortune ou leur cuisinier; il n'appréciait guère l'aide de ses ministres, ni le fumeux génie d'un marquis d'Argenson, ni la banale éloquence d'un Puisieux, ni la mémoire gonflée de gazettes d'un Saint-Contest. Ses courriers privés de Saxe, de Pologne, de Prusse ou d'Angleterre, lui apportaient plus de vérités utilisables que les rapports à grandes marges des Affaires étrangères, souvent remplis de pompeux comérages. Il dirigeait ainsi deux politiques, qui soutenaient l'une et l'autre les intérêts du royaume, mais dont la secrète passionnait seule son esprit défiant et mystérieux.

La Cour ignora tout du secret de Louis XV, et les ministres eux-mêmes s'en doutèrent à peine, jusqu'au jour où le comte de Broglie remit à Louis XVI, pour se justifier devant lui, toute la correspondance du maître qu'il avait servi. Mais, pendant bien des années au milieu du règne, certaines allées et venues du « petit degré » excitèrent la curiosité de Ver-

sailles. Le prince de Conti le montait sans être annoncé, quelquefois accompagné d'un secrétaire, et les deux cousins s'enfermaient ensemble tout au fond de l'appartement. Des courtisans, Argenson ou Luynes, jettent parfois sur leur journal des notes de ce genre : « On est toujours étonné de l'immixtion de M. le prince de Conti dans les affaires de l'État... Ce prince porte souvent de gros portefeuilles chez le Roi, et travaille longtemps avec Sa Majesté. » « Tout le monde demande quel est le sujet de ce travail ; il paraît que personne ne le sait... Il y a des gens qui prétendent que M. le prince de Conti s'instruit sur différentes matières dont il vient rendre compte au Roi... Il a plusieurs secrétaires qui paraissent fort occupés. » Mais rien ne transpire de ces entretiens répétés.

Louis-François de Bourbon, prince de Conti, arrière-neveu du grand Condé et grand prieur de France, était avant tout un homme de guerre. Il avait conquis au Roi plus de places fortes que le maréchal de Saxe ne lui avait gagné de batailles, et l'armée s'attendait à être commandée par lui, le jour où l'on recommencerait à se battre. Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, il était le confident de la politique secrète de Louis XV, dont

tous les ordres passaient par ses mains. Il répondait des agents et de leur silence; il employait dans chaque Cour de l'Europe des hommes de rang très divers, dont aucun jamais ne manqua à la discrétion, et parfois c'était l'ambassadeur lui-même, jugé capable de la garder envers son ministre. Le jeune Broglie, nommé à l'ambassade de Varsovie, le 11 mars 1752, ne fut pas peu surpris de recevoir en privé, dès le lendemain, ce billet d'une main auguste : « Le comte de Broglie ajoutera foi à ce que lui dira M. le prince de Conti et n'en parlera à âme qui vive. Louis. »

Le nœud du secret royal était en Pologne. Depuis la guerre soutenue pour les droits de son beau-père Leczinski, Louis XV s'intéressait à ce pays. Il continuait à y entretenir de ses subsides l'ardeur du parti français, et comptait parmi ses plus fidèles agents plusieurs serviteurs anciens de Stanislas. Monarchie élective, la Pologne s'offrait sans cesse comme une proie à l'avidité de ses durs voisins. Un roi né Français l'eût défendue mieux qu'un autre contre la Russie, la Prusse ou l'Autriche; il eût ménagé en même temps à notre couronne cet appui oriental dont elle ne pouvait se passer. Le roi d'alors ne comptait point comme un ennemi, puisque

c'était le père de la dauphine Marie-Josèphe, l'électeur de Saxe, Auguste III; mais on pouvait lui préparer pour successeur un prince de la maison de France. Ce trône, que les Polonais proposaient sous Louis XIV à un prince de Conti, leurs descendants y voulaient mettre son petit-fils. Louis XV ayant autorisé son cousin à poursuivre une ambition digne de son rang, leurs démarches communes commencèrent sur ce point l'action de la diplomatie occulte. Depuis, le cadre s'en était élargi : elle appuyait toute la politique générale du Roi, qui tendait à rattacher à la France et à unir entre elles la Suède, la Pologne et la Turquie, pour les opposer à l'Autriche et à la Russie et maintenir l'équilibre créé en 1748 par le traité d'Aix-la-Chapelle. Cette paix conçue « non en marchand, mais en roi », suivant le mot de Louis XV, était son œuvre personnelle. « Quel roi, s'écriait Voltaire, a fait jamais une paix plus utile ! » Si ses alliés avaient seuls bénéficié de sa victoire, ce désintéressement devait servir, croyait-il, à détruire « dans le cœur de ses ennemis des semences de discorde et de jalousie », et à l'instituer « arbitre des nations si longtemps conjurées contre nous ».

Capable de comprendre ces vues et digne de s'y associer, Conti rachète ainsi les désordres de sa conduite privée, la forfanterie d'impiété qui s'étale aux soupers du Temple. Il n'est pas insensible à l'idée qu'il sert les intérêts français en même temps que son propre avenir. Il aime à travailler avec le Roi. Son esprit manœuvre aisément les fils de ce vaste écheveau diplomatique où se perd l'intelligence confuse du marquis de Puisieux, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères. Par instants, le « secret » fait de lui le véritable ministre. Sûr de la bonne organisation du service et de la confiance de son cousin, muni d'intentions droites et dévouées, le prince n'a oublié qu'une chose, l'existence d'une maîtresse en titre, avec qui il faudra compter.

Conti serait des ennemis de madame de Pompadour, s'il daignait s'occuper d'elle. Mais il préfère l'ignorer, car l'arrivée de cette intruse à la Cour lui a causé l'unique et cuisante humiliation de sa vie. C'est sa mère, la princesse de Conti, qui a mené la « caillette » au jour de sa présentation; et chacun sait que le paiement des dettes de la douairière besogneuse a récompensé cette complaisance. La discorde règne depuis lors entre la mère

et le fils, et celui-ci affecte de se tenir à l'écart de la puissance encensée par tant d'autres. Sa maîtresse, la fière Boufflers, « l'idole du Temple », décoche ses épigrammes à l'idole bourgeoise des Petits Appartements. La marquise espère du temps un changement dans les sentiments du prince; elle a désarmé bien d'autres préventions et même dans la famille royale. Pourtant, si l'on peut négliger la maîtresse, il est périlleux de l'inquiéter. Comment ne prendrait-elle pas ombrage de ce travail caché, qui lui enlève si souvent le Roi et dont il évite avec soin de lui parler! Que contiennent ces dépêches remises à Conti en pleine chasse, et les lignes griffonnées par lui sur la selle et qu'un courrier porte au Roi? Quelle raison si pressante le fait arriver parfois de l'Isle-Adam à cheval et bride abattue, pour s'en retourner sur-le-champ? Pourquoi tient-on la marquise hors de toute information, alors qu'elle donne au Roi tant de preuves de discrétion et d'attachement? Conti, interrogé par elle, s'est dérobé. Les secrétaires d'État ne savent rien, et le comte d'Argenson, un peu mieux renseigné peut-être, puisqu'il a travaillé quelquefois avec le prince, se garderait bien de satisfaire la curiosité de sa

belle ennemie. Désappointée dans ses recherches, madame de Pompadour est en proie à une jalousie singulière. Elle sent que le Roi n'accorde pas assez de confiance au sérieux de son esprit pour la mêler aux secrets de politique. C'est alors qu'elle commence à s'instruire des choses qui jusqu'à présent ne l'intéressaient guère, et dont la connaissance peut seule lui procurer l'orgueil des suprêmes confidences.

Les rapports adressés au roi de Prusse par son envoyé à Versailles, révèlent l'heure et les circonstances de ces dispositions nouvelles. Le baron Le Chambrier, qui connaissait bien la favorite pour l'avoir vue avant ses grandeurs, la jugeait encore sans conséquence en janvier 1751 : « La marquise de Pompadour est toute-puissante pour ce qui s'appelle grâces et bienfaits en argent, en charges, tant militaires que de la Cour et de la Robe, et en général pour tout ce qui regarde l'intérieur du Royaume. Elle n'a aucune influence dans les affaires politiques, que celle de placer un ministre dans les Cours étrangères pour lesquelles elle s'intéresse, de concert avec le marquis de Puisieux; mais, pour ce qui regarde les négociations que les puissances étrangères peuvent faire avec la France, la

marquise de Pompadour ne s'en mêle pas. Elle n'aime point ces sortes d'affaires; elle ne les entend pas. Il faudrait qu'elle fût dirigée par quelqu'un, si elle voulait y influencer. Si j'avais pu croire avec fondement qu'on pût tirer quelque utilité de cette femme pour les grandes affaires, je l'aurais marqué à Votre Majesté il y a longtemps. »

Deux mois plus tard, ce portrait devra subir quelques retouches. De nombreux événements se sont succédé. Le carême, le temps du Jubilé ont été pleins de tempêtes; les prédicateurs Jésuites ont tonné devant le Roi contre les mœurs coupables de la Cour, et le pécheur le plus notoire a montré l'intention de revenir aux sacrements. La marquise a pressenti le renvoi qu'exigeront les confesseurs. Ce danger va se dissipant, il est vrai, car le Roi, trop bon chrétien pour vouloir l'absolution sans offrir en échange le ferme propos de réformer sa vie, ne l'est point assez pour se résoudre à une telle extrémité. Mais comme sa maîtresse a su l'entourer, le distraire, l'étourdir! Gagner du temps était pour elle tout gagner. A ses armes habituelles, elle vient d'en joindre une autre, que M. de Puisieux a su lui indiquer et qui doit les défendre tous les deux : comme madame de

Maintenon, elle est appelée en tiers au travail du Roi, et voici les dessous de l'événement que Frédéric II sera le premier à connaître.

« Le marquis de Puisieux, lui écrit Le Chambrier, a commencé de travailler avec le roi de France en présence de la marquise de Pompadour, en suite de la représentation qu'il a faite à ce prince, après s'être concerté apparemment avec cette maîtresse, qu'il était du bien de son service qu'elle fût présente au travail qu'il aurait l'honneur de faire avec lui. Le marquis de Puisieux a cru sans doute qu'il fallait qu'il se liât avec la marquise de Pompadour, en la mettant pour ainsi dire de moitié dans les affaires politiques, pour faire reprendre au Roi, son maître, des sentiments plus favorables pour lui, et la marquise, de son côté, en aura été charmée, vraisemblablement, pour se faire plus valoir dans l'esprit du roi de France, *en lui développant des talents dont il ne l'a pas crue capable jusqu'à présent.* La voilà donc à portée de prendre connaissance des plus grandes affaires... Comme je suis sa plus ancienne connaissance parmi les ministres étrangers, elle me fit des agaceries, dans le dernier voyage à Fontainebleau [novembre 1750], sur ce qu'elle ne me voyait pas souvent. Peut-être, se proposait-elle déjà

de tâcher de se mêler dans la politique et que, comme Votre Majesté est l'allié le plus considérable du roi de France, elle voulait se préparer une route, en me voyant, qui pût favoriser son dessein. Je ne sais pas si c'est elle qui l'a conçu, ou si quelqu'un le lui a inspiré, *mais elle l'avait cru au-dessus de ses forces*; et, si elle paraît penser différemment aujourd'hui, c'est qu'elle aura peut-être réfléchi par elle-même, ou par d'autres, qu'il fallait qu'elle se rendît nécessaire au roi de France par ses intérêts les plus importants, *pour suppléer au besoin qu'il n'avait plus si fortement de sa personne* pour son aisance, et qu'en s'attachant à elle de cette manière, il lui serait plus difficile de la renvoyer, quand il voudra sincèrement écouter son confesseur. »

Ces origines sont dé mêlées, on le voit, d'une plume assez experte. Mais, le chemin que prend madame de Pompadour ne mène pas, comme le Prussien veut le croire, au rapprochement avec son maître. Frédéric, qui fera plus tard le dégoûté, s'y prêterait avec empressement, car il use volontiers des femmes pour ses manèges politiques. Ayant fatigué de flagorneries madame de Châteauroux, il est décidé à recommencer sous le

cotillon régnant : « Comme je m'aperçois, écrit-il au successeur de Le Chambrier, que c'est la maîtresse qui fait la pluie et le beau temps, je serais bien aise que vous m'informiez s'il n'y a pas moyens de la gagner pour moi et quels seraient les moyens d'y parvenir. » Celui auquel il a pensé d'abord est le plus grossier, l'argent. Son ministre, à Versailles, le jacobite exilé qu'on appelle Mylord Maréchal, est obligé de le rappeler à des façons plus délicates : « Toutes les petites attentions, dit-il, ou même les petits présents flatteraient la vanité de la marquise, surtout de la part de Votre Majesté, quoiqu'elle y soit si accoutumée qu'elle ne le sent non plus qu'un parfumeur sent les bonnes odeurs de sa boutique; mais on ne la gagnerait pas par là. Elle est très intéressée; cependant, elle n'oserait pas recevoir une somme de Votre Majesté, et elle courrait trop de risques de se montrer partiale en votre faveur. De plus, Sire, à supposer que vous lui donniez une grosse somme, ce serait en pure perte : elle aurait toujours bien des échappatoires honnêtes de ne rien faire que ce qu'elle voudrait bien d'elle-même... Je suis persuadé que Votre Majesté leur fera toujours faire dans le besoin tout ce qu'Elle voudra et qu'ils

se conformeront à ses lumières, sans autre secours ni aide que celui de l'esprit de Votre Majesté. » Malgré l'avis, l'idée de corruption ne quitte pas l'esprit de Frédéric. Il demande à plusieurs reprises s'il est exact que le cabinet de Saint-James se soit assuré le concours de la marquise en lui offrant sur les banques anglaises des placements avantageux. Plus tard, il précisera : « Des gens bien informés lui ont parlé de dix, trente ou quarante millions. » Cet injurieux soupçon viendra un jour aux oreilles de la favorite, qui en montre dans une lettre un profond ressentiment. Elle se trouvera d'autant plus sensible à l'offense qu'elle est inattaquable sur ce point, et de là date apparemment une juste rancune.

L'allié de Louis XV, en dépit de ses prétentions à la culture française, laisse voir trop souvent sa grossièreté native pour plaire toujours à tout le monde. Un de ses envoyés l'informe, en le flattant, que l'enthousiasme baisse à la Cour de France : « Il se pourrait qu'il y entrât de la jalousie contre Votre Majesté. Quand un bel esprit veut donner l'exemple d'un grand homme et d'un grand roi, on va d'abord à trois cents lieues de Versailles. »

L'engouement persiste chez les militaires et les gens de plume. Mais Louis XV, tout en ménageant un allié jusqu'à présent assez fidèle, n'aime point qu'on oppose à la sienne une Cour étrangère où des vices plus répugnants qu'à Versailles se dissimulent sous moins de grâces. Il n'ignore pas non plus certains vers satiriques de Sa Majesté prussienne et le persiflage de Potsdam à son égard. Une petite revanche lui est donnée, quand l'Europe, renonçant un moment aux commérages sur Versailles, trouve à s'amuser avec les démêlés de Voltaire et de Frédéric. On apprend les scènes tragi-comiques de la rupture, l'arrestation du poète à Francfort, la brutalité du roi grenadier envers son chambellan chéri de la veille. L'entourage de Louis XV en a voulu à Voltaire d'abandonner, pour un service étranger, ses places d'historiographe de France et de gentilhomme de la Chambre. S'il est à présent dans l'embarras, c'est sa vanité ridicule qui l'y a mis, et nul n'est en souci d'arranger ses affaires. Les lettres suppliantes de madame Denis à madame de Pompadour, au comte d'Argenson, restent sans réponse.

Seule, en secret, la marquise compatit au cas de « son pauvre Voltaire ». C'est elle qui

lui a fait conserver au départ, malgré les répugnances du Roi, sa pension et sa charge de la Chambre. Au repentir du glorieux revenant toutes ses indulgences sont acquises et, prête déjà à lui rendre son appui, elle ne cache pas son indignation contre le persécuteur. Celui-ci, informé, commence à prendre son parti de n'être pas aimé; il écrira : « Ce n'est point à nous de nous mêler des intrigues, de travailler à faire déplacer madame de Pompadour par mademoiselle Murphy, ou autrement. Aussi je n'y songeai jamais; mais, si la chose arrivait, nous pourrions bien nous consoler. »

Un Autrichien subtil et charmant s'est trouvé à Paris tout à point pour rassembler les rancunes éparses et les utiliser à ses fins politiques. Le comte de Kaunitz semble alors un personnage inoffensif. N'ayant à suivre, comme ambassadeur de Marie-Thérèse, aucune affaire importante, ses loisirs lui permettent de cultiver, parmi les plaisirs parisiens, des amitiés profitables à son pays. Une paix équitable laisse les deux Cours sans haine et presque sans défiance; le représentant d'une puissance vaincue sans être humiliée peut se faire accueillir avec bienveillance, suggérer une réconciliation plus efficace,

rêver même de détacher un jour la France de l'alliance prussienne, menace permanente contre l'Autriche. Bel homme, de manières exquises, fier de ses agréments physiques, Kaunitz y joint toutes les recherches de la toilette; il lui faut quatre miroirs pour s'habiller; sa perruque n'est point frisée, mais disposée « en lacets d'amour ». « Aussi frivole dans ses goûts que profond dans ses affaires », comme le dira Frédéric II, il est servi à Paris par sa frivolité même.

Parmi tant de salons qui le recherchent, celui de la favorite a fixé son dessein : « Dès la première audience, écrira-t-il, je n'ai pas oublié d'avoir des attentions pour madame de Pompadour. Je sais que le Roi m'en a su gré et qu'elle y a été sensible. » Il distingue vite les perplexités de la dame. Il sait que les caprices de Louis XV la jettent dans de cruelles alarmes, bien que jusqu'ici elle en ait été quitte pour la peur : « Mais, dit-il à l'Impératrice, il est souhaitable qu'elle dure. Sans appuis naturels à la Cour, puisque sa famille n'y est pas reçue, elle n'a même point de parents dans l'armée... Il serait très fâcheux que le Roi eût pour maîtresse une femme de condition, parce qu'elle serait obligée de s'en tenir au ministère de la

Guerre pour faire la fortune de ses parents, n'en ayant point d'autres pour les gens de condition dans ce pays-ci que dans le militaire; sa connexion avec ce ministre augmenterait nécessairement son crédit et, comme un ministre de la Guerre ne joue jamais un plus beau rôle qu'en temps de guerre, son crédit serait dangereux. Tant que madame de Pompadour sera en place, je ne crains ni M. d'Argenson, ni aucun des gens de ce parti. » Habitué au succès auprès des femmes, Kaunitz prend celle-ci par les compliments et les hommages; il se fait à Compiègne des amis parmi les familiers du Roi; charmés de l'état de maison qu'il y tient, Louis XV et la marquise ont pour lui mille bontés : « On m'a fait entendre, dit-il, que, s'il était possible de mettre un ambassadeur de la coterie du Roi, j'en serais... Tout cela assurément ne fait rien au fond des affaires, mais ces sortes d'affections personnelles ne gâtent rien cependant et peuvent être de grande conséquence dans les occasions. »

L'Impératrice n'hésite pas à ajouter quelques gages pour gagner l'amitié royale, dont les liens peuvent un jour se serrer davantage. C'est d'abord l'offre faite à Louis XV d'être le parrain d'un de ses enfants, Il s'en montre

touché, et les courtisans le rapportent à l'ambassadeur : « J'ai eu occasion, écrit-il, de causer aussi fort longtemps avec madame la marquise de Pompadour et je lui ai dit beaucoup de choses que je suis bien aise qu'elle redise au Roi. Elle m'a assuré que le Roi non seulement aimait actuellement l'Impératrice, mais que, même au milieu de la guerre, il avait toujours eu pour elle beaucoup d'amitié et la plus haute estime. Elle est convenue aussi avec moi que, si le Roi et Sa Majesté l'Impératrice pouvaient se connaître, se voir et se parler, il régnerait entre eux à jamais la confiance la plus intime et la plus parfaite. »

Choiseul confirme dans ses mémoires l'intérêt des conversations de la marquise et de Kaunitz : « Il lui montrait des lettres de la main de l'Impératrice remplies des expressions les plus flatteuses pour elle et des sentiments les plus parfaits pour le Roi. Ces lettres flattaient l'amour-propre de madame de Pompadour très aisée à flatter. Après leur lecture, M. de Kaunitz s'écriait qu'il était bien fâcheux que les préjugés éloignassent les liaisons qui devaient naturellement et pour le bonheur commun rapprocher des princes qui s'aimaient et s'estimaient autant. Madame de Pompadour répondait que cela serait

désirable. M. de Kaunitz répliquait qu'il arriverait peut-être des circonstances où ce bien pourrait s'opérer, mais que, dans le moment, tout ce que désirait sa maîtresse était que le Roi fût bien persuadé de ses sentiments. Madame de Pompadour assurait qu'elle ne les lui laissait pas ignorer. » On comprend maintenant pourquoi celle-ci prenait si vivement la défense de M. de Kaunitz et disait que c'était « une tête carrée, une tête ministérielle ». Un jour qu'on se moquait devant elle du ridicule de sa coiffure et des quatre valets de chambre armés de soufflets, qui faisaient voler la poudre afin de n'en fixer que la partie la plus fine, elle répliqua : « C'est Alcibiade qui fait couper la queue de son chien, pour donner à parler aux Athéniens et détourner leur attention des choses qu'il veut cacher. » Et l'air entendu montrait bien qu'on possédait le secret d'un grand ambassadeur.

Cette intimité n'a encore rien changé à la politique. Le ministère reste entièrement « prussien » ; et tout ce que Kaunitz juge en avoir obtenu, c'est qu'on ne songe plus, comme autrefois, à créer par système des embarras à l'Autriche : « Je suis trop heureux, ajoutait-il, d'avoir fait en sorte qu'on ne nous hait

pas. » Mais il laisse au meilleur poste de la Cour une amitié qui sera fidèle. Quand il quitte la France à la fin de 1752, pour être fait chancelier de Marie-Thérèse et prince du Saint-Empire, il obtient aisément de madame de Pompadour la permission de lui écrire et, pour son successeur, celle de la voir en particulier. Il emporte de Versailles la certitude qu'il a posé des pierres d'attente pour un édifice désiré.

La séduction du cavalier a bien servi l'extrême finesse du diplomate. Mais il jouait un jeu facile : il s'attribuait, auprès d'une bourgeoise devenue femme de Cour, le rôle d'initiateur que nul dans l'entourage de celle-ci ne s'était avisé de prendre. Flattée de son choix, elle lui devait de la gratitude ; elle avait entrevu par lui les larges horizons de la politique européenne ; et déjà, éprise de grandeur, elle se grisait de les découvrir.

CHAPITRE II

LES AFFAIRES D'ÉGLISE

La Cour formait une société singulière, tout artificielle, absorbée par ses intrigues et le spectacle amusant de sa propre vie. Elle était à ce point isolée de la nation que certains événements les plus graves du royaume y retentissaient à peine. Les affaires arrivaient chez le Roi dans le portefeuille des secrétaires d'État et se discutaient dans son cabinet, sans émouvoir cette foule aux habits brodés qui se pressait à deux pas, aux heures d'usage, dans la Grande Galerie et le salon de l'Œil-de-Bœuf. Quelques vieux courtisans avertis s'en entretenaient avec les ministres, qui habitaient tous Versailles et y avaient leurs bureaux; mais seules comptaient pour la Cour et

l'agitaient les questions de personnes, les promotions de cordons bleus, les désignations d'ambassade, surtout la répartition des régiments, à laquelle étaient intéressées toutes les nobles maisons. On prêtait une attention distraite aux conflits des Parlements avec la Couronne, sans s'apercevoir qu'il ne s'y débattait rien de moins que l'avenir de la royauté. En janvier 1753, en pleine lutte entre les magistrats et le Clergé, M. de Croÿ s'étonnait de cette indifférence : « On ne parlait point à la Cour des grandes affaires de l'Archevêque et du Parlement, qui faisaient alors tant de bruit partout ailleurs. » Le duc de Luynes note la même légèreté et c'est autour de lui qu'il observe combien les Français « sont faciles à distraire des choses les plus importantes pour les plus frivoles ». Le nouveau spectacle des bouffons italiens à l'Opéra ou la « présentation » d'une jolie femme à Leurs Majestés tenaient plus de place dans les conversations du Château que l'arrivée des lourds carrosses du Parlement amenant les présidents et les conseillers, dont les robes rouges remplissaient les antichambres aux jours de remontrances solennelles. Ce n'était pour les hôtes de Versailles que des manifestations malséantes de sujets désor-

béissants, qu'il appartenait au souverain de mettre à la raison.

Quelqu'un pourtant gardait de ces rencontres un souvenir pénible et presque douloureux, le dissimulait à tous, y songeait dans ses insomnies et en méditait les conséquences. Louis XV savait fort bien que ses paroles royales, même dites sèchement et de haut, perdaient chaque fois de leur force sur ces magistrats orgueilleux, imbus, comme il le disait, d'un esprit « républicain ». On gagnait simplement du temps, sans rien résoudre des difficultés bientôt plus pressantes. Pour forcer son Parlement rebelle à enregistrer les édits ou lettres de jussion, au besoin les arrêts du Conseil, Louis XV avait à sa disposition l'appareil solennel et rigoureux du lit de justice. Qui ne voyait, à la violence des polémiques soulevées dans le public, que ces moyens s'usaient à trop servir ! Habitué par sa réflexion solitaire à envisager ces choses sans illusion, le Roi sentait fléchir entre ses mains le pouvoir absolu, que toute son éducation et les expériences de son règne lui faisaient croire nécessaire à la France.

Louis XV avait plusieurs des qualités d'un roi, l'intelligence lucide, le jugement droit, le

désir de savoir la vérité et le sentiment des devoirs du prince envers son peuple. Il acceptait la responsabilité d'une puissance sans contrôle que lui avait léguée son prédécesseur; mais la difficulté de l'exercer, qui croissait avec le temps, décourageait de bonnes intentions, que soutenait mal un vouloir fléchissant. S'il hésitait si souvent dans l'action, n'était-ce point parce qu'il la croyait vaine? La discorde entre son Clergé et son Parlement, où tant d'intérêts et d'orgueil de caste se dissimulaient sous l'invocation du bien public, achevait de confirmer en lui cet immense mépris des hommes que lui avait inspiré de prime abord la vue quotidienne de sa cour. Après Fleury et Noailles, et la bonne comtesse de Toulouse, il ne mit plus sa confiance en personne; et celle qu'il témoigna à madame de Pompadour, dont il savait cependant l'affection sincère, n'alla jamais jusqu'à l'initier à son « secret ». Cette pensée royale, au milieu des magnificences et des hommages, vit et meurt dans la solitude. Louis, ne prêtant qu'une attention ennuyée aux plaisirs qu'on lui forge, ne se réveille qu'au remords, seul aiguillon de son indifférence. Sous le grand air distant, qui dissimule son âme véritable, ce Roi désabusé dévore plus d'une souffrance. La lassitude des

sens suit les désordres de la chair ; la vision du désastre à venir châtie les défaillances de la volonté. Mais de toutes les misères qui l'accablent, les plus cruelles sont la certitude d'être mal servi dans les affaires de l'Etat et cette conviction, peu à peu enracinée en lui, que les maux dont souffre le royaume sont inguérissables.

Au Conseil, le Roi a peu de bons serviteurs, et ne s'est pas soucié d'en augmenter le nombre. Son chancelier est un Lamoignon, c'est-à-dire un honnête homme, mais qui a peu de lumières et soixante-six ans bien sonnés. Puisieux, Saint-Contest, Rouillé se succèdent aux Affaires étrangères, également médiocres, toujours inférieurs aux événements. Avant d'être gouverné par les bureaux de ce département, Rouillé le fut par ceux de la Marine, qui lui échut après la disgrâce de Maurepas ; encore savait-il compter les vaisseaux du Roi, ayant été commissaire royal à la Compagnie des Indes. L'ancien théatin Boyer, évêque de Mirepoix, premier aumônier de la Dauphine, tient la « feuille » des bénéfices et s'occupe des affaires ecclésiastiques ; Bernis qu'il a éconduit, l'accuse d'avoir, « à force de zèle et de dureté, su ranimer les cendres éteintes du jansénisme ». C'est une belle opération,

en vérité, et dont on voit les résultats. Comme ministres d'État, Louis XV conserve le maréchal de Noailles, le dévouement et la conscience mêmes, malheureusement fort âgé, puisqu'il prit Girone en 1710. Il y a encore le comte de Saint-Florentin, qui a le département de la Maison du Roi, courtisan de naissance et sachant à merveille les choses de la Cour, et le comte de Saint-Séverin, négociateur sans gloire de la paix d'Aix-la-Chapelle, suffisant et borné, qu'on a cru diplomate parce qu'il est né Italien. Parmi ces hommes réunis autour de la table du Conseil, deux ministres seulement se font écouter du Roi, M. de Machault et le comte d'Argenson, et naturellement ils se détestent.

Jean-Baptiste de Machault, seigneur d'Arnouville, a débuté au Parlement, obtenu une présidence au Grand Conseil, l'intendance de Hainaut, puis la charge de ministre d'État et la garde des sceaux; il administre le contrôle général des Finances, dont le Roi le déchargera en 1754 pour lui donner la Marine. Cet homme considérable n'a point le secret de plaire; le portrait de La Tour marque son extérieur froid, sa contenance grave, mais la parole est exacte, claire, expose les affaires en peu de mots. Louis XV lui sait gré de procurer

de l'argent, comme à M. d'Argenson de créer des armées. Il a montré, pour augmenter les ressources de l'État, que les mesures extrêmes ne l'arrêtent point, et qu'il veut attacher son nom aux grandes réformes. Sa pénétration comprend le danger que fait courir à la monarchie l'extension indéfinie des privilèges. Il en veut commencer la destruction par ceux du Clergé, et s'attaque hardiment aux biens de mainmorte. Son fameux impôt du « vingtième », que Voltaire appuie d'un excellent pamphlet, ne fait crier tant de gens que parce qu'il est universel; et la Cour dénonce, du ton méprisant qu'on sait y prendre, le despotisme « du Machault ». Madame de Pompadour, qui a ses origines loin de la Cour, le ménage, le défend, utilise son obligeance en ses affaires particulières et, pour les affaires publiques, s'instruit auprès de lui.

L'intimité de leur liaison est scellée par une haine commune. Le comte d'Argenson s'est déclaré leur ennemi, et tout ce qui leur est hostile met aux nues le ministre de la Guerre. Cet homme séduisant est plus encore un habile homme. Le marquis d'Argenson, son frère, qui aime sa personne et critique sa conduite, l'invective constamment pour ses complaisances envers « les prêtres ». Il

s'inquiète de le voir aux mains de cette terrible comtesse d'Estrades, qui renforce son ambition d'une ambition plus âpre encore et compromet la dignité du ministre dans des rancunes de femme. D'allures sceptiques, de parole enjouée, au fond résolu et calculateur, Argenson n'a qu'un sentiment tout à fait désintéressé, son affection pour la Reine. La bonne Marie Leczinska, qui l'appelle gentiment « Cadet », ne peut servir en rien, ni à personne. Toutes les autres amitiés du comte contribuent à sa sûreté ou à l'accroissement de son pouvoir. Il a fait détacher à son profit du secrétariat d'État de la Maison du Roi le Département de Paris, qui met entre ses mains la grande police. Ses fonctions de ministre, en un temps où la guerre est toujours déclarée ou prochaine, le rendent indispensable à toute la noblesse. Il a multiplié dans l'armée les grades supérieurs et les récompenses, chargé de vingt millions par an l'état des pensions militaires. C'est le point où il se heurte à la marquise, qui tient à se réserver le domaine des faveurs. Quand les puissances ennemies consentent à s'accorder, c'est le maréchal de Belle-Isle qui négocie les concessions communes. D'ordinaire, le solliciteur doit opter entre les deux patronages et, son choix fixé

sur l'un, compter qu'il sera combattu par l'autre. L'hostilité de M. d'Argenson, s'ajoutant à celle de Conti, ne laisse pas d'inquiéter la marquise. Il lui passe parfois en tête d'abandonner la partie et de se retirer volontairement, en plein triomphe, avant que le Roi se lasse de sa présence et lui retire ses bienfaits. Quitter la Cour alors qu'elle est encore puissante et sûre d'être regrettée, l'idée séduit son imagination romanesque.

Les amis de cœur, Soubise et Gontaut, ne lui permettaient pas cette sottise. Elle voudrait leur adjoindre un conseiller plus subtil, pour l'aider à démêler les nuances de sa situation. Précisément lui revient son plus ancien familier, l'homme avisé qui a guidé à la Cour ses premiers pas et à qui elle peut se fier en toute chose. L'abbé, comte de Bernis, qu'elle a fait nommer à l'ambassade de Venise, est devenu un homme tout à fait sérieux. Il ne rime plus ces madrigaux délicats qui l'ont mené à l'Académie, et cherche à faire oublier, en sa diplomatie personne, le galant « petit collet » que Voltaire surnomma « Babet la bouquetière ». S'il ne songe nullement encore à prendre la prêtrise, il souhaite de n'être pas oublié dans la distribution des abbayes, puisque, étant cadet sans fortune, il s'est fas-

tureusement endetté à servir le Roi. La marquise se doit d'y penser, car ce fidèle ami a profité de son séjour en Italie pour la réconcilier avec madame Infante, qu'il a beaucoup vue à Parme et qui l'honore d'estime et d'amitié. Fille préférée du Roi, très aimée de ses sœurs qui la fêtent à ses voyages en France, la femme de Don Philippe pourrait devenir pour l'ancienne maîtresse un excellent appui dans la famille royale. Le service rendu par Bernis est donc fort appréciable et, pendant le long congé qu'il vient prendre à Versailles, il est tout disposé à en rendre d'autres.

Ses mémoires nous décrivent à cette date l'état d'esprit de sa bienfaitrice : « Je trouvai madame de Pompadour fort dégoûtée de la Cour. Elle me montra la copie des lettres qu'elle avait écrites au Roi pour lui demander la permission de se retirer; elle ne me fit pas non plus mystère de celles qu'elle lui écrivait sur les affaires. Les premières me persuadèrent seulement qu'elle avait de l'humeur et du dégoût, mais je n'y vis pas la ferme résolution de quitter le monde; les secondes, au contraire, me parurent admirables. Je lui conseillai de changer le style des premières lettres, qui, à la longue, pouvait fatiguer le Roi, et de demeurer à la Cour, dont elle

n'était pas détachée et où elle pouvait être utile... A l'égard des lettres que madame de Pompadour écrivait pour le bien des affaires, je n'aurais jamais cru qu'elle eût dit la vérité au Roi avec tant d'énergie et même d'éloquence; je l'en aimai mieux et l'en estimai davantage. Je l'exhortai à ne pas affaiblir son style et à continuer à dire la vérité avec force et courage. Je lui fis sentir qu'elle s'était mal conduite dans la jalousie qu'elle avait montrée contre le prince de Conti; que, plus elle insisterait à le faire éloigner, plus elle risquait de trouver de résistance de la part du Roi... Je l'engageai même à se raccommoder avec M. le comte d'Argenson, et à sacrifier au bien des affaires des ressentiments personnels. Elle se rendit avec un peu de peine à mes conseils; mais, enfin, elle me chargea de cette négociation, à laquelle M. d'Argenson se refusa constamment... »

Ce que madame de Pompadour redoute fort en M. d'Argenson, c'est que ce brillant correspondant de Voltaire est aussi l'ami de l'archevêque de Paris. Or, Christophe de Beaumont n'a jamais cessé d'afficher son mépris pour elle. Ce prélat est une sorte de saint, sans accommodements avec le monde, qui ignore comment s'y prendre pour obtenir un

chapeau de cardinal, mais connaît les devoirs de sa charge qui l'obligent d'avertir les rois. Ne voulant rien savoir des changements qu'on dit survenus entre Louis XV et sa maîtresse, il persiste à prétendre qu'il y a scandale grave à les voir vivre l'un auprès de l'autre. C'est lui, dit-on, qui a inspiré les prédicateurs si durs de l'année du Jubilé, où la favorite traversa de mortelles inquiétudes. Tant qu'un Beaumont n'est pas réduit au silence, tant qu'un Argenson garde l'oreille du Roi, elle sent que sa situation n'est point assurée. Toute la famille royale, qui veut convertir le grand pécheur, a des confesseurs jésuites; si le Roi changeait de vie, il en prendrait assurément un lui-même, et M. d'Argenson, qui pourtant ne se confesse guère, deviendrait cette fois fort dangereux. Tel est le point de vue, médiocre et tout personnel, d'où madame de Pompadour suit, pendant les premières années, la querelle qui s'envenime entre le Clergé et les Parlements. Ce n'est que peu à peu qu'elle s'habitue à la voir de plus haut, et presque avec les yeux de Louis XV, quand l'audace parlementaire élève le conflit jusqu'à la couronne.

L'état normal de la France paraît être la guerre civile. Avec des formes adoucies par

les mœurs et sous des noms plus nouveaux que les passions qui les animent, les factions d'alors poursuivent cette longue lutte religieuse qui n'a presque jamais cessé dans notre pays. Enflammés aisément par l'idée abstraite, habiles à y rattacher des intérêts de parti, charmés par la matière d'éloquence et de chicane que comportent de telles batailles, les Français mêlent aisément la polémique à la philosophie et l'intolérance à la religion. Ainsi s'infligent-ils de nobles et stériles déchirements, sauf aux époques où l'attaque de l'étranger les oblige à se réunir pour le vaincre.

Afin d'attiser leurs querelles, le xviii^e siècle a hérité, de celui de Louis XIV, le brandon mal éteint du jansénisme. La bulle *Unigenitus*, qui devait apporter la paix à l'Église de France, n'a fait qu'envenimer ses divisions. Dans une société où tout le monde se mêle de théologie, l'ardeur des laïques dépasse parfois celle des gens d'église. Zèle indiscret, manie persécutrice, révolte inconsidérée, tout mène à la ruine de la foi chrétienne, et le philosophisme, qui a longtemps cheminé dans l'ombre, est assez mûr aujourd'hui pour bénéficier à la fois des maladresses jansénistes et molinistes.

Un scandale sans fin se multiplie au cours

du siècle. Des évêques obligent leur clergé à refuser les derniers sacrements aux malades suspects de ne point adhérer à la bulle; il faut le billet de confession d'un prêtre approuvé pour obtenir le droit de bien mourir. Ces instructions, assurément régulières, prêtent en fait à tous les abus. Les familles adressent leurs plaintes au Parlement. Le Parlement, où le jansénisme est en force et que le vieil esprit légiste dresse aisément contre l'Église, ne peut manquer de saisir l'occasion d'empiéter sur elle. Il lui plaît de déclarer que des condamnations doctrinales du Pape n'engagent point en France la foi des fidèles. Dénonciations, enquêtes, poursuites, amendes et prises de corps accablent de pauvres prêtres obéissant à leur évêque; ceux qui portent le viatique aux malades sont sommés par huis-sier d'avoir à l'administrer sans billet, même à des hérétiques notoires. L'aigreur augmente; le peuple s'ameute; les ecclésiastiques sont insultés. Tel est le tableau de Paris au milieu du siècle; et l'agitation gagne les provinces, où des prélats nombreux élèvent contre l'ingérence parlementaire les mêmes protestations que Christophe de Beaumont, vengeur incorruptible de la doctrine.

Le Roi est depuis longtemps préoccupé de

ce conflit, dont les échos troublent son Conseil. Ils troublent aussi sa famille, qui tout entière s'y passionne; le Dauphin, la Dauphine Marie-Josèphe, Mesdames de France, sont pour l'archevêque. La bonne Reine elle-même, si effacée d'ordinaire, ose parfois se montrer : elle reçoit dans son intimité, quand, par hasard, il consent à se rendre à Versailles, le pieux évêque d'Amiens, M. de la Motte, grand ami de Beaumont et son émule dans l'intransigeance. Cette unanimité de la famille royale n'est pas sans influencer Louis XV, qui cherche cependant à se décider par soi-même. Jusqu'à présent, il n'a point trouvé bon de prendre parti; mais, la paix du royaume étant compromise, il ne peut ajourner son devoir de décider, d'admonester et de punir. On se demanderait de nos jours quelle autorité conserve, pour ce rôle d'arbitre religieux, un souverain déjà décrié par ses mœurs. Elle est entière, car la fonction royale n'a point encore perdu son prestige. Il ne faudrait, chez le Roi, pour la remplir utilement, qu'une volonté plus décidée; et c'est, malheureusement, par coups successifs et sans suite qu'il va frapper, ne satisfaisant même pas le camp qu'il épargne.

Sa clairvoyance et les hésitations qui l'empêchent d'y obéir apparaissent dans une conversation du début de 1753. Pris en note le jour même, par une personne sans imagination, la femme de chambre de madame de Pompadour, ces propos semblent rapportés avec exactitude : « Le maître entra tout échauffé, raconte-t-elle. Je me retirai, mais j'écoutai dans mon poste. — Qu'avez-vous ? lui dit Madame. — Ces grandes robes et le clergé, répondit-il, sont toujours à couteaux tirés. Ils me désolent par leurs querelles. Mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et fidèle ; les autres voudraient me mettre en tutelle ! — La fermeté, lui dit Madame, peut seule les réduire... » M. de Gontaut entra et, voyant qu'on parlait sérieusement, ne dit rien. Le Roi se promenait agité, puis, tout à coup, il dit : « Le Régent a eu bien tort de leur rendre le droit de faire des remontrances ; ils finiront par perdre l'État. — Ah ! sire, dit M. de Gontaut, il est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez pas ce qu'ils font et ce qu'ils pensent ! reprit le Roi : c'est une assemblée de républicains. En voilà, du reste, assez ; les choses comme elles sont dureront autant que moi.

Causez-en un peu, madame, dimanche, avec M. Berryer. » Les « petits chats » de la marquise, mesdames d'Esparbès et d'Ambli-mont, entrèrent alors, gaies et pimpantes de jeunesse, et le Roi leur conta des histoires de chasse.

Il faut pourtant venir aux actes. Le 22 février 1753, l'animosité du Parlement étant évidente, le Roi ordonne que, désormais, toutes les affaires relatives aux sacrements seront évoquées devant son conseil. Le Parlement refuse, par deux fois, d'enregistrer ces lettres, rédige des remontrances, qui ne sont point reçues. Dans la nuit du 8 au 9 mai, les mousquetaires parcourent Paris pour porter aux hôtels de Messieurs des Enquêtes et Requêtes l'ordre d'exil qui les disperse dans le royaume. Deux jours après, les présidents et conseillers de la Grand Chambre, conservés en place par le Roi pour le fonctionnement de la justice, protestent contre cette exécution et sont, par lettre de cachet, transférés à Pontoise. Les esprits se soulèvent; les placards injurieux pullulent. Les parlements provinciaux, qui affectent de ne former qu'un grand corps avec celui de Paris, se mettent, à leur tour, à décréter des curés et même des évêques. Louis XV est bien vite

embarrassé; il est pressé par les nécessités de la justice, qui a cessé d'être rendue dans le ressort de Paris, et, d'autre part, les charges vénales des parlementaires représentent une somme considérable, qu'il ne peut rembourser. Influencé par le prince de Conti, qui se ménage un rôle, il se voit contraint de rappeler les exilés. Sa déclaration du 2 septembre intervient pour masquer cette reculade : « Nous avons, dit-elle, reconnu dans tous les temps que le silence est le moyen le plus efficace pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique... » C'est donc le silence qu'impose le Roi aux deux partis « sur les matières qui ont fait l'objet des dernières divisions », enjoignant à sa cour de Parlement « de procéder contre les contrevenants conformément aux ordonnances ».

L'injonction imprudente laisse aux magistrats les moyens de rouvrir la lutte, la paix publique à leurs yeux n'étant troublée que par leurs adversaires. Comme le clergé de Saint-Étienne-du-Mont vient de refuser les sacrements à une vieille fille de la paroisse, ancienne « convulsionnaire », le Parlement dénonce le fait au Roi. L'archevêque approuve ses prêtres; le débat est porté à Versailles; le prélat et le Premier président, Maupeou,

sont appelés dans le cabinet du Roi. On compte, à la porte, le temps qu'ils y passent l'un et l'autre : le premier est gardé quarante minutes; le second a deux audiences, l'une de dix-neuf minutes, l'autre d'une heure. C'est le légiste qui l'a emporté; Argenson lui-même s'est rallié à l'opinion de Conti. L'archevêque reçoit l'ordre de quitter Paris et de se rendre à sa maison de Conflans, tandis que les robins, toujours opposés aux lettres de cachet, applaudissent à celle qui frappe l'ennemi. La joie est comble, quand M. de Maupeou fait circuler une lettre du Roi commençant ainsi : « J'ai marqué mon mécontentement à l'archevêque de Paris, en le punissant de manière à faire connaître la ferme résolution où je suis de maintenir la paix dans mon royaume... » Louis XV ajoute bien : « Je compte que mon Parlement n'ira pas plus loin contre lui... et en usera avec la plus grande circonspection relativement aux choses spirituelles »; mais ce qui émerveille, c'est le mot de « punition » appliqué au prélat : « On admire, écrit l'avocat Barbier, la fermeté du Roi et on l'élève autant qu'on l'avait rabaissé depuis deux ans. » La lettre au Premier président a été, paraît-il, rédigée en comité chez

madame de Pompadour; deux ministres ayant insisté pour que l'expression dure fût adoucie, le Roi a tranché le débat en disant : « *Quod scripsi, scripsi* »; et ce latin fut péremptoire.

Si l'on attribue en partie à la marquise la rigueur contre l'archevêque, celui-ci ne l'accuse de rien moins que de travailler à la ruine de la religion, suivant un plan arrêté avec les philosophes. Au début des amours royales, n'a-t-elle pas reçu les félicitations intéressées de Voltaire, interprète des espérances du parti? N'a-t-elle pas maintenant autour d'elle, comme pensionnaires ou comme amis, les plus dangereux adversaires de la foi? Elle se montre curieuse de la publication de l'*Encyclopédie*, l'encourage de sa souscription. Tout ce monde de gens de lettres a ses entrées à Versailles, assez près d'elle pour qu'elle semble un peu leur complice. Son bel appartement du parterre a des entre-sols étroits qu'éclaire mal une petite cour, mais qui suffisent pour abriter l'existence d'un sage. Elle y loge François Quesnay, son médecin et le premier médecin ordinaire du Roi, qui poursuit du matin au soir les calculs d'économie rurale et politique d'où sortira toute une école. Ce modeste voisin de la

marquise donne à dîner à la philosophie et réunit à la même table de gais convives, Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon et Marmontel. Le témoignage de ce dernier compromet madame de Pompadour en cette belle compagnie : « Ne pouvant pas, dit-il, engager cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, elle venait elle-même les voir et causer avec eux. » L'entresol du docteur a été défigurée et c'est fort dommage ; on aimerait y évoquer une réunion sans pareille et les visites à l'échappée de la marquise.

Quesnay reste pendant longtemps le directeur de sa santé et de sa conscience. Elle n'a pas eu à lui concilier le Roi, qui aime beaucoup son médecin et le laisse librement développer devant lui les axiomes agricoles et financiers auxquels se réduit son système. Elle-même se plaît à son franc parler, aux allures ardentes ou plaisantes de sa conversation. Elle lui demande un jour s'il admire les grands poètes : « Comme de grands joueurs de bilboquet », répond le docteur ; mais ses attaques familières visent des adversaires plus redoutables. Le marquis de Mirabeau, « l'ami des hommes », qui passe à la Cour, a trouvé mauvais visage à Sa Majesté ;

Elle vieillit : « Tant pis, mille fois tant pis ! dit Quesnay. Ce serait la plus grande perte pour la France, s'il venait à mourir » ; et il soupire en levant les yeux au ciel. « J'aime aussi le Roi, dit Mirabeau ; mais je ne vous ai jamais vu si passionné. — Ah ! dit le docteur, je songe à ce qui s'ensuivrait. — Eh bien ! le Dauphin est vertueux. — Oui, et plein de bonnes intentions, et il a de l'esprit. Mais les cagots auront un empire absolu sur un prince qui les regarde comme des oracles. Les Jésuites gouverneront l'État comme sur la fin de Louis XIV ; et vous verrez le fanatique évêque de Verdun premier ministre, et La Vauguyon tout-puissant sous quelque autre titre. Les Parlements alors n'auront qu'à bien se tenir. Ils ne seront pas mieux traités que mes amis les philosophes. — Mais ceux-ci vont trop loin, répond le marquis. Pourquoi attaquer ouvertement la religion ? Duclos me disait, il y a quelques jours : « Ces philosophes en feront tant, qu'ils me » forceront à aller à la messe et aux vêpres. » Le médecin avoue quelques excès de ses amis ; mais comment n'être pas indigné du fanatisme des autres, ne pas se ressouvenir de tout le sang qui a coulé pendant deux cents ans ! « Soyez persuadé, monsieur, que

les temps de Jean Huss, de Jérôme de Prague reviendront; mais j'espère que je serai mort. »

Le bon Quesnay croyait-il fermement que Lefranc de Pompignan songeât à rallumer les bûchers? Pour Voltaire, ce n'était qu'une métaphore. Il y avait pourtant dans l'air des menaces contre la liberté des écrivains; les Parlements y auraient devancé de zèle leurs adversaires; le Roi suspendait l'*Encyclopédie* de Diderot, et la marquise, qui savait qu'il en détestait l'esprit, n'en était pas rassurée sur son propre avenir.

Pour le moment, le pouvoir s'en prend aux évêques; exil de la mitre à Orléans, à Troyes, à Aix, à Saint-Pons; saisie du temporel de Vannes; lettre pastorale d'Auch brûlée par le bourreau. Le Parlement triomphe et se risque sur la voie du schisme; un arrêt du 18 mars 1755 refuse à la bulle *Unigenitus* « le caractère ou les effets de règle de foi ». Le Roi Très-Chrétien ne peut faire moins que de casser l'arrêt dans son Conseil et de rappeler que la bulle est « loi de l'Eglise et de l'État ». C'est que, si Louis XV a besoin de son Parlement, il lui faut aussi, à la veille de la guerre avec l'Angleterre, les subsides de son Clergé. L'Assemblée solennelle tenue à Paris au mois de mai vote un « don gra-

tuit » de seize millions, et le Roi lui demande d'étudier les moyens de ramener la paix dans les esprits. Les évêques, tous d'accord pour condamner l'intervention des Parlements dans la discipline ecclésiastique, cessent de l'être quand il s'agit de définir le cas où les sacrements doivent être refusés. L'assemblée se partage par moitié sans pouvoir conclure. Le cardinal de La Rochefoucauld est à la tête des prélats modérés, qui cherchent des tempéraments et dont plusieurs voient, dans l'intransigeance de leurs confrères, une des causes de l'affaiblissement de la foi. Les deux partis décident que la contestation sera soumise au jugement paternel du Pape, et cette décision permet à Louis XV d'espérer une solution prochaine.

Tous ces événements se reflètent dans une correspondance intime de madame de Pompadour, adressée à M. de Stainville. L'ambassadeur du Roi à Rome est chargé de la délicate mission d'obtenir de Benoît XIV, malgré les mauvaises dispositions du nonce et les intrigues des partis, les mesures de pacification qu'attend son maître. Dès son arrivée, l'ami de la marquise avait eu l'oreille du Pontife, et les moindres avan-

tages qu'il obtenait à Rome étaient pour elle comme des succès personnels. Son amitié et son amour-propre étaient intéressés à la réussite de cette ambassade, obtenue non sans peine pour un protégé.

Ces sentiments se montrent dès les premiers jours. Le 3 janvier 1755 : « Le Roi est content de votre lettre particulière et de la conduite que vous avez tenue au sujet de l'archevêque. Je voudrais qu'avec toute la prudence imaginable, et sans commettre l'ambassadeur, vous puissiez vous ménager des moyens de parler seul au Pape. Peut-être pourra-t-il se trouver quelque occasion où cela pourrait vous être utile. » Le 1^{er} février : « Ne perdez pas courage ; ne vous laissez pas abattre par l'ennui que l'on m'a dit être terrible à Rome. Occupez-vous sans cesse des grandes affaires dont vous êtes chargé et auxquelles je veux absolument que vous réussissiez. Donnez-moi des armes pour faire oublier ce qu'on m'a dit, lorsque vous avez été nommé ambassadeur, et soyez sûr que je les emploierai efficacement. » Les préventions de Louis XV commencent à céder, si l'on en croit l'anecdote ainsi contée : « Le Roi m'a dit ce matin : « Que dites-vous » de ce coquin de Stainville, qui veut déjà me » tirer les vers du nez pour ma nomination au

» chapeau? » M. de Soubise, qui était présent, a été surpris et fort aise du ton sur lequel vous êtes avec le Roi. Il vous aime et en a parlé en conséquence. » Soubise appuiera, on peut le penser, la demande de l'ordre du Saint-Esprit que la marquise fait entrevoir à Stainville comme sa prochaine récompense. Que d'allusions désormais à « cette petite aune de ruban bleu », à « ce petit courrier bleu », qu'elle aura tant de joie d'envoyer à Rome!

Stainville sait l'art d'entretenir cette amitié vigilante par les grandes protestations et les petits présents. On le remercie plus d'une fois d'un bijou romain choisi pour plaire à un goût difficile. « L'opale que vous m'avez envoyée, monsieur, est admirable; vous m'avez fait grand plaisir. » Une autre fois, le cadeau retournera à son auteur : « Je vous rends mille grâces, monsieur, du camée que vous m'avez envoyé; la pierre est très belle et ornera parfaitement la jolie petite main de Votre Excellence... » D'autres jours, c'est une offre d'achat qui est transmise : « Je n'ai pas besoin du diamant rose. S'il est d'un prix médiocre et joli, je le prendrai peut-être; s'il est considérable, je n'en ai que faire. » Pour les autres cadeaux que fait l'ambassadeur, et pour lesquels il a la main prodigue, il est

naturel que la marquise soit sa commissionnaire à Paris, surtout s'il s'agit de commandes à sa propre manufacture de porcelaine. Le plus important envoi est destiné à Sa Sainteté en personne, et l'annonce en est piquante, car ce n'est point Stainville qui l'a payé :

« Il partira dimanche par les voitures, à votre adresse, le bénitier de Vincennes que vous avez commandé. Je l'ai trouvé beau, quoique simple. Offrez-le-lui de votre part. Je ne veux jamais qu'il sache que c'est de la mienne. Demandez-lui en paiement un petit morceau de la Vraie Croix. Envoyez-le-moi par le premier courrier extraordinaire et ne faites pas de tricherie, car vous seriez un jour au désespoir d'avoir trompé la personne pour qui il est... Je suis fort aise que ma petite bague ait aussi bien réussi à madame la duchesse de Strozzi. »

L'intérêt que porte Louis XV aux arrangements avec Rome apparaît en chaque lettre de la marquise, mais aussi, ce qui est plus surprenant, le désaccord qui existe souvent sur les affaires religieuses entre la pensée de la confidente et celle du maître. On ne peut expliquer autrement des allusions assez nombreuses : « Le fanatisme est ici à l'excès. Je ne fais point de réflexion sur la conduite que

l'on tient, je gémis et me tais. » — « Je suis fâchée pour toutes sortes de raisons, monsieur, de la situation où vous vous trouvez à Rome. Ma dernière lettre vous aura appris combien la conduite que l'on tient m'afflige. Il faut attendre du temps, et du fond de religion dont on est rempli, le remède aux maux présents. Vous pouvez cependant affirmer que le Roi aime et aimera toujours l'Église et qu'il la soutiendra envers et contre tous. » — « Redoublez de courage et d'attachement pour le Saint-Père; tâchez d'augmenter votre crédit; augmentez-le, s'il est possible, et soyez sûr que la cour de Rome n'y perdra pas. »

On ne retrouverait guère, en de tels propos, l'élève de Voltaire et l'amie des philosophes; un avenir prochain étonnera bien davantage. Il n'est ici question que de politique, et l'admiration pour le sage esprit de Benoît XIV paraît sincère : « L'expédient que vous proposez pour les lettres des évêques ne paraît pas praticable. Nous connaissons très bien Monseigneur l'archevêque d'Auch et les autres. Ce sont des fanatiques qui, à ce que j'espère, ne feront pas d'impression sur un esprit aussi sage que celui de Sa Sainteté. »

Voici que les évêques s'assemblent, au mois d'avril-mai 1755, et les soucis ne font

qu'augmenter : « Quelque tourment que le Roi et ceux qui y sont attachés se donnent pour accommoder les affaires, les monstres viennent toujours à la traverse. Les honnêtes gens se désespèrent. Je voudrais bien que vous puissiez rendre quelque important service au Roi. Mon amitié pour lui ne m'a pas laissée dans l'inaction à son sujet. Je suis de votre avis sur le Parlement et le Clergé; le terme ne peut se fixer; il dépend des temps, et le bandeau tombera de dessus les yeux. »

— « J'aime le Saint-Père à la folie; je voudrais que mes prières fussent bonnes; j'en dirais tous les jours à son intention. Ce qu'il a écrit au sujet des billets de confession est digne d'un pasteur qui veut la paix. On sent très bien ici que c'est à l'amitié que le Saint-Père a pour vous que l'on doit la prompte expédition de ses brefs. Vos amis ne le laissent pas ignorer. On paraît satisfait de vos services. M. de Machault est très maigre et très changé; j'ai pris toutes les précautions possibles pour être instruite du bien de l'Etat. »

Lorsque les prélats assemblés se sont décidés à écrire à Benoît XIV, le Roi charge son ambassadeur de fournir à Rome les éclaircissements nécessaires. La marquise lui écrit en même temps, le 10 novembre 1755 : « Une

lettre des évêques au Pape vous donnera vraisemblablement de l'inquiétude et peut-être beaucoup de peine à réussir. Mais j'espère des lumières du Saint-Père et plus encore dans son amour pour la religion, pour la personne du Roi et pour l'État, qu'il sentira la nécessité de mettre la paix dans l'Église et de ne pas laisser de prétexte aux fous, qui veulent anéantir la religion et mettre le feu au royaume. Les mêmes motifs vous animeront, monsieur, et me donnent bonne espérance. » Le 1^{er} décembre, la lettre est plus pressante encore : « Quelque difficulté que vous trouviez, je ne doute pas du succès. Vous mettrez en usage l'esprit de persuasion que vous avez acquis, l'amitié du Saint-Père, la finesse et le liant de votre caractère, et puis encore notre attachement pour le Roi, pour son repos et pour le bien de l'Etat...

Parmi d'aussi grands noms je n'ose me placer!

Il est cependant très vrai que vous contribuez beaucoup à ma tranquillité. Je ne puis y aspirer tant que le Roi sera tourmenté et son royaume en combustion. Jugez quelle sera l'obligation que je vous aurai. Je n'en sentirai pas le poids, monsieur; l'amitié que j'ai pour

vous le rendra plus léger. A moins de choses impossibles à prévoir, j'espère vous envoyer un petit courrier bleu, le jour de l'An. Convenez que c'est une jolie couleur. »

M. de Stainville fut fait chevalier de l'Ordre, dans la promotion du 1^{er} janvier 1756, et la marquise annonça, toute joyeuse, « la marque éclatante de sa satisfaction » que le Roi donnait ainsi au négociateur de la paix dans l'Église de France : « Achevez un ouvrage si bien commencé. C'est le pot-de-vin que je demande pour le petit bleu. Osez dire après cela que je ne fais pas d'affaire à la Cour; il est vrai que c'est à celle de Rome. Bonjour, Excellence; je suis ravie. »

CHAPITRE III

LA CONVERSION DE LA MARQUISE

On a peu compris un épisode important de la vie de madame de Pompadour, que les contemporains nommèrent sa « conversion ». Il intéresse assez l'étude de son caractère et les mœurs du temps pour qu'on essaie d'en pénétrer les détails. Elle-même s'en expliqua un jour brièvement, dans une lettre de 1759 adressée au successeur de Benoît XIV pour lui dénoncer les Jésuites de la Cour et l'instruire des relations qu'elle avait eues avec eux. Il s'agit alors d'appuyer, d'accord avec Choiseul, une négociation entamée en Cour de Rome « pour vaincre l'opposition des confesseurs, qui refusent de laisser approcher Louis XV des sacrements, tant qu'il gardera

près de lui madame de Pompadour ». C'est Choiseul qui tient la plume; mais c'est elle qui raconte comment elle a rompu avec le Roi les liens de la faiblesse, ne voulant conserver pour lui « que les sentiments de la reconnaissance et de l'attachement le plus pur ». Le Père Pérusseau, confesseur du Roi, exigea alors « une séparation totale »; Louis XV ne voulut pas accepter : « Il répondit, écrit la marquise au Pape, que j'étais nécessaire au bonheur de sa vie, au bien de ses affaires; que j'étais la seule qui osât lui dire la vérité si utile aux rois, etc. Le bon Père espéra dans ce moment qu'il se rendrait maître de l'esprit du Roi et répéta toujours la même chose. Les docteurs [de Sorbonne] firent des réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger, si les Jésuites y avaient consenti. Je parlai dans ce temps à des personnes qui désiraient le bien du Roi et de la religion; je les assurai que, si le Père Pérusseau n'enchaînait pas le Roi par les sacrements, il se livrerait à une façon de vivre dont tout le monde serait fâché. Je ne persuadai pas et l'on vit, peu de temps après, que je ne m'étais pas trompée. »

Madame de Pompadour n'avait vu que des manœuvres intéressées dans l'opposition faite

à son désir de rester près du Roi. Le sentiment général était que les Pères se montraient envers le Roi intransigeants sur les principes, parce qu'ils comptaient en tirer avantage auprès du Dauphin. Bernis, qui n'a aucune affection pour eux, ne croit pas à tant de calculs : « Il est certain, dit-il, que, s'ils avaient été plus relâchés, ils pouvaient avec adresse conserver M. le Dauphin et se ménager la marquise. » Peut-être la morale de Bourdaloue suffirait-elle à expliquer une attitude que les politiques de cour ne comprenaient pas. Les Jésuites maintenaient avec vigueur, en effet, dans ce milieu si peu favorable, tout ce qu'ils pouvaient y sauver de vie chrétienne; ils y parvenaient à grand'peine et se contentaient de guider parmi tant de dangers leur petit troupeau d'âmes fidèles.

Les avances d'une favorite devaient être suspectes à de tels hommes. Les voyant dédaignées, elle comprend qu'elle n'obtiendra rien du P. Pérusseau, ni du P. Desmarets, son successeur, et se résout à venir au but par d'autres voies. Elle ne peut guère modifier son genre d'existence, qui la mêle constamment aux plaisirs, aux fêtes, aux voyages, à toute la vie surmenée du Roi; mais elle y ajoute ostensiblement des atti-

tudes réservées, témoignant d'ambitions plus sérieuses. Tout en elle tend à apaiser les préventions de la famille royale, à se montrer obligeante, empressée, dévouée aux intérêts de Sa Majesté. Peu à peu, elle cherche à faire mieux encore : prévoyant un retour de l'ancien amant aux pratiques religieuses, elle se dispose à le suivre, à le précéder au besoin. C'est l'habileté suprême, qui n'échappe pas à quelques observateurs clairvoyants. Croÿ note en son journal : « Son système, que j'avais entrevu depuis plusieurs années, était de gagner l'esprit du Roi et, suivant à la lettre madame de Maintenon, de finir par être dévote avec lui. »

A Saint-Cyr même, où règne cette glorieuse mémoire, madame de Pompadour est prise fort au sérieux. Des religieuses, au parloir, louent hautement son caractère et ses qualités, et madame de Louvigny, qui conseille le jeune La Beaumelle pour son livre sur madame de Maintenon, l'engage à veiller sur sa plume, parce qu'un manque de retenue dans certains récits pourrait choquer cette « vestale ». Les religieuses voient souvent les choses du monde avec des yeux bien naïfs ; il faut cependant qu'une transformation très apparente se révèle chez la marquise pour

qu'on ose aujourd'hui la comparer à une prêtresse de Vesta. La Beaumelle, au reste, en fait l'épreuve à ses dépens. Quand son ouvrage paraît, la marquise se dit choquée du ton qu'a pris l'auteur en contant l'histoire de La Vallière; sa narration d'amours royales lui a déplu, et, l'année suivante, elle ne se soucie point de le défendre contre les dénonciations de Voltaire, qui mèneront l'indiscret à la Bastille.

Les esprits avaient beau être préparés à de nouveaux changements dans cette existence, celui qui survint eut l'imprévu d'un coup de théâtre. Quatre ans après avoir obtenu les honneurs de duchesse, elle fut nommée à une de ces charges de Cour que les plus grandes dames sollicitaient : « L'événement inattendu, raconte M. de Croÿ, éclata, au grand étonnement de tout le monde, le dimanche 6 février [1756] : madame la marquise de Pompadour fut déclarée dame du palais de la Reine. Mais ce n'est pas tout : elle se déclara en même temps dans la dévotion ! La veille, elle fit, ce qu'elle ne faisait jamais, maigre dans les Cabinets, et il devint public que depuis deux mois elle avait des conférences avec le P. de Sacy, jésuite, et qu'elle l'avait déclaré son confesseur. Elle

retrancha sa toilette publique et, le mardi suivant, elle reçut les ambassadeurs à son métier de tapisserie; ainsi on passa de la toilette au métier... » Ce fut à Versailles une incroyable émotion : « On dit qu'elle allait quitter le rouge; mais, au contraire, elle fut extrêmement parée ce jour-là, et elle fit son service chez la Reine avec un air tranquille, comme si elle n'avait jamais fait autre chose. La Reine se distingua dans cet événement, comme dans tous les autres, par sa douceur et sa modération... Elle dit à ceux qui s'en étonnaient que cela lui paraissait tout simple, « le Roi en ayant déjà eu deux de son palais ». Croÿ ajoute : « Il est vrai que ce n'était pas la même chose », réflexion qui en dit long sur l'indulgence dont un grand seigneur entourait les faiblesses de mesdames de Mailly et de Châteauroux.

Versailles, qui n'avait jamais pardonné son élévation à une fille de bourgeoisie, ne tarissait point de méchancetés sur cette conversion prodigieuse, venue si à point pour adoucir les préventions de la Reine; et les imaginations s'échauffaient sur ce que pouvait attendre encore une favorite comblée, qui voudrait sûrement être un jour dame d'honneur. La nomination s'était passée, du reste, de la façon

la plus correcte; le Roi ayant demandé par écrit à la Reine qu'elle le trouvât bon, celle-ci, quel que fût son sentiment véritable, avait répondu, par un billet du même ton, que le choix du Roi était le sien. Tout était arrangé d'avance par la duchesse de Luynes, qu'on avait vue plusieurs fois entrer chez la marquise. Comme toutes les places de dames du palais avaient leur titulaire, la nouvelle n'était nommée qu'à titre de surnuméraire et pour servir seulement de temps en temps. Elle fut l'après-dîner, après la présentation à la Reine, faire des visites à mesdames de Villars et de Luynes. Elle leur dit « qu'elle n'avait point demandé, ni désiré cette place, qu'on l'avait obligée à la prendre et qu'elle n'avait agi que par le conseil de son confesseur ». On peut accepter une affirmation qui s'accorde avec ce que l'on sait des idées du Roi; il désirait marquer définitivement aux yeux de tous, et par un acte éclatant, le caractère irréprochable de son amitié.

La conversion étonna bien davantage. La marquise ne l'avait laissé prévoir à personne de son entourage intime. Lorsqu'elle avait perdu sa fille deux ans auparavant, sa douleur maternelle ne l'avait inclinée à rien de semblable et il paraissait extraordinaire qu'elle

prit des principes de dévotion, sans attendre l'âge où les femmes de son temps renonçaient du même coup au « rouge » et au péché. On le pouvait croire d'elle moins que de toute autre. Cette élève des philosophes, ayant vécu et se plaisant encore parmi eux, ne semblait point destinée à édifier le monde par une pratique soudaine de la religion. Aussi ses plus anciens familiers voyaient-ils seulement dans son cas un acte de bonne politique, que Voltaire n'eût pas désavoué. C'est à celui-ci que le duc de la Vallière le narrait en ces termes : « Un rayon de la grâce a éclairé, mais sans ivresse. Quelques changements médiocres en sont le seul témoignage. On ne va plus au spectacle, on a fait maigre trois fois la semaine pendant le carême, mais à la condition qu'on n'en serait pas incommodée. Les moments qu'on peut donner à la lecture sont vraisemblablement employés à de bons livres. Au reste, la même vie, les mêmes amis, et je me flatte d'être du nombre; aussi aimable qu'on n'a jamais été et plus de crédit que jamais. Voilà la position où l'on est et qui fait qu'on voudrait des psaumes de votre façon. On vous connaît, on vous admire, on veut vous lire encore, mais on veut vous prescrire l'objet de ses lectures. Je vous le répète, il faut que

vous nous donniez une heure par jour et bientôt vous verrez que vous aurez servi à nos desseins et à votre réputation. Je vous le dis encore sans fadeur, de tout temps vous avez été destiné à faire cet ouvrage... »

Occupé à répandre *la Pucelle* sous le manteau, Voltaire n'était point en goût de traduire les psaumes de David pour « faire le plus grand plaisir à Madame ». Il préféra manquer cette occasion offerte de rentrer en grâce. Mais Boucher, peintre ordinaire de la marquise, sut orner son livre d'heures d'une *Turris Davidica*, qui rappelle les tours de son blason et de quelques aquarelles angéliques qu'on ne peut regarder sans sourire.

Le « confesseur », dont madame de Pompadour faisait sonner un titre qui l'étonnait elle-même, ne lui avait point encore, à vrai dire, administré le sacrement de pénitence. Il se contentait d'obtenir ces actes extérieurs qui préparent à recevoir la grâce. On voyait la marquise lire des ouvrages de piété; elle allait à la messe tous les jours à la suite de la Reine et accompagnée de tous ses gens; la messe dite, elle restait longtemps agenouillée, mains jointes et coiffes baissées. Était-ce donc là pure comédie? Trompait-elle les gens par sa

visite aux Capucines de Paris et ses longues prières dans la chapelle où reposait sa chère petite Alexandrine? De bons juges, exigeants sur ce chapitre, affirment sa sincérité : « Comme elle n'avait jamais paru fausse en rien, dit M. de Croÿ..., les apparences étaient qu'elle était de bonne foi. » — « Elle a une mauvaise santé et plusieurs inconvénients, ajoute le duc de Luynes; ce sont des moyens dont Dieu se sert souvent pour opérer les conversions. Elle paraît de très bonne foi. » Le duc s'attend même à de plus grands événements. Si son repentir est total et si elle veut sérieusement s'occuper de son salut, il est de ceux qui croient qu'elle ne pourra guère rester à la Cour, « où sa conduite a été malheureusement trop affichée, même aux yeux de l'Europe ». Ces témoins sont en relations avec les Pères, et c'est leur avis qu'ils enregistrent. Luynes ajoute des précisions édifiantes, qui semblent venir du cercle de la Reine : « Madame de Pompadour dit elle-même qu'elle n'a pas l'attrait et le goût pour la dévotion qu'elle désirerait avoir, et que c'est une grâce qu'elle espère obtenir par ses ferventes prières. En effet, elle agit en conséquence. Elle prie Dieu pendant assez longtemps dans la journée; elle voit souvent le

P. de Sacy ; elle a des conversations avec lui. Non seulement elle se conduit par ses conseils, mais elle a même fait consulter en Sorbonne ce qu'elle devait et pourrait faire dans les circonstances où elle se trouve. Tous ceux qui la connaissent sont bien persuadés qu'il ne se passe aucun mal entre le Roi et elle, depuis près de trois ans. Depuis la mort de sa fille, elle a fait de sérieuses réflexions ; elle assiste aux offices de l'Église avec piété... Il ne reste plus qu'à désirer que ces heureux commencements de piété se continuent avec la même ferveur et qu'ils fassent réellement impression sur l'esprit du Roi. » Comme les temps sont changés ! On en est venu à compter sur madame de Pompadour pour obtenir la conversion du Roi par l'exemple de la personne qui connaît le mieux son caractère. Louis XV, il est vrai, n'y semble guère disposé, asservi à ce moment même par ses habitudes du Parc-aux-Cerfs ; mais un tel espoir plaît aux âmes indulgentes, et les partisans de la marquise en soutiennent plus aisément que le moment serait mal choisi pour sa retraite.

Les indifférents, comme les adversaires, persistent à dénoncer une comédie : encore la jugent-ils manquée et prête à un dénouement

fâcheux. Croÿ note leurs propos contradictoires : « On disait qu'après un pareil scandale il n'y avait que la séparation la plus absolue qui pût commencer une vraie conversion ; de sorte que les personnes qui avaient de la religion trouvaient qu'il s'en fallait de beaucoup que ce fût assez, et les personnes qui n'en avaient pas trouvaient qu'elle courait risque de se faire culbuter et que c'était une faiblesse déplacée. Les deux partis étaient très étonnés et mécontents... à commencer par les plus intimes ; tout le monde s'y perdait. »

Si l'on eût mieux connu la marquise et les dures épreuves morales qu'elle avait subies, on eût hésité à la traiter d'hypocrite. Quelques mots d'elle sur ce point ont l'accent de la vérité : « De longues réflexions sur les malheurs qui m'avaient poursuivie, même dans la plus grande fortune, la certitude de n'être jamais heureuse par les biens du monde, puisque aucun ne m'avait manqué et que je n'avais pu parvenir au bonheur, le détachement des choses qui m'amusaient le plus, tout me porta à croire que le seul bonheur était en Dieu. » Le dégoût des choses du monde, bien naturel dans une pareille vie, pouvait commencer une conversion. L'année

suivante, faisant son testament, elle supplia Dieu « de lui pardonner ses péchés, de lui accorder la grâce d'en faire pénitence et de mourir dans des dispositions dignes de sa miséricorde, espérant apaiser sa justice par les mérites du sang précieux de Jésus-Christ ». Pour adopter si strictement les formules pieuses, la femme qui pense à la mort a pu essayer de renoncer, au moins un moment, à l'attitude « philosophique » de sa vie.

Aux sentiments de madame de Pompadour se mêlaient, par malheur, trop de politique et un intérêt personnel trop direct pour que sa bonne volonté pût aller jusqu'aux sacrifices nécessaires. Son guide en cette affaire avait été M. de Machault, qui comptait en même temps plaire à la Reine et à la famille royale en ramenant au bercail une brebis de qualité. C'est lui qui indiqua le P. de Sacy, dont il avait été l'élève et que connaissait aussi un nouvel ami de la marquise, le prince de Soubise. Le procureur des Missions des Jésuites était une des rares lumières que la Compagnie comptât en France, où elle ne produisait plus, depuis quelques années, de grands sujets. Malgré leur goût pour les conversions retentissantes, les confrères du P. de Sacy semblent avoir accueilli avec défiance l'appel de

madame de Pompadour. Lui-même, mandé à Versailles, non pour la confesser, mais pour l'éclairer, eut à formuler les conditions inséparables d'une réforme : « Je lui montrai mon âme toute nue, écrira la marquise; il m'éprouva en secret depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de janvier 1756. » Dure bataille, où le Jésuite gagna d'abord quelque terrain.

Obligée de donner un premier gage, elle dut se rappeler qu'elle était femme mariée et accomplir un acte préliminaire qui lui coûta cruellement; elle écrivit à son mari une lettre de repentir, dont le prêtre fit le brouillon. Luynes a su l'intervention du P. de Sacy : « Par son conseil, lorsqu'il a été question de la place de dame du palais, elle a écrit à M. d'Étioles pour lui proposer de retourner avec lui, s'il le voulait bien, sinon qu'elle le priait instamment de revenir avec elle et que, dans tous les cas, elle lui demandait non seulement son agrément, mais sa volonté, avant que d'accepter une place de dame du palais qu'on lui offrait. La réponse de M. d'Étioles (qu'on appelle actuellement M. Le Normant) a été qu'il ne pouvait accepter les deux premières propositions, mais qu'il donnait volontiers son consentement pour qu'elle acceptât

la place dont elle parlait. » A l'heure même où les familiers ébruitaient discrètement cette humiliation courageuse, on apprit que M. de Machault, dans la crainte que le mari ne fit une réponse trop vive ou différente de celle qu'on désirait, était allé lui parler à Paris. M. de Soubise l'y avait précédé, chargé de faire entendre qu'on avait assurément toute liberté d'agréer le retour de l'épouse, mais que le Roi en pourrait être désobligé. Cette démarche si prudente des amis de la dame n'était pas sans ôter quelque chose à l'admiration qu'eût méritée sa conduite.

La correspondance conjugale ne fut connue que par les on-dit de la Cour; Luynes lui-même en ignore la teneur véritable. On s'expliquera que la marquise ni ses amis ne l'aient pas divulguée, car la réponse de M. Le Normant ne manque ni de hauteur ni d'ironie :

« Je reçois, madame, la lettre par laquelle vous m'annoncez le retour que vous avez fait sur vous-même et le dessein que vous avez de vous donner à Dieu. Je ne puis qu'être édifié d'une pareille résolution. Je ne suis point étonné de la peine que vous vous feriez de vous présenter devant moi, et vous pouvez aisément juger de celle que je ressentirais moi-même. Je voudrais pouvoir oublier l'of-

fense que vous m'avez faite ; votre présence ne pourra que m'en rappeler plus vivement le souvenir. Ainsi, le seul parti que nous ayons à prendre l'un et l'autre est de vivre séparément. Quelque sujet de mécontentement que vous m'ayez donné, je veux croire que vous êtes jalouse de mon honneur, et je le regarderais comme compromis, si je vous recevais chez moi et que je vécusse avec vous comme ma femme. Vous sentez même que les temps ne peuvent rien changer à ce que l'honneur prescrit.

» J'ai l'honneur d'être avec respect, madame, Votre très humble et très obéissant serviteur.

— *Le Normant.* »

La lettre pouvait être dure, l'essentiel était de la tenir. On avait escompté ce refus de reprendre la vie commune, le fermier-général s'étant fait une existence libre et somptueuse, où la présence d'une épouse repentie n'eût apporté aucune consolation. La négociation de Soubise et de Machault n'eut donc pas besoin d'être accompagnée d'un marché. Assurément, madame de Pompadour se fût prêtée à tout, tant elle attachait de prix, pour le moment et pour l'avenir, à ce que le lien conjugal fût desserré par son mari lui-même. Cet obstacle écarté de son chemin, elle se

chargeait de venir à bout de tout le reste. Elle triomphera de pouvoir écrire, à propos d'un changement souhaitable dans la conduite du Roi : « Ce n'est pas de mon côté qu'il faut craindre de mettre des conditions désagréables; celle de retourner avec mon mari n'est plus proposable, puisqu'il a refusé pour jamais et que par conséquent ma conscience est fort tranquille à ce sujet; toutes les autres ne me feront aucune peine. »

Ce qu'elle veut qu'on sache d'elle, elle l'écrit à son cher Stainville, le 9 février, en lui racontant sa conversion, parmi d'autres événements de sa vie de Cour : « J'ai bien fait parler de moi, monsieur, depuis huit jours : 1° mon raccommodement avec le duc d'Orléans et le comte de Clermont, que le Roi m'a amenés; 2° le parti de dévotion, que j'ai pris après de très mûres et longues réflexions. On m'accuse de finesse, d'habileté, de prévoyance et même de fausseté. Je ne suis pourtant qu'une pauvre femme qui cherche depuis vingt ans le bonheur et qui croit l'avoir trouvé. J'ai écrit à mon mari par ordre du P. Sacy. Il m'a répondu qu'il me souhaitait toutes sortes de bien, mais qu'il ne voulait jamais me voir. Le révérend a encore exigé que j'eusse une place à la Cour

pour plus de décence. Le Roi a bien voulu écrire à la Reine, qui m'a faite surnuméraire de son palais. J'aurais été très affligée d'être en titre, mes battements de cœur ne me permettant pas de faire un service assidu, et je l'ai demandé. Votre amitié pour moi vous rendra ces ennuyeux détails intéressants. » Cette confiance est assez complète, toutes les vanités restant soigneusement sauvegardées.

Après l'ami, elle endoctrine l'ambassadeur. Se croyant devenue bonne catholique, elle pense être en droit de faire savoir au Saint-Père son sentiment sur les divisions du Clergé : « Vous ne serez pas surpris du désir que j'ai de voir finir notre grande affaire. Les fanatiques dont vous me parlez font beaucoup de tort à la religion. Ils sont connus et nous désolent depuis longtemps. J'en ai toujours été tourmentée ; jugez à présent comme ils me déplaisent, et quel service vous rendrez à l'Etat, et à moi en particulier, si vous pouvez rétablir la paix dans l'Eglise. Il faut, je crois, que le Pape fonde les articles des deux partis et qu'il prenne ce qu'il y a de bon de chacun pour en faire un tout. Je ne vois pas d'autre parti ; je puis cependant me tromper. » La marquise raisonne avec

sagesse, et il est vrai que Benoît XIV travaille à la conciliation ; mais, comme toujours, des vues toutes personnelles la guident, et parmi les « fanatiques » qu'elle dénonce, elle pense surtout à ses ennemis, l'archevêque Beaumont et les Jésuites de la Cour. Ceux-ci, en effet, ne désarment point, entêtés à imposer « la réparation d'un scandale ». Le P. Desmarets vient encore de l'offenser : prié par elle d'aller la voir, il a répondu qu'il la verrait volontiers à Paris, mais ne le peut dans « le lieu où elle habite ». Le ressentiment s'étale dans sa correspondance avec Stainville, et l'on voit qu'elle est fort loin d'approuver certains ménagements du Roi : « L'âge du Pape me fait trembler. Nous voilà dans une crise très forte. J'espère qu'enfin le Roi ouvrira les yeux, qu'il verra à quel point on a abusé de sa confiance et qu'il reprendra une autorité qu'il n'aurait jamais perdue s'il avait daigné croire les honnêtes gens qui lui sont attachés. » Un autre jour, la plainte sera plus dure encore : « Hélas ! monsieur, si le Roi voulait chasser deux fripons et un imbécile, il serait aussi grand dans l'intérieur de son royaume qu'il l'est en Europe. » Le lot comprend assurément le comte d'Argenson et l'archevêque de Paris.

Tout ce qui touche les négociations en Cour de Rome intéresse, on le voit, les passions de la marquise. Dans son entourage, Bernis, qu'elle a fait entrer au Conseil, la tient au courant des affaires du Parlement, que le Roi l'a chargé de suivre. Elle y voit une occasion de lier entre eux deux hommes qu'occupent les mêmes questions : « L'abbé de Bernis, dit-elle à Stainville, a toutes les qualités essentielles et aimables. Je veux qu'il vous plaise. Il est dans mon avantage que tous mes amis s'entr'aident. » Certains renseignements survenus par le secret des Postes permettent à la marquise de fournir quelques indications utiles à l'ambassadeur sur les choses et les gens, par exemple quand elle le met en garde contre le nonce Durini : « J'ai lu votre mémoire sur les cardinaux. Je n'ai rien à dire sur le détail que vous faites des Eminences que je ne connais pas ; mais, pour Monseigneur Durini, je vous apprends qu'avec tout votre esprit, vous n'êtes qu'une petite bête de vous être laissé attraper par son air de bonhomie. Il n'est rien moins que ce qu'il vous a paru. Tout le temps qu'il a été ici, il l'a employé à peindre les actions du Roi des couleurs les plus odieuses. Son joli neveu, sur lequel vous comptiez, l'a imité, quand il est resté seul

après son départ. Vous pouvez être aussi sûr de ce que je vous mande que si vous l'aviez vu. Gardons-nous de ces hypocrites. »

Au cours de cette année 1756, Stainville mène à Rome sa négociation périlleuse, contrecarrée au Vatican par les efforts du parti violent et du nonce lui-même. Le Pape est, par bonheur, fort attaché à la personne du Roi et anxieux de rendre la paix à la France; il donnerait, dit-il, sa vie pour l'obtenir. Comme il veut que la conciliation soit définitive, tous les termes de la lettre encyclique qu'il prépare sont pesés avec l'ambassadeur, qui a dû prendre à cette occasion quelques leçons de théologie. C'est « la grande affaire », dont la marquise l'entretient dans toutes ses lettres et qui doit être le couronnement de sa mission romaine. Impatient de se montrer à Paris, il escompte un succès prochain et a demandé une gratification et un congé. Madame de Pompadour lui fait entendre que tout ne va pas à leur souhait et que les éternels combattants ménagent de désagréables surprises :

« Si j'avais été crue, monsieur, il y a plus de deux mois que l'affaire de Rome serait finie, et nous n'aurions pas à craindre dans ce moment les suites fâcheuses de la mort

du cardinal Valenti. Mais dans ce pays on ne fait rien : les magistrats et prélats consultés ont mis une lanternerie insupportable. Dieu veuille qu'il ne nous arrive pas de mal ! »

Ces pressentiments se justifient. Au moment où l'on touche au but, grâce à la bonne volonté pontificale, alors que le projet d'encyclique vient d'être communiqué confidentiellement à Versailles, Christophe de Beaumont, pressé dans les incidents douloureux de son diocèse, paraît vouloir devancer le Pape et rompre la trêve. De sa maison de Conflans, le 19 septembre, sort le mandement « sur l'autorité de l'Église ». Le prélat y repousse avec passion toute idée d'accommodement : « La séduction des esprits, dit-il, les intérêts politiques, l'inconstance des opinions humaines, le spécieux prétexte de maintenir la tranquillité publique, ne feront jamais illusion à cette sainte Épouse de Jésus-Christ. Les humiliations, les bannissements, les supplices, la mort même de ses ministres n'ébranlent jamais son courage... » Ces pages ardentes accompagnent un dispositif d'excommunication auquel vont adhérer seize évêques. La Chambre des vacations n'hésite pas à intervenir, faisant défense à tout prêtre de publier le mandement, à tout imprimeur de le mettre

en pages, sous les menaces corporelles les plus sévères.

Cette nouvelle prise d'armes des partis fait écrire à madame de Pompadour, le 26 septembre : « Vous serez instruit de la dernière folie de l'archevêque. Le Parlement n'est pas plus raisonnable. Chacun veut être le maître; le Roi le trouve bon apparemment. Je ne crois pas que cela puisse durer, et en tout le Roi soutiendrait la lettre du Pape. Son caractère et le fond de religion qu'il a le détermineront, mais peut-être trop fort. A tout cela je tâche, chose difficile, de ne pas perdre mon sang-froid, de ne pas me tuer, de faire le bien, d'empêcher une partie du mal... »

Dans la même lettre, une des plus nourries de la correspondance, la marquise achève de se rendre justice et se complaît dans le miroir de sa belle âme : « Le sermon de monsieur l'ambassadeur serait admirable, s'il n'était pas fondé sur un texte faux. Il est bien vrai que, si je ne suivais que mon goût pour la liberté et la tranquillité, je serais depuis longtemps loin d'un pays dont l'esclavage ne peut pas plaire, quand les passions ne retiennent plus; mais je sens que je dois au Roi par reconnaissance le sacrifice de cette liberté si chère. Je reste donc, et malgré les conseils de la

sagesse, qui ne vous plaisent pas à un certain point, et mes nerfs attaqués à un excès périssable, j'ai pris le parti de faire de mon mieux pour empêcher le progrès d'un mal qui me mettrait au tombeau incessamment. Je travaille de toutes mes forces à diminuer ma sensibilité et j'emploie tous les moyens honnêtes pour empêcher les maux qui troublent l'intérieur du royaume. »

Le comte de Stainville mettra tout son esprit, tout son art de flatterie à féliciter sa correspondante de sa vaillance; mais rien n'allégerait la mission difficile dont il est chargé, sans la confiance personnelle du Saint-Père qui, par bonheur, lui reste acquise. A Rome, la conduite de Christophe de Beaumont a été jugée « un emportement peu respectueux pour le Roi, et même pour le Pape ». Celui-ci en a écrit à Louis XV : « Nous prions Votre Majesté de continuer d'user de son héroïque modération à l'égard du pauvre archevêque de Paris... sur ce qu'il n'a pas fait, dans l'embarras où il se trouvait, toutes les réflexions qu'il aurait dû faire pour ne pas manquer la parole à son maître. » En même temps, Benoît XIV hâtait la rédaction dernière de son encyclique au Clergé de France, et l'ambassadeur, qui aspirait à revenir à Paris,

se voyait obligé de rester à Rome jusqu'à la conclusion des événements.

Au milieu de ses préoccupations, il recevait de madame de Pompadour cette lettre, envoyée le 17 octobre, où tous ces incidents sont mentionnés :

« J'ai la plus grande impatience, monsieur, de voir arriver la lettre du Saint-Père. J'espère qu'elle mettra la paix dans l'intérieur du royaume et, en vérité, il était temps de terminer cette guerre intestine. L'archevêque a été poussé à la démarche imprudente qu'il a faite par les évêques violents, qui ont craint qu'il ne se soumît à la décision que le Pape va envoyer, et qui ont voulu tellement embrouiller les affaires qu'il ne fût plus possible de se servir de l'autorité de Sa Sainteté. Ces motifs ne sont rien moins que célestes, mais au contraire de pure intrigue et par des vues très humaines. Vous devez sentir qu'à l'arrivée de la lettre encyclique, tout ne sera pas fait, et qu'il faut voir après quelle sera la conduite des évêques à cet égard. Si elle est bonne, comme je l'espère, vous pourrez en avoir la nouvelle avant la fin de novembre.

» Voudriez-vous exposer la faible santé de votre femme à voyager pendant le mois de décembre? Consultez bien votre prudence et

non le désir de revenir en France. Voyez avant tout si votre présence n'est pas nécessaire auprès du Saint-Père. Il ne faut pas qu'on puisse vous reprocher de n'avoir pas fini l'affaire du monde la plus importante, après tant de peines, de soins et de succès aussi heureux, pour trois mois d'ennuis de plus ou de moins. Je vous mets en colère dans ce moment, mais j'en appelle à votre esprit de sang-froid. Il dira que j'ai raison pour votre gloire personnelle, pour le bien de la chose et pour un million d'autres [raisons] trop longues à écrire. Tant mieux que le Pape ait prié le Roi, dans sa très excellente lettre, de ne pas punir l'archevêque. C'est une preuve de plus qu'il méritait de l'être. Le Roi me paraît dans la ferme intention de mettre ordre à tous les troubles; Dieu veuille l'affermir dans ces bonnes résolutions! Il faut qu'il soit le maître avec justice. Voilà ma sentence. »

Le 9 octobre, l'ambassadeur transmet deux lettres du Pape. L'une est relative à l'archevêque et va satisfaire le Roi; l'autre, à laquelle Stainville semble attacher peu d'importance, lui vaut ce billet, qui paraîtrait bien impertinent, si l'on n'y voyait le reflet d'une pensée royale : « Je suis bien fâchée que le Saint-Père ait écrit au Roi pour faire une Ligue

catholique; ce qu'il y a de pis, c'est qu'il en a apparemment fait autant à tous les autres princes. Qu'est devenue sa sagesse, et comment a-t-il oublié la guerre de Trente ans? Faites-lui lire, s'il ne s'en souvient plus. Il sentira aisément que ce qu'il propose est le plus sûr moyen d'embraser toute l'Europe. »

La plupart du temps, les opinions exprimées par la marquise sont celles de ses conseillers du moment, Machault ou l'abbé de Bernis. Ce qui vient d'elle-même est d'un ton plus féminin : « Sa Majesté ne vous soupçonne pas d'avoir envie de quitter le service. Finissez, je vous en prie, vos petites lamentations à ce sujet, et songez que vous auriez servi dans ses armées très bien, mais avec plus d'un égal, et que vos services à Rome n'en auront pas. Vous ne serez donc point réduit, monsieur l'ambassadeur, à être soldat, moins à désirer une place dans mon hôpital de Crécy. » Elle sait combien Stainville est désiré à Paris, étant d'ailleurs de ceux qui ne sauraient se passer longtemps d'y paraître. Elle insiste pour le garder à son poste : « Je vous invite encore à lire très attentivement ma lettre de lundi, sans humeur et sans désir de retour. Vous me prendrez en aversion; les personnes qui, par-dessus tout, désirent de vous voir, vous affer-

missent merveilleusement dans cette façon de penser. Mais à tout cela, je resterai dans mes principes ; il faut servir ses amis, même malgré eux. »

L'encyclique pacificatrice était arrivée à Versailles le 27 octobre. Louis XV la faisait publier suivant les formes d'usage dans le royaume. Un exemplaire, imprimé à l'imprimerie royale, parvenait à chaque archevêque et évêque avec une lettre du Roi l'exhortant à diriger sa conduite sur les règles si sagement établies par Sa Sainteté et à attendre toutefois, pour faire usage public du document pontifical, qu'il fût revêtu des lettres patentes. Quelques prélats montrèrent des scrupules ; tous s'inclinèrent devant l'autorité suprême. Puis, les difficultés surgirent d'un autre côté, car, devant l'ingérence de Rome, les magistrats entraient en insurrection. Tandis que le Châtelet faisait lacérer et brûler par la main du bourreau le mandement de l'archevêque, les Parlements de Rouen et de Paris « supprimaient » l'encyclique du Pape comme contraire aux libertés de l'Eglise gallicane, interdisaient aux évêques de la publier et même d'en faire mention. Tout allait être remis en question. Il fallait en finir.

Machault ne doutait pas qu'un acte de force

n'en imposât aux rebelles. La marquise y poussait, croyant aveuglément aux plans de son ami. Elle recevait confiance, dans le plus grand secret, des édits et déclarations qu'il rédigeait pour être enregistrés en lit de justice. Le Roi vint le tenir au Palais, le 13 décembre, et avec des formes particulièrement solennelles, imposa l'enregistrement. Cette longue séance, où parmi les magistrats silencieux courait déjà le mot d'ordre de cesser leur service, se termina par ces paroles de Louis XV : « Messieurs, vous venez d'entendre mes volontés. Je ferai respecter mon autorité par tous ceux de mes sujets qui voudront s'en écarter. » Le jour même, les démissions du Parlement arrivaient en masse sur le bureau du chancelier. La crise la plus grave s'annonçait. Cependant le Roi écrivait au Pape, en l'assurant de sa reconnaissance royale et de la « fermeté invariable » avec laquelle il veillerait désormais, d'accord avec lui, au maintien de la paix religieuse.

Cette paix tenait particulièrement à cœur à Louis XV, et la négociation, qui l'avait procurée du côté de Rome, allait être un des principaux titres du futur duc de Choiseul aux prochaines faveurs du maître. Mais madame de Pompadour n'était pas éloignée de croire

qu'elle y avait travaillé autant que personne, tout en soutenant auprès du Roi un ambassadeur précieux. On sourit à l'entendre raconter à celui-ci la part magnifique qu'elle s'attribue dans les derniers événements. Elle le renseigne de la Muette, où la Cour est revenue après la cérémonie du 13 décembre : « Je ne puis vous dire à quel point je m'intéresse à la santé du Saint-Père. Vous en jugerez aisément par l'attachement que vous me connaissez pour l'Etat et la religion. » — « Le Roi a tenu son lit de justice aujourd'hui... Il y a porté les lois les plus sages et les plus fermes : le Pape en sera sûrement satisfait. Vous me connaissez assez pour être sûr que je contribuerai de tout mon pouvoir à l'exécution des volontés du Roi. Il faudra du courage : j'en ai plus qu'il ne faut. Reste à savoir si mon chétif corps y tiendra. »

Sans doute attendait-elle que l'Église lui témoignât quelque gratitude. Certaines complaisances eussent appuyé le grand effort qu'elle venait de faire sur elle-même pour se convertir. Elles manquèrent, et les dispositions de son âme ne tardèrent pas à s'en ressentir.

La « conversion » de madame de Pompadour avait établi, dans la vie royale, une décence

extérieure plus que jamais irréprochable. On avait muré le passage qui descendait de chez le Roi au petit cabinet de laque rouge. La marquise essayait visiblement une demi-retraite, que ses goûts nouveaux lui rendaient agréable. C'était un repos pour elle que de ne plus paraître aux spectacles, de ne plus avoir sa « toilette ». Mais l'éclat de sa parure aux soupers intimes, sa causerie toujours animée, son insistance à grouper le cercle autour d'elle, montraient assez clairement qu'elle ne se retirait de rien, et qu'il lui plaisait de régner encore.

Dans ces croquis de cour où il excelle, M. de Croÿ nous peint les divers cadres où se fait goûter sa beauté mûrissante : « Madame de Pompadour devant avoir parlé au Roi pour me faire souper sans chasser, je me présentai à l'ordre... Il y avait un monde affreux et bien des chasseurs ; je fus appelé, et nous nous trouvâmes trente-trois au souper ; il fallut deux petites tables... Je remarquai que la marquise était à l'ordinaire auprès du Roi, fort parée et comme à l'ordinaire fort gaie. L'on ne s'apercevait d'aucun changement dans l'extérieur, hors que c'était un samedi et qu'elle faisait maigre. On soupait alors dans une nouvelle salle à manger de niveau à

l'appartement du Roi, et l'on se tenait dans son dernier cabinet, qui faisait le bout de la petite galerie, et contre son dernier arrière-cabinet qui était ouvert, et où on voyait son bureau et tous ses répertoires et catalogues sur tous les états et grades ou charges, et tout rempli de livres et d'instruments, surtout la belle pendule [de Caffiéri]. Il y avait aussi de belles fleurs. J'aurais bien voulu fouiller dans tout cela quelques heures. Mes connaissances dans les arbustes, qui étaient ma folie du jour, me servirent : on en parla et je me trouvai fort libre et badinant avec la marquise. » Chez elle, l'accueil n'a pas moins de bonne grâce : « Un mardi, seul jour où on la voyait, j'allai chez la marquise après la réception des ambassadeurs. Je la trouvai à son métier ; il avait succédé à la toilette. D'ailleurs, elle était parée en diamants, et encore fort jolie et engraisée. Elle parut gaie, et, à son ordinaire, badina beaucoup. »

Une telle existence n'était point pour inspirer à la marquise les dispositions qui rendent capable des sacrifices héroïques. Celui que l'Église persistait à exiger d'elle pour assurer sa conversion, était une retraite au moins momentanée de la Cour, et c'était le seul

qu'elle fût bien décidée à ne pas faire. Elle connaissait trop le Roi et son facile oubli des absents pour commettre cette faute évidente de conduite, en vue d'une chose aussi vague à ses yeux que son salut éternel. Le P. de Sacy paraît s'en être rendu compte, au bout de peu de temps, et avoir quitté, sans y insister, cette partie difficile. On lui demandait de diriger une dame qui voulait bien assister à des messes, lire des prières et faire des aumônes aux couvents, mais qui entendait ne rien perdre de ses avantages temporels ni rien réparer du scandale ancien; un prêtre scrupuleux ne pouvait se charger d'une pareille direction.

La marquise, bien entendu, donne de sa retraite d'autres raisons. « Le Père, écrivait-elle à Clément XIII, fit changer les escaliers qui donnaient dans mon appartement, et le Roi n'y entre plus que par la pièce de compagnie. Il me prescrivit une règle de conduite que j'observai exactement. Ce changement fit grand bruit à la Cour et à la Ville. Les intrigants de toute espèce s'en mêlèrent; le P. de Sacy en fut entouré et me dit qu'il me refuserait les sacrements tant que je serai à la Cour. Je lui représentai tous les engagements qu'il m'avait fait prendre, la différence que

l'intrigue avait mise dans sa façon de penser, etc. Il finit par me dire que l'on s'était trop moqué du confesseur du feu Roi, quand M. le comte de Toulouse était arrivé au monde, et qu'il ne voulait pas qu'il lui en arrivât autant. Je n'eus rien à répondre à un semblable motif et, après avoir épuisé tout ce que le désir que j'avais de remplir mes devoirs put me faire trouver de plus propre à le persuader de n'écouter que la religion et non l'intrigue, je ne le vis plus. » Madame de Pompadour, blessée, irritée de se voir soupçonner dans des sentiments qu'elle se figurait parfaitement purs, ne devait pas pardonner à ce Jésuite, ni aux intentions qu'elle soupçonnait derrière ses exigences de casuiste.

Moins informé ou moins difficile, un séculier se trouva, qui mit à l'aise la conscience de la pénitente. Il faut en écouter le récit dans ce même écrit destiné à informer le Pape des menées des Pères et du tort qu'ils font à l'âme du Roi : « Malgré la patience extrême dont j'avais fait usage pendant dix-huit mois avec le P. de Sacy, mon cœur n'en était pas moins déchiré de ma situation. J'en parlai à un honnête homme en qui j'avais confiance : il en fut touché, et il chercha les moyens de la

faire cesser. Un abbé de ses amis, aussi savant qu'intelligent, exposa ma position à un homme fait ainsi que lui pour la juger; ils pensèrent l'un et l'autre que ma conduite ne méritait pas la peine que l'on me faisait éprouver. En conséquence, mon confesseur, après un temps d'épreuves assez long, a fait cesser cette injustice en me permettant d'approcher des sacrements; et quoique je sente quelque peine du secret qu'il faut garder pour éviter des noirceurs à mon confesseur, c'est cependant une grande consolation pour mon âme... »

Le récit ne manque pas d'onction et le successeur de Benoît XIV a dû en être édifié. Un détail, passé sous silence, y eût ajouté quelque piquant. C'est que le confesseur de la marquise lui fut procuré par le lieutenant de police. Ce personnage, un de ses confidents les plus intimes, portait le petit collet; renseigné par ses fonctions sur le clergé facile, il y découvrit l'homme conciliant : « M. Berrier, raconte Bernis, choisit un confesseur, qui la trouva en état de faire ses Pâques sans exiger de renoncer la société du Roi et, par conséquent, sans la réparation du scandale. »

De tels accommodements avec le ciel n'étaient point du goût du futur cardinal,

qui nous fait entendre, avec son expérience d'homme d'Église et l'autorité de ses souvenirs, ce qu'il faut penser exactement de la conversion éphémère de madame de Pompadour : « Elle me fit part un jour de cette pieuse intrigue, en s'excusant de me l'avoir cachée. J'eus le courage de lui dire que cette comédie n'en imposait à personne; qu'elle passerait pour fausse et hypocrite; que, n'étant pas touchée dans le cœur, la dévotion finirait bientôt par l'ennuyer; qu'elle se donnerait un ridicule en prenant l'état de dévote, et un plus grand encore en le quittant par ennui. Ma prédiction ne lui plut pas; mais elle s'exécuta à la lettre, peu de temps après le retour du duc de Choiseul. » L'indifférence de jadis reparut; il n'y avait plus lieu de prolonger un effort religieux, que ne soutenait plus l'intérêt humain.

Ce dernier changement, qui fut moins sensible et moins remarqué que n'avait été la « conversion », coïncida avec le moment où échouèrent les négociations secrètes engagées en Cour de Rome, et qui avaient pour but d'obtenir le désaveu des confesseurs du Roi. Il ne demeura, de l'intervention du P. de Sacy, qu'un changement d'escalier dans Versailles et une tenace rancune de la

marquise contre la Compagnie. Il avait manqué une occasion d'acquérir la protection la plus efficace; obstiné dans les principes, il ne s'était pas prêté au compromis offert par cette puissance féminine : « La destruction de son ordre en France, croira Bernis, vient en plus grande partie de ce refus. »

CHAPITRE IV

LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

Une façade à cinq fenêtres sur la Seine, au bas de la colline de Meudon, une longue charmille en berceau devant la maison, des allées montant doucement parmi des plantations nouvelles au château de Bellevue qui domine ces beaux jardins, un portail sur le chemin de halage assurant le secret aux visiteurs introduits par la rivière, voilà le décor intime et discret où se jouera le premier acte d'une pièce politique qui changera quelque peu les affaires du monde.

Le pavillon existait déjà, quand Louis XV a acheté tous ces terrains pour la marquise. Elle l'a appelé d'abord « le Taudis », puis « Brimborion », et aussi « Bahiole ». Elle

aime affubler de petits noms ses maisons comme ses amis. Elle a meublé celle-ci de « riens charmants » pour y descendre en promenade avec le Roi et y souper en petite compagnie. Mais le temps des galanteries a tôt passé, et Babirole, qu'ont à peine fréquentée les amours, va servir aux jeux sévères des ministres et des ambassadeurs. Madame de Pompadour y présidera sans s'y mêler, n'ayant d'autre fonction que d'y régler les entrées et d'y faire régner les accords de la bonne grâce. C'est un rôle qui lui convient à merveille et qu'elle a toujours su tenir. Plus tard, amis et ennemis, sa propre vanité aidant, se plaindront à en exagérer l'importance.

Si la maison de Babirole entre pour une heure dans l'histoire, c'est qu'elle a vu les premiers pourparlers du rapprochement avec l'Autriche, et la préparation du traité de Versailles, qui assura le « renversement » des alliances. Jamais hardiesse raisonnable ne se présenta plus opportunément à notre monarchie. La multitude des contemporains s'y trompa, continuant à croire à la menace de la Maison d'Autriche et à la nécessité de maintenir chez nous la politique traditionnelle de son « abaissement ». Mais quelques esprits s'avisèrent que la continuation de cette lutte,

après les affaiblissements successifs de la rivale de la Maison de Bourbon, ne pouvait profiter qu'aux puissances grandissantes, la Prusse et l'Angleterre. L'équilibre établi dans la « société des nations » risquait de se rompre en faveur de ces dernières. Un ministre bien méconnu, le cardinal de Fleury, avait déjà vu qu'un système nouveau devenait nécessaire; dès 1737, il écrivait au duc de Mirepoix, ambassadeur de Louis XV à Vienne : « Sa Majesté vous destine à être l'instrument de ce qui se peut opérer de plus intéressant pour l'Europe entière, l'établissement d'une intelligence et d'une union aussi durables qu'intimes entre le Roi et l'Empereur. » Ainsi, débarrassée de toute inquiétude en Europe, la France eût gardé les mains libres pour son commerce, ses colonies et toutes ces entreprises d'outre-mer qui promettaient un magnifique développement.

Sans aller jusqu'à la réconciliation décisive, le traité de Vienne assurait au royaume ces avantages et les bienfaits d'une longue paix. Mais Fleury vécut assez pour voir détruire son œuvre par la coterie de cour qui le traitait de radoteur sénile et détachait de lui la confiance de Louis XV. Belle-Isle et Chauvelin enivrèrent de brillantes chimères l'opinion

française et l'esprit du Roi. La guerre de la succession d'Autriche nous combla de gloire sur les champs de bataille des Pays-Bas et de l'Italie, cependant qu'elle diminuait les ressources si médiocres de notre marine, ébranlait aux Indes notre empire naissant, faisait mesurer aux Anglais leur force et leurs ambitions. Elle laissait à la France cet insuffisant traité d'Aix-la-Chapelle, pour lequel l'optimisme d'un Voltaire historiographe divinise trop vite un souverain, devenu, dit-il, « l'arbitre des nations si longtemps conjurées contre nous ». L'abri provisoire de la paix, créé à grand'peine par l'épée de Maurice de Saxe, n'était pas destiné à durer longtemps; les événements, peu à peu, l'usèrent et découvrirent un jour à l'Europe étonnée des combinaisons nouvelles.

Madame de Pompadour, encore maîtresse du Roi et fort étrangère à la politique, avait souhaité ardemment la paix, qui retirait à Louis XV toute occasion de la quitter pour aller commander les armées. Depuis, elle s'était mise en coquetterie avec l'ambassadeur du roi George, l'aimable lord Albemarle, et en était avec lui aux échanges de boîtes d'ananas et de bouteilles de liqueurs, menus cadeaux en usage à Paris. Au duc de Newcastle, grand amateur de jardins, elle

envoyait, sous le couvert de l'ambassadeur de France, des arbres soigneusement emballés provenant de ses pépinières, puis, un autre jour, des fleurs de porcelaine qu'elle annonçait par ce gracieux billet : « Je désire qu'il trouve les fleurs de mon jardin aussi belles que j'ai trouvé les fruits de sa terre excellents ; elles lui serviront à remplacer les naturelles. C'est une façon adroite de le faire ressouvenir quelquefois de la personne du monde qui fait le plus de cas de lui, et par conséquent lui rend le plus de justice. »

En ces bonnes relations nouées par l'amabilité de la marquise, le roi de Prusse voulait voir la preuve qu'elle vendait son influence à des adversaires de la France ; il parlait sans cesse de ces trente ou quarante millions qu'on lui disait placés par elle dans les banques anglaises. C'était calomnie pure, et même sans vraisemblance pour qui la connaissait. La vérité est qu'elle n'appartenait pas au clan prussien de la Cour, malgré son amitié pour Belle-Isle, et qu'elle se figurait, comme bien d'autres, que nos anciens différends avec l'Angleterre étaient réglés.

Quelle surprise, mêlée de déception, lorsque survinrent à Versailles d'étranges nouvelles

d'Amérique! Sur les limites restées indécises de notre Canada et de l'Acadie anglaise, au bord des lacs et des rivières d'Ohio et de Mississipi, quelques villages, quelques postes, malgré la paix, continuaient les hostilités. Parmi ces combats obscurs et à peu près ignorés de Paris et de Londres, une affaire au fort Duquesne parut brusquement plus sérieuse. La mort du commandant Jumonville tombé dans une embuscade d'Anglais et de sauvages, le siège et la prise du fort d'où étaient partis les agresseurs, annoncèrent que les événements allaient forcer les dispositions pacifiques des cabinets. L'opinion de Londres se soulevait; les marchands de la Cité découvraient une occasion cherchée; l'agitation dans le public et dans la presse obligeait le roi George à donner au Parlement, par le discours prononcé pour la clôture de la session, l'assurance qu'il saurait « garantir de toute usurpation les possessions qui faisaient la source de la richesse de l'Angleterre ».

La France était alors absorbée par ses discordes intérieures et mal préparée à un nouveau conflit. L'embarras s'aggravait pour elle de mesures fâcheuses. Le contrôleur général Machault avait dû retirer le projet du « vingtième » devant les résistances opposées

à sa réforme financière; le Roi masquait honorablement son échec en lui confiant un ministère; mais c'était celui de la Marine, où il avait tout à apprendre, tandis que, par une compensation non moins maladroite, son prédécesseur, M. Rouillé, recevait les Affaires étrangères, auxquelles cet intendant septuagénaire n'était pas moins incompetent. Les deux ministres débutèrent péniblement en face d'une Angleterre menaçante, assurée d'escadres mieux armées, sinon mieux commandées que les nôtres, et publiant insolemment dans ses gazettes l'état de nos navires, où l'on comptait tout d'abord le coche de Corbeil, le bac d'Asnières et la galiote de Saint-Cloud.

Dans le cabinet de Louis XV, le Conseil délibérait. On calculait une infériorité de forces trop certaine; mais la fierté nationale l'emportait. On décidait de « montrer les dents à l'Angleterre », le Roi étant trop nettement « insulté par ses démarches sur l'Ohio ». Toutefois, les négociations devaient durer et l'on pouvait espérer qu'on n'en viendrait pas aux mains. Madame de Pompadour l'assure à Stainville, le 21 avril : « Il n'y a rien encore de décidé sur la guerre; quelque chose qui arrive, elle ne sera pas avant l'année pro-

chaîne. » Le 12 mai, elle est déjà moins tranquille : « Je ne crains la guerre que pour le mal qu'elle fait au royaume, et je me battrais de toutes mes forces, si cela pouvait être de quelque utilité. » Le 21 juin, l'idée de l'événement qui s'approche l'impatiente : « Ne me parlez jamais de la guerre, petit animal que vous êtes ! Elle me désole. Cela ne m'empêche pas de penser avec toute la hauteur qui convient à une bonne Française. »

Cependant une flotte de vingt-sept vaisseaux se réunit à Brest et appareille en deux escadres pour le Canada. L'une est armée en guerre ; l'autre, en partie armée en flûte, c'est-à-dire au tiers de son artillerie, embarque six régiments au complet, destinés à soutenir nos troupes d'Amérique. Comme la flotte de Plymouth gagne de son côté les mêmes parages, le Conseil du Roi décide, afin d'éviter l'apparence d'une provocation, de rappeler la moitié des vaisseaux qui ont déjà pris la mer. On se fie à cette précaution, qui semble être suffisante au duc de Luynes : « La flotte anglaise est partie avant la nôtre ; mais on ne craint pas qu'elle nous attaque en chemin. Les nouvelles de cette route, et surtout de l'arrivée en Amérique, sont présentement les plus importantes, mais il ne faut pas les

espérer de longtemps. » Rassurée sur l'avenir le plus prochain et ayant joué gros jeu à Marly, la marquise, d'abord ruinée, avoue un gain de 800 louis. La Cour part pour Compiègne, où elle va passer les mois de juillet et d'août.

Le Château s'est augmenté d'une aile neuve, où l'on remarque la richesse et les commodités nouvelles des appartements. Gabriel commence à faire planter les jardins et aménager les potagers. On admire l'ermitage à l'italienne qu'il a bâti pour madame de Pompadour en face des fenêtres royales, dans le genre de celui qu'il a déjà fait pour elle à Fontainebleau. La marquise y donne à souper au Roi, qui s'est mis à chasser comme à l'ordinaire. La vie de « voyage » a pris son cours. Le petit prince de Lamballe, amené par son père le duc de Penthièvre, vient remercier et prêter serment pour sa charge de grand veneur. Le roi Stanislas écrit de Commercy que la statue du Roi, son gendre, destinée à la ville de Nancy, est sortie sans accident de la fonte et se trouve tout à fait réussie. La Reine a perdu un ami, le bon Helvétius, son médecin, qui est mort comme un saint, après avoir vécu comme un philan-

thrope ; le matin où elle a su la nouvelle, s'est passé pour elle en larmes et prières.

Dans les cercles se montre, vif et d'un embonpoint alerte, l'abbé de Bernis, bien traité par la marquise, sa protectrice de toujours. Il annonce à chacun son prochain retour à Venise, où sa mission a fort bien réussi ; mais les gens informés savent qu'il n'y retournera pas, car on le destine à une ambassade plus importante, celle de Madrid.

Un jour, madame de Pompadour, accompagnée de courtisans et de ministres, va visiter Séchelles, la maison du nouveau contrôleur général ; elle revient, disant qu'elle en attendait merveilles et qu'elle l'a trouvée fort vilaine, mal meublée, à peine digne d'un petit intendant. Tout le lendemain, le Roi s'amuse à plaisanter M. de Séchelles sur ce qu'il n'abuse point, pour s'enrichir, des ressources de sa place. Sa Majesté a reçu en audience publique le nouvel envoyé de Danemark. On a joué au théâtre du château l'acte d'Eglé et celui de Sapho des *Talents lyriques* de Rameau, et l'on répète à présent un autre ballet, *Palmire*, sujet pastoral, dont la musique est de M. de Bury, les paroles de M. le duc de la Vallière, et qu'on dit charmant.

C'est à la Cour qu'on parle le moins des grandes affaires. Cependant, le 17 juillet au soir, le bruit se répand qu'un important courrier du duc de Mirepoix est arrivé de Londres. L'ambassadeur y mande une nouvelle au moins singulière. Les Anglais auraient attaqué une partie du convoi du Canada et capturé deux de nos vaisseaux. « Ce serait un grand malheur, note Luynes, parce que voilà la guerre déclarée. » Peu à peu, la vérité se précise; l'*Alcide* et le *Lys* armés en transports, s'étant égarés dans le brouillard auprès de Terre-Neuve, ont été entourés, canonnés et pris, avec 800 hommes des régiments de la Reine et de Languedoc.

Le premier jour est à la consternation; la colère éclate le lendemain. Cette brusque attaque, sans déclaration de guerre, doit être châtiée. L'agitation grandit autour du Roi. A l'action maritime joindra-t-on des hostilités sur terre, pour atteindre le roi George dans son électorat de Hanovre? Tandis que les opinions se partagent, les officiers arrivent de tous côtés pour solliciter du service. Tout ce qui attend un commandement incline pour la double guerre; M. de Soubise annonce qu'on ne peut y échapper. Les ministres, comme toujours, sont divisés; la rivalité de Machault

et du comte d'Argenson complique les choses. Louis XV ayant demandé à chaque membre de son conseil un mémoire écrit, les secrets d'État courent les salons. Les femmes discutent avec passion et sont pour la paix ou pour la guerre, suivant qu'elles attachent plus de prix à la sécurité de « l'objet aimé » qui doit partir, ou à sa gloire. Les idées militaires se réveillent, des seigneurs de Cour font leurs équipages, et tout ce mouvement rappelle au prince de Croÿ celui qu'on vit à Fontainebleau, en 1740, lors de la mort de l'Empereur. Il est chez madame de Pompadour, le jour où le duc de Mirepoix arrive à Compiègne rendre compte au Roi des derniers incidents de Londres. Prévoyant que l'Impératrice se déclarera pour le roi d'Angleterre qui est son allié, le prince apporte au maréchal de Belle-Isle un projet de campagne pour entrer sur-le-champ dans les Pays-Bas impériaux et s'emparer, avant la fin de l'année, de Bruxelles et de Namur. Chacun a ses plans à proposer; mais les esprits rassis doutent que les finances puissent supporter le poids réuni de la double guerre sur terre et sur mer.

Tout le monde pense que les hostilités seront générales et que les vieilles alliances joueront d'elles-mêmes. Si l'Angleterre re-

trouve Marie-Thérèse, l'allié pour nous c'est le roi de Prusse, et Frédéric II n'est pas sans se réjouir des embarras de Louis XV. Il se montre curieux d'apprendre par le menu l'état des esprits en France, et particulièrement celui de la marquise. A plusieurs reprises, pendant cet été d'agitation, il interroge son envoyé; il veut savoir « quelle impression cette guerre commencée en Amérique a faite sur madame de Pompadour..., si malgré cela elle est encore portée pour l'Angleterre ou si elle est fâchée de ce que celle-ci lui en a imposé ». De Compiègne, Knyphausen le renseigne sur les mouvements de l'opinion : « Le penchant qu'on a ici pour une guerre maritime paraît augmenter de jour en jour. Le parti est non seulement celui qui est le plus conforme aux désirs de la maîtresse, qui craint qu'une guerre de terre n'éloigne le Roi de sa personne, tandis qu'elle n'aura rien à appréhender d'une guerre maritime; mais le projet est fortement appuyé par le maréchal de Noailles et le ministre de la Marine. » Du reste, la Compagnie des Indes a présenté un projet d'armement, et de nombreux particuliers offrent de construire des vaisseaux de course.

Muni de ces informations, Frédéric endoc-

trine à Berlin l'envoyé de France. Pourquoi Louis XV n'occuperait-il pas la Flandre, sans plus attendre? Knyphausen répand dans Paris des avis, qu'on ne lui demande pas; il annonce que son maître, trois jours après l'entrée des Français en campagne, envahira de son côté la Bohême à la tête de cent quarante mille hommes. Ce sont des paroles en l'air, que n'accompagne aucune communication officielle; et voici qu'invité à préciser l'appui qu'il fournirait contre le Hanovre du roi George, notre allié se renferme dans un silence inexplicable.

Tout serait clair, si l'on savait que Frédéric, à l'heure même où il laisse dire que son traité avec la France va être renouvelé de plein droit, est en train d'en négocier un plus avantageux avec nos ennemis. Il ne nous abandonne, il est vrai, que sur un intérêt évident. Les Anglais ont déjà conclu avec la tsarine Élisabeth un arrangement, qui assure leur sécurité réciproque contre une attaque française en Allemagne. S'il ne vise pas directement la Prusse, celle-ci peut y voir un danger. Frédéric offre d'y adhérer et le cabinet de Saint-James agréé des avances escomptées peut-être et entourées, bien entendu, du plus grand secret. Elles vont permettre de substi-

tuer à l'allié autrichien, toujours importun par ses revendications sur la Silésie, un allié prussien, aussi bien placé pour défendre le Hanovre que jadis pour l'attaquer. Le roi de Prusse, à qui cette volte-face ne répugne point, sera désormais sur le continent le soldat de la puissance britannique.

Rien de cette affaire n'a transpiré en France et, seule, l'Autriche, rendue clairvoyante par sa haine de l'ambitieux voisin, est avertie de l'entente qui se noue. Le cabinet de Versailles est si loin de s'en douter qu'il prépare, pour aller renouveler à Berlin son traité d'alliance, une ambassade magnifique du duc de Nivernais. Comment en serait-il autrement? « A l'exception du Roi, dira Bernis, et peut-être de M. de Machault, tout était prussien dans le Conseil. »

On sait à la Cour que ni le Roi, ni madame de Pompadour ne veulent la guerre. A la vérité, la marquise, confiante en ses amis d'Angleterre, n'a point pris d'abord l'affaire au tragique. Un billet envoyé à Rome, pendant Compiègne, suffit à attester sa tranquillité d'esprit : « Monsieur Bleu, vous êtes une petite bête de croire que nous armons nos vaisseaux en flûte, et les gens qui vous l'ont dit sont des critiques de mauvaise foi. Nous

n'avons armé en flûte que les vaisseaux qui ont porté nos troupes au Canada; et c'est précisément ceux qui ont été pris. Au reste, malgré toutes les injures que je vous dis, je souhaite mille ans de vie au Saint-Père et autant à Votre Excellence. Votre petite Excellence doit se trouver bien heureuse d'être traitée comme M. de Nivernais, surtout aujourd'hui qu'il a brillé merveilleusement. Le Roi vous a accordé, monsieur, une pension de vingt mille livres... »

Quelques semaines plus tard, le ton a bien changé. On a dû envisager une guerre qui sera longue. Il faut s'y préparer, donner l'exemple, réduire ses dépenses en vue des prochaines nécessités. Le vrai sentiment de la marquise est dans une lettre à Stainville, du 3 août : « Je n'aime pas la guerre, mais ce n'est pas le moment de le penser. Le Roi est offensé, il ne peut trop se venger, je suis la première à l'y porter. Les ministres de vos amis pourront vous parler de mon courage, vous me connaissez assez pour n'en pas douter. Sa Majesté se propose de faire de grands retranchements dans ses dépenses. J'ai cru devoir montrer l'exemple; j'ai laissé M. de Séchelles le maître de décider; mes ordres ont été donnés en conséquence. Je ne regrette

que mon pauvre Crécy, mais je ne l'avouerais pas, si je n'étais sûre de surmonter cette faiblesse. Ne me reprochez donc plus le goût que j'ai pour cette maison ; jamais il ne fut de passion plus malheureuse. » Il s'agissait de renoncer aux coûteux voyages dans ce magnifique château en Beauce, la création la plus chère à la marquise : « Je ne crois pas, écrit-elle un autre jour, avoir mérité les louanges que le public me donne sur les réformes. Je suis faite pour montrer l'exemple en pareille occasion. Crécy seul m'a coûté ; hélas ! j'y serais actuellement... » Madame de Pompadour, persuadée qu'elle pense « avec la hauteur qui convient à une bonne Française », se figure que l'opinion lui sait gré de ses sacrifices ; c'est une illusion qu'elle ne tardera pas à perdre.

Les frères Pâris préparent des mémoires et prévoient les opérations d'usage, qui feront apprécier leur service et grandir leur situation dans l'Etat. Un billet écrit à Pâris-Duverney par Bernis, le 22 août, montre en effervescence tout le monde qui gravite autour de la marquise : « Je reçois chez M. de Nivernais, monsieur, le mémoire et la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. J'en ai été en peine toute la ma-

tinée. Au reste, je suis bien aise de vous apprendre avant de partir pour Versailles, où je vais tout à l'heure, que madame de Pompadour était totalement revenue à notre avis; elle a même dit à M. le duc de Nivernais que, depuis que vous lui aviez répondu de l'événement, elle osait se fier à son sentiment. Elle ne veut point du tout de M. de Maillebois pour la Hollande; elle a pensé à M. d'Affry. Elle était fort impatiente de savoir si vous aviez converti M. de Séchelles. Voilà l'état des choses, qui me prouve qu'il faut qu'elle ait vu dans le Roi un penchant plus marqué pour les résolutions vigoureuses. » Ces résolutions, c'est la guerre.

Tout contribue, en attendant, à faire apparaître la toute-puissante favorite comme l'unique conseillère de Louis XV : la disgrâce de la comtesse d'Estrades en fait la preuve. La dame d'honneur de Mesdames a été jusqu'alors l'intime des intérieurs et des petits voyages; à tous les soupers, elle a la gauche du Roi, quand la marquise a la droite. Dans les Cabinets, elle sert d'espionne à M. d'Argenson et suffit à empêcher qu'on y critique l'administration de la Guerre. Depuis l'affaire de madame de Choiseul, où s'est révélée sa complicité dans les complots

contre madame de Pompadour, celle-ci la souffre avec dégoût, bien qu'en cette vie quotidienne la présence du Roi l'oblige à lui faire un bon visage. Elle travaille à la démasquer et voit peu à peu approcher sa vengeance.

Le 5 août, le Roi vient passer quatre jours à la Muette pour chasser; mais une pluie continue retient les dames dans les salons, ce qui avive la haine par leur constant tête-à-tête et l'éternelle dissimulation. Un soir, madame d'Estrades, voulant aller à Paris, demande à madame de Pompadour : « A quelle heure faut-il rentrer pour souper? — A l'heure ordinaire, comtesse. » A peine partie, à la barrière de Chaillot, elle est abordée par un courrier qui lui remet un pli de M. de Saint-Florentin. C'est une lettre de cachet : elle est « remerciée de tous ses emplois » et conservée dans ses appointements, avec ordre de ne plus paraître à la Cour. La marquise, dit-on, passe au même instant sur la route et, comme par hasard, met la tête hors du carrosse pour savourer la scène.

Pendant deux jours, c'est le commérage de Paris. Voilà les amis de M. d'Argenson consternés; le petit coup d'État de la Muette, sans rien toucher en apparence au ministre de la

Guerre, révèle brusquement qu'il pourrait à son tour être brisé.

Un petit fait de tout autre importance se produisait aux derniers jours de ce même mois et préparait des changements dans la politique française. Le prince de Kaunitz, devenu chancelier de l'Empire, n'a point oublié les succès de sa personne comme ambassadeur à Paris et les bons procédés de madame de Pompadour. Le 30 août, le comte de Stahremberg, qui lui a succédé auprès de la Cour de France, ayant reçu de Vienne un courrier extraordinaire, fait tenir à la marquise cette lettre confidentielle du chancelier : « Madame, j'ai désiré souvent me rappeler à votre souvenir : il s'en présente une occasion qui, par les sentiments que je vous connais, ne saurait vous être désagréable... M. le comte de Stahremberg a des choses de la dernière importance à proposer au Roi, et elles sont d'espèce à ne pouvoir être traitées que par le canal de quelqu'un que Sa Majesté Très-Chrétienne honore de son entière confiance et qu'elle assignerait au comte de Stahremberg. Nos propositions, je pense, ne vous donneront pas lieu de regretter la peine que vous aurez prise à demander au Roi quelqu'un

pour traiter avec nous, et je me flatterai, au contraire, que vous pourrez me savoir quelque gré de vous avoir donné par là une nouvelle marque de l'attachement et du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc... »

Si la marquise feuilletait le courrier de l'ambassadeur, elle saurait que M. de Kaunitz n'avait point, tout d'abord, songé à elle, mais au prince de Conti, pour prévenir le Roi de ce désir d'ouvrir avec lui, sans retard, une négociation tout à fait secrète. C'est à tout hasard qu'il a joint cette lettre à ses instructions, laissant à Stahremberg la liberté de la garder ou de la remettre suivant les circonstances. A celui-ci la discrétion de madame de Pompadour est connue et son intervention a semblé plus prompte. Le billet impérial destiné au Roi passe donc par ses mains et lui confirme qu'elle va être mêlée à de grandes choses : « Je promets, foi d'Impératrice et de Reine, écrivait Marie-Thérèse, que, de tout ce qui sera proposé de ma part au Roi Très-Christien par le comte de Stahremberg, il ne sera jamais rien divulgué et que le plus profond secret sera gardé à cet égard et pour toujours, soit que la négociation réussisse ou ne réussisse point; bien entendu néanmoins, que le Roi Très-Christien donne une déclara-

tion et promesse pareille à celle-ci. Fait à Vienne, le 21 août 1755. »

Ces façons, inusitées et solennelles, ce secret personnel promis et demandé, tout indiquait à Louis XV la gravité de l'affaire. Il ne pouvait s'y tromper, c'était une entente pleine d'avenir que suggérait l'ancien adversaire, à la veille d'événements qu'on sentait prochains. Le cas restait surprenant, les conditions imprévues, mais le Roi admirait l'Impératrice et croyait à sa parole ; il n'hésita pas un instant à accepter la conversation proposée. Au fond de son cœur, il la désirait, l'espérait peut-être et, pourvu que la loyauté des alliances ne fût pas atteinte, ne demandait qu'à la pousser jusqu'au bout.

Il restait à trouver l'intermédiaire, assez effacé pour ne pas attirer l'attention des ministres, d'esprit assez délié pour manœuvrer des gens fort habiles, enfin, de cœur assez dévoué au Roi et à la France pour trouver sa récompense à les bien servir. Madame de Pompadour, n'ayant pas à donner d'avis sur le fond des choses, pouvait indiquer un nom ; mais Louis XV l'avait déjà dans l'esprit. L'abbé de Bernis était, pour tous les deux, un ami. Nommé pour Madrid, il se disposait à prendre dans la huitaine le chemin de son

ambassade; il était facile de le retenir et de le mettre discrètement en rapport avec Stahremberg. Sa surprise fut grande, quand son amie l'appela chez elle, lui fit lire la lettre de Kaunitz et lui apprit que le Roi le choisissait pour recevoir des ouvertures tendant à changer le système politique de la France.

Après l'étonnement vient l'inquiétude. Sans partager le préjugé du ministère contre l'Autriche, l'abbé n'en reste pas moins sur la défensive; il l'avoue à la marquise : ces propositions peuvent cacher un piège; elles seraient propres à inquiéter le roi de Prusse, à le détacher de nous, à préparer une guerre générale où la France risquerait de se trouver sans allié. « Comme je finissais les réflexions, raconte Bernis, le Roi, à qui je n'avais jamais parlé d'affaires, entra et me demanda brusquement ce que je pensais de la lettre de M. de Stahremberg. Je répétais à Sa Majesté ce que je venais de dire à madame de Pompadour. Le Roi m'écouta avec impatience et, quand j'eus fini, il me dit, presque en colère : « Vous êtes comme les autres l'ennemi de la » reine de Hongrie. » Je répondis au Roi que personne n'admirait plus que moi cette princesse; que je savais qu'elle avait envoyé à Versailles le comte de Kaunitz dans la vue de

faire un traité d'alliance; que... j'avais ouï dire que l'empereur Charles VI, son père, lui avait conseillé, en mourant, de s'unir avec la France, si elle voulait bien conserver ses domaines; mais que toutes ces raisons ne m'empêchaient pas de m'arrêter aux deux réflexions dont je venais d'instruire le Roi et que je soumettais à son jugement... « Eh bien ! répliqua le Roi avec un peu d'émotion, il faut donc faire un beau compliment à M. de Stahremberg et lui dire qu'on ne veut rien écouter. — Ce n'est pas là mon sentiment, Sire, répondis-je; Votre Majesté a tout à gagner à s'instruire des intentions de la cour de Vienne; mais il faut prendre garde à la réponse qui lui sera faite. » Le visage du Roi devint plus serein; il m'ordonna d'écouter. M. de Stahremberg en présence de madame de Pompadour, qui ne devait assister qu'à la première conférence... Ce penchant décidé du Roi ne m'empêcha pas de lui représenter, avec la plus grande force, qu'il était nécessaire que je fusse aidé et conseillé par son ministre des Affaires étrangères, ou par tel autre membre du Conseil que le Roi jugerait à propos de choisir. Toutes mes instances furent inutiles. »

Le négociateur improvisé sollicite du Roi,

dans ce premier entretien, un pouvoir écrit de sa main, lui enjoignant d'entendre Stahremberg en son nom, et de ne rendre compte de ces conférences qu'à lui seul. Un mandat si grave, confié à un simple ambassadeur et qu'il élevait si haut, pouvait devenir dangereux; et il lui semblait prudent, a-t-il écrit, de prendre les mêmes précautions que s'il devait être « arrêté dans trois mois » et livré à des commissaires enquêteurs. Il ignorait que le procédé était familier à Louis XV et qu'on lui confiait tout bonnement, dans la circonstance, un bout de rôle dans la politique du « secret ».

Sur ses instances, le maître voulut bien remonter chez lui et rapporta, un quart d'heure après, le pouvoir en bonne forme : « Je n'ai jamais vu, dit Bernis, tant de satisfaction sur le visage du Roi que j'en aperçus dans ce moment. » Il en sut mieux les raisons, quand, le Roi étant sorti pour l'heure du Conseil, la marquise lui révéla combien Louis XV tenait à de bons rapports avec l'Autriche : « Le Roi avait toujours souhaité cette liaison par amitié et estime pour l'Impératrice, par un motif de religion et aussi par le peu de confiance que lui inspirait le roi de Prusse, qui lui avait fait de nombreuses infidélités et pouvait lui en faire encore. Je

compris, par ce qui me fut dit, que l'alliance du roi de Prusse pesait au Roi, tant à cause de la différence des religions qu'à cause des propos peu mesurés que le roi de Prusse avait souvent tenus sur son gouvernement et sur des objets relatifs au Roi. Je vis qu'on était un peu choqué du ton léger que le marquis de Brandebourg prenait avec une couronne telle que celle de France... » Ces « objets relatifs au Roi » étaient, évidemment, les faiblesses de sa vie privée, que livraient à la raillerie de l'Europe les plaisanteries de Potsdam.

Madame de Pompadour prêta Babirole pour l'entrevue à laquelle il lui était prescrit d'assister. Par les berges de la Seine, Bernis et Stahremberg arrivèrent, chacun de son côté, renvoyèrent gens et voitures, et trouvèrent la marquise qui les attendait. « J'arrivai le dernier à Bellevue, raconte Bernis. M. de Stahremberg lut son mémoire. J'étais convenu avec madame de Pompadour... que, pendant que M. de Stahremberg s'ouvrirait sur les propositions de la cour de Vienne, nous ne trahirions notre pensée ni par un mot ni par un geste ; la précaution était bonne, car M. de Stahremberg ne lut pas une seule ligne de son mémoire sans chercher dans nos yeux l'impression que cette lecture nous faisait.

J'avoue que rien ne m'a tant surpris que la manière dont l'Impératrice s'y prit pour proposer son alliance au Roi. Cette princesse le supposait mécontent du roi de Prusse et instruit des négociations de la Cour de Berlin avec celle de Londres, circonstance qui était encore entièrement ignorée à la Cour de Versailles. L'Impératrice, au lieu d'user de détours et de finesses, faisait part au Roi de toutes ses vues avec la plus grande franchise, proposait à Sa Majesté des avantages qui devaient intéresser son cœur et un plan fort étendu sur lequel il ne m'est pas permis de rien écrire. »

On sait aujourd'hui par le détail le plan de Marie-Thérèse, et tous les papiers secrets de ce temps ont été divulgués. La seule habileté qu'elle se permit fut de laisser croire à Louis XV, pour le mieux disposer, que l'affaire se traitait en confidence entre les deux souverains, alors que, non seulement Kaunitz, mais tous les ministres de confiance, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Battyani, avaient été appelés à en délibérer à deux reprises. Les propositions faites à la France allaient au-devant d'un désir paternel du Roi, qui s'accordait avec un intérêt national. On consentait que son gendre, l'infant Don Philippe,

échangeât ses petits duchés d'Italie pour « un établissement d'un meilleur rapport dans les Pays-Bas ». Au besoin, on garantirait d'avance le retour à la France de ces territoires, qui assureraient à jamais la sécurité de nos provinces du nord. Comme gage de sa bonne foi, l'Autriche autorisait par avance la prise de possession de Nieuport et d'Ostende, pour peu que le Roi eût besoin d'occuper ces ports afin d'intimider l'Angleterre. Dans le grand accord qui s'étendrait à toute l'Europe et où chaque puissance promettait d'associer ses amis, ceux de la France, Suède, Saxe, Palatinat, devraient obtenir d'appréciables avantages, et Marie-Thérèse, sachant qu'elle flat-
tait encore un projet de Louis XV, ajoutait : « Nous ne nous opposerions pas à ce que le prince de Conti arrivât au trône de Pologne; au contraire, nous y aiderions. » En échange de tant d'avantages, « on ne demanderait pas autre chose que la renonciation complète à l'alliance avec le roi de Prusse ». Quel prix l'Autriche attachait à cette rupture, on le voit assez par de telles initiatives; on devine aussi quelles espérances elle fondait sur l'alliance française, pour l'écrasement d'un rival exécré et la reprise des provinces arrachées aux Habsbourg. C'était peu de payer

des Pays-Bas autrichiens cette Silésie tant regrettée, dont le butin futur de la Pologne ne consolera jamais Marie-Thérèse.

A ce moment le péril est grand pour elle; la Prusse vise à remplacer l'Autriche dans le Corps germanique, et négocie pour cela avec les puissances maritimes, Angleterre et Hollande. Mais comment persuader à la France, entichée du roi philosophe, qu'elle « nourrit un serpent dans son sein » ? Comment, sans preuves certaines, lui faire admettre qu'on la joue à Londres, tandis qu'elle ne songe qu'à renouveler honnêtement son alliance ? C'est une partie délicate des entretiens que poursuivent à Paris, dans le secret le plus strict, Stahremberg et Bernis. La première note remise par l'abbé n'a pas marqué un trop vif empressement; Vienne y a lu notamment cette réserve : « Fidèle aux engagements et aux lois de l'honneur, le Roi ne peut, sans les motifs les plus graves et les preuves les plus claires, non seulement rompre avec ses alliés, mais mettre leur bonne foi en doute et les croire capables d'infidélité et de trahison. »

L'orgueil de Marie-Thérèse reste déçu. Elle déclare renoncer au plan proposé, puisqu'il n'est pas du goût du Roi, et attend que celui-ci s'explique sur la façon dont il entendrait

une action commune. Kaunitz ne se décourage nullement, continue l'échange des notes, que les courriers à si grande distance transmettent avec lenteur ; il accepte de retarder pendant des mois la conclusion d'un accord, qu'il voudrait complet et décisif. Il compte, pour lever les scrupules de Louis XV, étaler à ses yeux la duplicité de Frédéric II, assuré que les preuves viendront un jour. A peine s'il s'inquiète de voir partir pour Berlin l'ambassade du duc de Nivernais, annoncée à grand fracas pour le fameux renouvellement de l'alliance. Sa confiance et celle de sa souveraine seraient accrues, s'ils savaient qu'à Versailles veille, en faveur de leur projet, la connivence de madame de Pompadour et qu'ils peuvent compter aussi sur la clairvoyante pensée de Louis XV.

La révélation escomptée à Vienne se produit à la fin du mois de janvier 1756. Le traité signé à Westminster a établi l'accord entre l'Angleterre et le roi de Prusse, chef des protestants d'Allemagne. Les gazettes de Londres triomphent bruyamment, en apprenant à la France l'acte qui la prive en fait de son meilleur allié. Qu'elle ait été dupée, les meilleurs témoins le diront plus tard. Le prince Henri de Prusse écrira, en avouant les

faussetés dont son frère a rempli l'*Histoire de la guerre de Sept ans* : « Le traité avec l'Angleterre était inexcusable à ses propres yeux ; aussi ne pouvait-il le couvrir que par le mensonge. » Frédéric a déconcerté ses meilleurs amis. A Versailles, on ne comprend rien à cette dissimulation prolongée. Hormis le Roi, qui se voit délivré d'une incertitude, tout le monde se montre consterné, et les plus chauds tenants du héros prussien, Belle-Isle, le marquis d'Argenson, ne savent comment justifier sa conduite. Mais c'est à Berlin que la scène est intéressante.

Le duc de Nivernais, qui arrive à ce moment même sans se douter de rien, inaugure sa mission avec un éclat destiné à en rehausser bientôt le ridicule. Grand seigneur accompli, écrivain de quelque talent et d'un commerce charmant, cet académicien compte parmi les familiers de Louis XV et aussi de la marquise. C'est elle qui l'a fait choisir pour plaire à un roi qui goûte les lettres, le faste et la naissance. Celui-ci lui accorde à Potsdam l'accueil par lequel il séduit tant de visiteurs. Quand les bruits de Londres commencent à courir, il retarde d'abord les explications, puis les embrouille, enfin présente ses engagements nouveaux comme les plus inoffensifs du

monde. Il assure bien haut que son affection et son dévouement pour la France n'ont pas changé, et qu'il est prêt à signer avec Louis XV des accords tout semblables à ceux qu'il a conclus avec le roi George. Nivernais ne tarde pas à s'apercevoir qu'on le traite « en imbécile », et dignement songe à préparer son départ.

Frédéric cherche à entretenir le plus longtemps possible les gens dans l'illusion. Il croit que son envoyé à Paris finira par le justifier devant l'opinion française, en appliquant les instructions rusées dont il l'accable. Louis XV s'est montré d'abord aussi attristé que surpris. Il a laissé écrire par le ministre Rouillé une lettre un peu larmoyante, se plaignant d'avoir été dans une ignorance aussi complète des intentions d'un allié et regrettant la mortification imposée à un « citoyen illustre », le duc de Nivernais, qu'on a exposé à « servir de trophée aux ennemis de la France ». En réalité, le Roi tient sa revanche, et lorsque Frédéric connaîtra l'accord autrichien, il pourra s'apercevoir que sa déloyauté a été prévue, au moins à Vienne, et que l'Europe n'est pas encore à sa discrétion.

Même alors, il ne désespère point de désarmer l'hostilité de madame de Pompadour. Les princes prussiens y travaillent,

chacun à sa manière. La plus courtoise consiste à solliciter l'image des traits qui ont enchanté le cœur du roi de France. Après le prince Henri, qui l'a fait demander par le chevalier de la Touche, l'autre frère, Auguste-Guillaume, écrit pour le même objet au marquis de Valori, et voici la curieuse épître qu'il se flatte assurément de mettre sous les yeux de celle qu'on veut gagner : « Votre lettre, mon cher marquis, m'a fait un plaisir extrême. J'avais vu une relation de Paris des tableaux qui ont été exposés au Louvre; le portrait de madame de Pompadour, peint au pastel par La Tour, y était marqué comme étant très bien travaillé, d'un grand goût, d'une belle composition, mais que la ressemblance y manquait. Vous m'en avez donné la confirmation. Nous savons par l'histoire qu'Apelle réussit à bien peindre l'air audacieux d'Alexandre; mais je crois qu'il faut un pinceau plus fin pour exprimer, sous les traits réguliers, un esprit vif et une physionomie touchante et spirituelle, tant il est vrai, et les peintres devraient en convenir, qu'il est plus facile de peindre le dieu de la Guerre que la déesse de l'Amour. Cependant, j'espère que la Muse protectrice de la peinture ne refusera point ce portrait à la postérité et qu'elle dirigera avec

sagesse la main d'un de ses élèves, pour qu'il trouve enfin la ressemblance. Je vous assure que je suis vraiment flatté de le recevoir, et vous ai bien de l'obligation d'y prendre part. »

Moins fortuné que ses frères, Frédéric ne peut s'attendre à faire lire sa prose française par la marquise. Il tient du moins à l'égarer sur ses sentiments, en répondant à ses hommages transmis par le duc de Nivernais. Le 24 janvier, à la veille de voir s'ébruiter le traité de Westminster, il écrit à Knyphausen : « Le duc de Nivernais m'ayant beaucoup parlé de madame de Pompadour, vous devez prendre l'occasion de lui faire visite pour lui dire par un compliment des mieux tournés combien j'avais été sensible à tout ce que le susdit duc m'avait assuré de ses sentiments à mon égard. » Mainte dépêche invite à renouveler ces démarches : « Je vous recommande, comme une chose très nécessaire à mon service dans ces occurrences, de bien flatter madame de Pompadour. » Il compte sur les grâces du baron, « pour pénétrer sa façon de penser sur ma convention faite avec l'Angleterre, pour adoucir la première aigreur qu'elle a peut-être prise et pour tempérer la vivacité française ». Son insistance manque de subtilité, et sa connaissance fameuse du cœur

humain est ici en défaut. La marquise n'est pas de celles qui livrent, par bavardage ou par vanité, les indications que refuse la discrétion des ministres. « Allez sans affectation chez elle, prescrit le roi, pour lui dire des obligations de ma part, au sujet desquelles je vous laisse l'entière liberté de les tourner de la façon qu'il convient et qu'elles sauront porter coup. Je me persuade que, pourvu que vous vous preniez bien là-dessus, cela aplanira beaucoup d'aigreur qui tient peut-être au cœur des ministres, et calmera les impressions vives qu'ils ont prises à mon sujet... Tâchez de la flatter, pour voir si peut-être elle se lâchera et dira par emportement ce que les ministres cachent par sagesse. »

Ces empressements fatiguent la marquise, qui finit par fermer sa porte à un porte-parole encombrant. Le prétexte est la multiplication des exercices religieux auxquels elle est obligée d'assister, car c'est le moment de sa toute fraîche « conversion ». Sur de nouvelles instances, elle fait répondre qu'elle ne peut recevoir les ambassadeurs en particulier, qu'elle a chargé le maréchal de Belle-Isle de se faire l'interprète de ses respects pour Sa Majesté Prussienne et qu'elle prie M. de Knyphausen de confier désormais à cet intermé-

diaire les communications qu'il pourrait avoir à lui faire. Sa vraie pensée sur Frédéric est dans un billet écrit au duc de Nivernais pour lui apprendre le départ de Richelieu comme chef d'expédition en Méditerranée : « Il n'y a que les partis bons et fermes qui soient convenables à un aussi grand roi que le nôtre. Vous pouvez en informer Sa Majesté Prussienne, ainsi que du peu d'intérêt que je prends à la banque anglaise, quoi que lui en ait dit son enragé de Chambrier. Ce n'est en vérité pas ma faute s'il a fait souvent de mauvaises digestions et je ne dois pas en porter la peine. »

Nivernais se gardera cette fois de transmettre le message. Il doit trouver son amie bien impertinente envers un si grand homme. L'ambassadeur est, en effet, retombé sous le charme; il a cédé aux cajoleries du roi de Prusse, à la flatterie pour ses vers, à tout ce manège de coquetterie et de politique, qui trompe de plus fins que lui; et il comprend si peu la situation véritable et les dispositions de sa Cour, qu'il ose écrire, en quittant Berlin, une lettre du ton que voici : « A peine arrivé à Versailles, à défaut du bonheur d'être témoin de la sensibilité extrême du Roi mon maître pour les marques de votre amitié et de l'augmenter encore, s'il est possible... Je ne

forme pas le souhait d'être d'une autre patrie que la mienne, je serais indigne d'elle; mais j'avoue que la distance qui la sépare des Etats de Votre Majesté ne me permettra pas d'y être heureux désormais! » Cette béate naïveté semble peu digne, en de telles circonstances, d'un petit-neveu de Mazarin.

Le cabinet de Saint-James ne reste pas inactif. Il rêve de faire entrer l'Autriche dans une ligue formidable contre la France; des insinuations sont faites à Vienne; si Marie-Thérèse était moins loyale ou moins tenue par son ressentiment, les raisons ne lui manqueraient pas de se déclarer contre nous et de rechercher, sur nos frontières communes des Pays-Bas ou du Rhin, une compensation à la Silésie perdue. Louis XV et ses ministres ont entrevu cette situation, qui mettrait la France en péril. La négociation avec Vienne reste ouverte; mais il faut conclure, sous peine de perdre le bénéfice des avances reçues, et rien maintenant n'est moins aisé. Bernis n'est plus seul à mener cette affaire. Il a fallu y introduire plusieurs ministres, et madame de Pompadour n'en parle point à Stainville comme d'une chose faite : « Le traité avec l'Impératrice est, en effet, un projet vaste; je ne le crois

pas impossible. » Chez les commis des Affaires étrangères, l'alliance prussienne est regardée comme un axiome politique. Les difficultés apparaissent de toute sorte, l'Autriche ne voulant ou ne pouvant apporter aucune aide matérielle à la France dans sa guerre contre l'Angleterre, la France se refusant à s'associer à une destruction de la Prusse.

Le comité formé par le Roi s'accorde mal avec Bernis, décidé à faire aboutir les négociations. Par défiance de l'Autriche, on rejette à la pluralité des voix une simple convention de neutralité réciproque durant la guerre déjà commencée, à laquelle la Cour de Vienne a paru tenir beaucoup et qui serait un premier pas vers le traité défensif mis à l'étude. Ce refus inquiète Vienne, qui se met à douter que Versailles veuille conclure. Kaunitz envoie une sorte d'ultimatum. Bernis, malade de surmenage et d'incertitude, voit déjà l'œuvre compromise : « Je m'en souviendrai toute ma vie, écrira-t-il, que ce fut le vendredi saint que le comte de Stahremberg vint me faire part des dépêches qu'il avait reçues. J'avais été saigné quatre fois, j'étais d'une faiblesse extrême : c'est dans cet état que le ministre impérial me déclara que sa Cour, justement alarmée du refus que nous avions fait de l'acte

de neutralité, demandait pour se rassurer sur les intentions du Roi que non seulement la convention de neutralité fût signée, mais aussi un traité d'alliance défensif; faute de quoi l'Impératrice, également exposée du côté du roi de Prusse et du côté de la Cour de Londres, dont elle avait refusé d'adopter les mesures, se verrait obligée, pour sa sûreté, de renouer avec ses anciens alliés... Il ne m'était pas permis d'employer de secrétaire pour ce qui avait rapport aux affaires de Vienne; j'écrivis donc, sous la dictée de M. de Stahremberg, pendant trois heures. Ce travail fini, j'en commençai un autre qui dura quatre heures, pour rendre compte au Roi du mauvais effet qu'avait produit à Vienne le refus de la neutralité, et pour lui faire sentir les embarras et le danger où nous tomberions si l'on continuait à donner des soupçons à l'Impératrice. »

Le Roi ne pouvait cependant conclure en telle matière sans l'assentiment de son Conseil. Bernis lui demandait que les dernières propositions de Vienne fussent étudiées dans une réunion solennelle, où seraient appelés tous les ministres, même ceux, comme Puisieux et Argenson, qui n'avaient pas encore le secret de la négociation : « Je ne voulais pas, dit-il, qu'on pût m'accuser d'avoir

conclu un traité d'alliance avec nos anciens ennemis sous le manteau de la cheminée, et sans la coopération de tout le Conseil de Sa Majesté. » La marquise intervint pour obtenir cette réunion dans les trois jours.

De son appartement « d'en bas », elle suivait passionnément tout ce qui se passait chez le Roi et on ne lui laissait rien ignorer. Knyphausen savait cela mieux que personne : « On ne prend dans le Conseil, écrivait-il, aucune résolution d'une certaine importance, ni pour les affaires du dehors, ni pour celles de l'intérieur, qu'elle ne soit instruite ou prévenue. » A ce moment, elle est toute à l'Autriche, et Stahremberg a chez elle ses entrées privilégiées. Le matin du comité, le 19 avril, il lui a confié pour quelques heures l'original d'une dépêche qu'il vient de recevoir de Kaunitz et qu'elle met aussitôt entre les mains de Bernis.

La séance fut grave. Chacun sentait peser une part de responsabilité dans les destinées futures du royaume. L'abbé exposa ce qui s'était passé depuis le mois de septembre et fit connaître le plan d'ensemble proposé à la France. Chaque ministre donna son avis, sachant bien que Louis XV s'était déjà prononcé. Tous s'effrayaient au fond

d'eux-mêmes des risques entraînés par ce renversement du système traditionnel. Il ne s'agissait encore que d'un traité défensif; on ne parlait que d'assurer d'une façon définitive la paix continentale; mais peu d'illusions étaient permises. Le vieux maréchal de Noailles rappela le devoir du Roi de ne pas abandonner son rôle de défenseur des libertés germaniques. Le comte d'Argenson, sans méconnaître l'intérêt du Roi à conclure et même à conclure vite, osa dire qu'il prévoyait le commencement d'une guerre générale et peut-être d'une guerre de religion. Le Roi se taisait, laissant parler ses ministres. Quelques scrupules restaient encore; Bernis, pour les faire tomber, tira de son portefeuille la lettre de Kaunitz communiquée à la marquise. On y lut que l'envoyé anglais à Vienne venait de demander à l'Impératrice une audience extraordinaire. Allait-on renouer contre nous? Devions-nous rester sans alliés dans l'Europe en armes? La décision de Marie-Thérèse dépendait de celle qu'on allait prendre dans ces cabinets dorés de Versailles, où jamais cause plus sérieuse ne fut plaidée. L'avis unanime fut pour l'alliance.

La rédaction des articles prit une semaine; tout était préparé par le Roi et par Bernis.

Celui-ci se fit aider par la plume de l'abbé de la Ville, premier commis des Affaires étrangères, son confrère parmi les Quarante, ce qui permit à Stahremberg de louer galamment en leur travail l'œuvre parfaite de deux académiciens. M. Rouillé crut tirer quelque honneur de la signature, qui eut lieu en son château de Jouy-en-Josas, le 1^{er} mai 1756. Bernis signa avec lui et l'ambassadeur impérial. L'histoire a oublié le vieux ministre et sa maison de campagne; elle donne le nom de traité de Versailles à cet acte mémorable, imposé aux contractants par des intérêts devenus communs et conçu, presque au même instant, par la lumineuse intelligence d'une impératrice et d'un roi. On ne voit nulle part, à y regarder de près, que des passions féminines de madame de Pompadour aient pu peser le moins du monde sur d'aussi grandes décisions.

Tandis qu'on échange les ratifications et qu'on fait part de la convention aux Cours de Madrid et de Berlin, la marquise, qui en sait les stipulations secrètes, assure à Stainville que les traités auront des suites encore plus avantageuses que le public n'a pu l'imaginer. Il est naturel qu'elle veuille en tirer parti pour sa propre gloire et qu'elle se persuade

d'y avoir travaillé. N'a-t-elle pas connu, dès le début, tout le secret, transmis le message impérial et prêté Babiole pour la première conférence? N'est-ce pas en son cabinet que Louis XV a donné certaines instructions? Plus d'un document important a passé par ses mains et Bernis a su quelquefois l'informer avec déférence. C'est assez pour qu'elle puisse croire de bonne foi avoir eu part au traité lui-même. A ce moment, elle n'en peut recueillir que des éloges, et quelle femme à sa place ne serait tentée d'y prétendre! Quand Guay grave le camée de l'Alliance, où la France et l'Autriche se donnent la main sur l'autel de la Fidélité, elle le fait monter dans un bracelet de perles; la précieuse agate gardera sous ses yeux l'attestation flatteuse de son rôle.

La marquise a bien, en réalité, servi en quelque chose. Son intervention de femme a empêché de découvrir le Roi. L'Autriche a ignoré que, dès la première heure, Louis XV était décidé à écouter ses propositions et qu'il a tout conduit derrière le rideau. Stahremberg lui-même a pu penser que la confidente, qui excelle à se faire valoir, aidait à lever de sérieuses difficultés, à obtenir certains accords.

Ses dépêches témoignent de cette illusion : « Madame de Pompadour, écrit-il à Kaunitz, est enchantée de la conclusion de ce qu'elle regarde comme son ouvrage, et m'a fait assurer qu'elle ferait de son mieux pour que nous ne restions pas en si beau chemin. » Comme elle a permission du Roi de le recevoir en particulier, l'ambassadeur compte se servir de ces facilités pour la suite des négociations ; mais il faut que sa Cour lui procure à son tour des avantages auprès de la marquise : « Il est certain que c'est à elle que nous devons tout, et c'est d'elle que nous devons tout attendre dans l'avenir. Elle veut qu'on l'estime, et elle le mérite en effet. Je la verrai plus souvent et plus particulièrement, lorsque notre alliance ne sera plus un mystère, et je voudrais avoir pour ce temps-là des choses à lui dire qui la flattassent personnellement. »

De son côté, n'ayant aucun droit à correspondre avec l'Impératrice, madame de Pompadour faisait ses compliments à M. de Kaunitz sur la « réussite » du traité : « Je suis sensiblement touchée de la justice que Leurs Majestés Impériales veulent bien me rendre et des bontés dont Elles daignent m'honorer. Mon zèle en augmenterait, s'il était possible ; mais les preuves que j'en ai données vous ont

appris, monsieur, qu'il ne s'y peut rien ajouter. » La réponse du chancelier est d'un ton irréprochable, et Frédéric lui-même n'y trouverait point à railler. L'allusion au rôle que se donne la marquise est à peine indiquée au milieu des éloges du Roi; mais le plus délicat compliment remplit le post-scriptum : « Vous ne doutez pas, sans doute, Madame, que ce ne soit avec la plus cruelle impatience que j'attends ce charmant portrait pour lequel ce cruel M. de La Tour me fait languir depuis si longtemps. Tirez-moi donc de peine, je vous en supplie, et faites-moi la grâce de me l'envoyer au plus tôt. Je vous baise les mains avec le plus profond respect. »

Du premier traité de Versailles, dont l'Autriche espérait bien tirer la guerre, la France n'attendait que la paix. L'opinion, qu'on retournera aisément plus tard, y voyait avec plaisir la fin de nos démêlés avec un ennemi séculaire. « On le regardait, dit Bernis, comme le chef-d'œuvre de la prudence et de la politique. On désirait la paix et l'on crut que cette alliance la donnerait et l'affermirait. » La fureur des Anglais, qui la déclaraient « monstrueuse et contre nature », en soulignait l'importance. « Chacun s'imaginait, raconte Duclos, que l'union des deux

premières puissances tiendrait toute l'Europe en respect »; et le secrétaire perpétuel de l'Académie française donne, comme exemple de « l'espèce d'ivresse » qui s'empara des esprits, qu'on y proposa « pour sujet du prix de vers le traité entre les deux Cours » et « je ne pus, ajoute-t-il, l'empêcher d'être admis qu'en représentant qu'il fallait du moins, avant que de se décider, consulter le ministre sur un sujet qui tenait à la politique; cela en fit choisir un autre ».

Voltaire, de son côté, plus tard si sévère pour le traité, remplit sa correspondance de cris d'admiration. Il exulte, auprès de Pâris-Duverney, du triomphe d'une politique aussi sage, regrettant de n'être plus historiographe de France pour avoir l'honneur de la célébrer. Il écrit à madame de Lutzelbourg : « Vous ne vous attendiez pas, Madame, qu'un jour la France et l'Autriche seraient amies. Tout solitaire, tout mort au monde que je suis, j'ai l'impertinence d'être bien aise de ce traité. J'ai quelquefois des lettres de Vienne; la reine de Hongrie est adorée; il était juste que le Bien-Aimé et la Bien-Aimée fussent amis... » Cette adulation exprimée de préférence à des familiers de madame de Pompadour cache, d'ailleurs, le désir ardent de

l'habile homme de rentrer en grâce à Versailles.

Le voyage de Compiègne eut de meilleures nouvelles qu'au précédent été. Le duc de Fronsac et le comte d'Egmont apportèrent l'annonce de la victoire du maréchal de Richelieu à Port-Mahon. L'attaque générale, arrêtée en conseil de guerre le 26 juin, avait été donnée le lendemain, durant quatre heures, avec une perte de cinq à six cents hommes et vingt-cinq officiers. Les grenadiers avaient emporté d'assaut le fort de Saint-Philippe, malgré sa formidable artillerie. La place ayant capitulé, l'île de Minorque était perdue pour l'Angleterre. Le Roi ordonna illuminations et *Te Deum*. L'archevêque de Paris, tout relégué qu'il fût à Conflans, annonça celui de Notre-Dame par une lettre pastorale éloquente. Tout le royaume entra en liesse; mais le signal des réjouissances fut donné par madame de Pompadour. Elle convia la Cour et les ministres étrangers à son ermitage de Compiègne. Il y eut feu d'artifice et fête de nuit; au dehors, pour le populaire, coulaient des fontaines de vin; dans les jardins illuminés, la marquise distribuait aux dames des rubans et des bonnets, aux hommes des nœuds d'épée à la Mahon.

Ces beaux succès du Roi et de la France comblaient de joie celle qui n'avait jamais oublié l'année de Fontenoy et ses enchantements de gloire. Elle écartait l'idée importune qu'ils ajoutaient au prestige de son ennemi Richelieu, et n'y voyait qu'un heureux présage pour les suites de la guerre désormais poursuivie sur toutes les mers. La marine surtout lui semblait en état parfait, parce que son cher Machault la dirigeait et que ses amis étaient toujours infailibles. Elle écrivait à Stainville, donnant dans la même lettre son sentiment sur les deux grandes préoccupations du Roi : « Nous commençons à nous venger de la perfidie des Anglais d'une façon bien brillante. J'espère que la justice de notre cause nous portera toujours bonheur et que nous ferons repentir cette féroce nation d'avoir pris pour faiblesse ce qui était l'effet de la politique la plus sage... Je ne vous ai pas caché le plaisir que les traités avec l'Impératrice m'ont fait. Le public, quoiqu'il ne sache pas encore à quel point ils sont avantageux, en a marqué une joie immodérée. C'est une double satisfaction pour ceux qui y ont eu part. »

Le temps n'est pas loin où des conséquences vont se produire, que la marquise n'a pas

prévues. Dans quelques semaines à peine, Frédéric II, se prétendant provoqué, choisira son heure pour attaquer l'Impératrice, envahir par surprise la Saxe, menacer la Bohême. La France devra exécuter son traité d'alliance défensive, avant même que les dernières clauses d'un nouveau traité ne soient signées. Personne alors ne voudra plus avoir participé à cet ouvrage; chacun le rendra tout entier à Bernis et à son amie. On leur en disputait l'honneur; les responsabilités leur resteront.

A l'heure où débute la guerre de Sept ans, quand le royaume croit n'avoir affaire qu'à un seul ennemi, l'Angleterre, nous avons un témoignage authentique des ardeurs, des espérances et des illusions de la marquise. C'est une conversation tenue à Versailles, au souper des Cabinets. Il y a, ce soir-là, outre les familiers ordinaires, quelques militaires prêts à aller prendre leurs commandements. On n'a quitté les sujets frivoles que pour les sujets lugubres, car Louis XV, comme il lui arrive souvent, a causé de mort subite, prières pour les agonisants et autres choses funèbres. Quelqu'un ayant nommé légèrement saint Augustin, la marquise a relevé le propos avec justesse. Elle a su briller à son ordi-

naire ; mais, quand le Roi se retire un moment pour passer, comme tous les soirs, chez ses enfants, elle avoue ses préoccupations secrètes et se permet de parler des affaires publiques. Son regard s'enflamme, sa parole s'émeut :

« Oui, messieurs ! La marine du Roi est en bonnes mains et nos côtes sont maintenant bien défendues. Ce n'est pas pour elles que je crains, et je donnerais beaucoup pour que les Anglais y vinssent. Je ne crains que pour le pays d'Aunis... Les entreprises, les dispositions du ministère sont admirables. De mauvais citoyens débitent que tout manque ; cela n'est pas ; on devrait pendre ces gens-là ! Il ne faut pas mettre les armes bas avant d'avoir écrasé les Anglais. La principale chose que doit rechercher une grande puissance, n'est-ce pas l'honneur ? Il vaut mieux périr tous que de laisser porter atteinte à celui de la France.... »

Un des assistants, M. de Ségur ou M. de Crillon, rappelle sur l'honneur le mot de François I^{er} prisonnier ; et, comme la conversation se prolonge jusqu'au retour du Roi, courtisans et officiers demeurent sous le charme de cette éloquence vibrante, de ce langage si digne, dont plus d'un s'est trouvé surpris.

CHAPITRE V

L'ANNÉE DE DAMIENS

L'année 1756 s'achève en pleine crise. Pour soutenir la guerre qui commence, il faut de l'argent, et, pendant l'été, le Roi par édit a établi l'impôt de deux vingtièmes. Le Parlement a refusé l'enregistrement et, décidé à accentuer sa résistance, ébauché un projet d'union avec les autres cours souveraines du royaume. Le Roi a riposté par la convocation d'un lit de justice à Versailles, le 13 août, et y a fait enregistrer, avec les vingtièmes, d'autres édits destinés à briser ce menaçant accord. Les magistrats, bravant le monarque en sa présence, ont refusé d'opiner; puis, dès la rentrée de novembre, leur premier soin a été de formuler une protestation contre ce qui s'est passé à Versailles. Plusieurs parlements

déclarent faire cause commune avec celui de Paris; il en est même qui cessent le service. Sur quoi, le clergé « ultramontain », sentant que la Cour n'appuiera plus les robins contre lui, reprend l'offensive et multiplie les refus de sacrements.

Louis XV est exaspéré par des discordes qui préparent, cette fois, l'anarchie générale de l'Etat. Il ne l'est pas moins par cet esprit parlementaire, qui rend impossible de gouverner. Il décide de tenir à Paris, le 13 décembre, un nouveau lit de justice. Le silence l'accueille à son entrée dans la capitale, jusqu'au seuil de la grande salle du Palais où sont assemblées les robes rouges. Par la voix de son chancelier, il ordonne d'autorité et sans délai l'enregistrement de trois édits nouveaux, que chacun sait inspirés par M. de Machault et qu'on prétend l'être aussi par madame de Pompadour. Le premier impose à tous de se taire sur les affaires de religion; le second restreint les prérogatives du Parlement et interdit, comme une désobéissance, toute cessation de service; le troisième réduit de cinq à trois le nombre des chambres des Enquêtes, où siègent beaucoup de jeunes magistrats trop agités. Aucune manifestation n'a troublé la solennité tendue de ces deux

heures ; mais le Roi est à peine rentré à la Muette, où il séjourne, que la démission est déjà décidée. Malgré l'opposition du Premier président Maupeou, l'acte commun réunit cent vingt-neuf signatures. Tous les conseillers remettent leur charge. Il ne reste plus en fonction que les présidents à mortier et une dizaine de conseillers de la Grand'Chambre. Le jour même, l'administration de la justice est suspendue.

Mais, chaque fois que le Parlement cesse de siéger, il y a près de vingt mille bouches qui s'affament. Tout ce monde d'avocats, de procureurs et de scribes, qui vit autour du Palais, entretient l'agitation dans la bourgeoisie et dans le peuple. La querelle avec l'archevêque, toujours aiguë, y ajoute ses sourdes colères. Dans cette capitale surchauffée, où les meilleurs cerveaux s'obscurcissent, où les doctrines nourrissent des passions de haine, erre un fanatisme épars, qu'un esprit faible recueille et qui, perfide également dans les deux partis, lui désigne à Versailles les mêmes coupables.

Le 5 janvier, à six heures du soir, le Roi, ayant descendu l'escalier privé et retournant avec le Dauphin à Trianon, où est la Cour, se

dispose à monter dans le carrosse rangé aux degrés de la cour de marbre. Le cérémonial ordinaire s'accomplit : les gardes du corps font la haie ; les huissiers portent les flambeaux et les lumières éblouissent. M. de Richelieu, Premier gentilhomme en année, accompagne le Roi, qui s'appuie sur le duc d'Ayen. A la dernière marche du perron, un homme s'élance entre deux gardes, les bouscule, frappe le Roi par derrière de toute sa force et rentre par la trouée qu'il a faite, son chapeau sur la tête, sans que personne ait vu le coup ni distingué le meurtrier. « Duc d'Ayen, dit le Roi, on vient de me donner un coup de poing ! » Il porte la main au côté et la retire tachée de sang. Un valet de pied, qui tient la portière, voit l'habit ensanglanté et crie : « Le Roi est blessé ! » Des gardes courent à l'homme et lui sautent au collet. « Qu'on l'arrête, et qu'on ne le tue pas ! » dit le Roi ; et, comme on l'entoure pour le porter : « Non, ajoute-t-il, j'ai encore la force de monter » ; et il remonte, en effet, toujours très calme, le petit escalier. Arrivé dans la chambre, il perd beaucoup de sang, s'affaiblit, se croit frappé à mort : « Je n'en reviendrai pas », et il demande à plusieurs reprises confesseur et chirurgien.

Chacun perdait la tête. Le service étant à

Trianon, le blessé manquait des objets les plus nécessaires; il n'y avait pas même de draps dans son lit ni de chemise, et l'on ne put lui donner qu'un peignoir. « Le Roi se trouva mal et crut qu'il mourait; il pressa pour un confesseur. L'aumônier de quartier arriva; il se confessa à la hâte et demanda instamment l'absolution, sous condition et promesse de se confesser plus amplement et mieux, s'il en avait le temps. On la lui donna donc... La Martinière, qui était à Trianon, arriva enfin. Il sonda la plaie et dit qu'elle n'était pas profonde et qu'il ne la croyait pas dangereuse. Mais l'idée vint à tout le monde et au Roi que le poignard était empoisonné. Cela redoubla l'inquiétude. Mesdames arrivèrent au bruit et, trouvant le Roi blessé, baignant dans son sang, elles s'évanouirent autour du lit... M. le Dauphin était tout en pleurs, mais, conservant sa présence d'esprit, donnait ordre à tout. La Reine arriva, et crut que ce n'était qu'une colique; mais, voyant le sang, elle se trouve mal aussi. »

Il n'y avait dans la chambre, avec le service et les chirurgiens, que la famille royale, le maréchal de Belle-Isle et M. d'Argenson. D'autres ministres qui n'avaient pas les grandes entrées, Paulmy, Moras et l'abbé de

Bernis, au Conseil depuis quatre jours, causaient à voix basse dans le cabinet du Roi. La pièce était remplie d'habits noirs de la Faculté et de prêtres en surplis; les saintes huiles étaient sur la table. Chacun maniait, sur la cheminée, le canif à deux lames dont l'assassin avait frappé le Roi. On disait que l'homme mystérieux venait d'être « tenaillé » dans la petite salle des Gardes et refusait de dire ses complices. Personne n'osait donner un ordre. Enfin, le Dauphin sortit de la chambre et demanda si ces Messieurs jugeaient nécessaire d'assembler le Conseil. « Sans doute, Monseigneur, répondait Bernis; jamais il n'a été plus indispensable de l'appeler. » Le prince rentra pour prendre les ordres de son père et fit avertir les ministres absents par M. de Richelieu.

Le Roi voulait encore se confesser. Tandis qu'on cherchait le confesseur en titre, un aumônier du Grand-Commun entendit le malade, qui recommença une troisième fois à l'arrivée du P. Desmarets. Ils restèrent ensemble une demi-heure, puis, la chambre ouverte, le Roi fit, devant tout le monde, une espèce d'amende honorable, « demandant pardon à ses enfants du scandale qu'il avait pu leur donner et à la Reine des torts qu'il avait eus envers elle. Il dit à M. le Dauphin qu'il

allait régner et que le royaume serait en bonnes mains. Tous fondaient en larmes. » Vers minuit, on leva l'appareil : la blessure n'indiquait pas d'empoisonnement. Les esprits commencèrent à se tranquilliser, le Roi à se calmer, et toutes les pensées se dirigèrent vers madame de Pompadour.

Dès la première minute, on avait songé à elle autant qu'à l'accident du Roi. « S'en ira-t-elle ? la renverra-t-on ? » Sitôt la confession faite, les apparences furent pour le renvoi ; ses partisans, ses obligés, la plaignaient, mais prudemment, et beaucoup se demandaient s'ils devaient descendre chez elle. Ses vrais amis ne lui manquaient point. Elle était revenue de Trianon, plus anxieuse que personne, et on lui apportait à chaque instant les nouvelles. Toute la nuit se passa en pleurs et en évanouissements. Quesnay ne la quittait que pour aller chez le Roi ; madame de Brancas et des ministres vinrent chez elle plusieurs fois. Ceux qui l'aimaient la regardaient avec compassion ; les autres n'étaient là que pour la voir souffrir et se donner ensuite le plaisir de le raconter. « Son appartement était comme une église, où tout le monde croyait avoir le droit d'entrer. On venait voir la mine qu'elle faisait sous prétexte d'intérêt. »

De ces instants si durs pour elle, voici le témoignage le plus certain, dans quelques lignes écrites « jeudi à cinq heures du soir ». C'est un billet adressé à Stainville et remis au courrier qui part pour Rome. Tous les sentiments de la femme et de l'amie s'y révèlent : « Le Roi est bien, très bien ; à peine a-t-il un peu de fièvre. Quel monstre abominable l'enfer a vomi hier à six heures du soir pour donner au meilleur de tous les Rois un gros coup de canif dans le dos, comme il allait monter en carrosse pour revenir à Trianon ! Il n'est entré que dans les chairs. Vous ne pouvez vous imaginer à quel excès le Roi a porté le courage et la présence d'esprit. Il a fait arrêter le scélérat et ordonné qu'on ne lui fit pas de mal. Il est remonté sans secours dans son appartement, a demandé un chirurgien et un prêtre, se croyant blessé dangereusement, consolant sa famille, ses sujets, réduits au dernier désespoir. Avant-hier, les parlementaires disaient des horreurs de lui ; aujourd'hui, ce n'est que cris, que prières à la Ville, à la Cour. Tout le monde l'adore. Je ne vous parle pas de moi, vous pouvez juger de ma situation, puisque vous connaissez mon attachement pour le Roi. Je me porte bien. Bonsoir. »

L'ami le plus utile fut Bernis. Leur premier entretien éclaircit par des paroles décisives une situation fort compliquée : « Elle se jeta dans mes bras, raconte l'abbé, avec des cris et des sanglots qui auraient attendri ses ennemis même, si des courtisans pouvaient être touchés. Je la priai avec fermeté de rassembler toutes les forces de son âme, de s'attendre à tout et de se soumettre à la Providence, lui ajoutant qu'elle ne se livrât point à des conseils timides, qu'amie du Roi et n'étant plus sa maîtresse depuis plusieurs années, elle devait attendre ses ordres pour s'éloigner de la Cour, qu'étant dépositaire des secrets de l'Etat, des lettres de Sa Majesté, elle ne pouvait disposer de sa personne. »

Des avis aussi fermes sont nécessaires, car la faiblesse de la femme ne tarde pas à se montrer. Elle flotte à toutes les impressions. La visite de M. de Machault la met au désespoir. Cet ami, qu'elle croyait sûr, s'est enfermé dans son laconisme et son air froid, sans aucun élan, aucun encouragement pour elle ; il lui a conseillé de partir, lui laissant un doute affreux sur les sentiments du Roi. Dès qu'il est sorti, elle a une attaque de nerfs : « Il faut que je m'en aille ! » gémit-elle. Elle a la force de donner l'ordre de préparer son

hôtel de Paris, de dire à ses gens de se tenir prêts à partir, et de faire apporter les malles dans sa chambre. Elle ferme sa porte, sauf aux intimes et aux ministres. Heureusement l'amitié la conseille : elle voit mesdames de Brancas et de Mirepoix, MM. de Soubise et de Gontaut, et surtout Bernis, qui vient dix fois le jour. Tous la supplient d'attendre, la blâment et la rassurent. Son frère Marigny intervient aussi : « Elle sert ses ennemis en quittant Versailles. Qui quitte la partie, la perd. » La marquise se décide à faire une autre figure. Les larmes sont essuyées, les malles renvoyées, la porte ouverte à nouveau. La santé du malade étant excellente, elle reçoit les ambassadeurs, reprend ses soupers de dame du palais; elle affecte une tranquillité qui n'est pas au fond de son âme, car le Roi ne lui a pas encore donné signe de vie.

Pendant les onze jours qu'il garde la chambre, il laisse sans message l'amie que ce silence torture, à quelques pas de lui. Pas une fois, dans une conversation, il n'a montré qu'il pense à elle. Observé par sa famille, par la Cour entière, absorbé par ses réflexions noires, il rêve de longues heures dans son lit, l'imagination remplie du terrible événement. Quand La Martinière a

sondé la plaie et a dit qu'elle n'était pas profonde : « Elle l'est plus que vous ne le croyez, a répondu le Roi, car elle va jusqu'au cœur. » Ce n'est qu'un fanatique isolé, cet homme obscur, ce Damiens, dont Louis XV, sans jamais l'oublier, ne prononcera plus le nom ; mais son poignard est venu accomplir les menaces qu'annonçaient depuis longtemps les pamphlets, les lettres sans signature, les papiers orduriers jetés dans l'OEil-de-Bœuf. L'état troublé du royaume, la nouvelle rébellion du Parlement, expliqueraient-ils le régicide ? Il y a matière à méditer longtemps, et peut-être jusqu'à sacrifier la marquise.

Les ennemis de celle-ci crient partout qu'elle va partir. Les communications intérieures lui sont fermées et M. de Richelieu a fait comprendre à Marigny lui-même, qui vient aux nouvelles, que sa place n'est plus dans le cabinet du Roi. Les vieilles animosités de la famille royale se sont réveillées, avec l'émotion jetée dans les cœurs par cet assassinat, qui semble un châtiment du ciel. On en a persuadé le Dauphin, la Reine, les princesses. Ils espèrent encore que l'ancienne maîtresse se décidera au départ volontaire. M. de Machault, qui s'est prêté à la conseiller, n'ayant rien obtenu, croit au renvoi et ne reparaît plus

chez elle. Cette bassesse lui vaut quelques sarcasmes, mais peut lui ménager le Dauphin dont l'influence va grandir.

De son côté, Argenson triomphe et se croit le prochain maître. Une démarche du bon Bernis achève de le griser. L'abbé persuade son amie de se réconcilier avec le ministre de la Guerre; devant les menaces de l'étranger, chaque sujet du Roi ne doit-il pas oublier ses propres querelles pour le mieux servir? La marquise fait appeler M. d'Argenson et lui demande comme faveur de confirmer l'ordre qu'elle a donné à Jannelle, d'exclure des copies du secret des Postes, qu'on fait pour le Roi, les placards injurieux affichés dans Paris. Argenson répond que son principe et son devoir sont de ne rien cacher à son maître. Elle insiste, se défend de vouloir empiéter sur ses droits, mais le supplie d'épargner au Roi des chagrins nouveaux. Plus elle est pressante, plus le ministre se fait dur : « il n'a à rendre compte de sa conduite qu'à Sa Majesté » ; et, dédaigneux, il se lève, prêt à se retirer. « Monsieur, crie la marquise, vous me poussez à bout, et il serait inutile de prolonger cette conversation. Je vois très clairement l'espérance que vous avez de ma sortie de cette Cour et l'avantage insultant que vous

en tirez. Il y a cinq jours que je n'ai pas vu le Roi, peut-être ne le reverrai-je de ma vie; mais, si je le revois, soyez sûr qu'il nous renverra, vous ou moi. — Madame, répond Argenson, n'avez-vous plus rien à me dire? », et il s'en va. Qu'eût-il pu craindre? « Il était profondément rempli de l'erreur commune aux ministres qui ont été agréables, de croire qu'ils seront toujours aimés. »

Le Roi cependant demeurait triste et taciturne, ne soufflait mot de la marquise et ses intentions restaient ignorées. Elle lui avait fait passer secrètement une lettre par le valet de chambre Champcenetz, et le malade n'avait point donné de réponse. Il commençait à se lever et paraissait dans son cabinet. Le 11 janvier, assis dans son fauteuil, la jambe droite sur un tabouret, en robe de chambre, frisé et poudré, il recevait les révérences; cent soixante-trois dames défilaient devant lui. Chaque matin, Mesdames, le Dauphin et la Dauphine, lui faisaient leur cour, avant et après la messe; quand il était fatigué, sur un signe, chacun de ses enfants s'avancait, lui baisait la main, se faisait embrasser et sortait avec sa suite, qui passait saluant. « Un jour, raconte Dufort de Cheverny, il était près de deux heures et le ca-

binet presque vide, tous ayant pris congé... Le Roi avait sa robe de chambre, son bonnet de nuit et à la main une canne sur laquelle il s'appuyait légèrement. Tantôt il regardait par la fenêtre, tantôt il s'arrêtait et rêvait. Le Dauphin, à qui le Roi ne faisait pas signe de s'en aller, causait avec le marquis du Muy; la Dauphine n'osait prendre congé. Enfin, le Roi, sûr que tout le monde est à dîner, fait le signal du départ à la Dauphine, qui s'avance, le salue à l'ordinaire et s'en va. Elle était accompagnée de plusieurs dames, entre autres de la duchesse de Brancas, surnommée, à cause de sa taille, la Grande; le Roi qui la connaissait particulièrement, parce qu'elle allait souvent chez la marquise, s'avance vers elle lorsqu'elle s'en allait et lui dit : « Restez un moment. » Le Dauphin regarde. Le Roi dit à madame de Brancas : « Donnez-moi votre mantelet. » Elle le détache et le lui donne; il le place sur ses épaules, fait un tour dans le cabinet sans rien dire, après l'avoir saluée, et s'en va. Il s'achemine à l'instant du côté de l'intérieur. Le Dauphin, accoutumé à le suivre, s'avance. Il n'est pas à la moitié de la pièce que le Roi se retourne et lui dit : « Ne me suivez pas. » Nous voyons la manœuvre et entendons le

propos. Le Dauphin obéit et se rend à l'instant chez lui pour dîner. Fontanieu et Champcenets se disent : « La chose est trop intéressante pour dîner » ; j'en dis autant. M. de Maillebois arrive, on lui conte tout et nous voilà tous les quatre à attendre. Le Roi revient entre les trois et quatre heures. Ce n'était plus le même homme : au lieu d'un regard triste et sévère, son air était calme, son regard agréable ; il avait le sourire sur les lèvres et causait sans humeur. Il nous adressa la parole à tous, fit des plaisanteries sur le mantelet dont il s'était affublé et nous quitta en disant qu'il allait dîner et qu'il nous exhortait à en faire autant. Il rentra. Nous n'eûmes pas de peine à deviner qu'il avait été faire une visite à madame de Pompadour. Une seule conversation d'une amie, intéressée à sa conservation plus que personne de son royaume, avait guéri son esprit plus malade que tout le reste. »

Le soir, le Roi s'habilla ; le lendemain les soupers des Petits Appartements recommencèrent, puis la chasse. Les journées reprirent comme si rien de tragique ne s'était passé. Madame de Pompadour, une fois de plus, avait eu le secret d'effacer les idées noires de l'esprit du Roi : « On s'était attaché à lui

prouver que c'était à lui personnellement qu'on en voulait, que c'était peut-être une haine, une conspiration qui tenait aux prêtres et qu'il fomentait par son indifférence. Madame de Pompadour avait fait tout le contraire; elle lui avait montré que Damiens était un scélérat, fou et enragé, et qu'il n'y avait aucune conspiration. Elle lui fit voir l'alarme générale qui s'était produite dans le royaume, et combien tous les Parlements avaient détesté cette action. Elle lui avait dit que cet accident le mettait à l'abri de tout autre pareil, par le sentiment d'effroi général et par l'attachement que ses peuples lui avaient montré. » Ainsi trouvait-elle l'occasion de reprendre son pouvoir tout entier, en faisant œuvre de douceur et de bonté. Elle ne laissait sans doute ignorer au Roi qu'une chose, le supplice qu'elle avait enduré en doutant de lui. Lui-même oubliait que, pendant ces longs jours d'incertitude, il l'avait laissée sur la roue : « Il faut convenir, dit Bernis, que, si la marquise avait été bien gâtée par la fortune, si elle s'était trop familiarisée avec la toute-puissance et la grandeur suprême, elle eut bien le temps pendant onze jours de rentrer dans son néant. Mais, le péril passé, ses réflexions s'évanouirent; elle se rassit sur

le trône avec autant d'assurance et peut-être plus qu'auparavant. »

L'attentat de Damiens servit la marquise, comme tout jusqu'à présent l'avait servie. Dès le rétablissement du Roi, ce fut à ses ennemis de trembler. Elle était vengée de ses anxiétés, des transes qu'elle avait cachées, des faiblesses qu'on avait surprises. Mais comment ne pas se plaindre de l'ingratitude de Machault, de cet avis perfide de quitter le Roi, qui est « toute sa vie » ! « Elle se fit dire par le Roi, tant qu'elle voulut, qu'elle avait bien fait de ne pas suivre un aussi mauvais conseil et qu'il en aurait été au désespoir. » M. de Stainville, qui revient de Rome et recueillera cette confiance, reçoit d'elle, en chemin, une lettre écrite le 20 janvier, où vibre encore l'émotion des mauvaises heures :

« Je ne vous dirai qu'un mot de toutes les horreurs qui se sont passées dans la chambre du Roi. Représentez-vous le second tome de Metz, à l'exception des sacrements, qu'il n'a pas été dans le cas de recevoir. Ajoutez à l'indignité des procédés que c'est tous gens qui me doivent leur existence. La première grâce que j'ai demandée au Roi a été de ne les pas

punir; je ne veux pas faire plaindre des gens qui sont aussi méprisés... Ne craignez pas que les événements puissent affaiblir mon courage. La perte du Roi pourrait seule en être capable. Il vit, tout le reste m'est égal. Cabales, indignités, écrits, etc., rien ne m'effrayera, et je le servirai, quoi qu'il m'en doive arriver, tant que je serai en position de le pouvoir. Je m'en rapporte à ceux qui m'ont vue pendant les six premiers jours, pour vous prouver qu'assurée de la vie du Roi, ma tranquillité ne s'est pas démentie un moment sur ce qui pouvait m'intéresser. »

La procédure contre Damiens, que la prévôté de l'Hôtel a commencé d'instruire, se continue devant la Grand Chambre du Parlement, qui siège seule dans le Palais déserté. Le prince de Croÿ informe en Artois, province du criminel. On rapporte les indices les plus sûrs de sa folie, tournée en violence par les propos détestables tenus devant lui. Les passions de l'opinion, qui ont égaré sa tête faible, s'excitent maintenant sur les médiocres incidents du procès. Les gazettes rivalisent avec les salons et décident sur l'affaire à tort et à travers. Les femmes « veulent absolument trouver du mystère et

de l'extraordinaire à tout et qu'il y ait des complices ». Mais, surtout, chaque parti rejette sur ses adversaires l'odieuse accusation. Il n'a pas manqué de gens pour flétrir « l'assassinat parlementaire », et ce fut le mot de Voltaire lui-même, dans le premier moment; on fait remarquer que Damiens était domestique chez un robin et qu'il a avoué sa haine contre le clergé. D'autres disent « qu'il y a là dedans des Jésuites »; une lettre remise au Roi par le cabinet noir accuse jusqu'à l'archevêque. La Cour même est empoisonnée par les placards. Certains portent que l'événement a châtié les désordres d'un Roi et de sa favorite, et annoncent des malheurs plus grands, si celle-ci n'est pas chassée. C'est le thème le plus ordinaire des billets que, chaque matin, les gens de M. d'Argenson ramassent sur le perron de leur maître. Le Roi, qui veut tout savoir, exige qu'on les lui remette et s'en irrite. Cette fois, madame de Pompadour n'y tient plus : c'est elle qui ira chez l'ennemi. Elle demande sa chaise et traverse la cour : « Monsieur, dit-elle aussitôt, il serait essentiel de cacher ces abominations au Roi; il ne dort plus et se tourmente. Continuez de veiller à sa sûreté, mais ne lui en parlez plus.

— Madame, répond le ministre, personne ne le désire plus que moi; priez le Roi, dans ces moments de bonté où il ne peut vous rien refuser, de ne plus me faire de questions; je serai trop heureux de garder le silence; mais je ne le puis, toutes les fois qu'il me questionnera. — Vous aimez donc mieux le voir malheureux, et faire le bon valet! Mais, monsieur, ces billets sont fort extraordinaires; il est bien étonnant que monsieur Berryer, qui a toute la police à ses ordres, n'en trouve et n'en apporte aucun, et que vos gens, en petit nombre, qui ne les cherchent point, en découvrent toujours! » L'entretien, monté à ce ton, ne peut aller plus loin.

Bernis qui arrive chez la marquise, au moment où elle revient, la trouve appuyée devant la cheminée, avec son manteau et ses gants, et les mains dans son manchon, regardant devant elle tout absorbée. Après quelques minutes de silence : « Vous avez l'air, dit l'abbé, d'un mouton qui rêve. — C'est un loup, répond-elle, qui fait rêver le mouton »; et, jetant son manteau sur un fauteuil, elle éclate en sanglots. Le Roi vient d'entrer; il se met à préparer lui-même une potion sucrée avec des « gouttes d'Hoffmann » qui contiennent de l'éther, puis, en

souriant, il présente le verre à la marquise. Celle-ci s'apaise, accepte en baisant les mains du Roi. La femme de chambre n'a vu que cette scène, qui explique assez ce qui va suivre.

La foudre est dans l'air; on ne sait où elle va tomber. M. d'Argenson plaisante avec Bernis : « Le Machault fait son paquet; la marquise ne veut plus le voir; c'est une affaire de huit jours au plus. » Les amis du comte bâtissent châteaux en Espagne : voudra-t-il prendre les sceaux ou les refusera-t-il?

Le Roi, qui n'a pas cessé de lui faire bon visage, reste impénétrable; mais on remarque sa tristesse. Le soir de sa décision, il est chez la marquise de si mauvaise humeur qu'on imagine entre eux une querelle. Il la quitte sans lui avoir rien dit, pour donner ses ordres une heure après minuit.

Ce matin du premier février, à huit heures, les gens du Cabinet sont aux aguets, intrigués par les allées et venues dans la cour des ministres. On a vu sortir M. de Saint-Florentin se dirigeant vers l'appartement de Machault, de là se rendre chez madame de Pompadour. M. d'Argenson, averti par ses espions, a paru à la fenêtre, charmé sans nul doute de voir porter la lettre de cachet à son voisin. Comme il se met dans son bain d'aro-

mates pour la goutte, on lui annonce la visite de M. Rouillé. Il répond qu'il aura l'honneur de le voir au lever, dans peu d'instants. Mais ce que doit dire Rouillé ne peut souffrir de retard; il entre et d'un air navré, d'une main tremblante, tend à son ami le billet fatal : « Monsieur d'Argenson, votre service ne m'étant plus nécessaire, je vous ordonne de me remettre la démission de votre charge de secrétaire d'État de la Guerre et de vos autres emplois, et de vous retirer à votre terre des Ormes. Louis. » Le ministre « devient pâle comme les morts », demande son neveu Paulmy, le prie d'envoyer un exprès à sa femme, range les papiers ministériels et, à onze heures, part pour Paris.

Comme d'habitude, le marquis de Valfons est auprès de madame d'Argenson : « Restez, lui dit le comte; un tiers est nécessaire dans des moments aussi funestes. On aura surpris la bonté du Roi. Vous connaissez plus qu'un autre mon respect pour lui. Que de veilles j'ai sacrifiées à sa gloire! Devait-il jamais oublier Metz, où, cru mort et abandonné de tous, je le réchauffai seul dans mes bras et ne le quittai pas d'une minute. Ce n'est ni son cœur, ni sa volonté qui m'exilent; cette malheureuse femme aura fait quelques noirceurs. » Il

demande à son homme d'affaires l'état, qu'on tient toujours prêt, de son bien et de ses dettes, et comme il vient d'y constater que, du million de la dot de la comtesse, les quatre cinquièmes sont dévorés, celle-ci prend son écritoire, en tire une feuille de papier blanc : « Voici mon blanc-seing, dit-elle. Tout ce qui me reste est à vous. Je vous conseille d'embellir les Ormes, le château et les jardins; mon argent avait aidé à votre fortune; il fera vos amusements. »

Ces grandes crises rendent les âmes généreuses. Elle prie son mari de la laisser partir avec lui; Valfons serait du voyage. Mais le comte s'y refuse : une santé délicate comme est celle de sa femme a besoin de son médecin et des secours de Paris. Le lendemain, il part à huit heures du matin et trouve à la barrière madame d'Estrades, qui monte en carrosse avec lui. Son fils, M. de Voyer, suit avec sa femme dans une autre voiture. Ce sera à peine une satisfaction pour le ministre d'hier d'apprendre que son survivancier Paulmy est appelé à lui succéder au département de la Guerre. Il se rongera de chagrin dans cette belle terre poitevine, où tant d'ambition, d'orgueil et de talents sont venus échouer dans l'exil. Madame de Pompadour

sera morte, quand le vaincu reviendra à Paris, mais pour mourir lui-même sans avoir revu son maître, sans avoir appris le motif véritable de sa disgrâce.

Si M. d'Argenson avait pu lire la lettre de cachet reçue par Machault, à l'heure où on lui portait la sienne, son dépit eût été plus vif encore. En retirant à son garde des sceaux cette charge et celle de la Marine, Louis XV se disait « persuadé de sa probité et de la droiture de ses intentions », lui réservait les honneurs de ministre et sa pension de vingt mille livres, et l'assurait d'une « amitié » et d'une « protection » acquise pour toujours à ses enfants. Invité à « rester quelque temps à Arnouville », Machault allait habiter sa terre patrimoniale en pensant que l'exil serait court et que, le Roi l'éloignant avec de tels ménagements, celle qu'il avait offensée pourrait lui pardonner un jour. L'espoir, au reste, était vain et l'ancien garde des sceaux, que personne ne songea à rappeler, prit le sage parti de se bien porter et d'engraisser, ce qui est, assure Bernis, plus tard expert en la matière, « l'enseigne de la bonne tête des ministres renvoyés ».

Comment croire, après de tels triomphes, que la marquise pût encore se trouver

menacée de nouveau et eût à se défendre? Quelques mois plus tard cependant, fut livré un dernier assaut, et l'attaque vint sur Louis XV par le côté où il était vulnérable. Après un repentir éphémère, de coupables habitudes l'avaient ressaisi. On avait démeublé, quelques jours après l'attentat de Damiens, les deux chambres secrètes dans le Château; mais le petit pavillon n'était point fermé et, quand on vit qu'on pouvait reprendre le Roi, certaines ambitions se rallumèrent. Ce fut l'heure de la marquise de Coislin, moins fameuse que madame de Choiseul-Beaupré dans l'histoire de madame de Pompadour, mais rivale plus redoutable.

Née, fort belle, de conversation brillante, veuve d'un officier général de mérite, appuyée à la Cour par la maison de Mailly, elle pouvait faire une autre Châteauroux. Du moins, rêvait-elle cette fortune. Le difficile n'était point de piquer le goût du Roi, mais de le faire assez durer pour qu'une « maîtresse de qualité » fût déclarée. Un premier essai ne dura guère : madame de Coislin importuna le Roi par des demandes d'argent et ces grands airs qu'il ne pouvait souffrir; mais la galanterie fut reprise et ce retour parut marquer son succès.

Un soir, à Marly, les femmes de madame

de Pompadour la voient rentrer fort agitée. Elle sort du salon, où vient de finir le jeu du Roi. Elle jette manchon et manteau, se déshabille fiévreusement et, n'ayant plus auprès d'elle que la fidèle Du Hausset, son secret lui échappe : « Non ! Je ne crois pas qu'il y ait rien de si insolent que cette madame de Coislin ! Je me suis trouvée ce soir au jeu à une table de brelan avec elle, et vous ne pouvez imaginer ce que j'ai souffert. Les hommes et les femmes semblaient se relayer pour nous examiner. Madame de Coislin a dit deux ou trois fois en me regardant : « Va tout ! » de la manière la plus insultante, et j'ai cru me trouver mal, quand elle a dit, du ton le plus triomphant : « J'ai brelan de rois ! — Et le Roi ? dit la femme de chambre, lui a-t-il fait ses belles mines ? — Vous ne le connaissez pas, ma bonne : s'il devait la mettre ce soir dans mon appartement, il la traiterait froidement devant le monde et me traiterait avec la plus grande amitié. Telle a été son éducation, car il est bon par lui-même et ouvert. » Madame de Pompadour sait mieux que personne ce trait du Roi ; elle l'a observé de près, lors de l'exil de Maurepas, du renvoi de madame d'Estrades et, tout récemment encore, pour M. d'Argenson. Ces

grands familiers du maître, bien reçus jusqu'à la fin, seule dans la confiance, elle les savait condamnés, détruits, prêts à disparaître, sans qu'aucun signe avant-coureur les eût avertis.

Cette nuit même, elle prend la plume. Elle demande au Roi la permission de se retirer de la Cour. Sans doute sera-t-elle prise au mot; mais, comblée de dignités, dame du palais de la Reine, sa vie assurée par tant de libéralités royales, mêlée depuis deux ans aux négociations les plus importantes, elle peut faire encore honorable retraite, pourvu qu'elle en ait l'initiative et n'attende point d'avoir déplu.

C'est encore l'ami des premiers jours qui lui rend le service de l'arracher à son dépit. Bernis, la voyant triste, obtient sans peine la confiance de sa démarche. Elle attend, dit-elle, d'un moment à l'autre la réponse du Roi, et sa consolation, en quittant la Cour, sera de laisser auprès de lui un ministre honnête homme, éclairé, et attaché à son souvenir. Bernis ne s'attendait point à de telles extrémités : « Madame, s'écrie-t-il en se levant, j'ai peine à maîtriser mon émotion; mais ce n'est pas ainsi qu'un ministre d'Etat doit prouver ses sentiments. — Qu'allez-vous faire? dit la marquise; j'exige de le savoir. — Je

vais écrire au Roi, madame, lui représenter combien une nouvelle maîtresse affichée nuira à sa réputation, à ses affaires, et donnera d'ombrage à la Cour de Vienne, qui, pour son alliance avec lui, s'est adressée à vous; de plus, je déclarerai que je ne travaillerai certainement pas avec une autre femme, qui n'aurait sur moi aucun des droits de l'amitié et de la reconnaissance. Si le Roi persiste à déclarer une nouvelle maîtresse, je le supplierai de me permettre de me retirer. »

La marquise voit que cette résolution peut tourner fort mal pour l'abbé; mais il est décidé, ses calculs faits, sûr d'une disgrâce prochaine si madame de Coislin l'emporte. Elle le laisse écrire, lit sa lettre, émue des sentiments qu'il y exprime pour elle, et demande pourtant qu'elle ne soit point remise. « Je la cachetai à l'instant, raconte Bernis, et comme le Roi entra chez la marquise un moment après, j'attendis que Sa Majesté s'en retournât pour la suivre et lui remettre ma lettre, en la suppliant d'y faire grande attention et une prompte réponse. Cette réponse ne tarda pas. Le Roi me la remit lui-même le lendemain, et je la portai toute cachetée à la marquise. Le Roi m'y parlait avec la plus

grande bonté et franchise; il détaillait les qualités de la marquise et ses défauts, et me promettait de renoncer au goût qu'il avait pour sa rivale, parce qu'il en sentait le danger pour ses affaires et sa réputation. »

Ainsi madame de Pompadour fut sauvée une fois encore. Bernis ne savait point que Lebel, qui préférait l'ancienne maîtresse à la nouvelle, joua son rôle en cette affaire; hasard ou dessein, il avait, à ce moment même, préparé pour son maître « une petite sultane » propre à le refroidir pour la grande dame. Ce détail, que la marquise n'ignora point puisqu'elle était informée de tout, n'enlève rien à la délicatesse de l'acte de Bernis et fort peu sans doute à la part qui lui revient dans la détermination de Louis XV. Celui-ci en effet, en dépit de sa conduite, « cherchait le bien », acceptait qu'on le lui fit voir; des serviteurs éprouvés, et qui savaient s'y prendre, pouvaient lui parler avec franchise. Au reste, le besoin lui restait de l'amie à qui il pouvait tout dire, habituée à le deviner et à le servir, et qui détenait pour la politique si grande part de ses secrets.

Parmi les philosophes qui soupent dans l'entresol de Quesnay, un petit Limousin

assez hardi s'est fait remarquer de la marquise. Ce Marmontel ira loin, car il ne doute pas de son étoile, et il fera raffoler les femmes de son talent, étant de ceux qui suivent la mode en ayant l'air de la devancer. A-t-il su parler à madame de Pompadour et l'avertir de ce que le public attend d'elle ? Il s'est montré bon interprète de l'opinion, s'il a vraiment tenu dans son cabinet les propos qu'il nous rapporte : « Madame, lui a-t-il dit, tant que messieurs d'Argenson et de Machault ont été en place, on a pu attribuer à leur division et à leur mésintelligence les dissensions intestines dont le royaume est tourmenté, et tous les actes de rigueur qui, loin de les calmer, les ont envenimées ; mais, à présent que les ministres sont renvoyés et que les hommes qui les remplacent n'ont aucun ascendant, ni aucune influence, songez, madame, que c'est sur vous qu'on a les yeux, et que c'est à vous désormais que s'adresseront les reproches, les plaintes, si le mal continue, ou les bénédictions publiques, si vous y apportez remède et si vous le faites cesser. Au nom de votre gloire et de votre repos, madame, hâtez-vous de produire cet heureux changement. N'attendez pas que la nécessité le commande ou qu'un autre que vous l'opère ; vous en

perdriez le mérite, et l'on vous accuserait du mal que vous n'auriez pas fait. Toutes les personnes qui vous sont attachées ont les mêmes inquiétudes, et forment le même vœu que moi. »

La marquise répondit à Marmontel que ses amis pouvaient se tranquilliser : « Elle avait du courage, elle voulait qu'ils en eussent pour elle et comme elle; au reste, on travaillait dans ce moment à tout pacifier. » Mais son conseiller a su la flatter sur le point le plus sensible, sa prétention de tenir une place dans l'État.

Le problème inextricable est au Parlement. Depuis le mois de décembre, on a vu le grand corps en état de révolte. C'est au milieu de cette effervescence que l'attentat régicide est survenu, et les parlementaires, en bons sujets, en ont ressenti l'horreur. Beaucoup voulaient adresser au Roi l'expression de leur douleur et offrir la reprise de leur service, mais la rédaction que les intransigeants ont fait adopter donne à leur lettre un ton que le Conseil du Roi juge offensant. Le chancelier Lamoignon y répond avec hauteur, et bientôt l'exil de vingt-sept jeunes magistrats des plus remuants porte au comble le désordre et l'irritation. La suspension des affaires civiles est complète;

et la Grand Chambre, qui fonctionne encore et instruit le procès de Damiens, ne songe plus qu'à obtenir le retour des exilés.

Parmi les intrigues de combat et les essais de conciliation, madame de Pompadour tient son rôle. Tant d'intérêts de famille sont en jeu qu'elle se trouve naturellement sur le terrain de son action habituelle. Ces Messieurs ont toujours besoin, pour quelqu'un des leurs, des faveurs de la Cour; on peut les tenir par cette nécessité et les ramener à la raison. Tel est le cas du président Durey de Meinières, à qui le Roi a refusé une charge pour son fils et qui n'obtient pas davantage son agrément pour une place d'enseigne aux Gardes. Toute carrière est fermée au jeune homme dans l'épée comme dans la robe. En désespoir de cause, des amis ménagent au père une audience de la marquise. Mais elle n'ignore pas que ce Meinières est une des bonnes têtes du Parlement et que ses avis, sa science, les manuscrits de ses collections, ont nourri mainte fois ces « remontrances » que le Roi exècre; elle va lui faire sentir la colère du maître et ensuite, s'il se peut, tirer parti de l'autorité qu'il a sur ses confrères. Le président a fixé par écrit les détails de deux conversations de Versailles, qui nous font voir la

négociatrice dans le feu de l'action et entendre le son de sa voix.

L'accueil est terriblement intimidant. Seule dans son cabinet, debout auprès du feu, la marquise toise le visiteur de la tête aux pieds, « sans faire de révérence », comme pour prendre la mesure d'un adversaire. Elle ordonne au valet, d'un ton colère : « Tirez une chaise » ; puis, s'étant assise elle-même, écoute d'abord sans mot dire les protestations de respect et de dévouement au Roi et l'appel à sa propre commisération et à sa bonté : « Madame la marquise, raconte Meinières, avait les yeux fixés sur moi d'une manière toute propre à me déconcerter ; elle était droite comme un jonc sur son fauteuil, et elle fit seulement une petite inclination du corps, lorsque je lui parlai de son penchant naturel à obliger. Quand j'eus fini, elle prit la parole très vivement, et elle me dit : « Comment, monsieur, vous ignorez, dites-vous, ce que vous avez fait et quel est votre crime?... » Ce crime, c'est l'appui savant prêté par un juriste aux prétentions de sa compagnie. « Le Roi est le maître, monsieur, il ne juge pas à propos de vous marquer son mécontentement personnellement, mais de vous le faire

éprouver en privant monsieur votre fils de jouir d'un état. Il emploie le moyen qui est dans sa main, il faut respecter ses volontés. Je vous plains, cependant, et je ne demanderais pas mieux que de me voir à portée de vous rendre service. Vous savez, par exemple, que le Roi désire dans ce moment des marques de soumission de la part de Messieurs des Enquêtes et Requêtes qui ont donné leur démission, qu'il a donné des preuves de ses bontés à ceux qui lui ont écrit des lettres particulières. Si vous vouliez en écrire une de même et, par votre exemple, engager plusieurs autres à en écrire de semblables, ce serait un service que vous rendriez au gouvernement dans les circonstances présentes, que je serais en état de faire valoir, et alors vous pourriez espérer quelque changement dans les dispositions du Roi à votre égard. Mais quand je n'aurai autre chose à dire à Sa Majesté, sinon : « Sire, j'ai vu aujourd'hui monsieur de Meinières, il m'a protesté de l'attachement le plus respectueux pour votre personne, et cætera », le Roi me répondra : « Qu'a-t-il fait pour me le prouver ? Rien. » Et les choses demeureront dans le même état, et je ne pourrai rien faire pour vous. »

Le magistrat trouve des arguments pour

démontrer que cette lettre particulière ne peut être écrite, ne servirait de rien et serait déshonorante pour lui. Mais la réponse le foudroie : « Je suis toujours étonnée d'entendre mettre en avant leur prétendu honneur pour ne pas faire ce que le Roi désire, ce qu'il veut, ce qu'il ordonne, et ne pas considérer qu'il est du véritable honneur de remplir les devoirs de son état, et de faire cesser, le plus tôt qu'il est possible, le désordre qui règne dans toutes les parties de l'administration par le défaut de justice. Voilà, monsieur, en quoi il faut faire consister son honneur, à reconnaître ses torts, la légèreté, la précipitation d'une démarche si contraire à toute règle, à toute bienséance; à tâcher, par une conduite différente, à effacer dans l'esprit du Roi et de ses sujets l'impression défavorable qu'une action de cette nature doit y causer. Je crois que personne n'ignore combien j'honore la magistrature; mais il n'y a rien que je ne donnasse pour n'avoir point un pareil reproche à faire à ce tribunal auguste, à ce premier parlement du royaume, à cette cour de France, qui fait d'elle-même un éloge pompeux dans tous ses écrits, ses remontrances, etc. Quoi! c'est cette cour si sage qui veut sans cesse rectifier le gouver-

nement, qui en un quart d'heure se porte à une extrémité de cette espèce! On ne suit que sa passion, son ressentiment, son aveuglement, sa fureur, et voilà les démissions parties! C'est pourtant avec ces insensés-là que vous avez donné votre démission, monsieur de Meinières, et vous mettez votre honneur à ne vouloir pas vous détacher d'eux. Vous aimez mieux voir périr le royaume, les finances, l'État entier, et vous faites en cela consister votre honneur! Ah! monsieur de Meinières, ce n'est pas là l'honneur d'un sujet véritablement attaché à son Roi, ni même d'un citoyen... »

« J'avoue, écrit le président, que je fus émerveillé de la facilité de l'élocution; de la justesse des formes, que je ne rends peut-être qu'imparfaitement, et que je la considérai avec autant de plaisir que d'attention, ne l'entendant parler si bien. »

La pensée reste inflexible : « C'est la trop grande bonté du Roi, dont il a été jusqu'à présent, qui vous rend aujourd'hui tous si entreprenants et si difficiles. A la fin, Monsieur, sa bonté se lasse et il veut être le maître. N'allez point attribuer aux ministres le ressentiment particulier et personnel du Roi, comme vous faites toujours; il ne s'agit point d'eux;

c'est ici le Roi qui est personnellement blessé, et qui par lui-même, et sans y être en aucune façon excité par personne, veut être obéi. Mais je vous demande un peu, messieurs du Parlement, qui êtes-vous donc pour résister comme vous faites aux volontés de votre maître? Croyez-vous que Louis XV ne soit pas aussi grand prince que Louis XIV? Pensez-vous que le Parlement d'aujourd'hui soit composé de magistrats supérieurs en qualité, en capacité et en mérite à ceux qui composaient le Parlement alors? Ah! que je le souhaiterais bien! qu'il s'en faut qu'ils leur ressemblent! Mais considérez vous-même ce qu'a été le Parlement depuis 1673, après que Louis XIV lui eut ôté les remontrances, jusqu'en 1715, et vous verrez si le Parlement a jamais été plus grand et plus considéré que dans cet espace de temps.... »

Cinq quarts d'heure, les adversaires restent en bataille, sans rien céder. Mais le ton a fini par s'adoucir. La marquise a discuté plus posément les motifs de la crise, les remèdes à essayer; elle a révélé une réelle connaissance des institutions et des caractères, et quand elle congédie le parlementaire inexaucé, il part « rempli d'étonnement et d'admiration ». On la connaîtrait donc bien mal, à la juger

seulement sur ses lettres ; elle gagnait à être vue, écoutée, et la qualité de sa parole explique son influence et justifie pour une part les louanges de ses familiers.

Le grand ami revenait de Rome. Le mois de février, qui vit la disgrâce de M. d'Argenson, apportait à la marquise cette autre joie. Quoiqu'elle demandât promptement pour l'heureux Stainville une autre ambassade, celle de Vienne, elle se promettait de sa présence beaucoup d'agrément. Il avait su prendre auprès d'elle le rôle le plus sûr pour s'assurer à jamais ses bienfaits. Suivre en toutes choses ses conseils, ne s'en émanciper que pour y revenir au premier rappel, tirer parti également de l'indépendance et de la docilité, rapporter tous ses succès aux avis donnés par sa protectrice, voilà ce qu'un homme, instruit à utiliser le cœur féminin, a su faire depuis plusieurs années au bénéfice continu de sa carrière.

Il faut entendre, en ses dernières lettres envoyées à Rome, le ton que prend la marquise avec son ambassadeur. A-t-il montré l'envie, puisqu'on se bat, de reprendre du service « dans le militaire », elle n'en veut pas entendre parler : « Quelque réussite que vous ayez dans

vosre ambassade, je ne suis pas surprise du désir que vous avez de servir. Il faut finir vos trois ans avec le même succès et revenir loué de vosre gloire, en en acquérant un genre différent. Je désire cependant que vous vous en teniez à celle de l'ambassade, et qu'une paix honorable pour le Roi vous prive du plaisir de vous battre. » Et voici encore, à propos d'une gratification accordée, tout un programme de conduite nettement tracé : « Vous aurez vosre gratification de 50 000 livres. Je ne puis vous cacher, que, malgré l'utilité dont vous a été l'énorme dépense que vous avez faite à Rome, je trouve que vous vous êtes par trop ruiné. Mettez ordre à vos affaires avant de venir ici passer vos six mois. Ne gardez que ce qui vous sera nécessaire à vosre retour, et faites en sorte de ne pas revenir grand seigneur ruiné. Je ne sais rien de si avilissant. Voilà un beau sermon, faites-en vosre profit... Vous pourrez partir au commencement de novembre. Mais vous savez mes conditions, et que je veux absolument que vous retourniez : 1° pour la décence, et 2° pour l'arrangement de vos affaires. Vous me trouverez sans doute bien rébarbative. »

En laissant prendre à madame de Pompadour cet accent de direction, M. de Stain-

ville lui a prodigué l'illusion qu'elle le guide dans tous les détails de sa vie. De telles femmes ne s'attachent à fond que si elles sont assurées d'être obéies, et Bernis saura bientôt ce qu'il en peut coûter de désenchanter sur ce point une amitié exigeante.

Pour le moment, l'abbé est au pinacle, nommé depuis peu ministre d'État, siégeant au Conseil et initié aux grandes affaires du Roi. Stainville n'ignorait pas qu'il l'allait trouver aussi en possession de toute la confiance de la marquise. Elle ne demandait, du reste, qu'à les unir : « L'abbé est un habile homme, écrivait-elle à l'ambassadeur ; je veux que vous l'aimiez à la folie. » Bernis, déjà tout acquis au projet de la mission à Vienne, écrivait de son côté : « Je crois nécessaire que vous soyez envoyé à cette Cour... Vous avez les lumières, les bonnes intentions et le courage nécessaires pour étayer une besogne qu'il est si avantageux de suivre et qu'il serait si dangereux d'abandonner. Venez donc promptement ici. Vous trouverez dans le Conseil un ami de plus, qui connaît tout ce que vous valez et qui se fait un plaisir de le dire. Je vous embrasse, mon cher comte, de tout mon cœur. » Cette offre de protection pouvait choquer, ainsi faite, l'orgueil du futur

duc de Choiseul; mais il y voyait qu'un homme aussi prompt à se livrer était de ceux qu'on joue assez commodément.

Parmi les ressources de son jeu, Stainville en comptait une que sa figure et son habit interdisaient à l'abbé; il jouerait, au besoin, l'amoureux auprès de madame de Pompadour. Habitué à l'être ou à le paraître de toutes les femmes, il en devait la politesse à celle qui avait déjà tant fait pour sa fortune. Toujours vaine de ses charmes, d'autant plus sensible aux compliments qu'ils se faisaient plus rares, la marquise a pu prendre au sérieux une passion, qu'il était facile de feindre puisque les paroles y suffisaient.

Ces manœuvres galantes, auxquelles Choiseul, homme laid mais irrésistible, a excellé toute sa vie, ont eu leur emploi pendant son séjour à Paris entre ses deux ambassades. Ses intérêts aussitôt s'en trouvent à merveille. Quelques billets plus vifs montrent avec quelle ardeur le sert une femme « très aisée à flatter », ainsi qu'il le dit en ses mémoires. Rouillé, croyant plaire au Roi, destine à Vienne le comte de Broglie, « le petit Broglie », qui revient de Pologne. Il convient de ménager l'amour-propre du vieux ministre pour l'amener doucement à abandonner ce

candidat. La marquise morigène gentiment un Stainville trop pressé : « Taisez-vous, ambassadeur, ne dites pas un mot de ce dont vous avez tant parlé hier et aujourd'hui. J'espère que tout ira, mais ne vous vantez de rien, ni à princes, ni à princesses, etc., etc. M. Rouillé vient de me parler; il est sûrement content de moi. La vérité ne perd pas ses droits et on s'en trouve toujours bien... Je vais ordonner une grillade pour Votre Excellence. »

Elle écrit quelques jours plus tard : « N'importe, mon cher comte, vous êtes nommé. Voilà tout ce que je voulais, pour le bien de la chose et pour vous. Je suis bien aise que le Roi ait dit à votre amie que c'était elle qui l'avait fait changer d'avis. Cela est honnête et doit être vrai; car je ne m'imagine pas que M. Rouillé ait été fort chaud. Le Premier Président a fait des merveilles et a tenu tête à M. le prince de Conti. Damiens sera véritablement exécuté la semaine prochaine. Bonjour, monsieur l'ambassadeur à Vienne. »

Toute la famille, à présent, intéresse madame de Pompadour. Elle sait la santé délicate de madame de Stainville, les revenus médiocres du frère abbé, les déboires de carrière de l'autre frère, le maréchal. Elle étend sur ces

Choiseul sa protection, avec la plus tendre sollicitude : « Monsieur l'ambassadeur désirerait voir aujourd'hui de mon écriture. Je lui donne cette satisfaction avec d'autant plus de plaisir que c'est pour lui annoncer une nouvelle marque de la bonté du Roi en sa faveur. J'ai remercié Sa Majesté de l'abbaye de Saint-Arnould qu'Elle a bien voulu accorder à M. l'abbé de Stainville. Je vais faire embrasser les maréchaux de Stainville et de Richelieu. J'ai eu une grande explication et très naturelle avec ce dernier. Ah ! bon Dieu ! que de peines ! J'espère que vous ne m'en donnerez jamais de semblables. » Et quelle intimité accuse ce post-scriptum : « Dimanche quatre heures... Je rouvre mon paquet, pour accuser au joli petit singe d'ambassadeur, la réception de la charmante petite lettre. Je le charge d'embrasser et de consoler de ma part son cher frère que j'aime de tout mon cœur. Je n'oserai jamais prendre la même liberté avec Votre Excellence... »

Le duc de Choiseul oubliera tout cela quand il écrira ses mémoires. Il y notera, en revanche, des souvenirs satiriques, où sa protectrice est à peine épargnée, sur l'incapacité éclatante à ses yeux de tout ce qui a gouverné

avant lui : « Jamais Conseil, écrit-il, n'a été plus ridicule que celui du Roi après le renvoi de MM. d'Argenson et de Machault. » Il n'y restait que Rouillé, le vieux Belle-Isle et Bernis. Les nouveaux venus étaient Paulmy et Moras ; le premier, secrétaire d'État en survivance de son oncle, lui succédait à la guerre, le second réunissait au contrôle général des finances le département de la Marine, « comme au temps de M. de Colbert. » Choiseul oppose les deux nullités en deux croquis cruels, où le marquis de Paulmy, « chétif en esprit, en figure, en maintien, en talent, fait précisément pour recevoir les coups de pied d'une parade », voisine avec Moras, « qui ressemblait parfaitement à une grosse pièce de bœuf et n'avait pas plus d'idées, plus de combinaisons qu'elle ne peut en avoir... »

Tels apparaissaient les hommes qui descendaient chez la marquise, après le Conseil, pour lui faire « une petite cour ». Elle apprenait par eux les affaires et passait à chacun ses recommandations pour son département. « J'ai demandé souvent à madame de Pompadour, dit Choiseul, qui l'avait pu engager à faire des choix aussi risibles. Elle m'a répondu fort naturellement que, pour que l'expulsion de ceux dont elle voulait se défaire

ne trainât pas, elle avait proposé de les remplacer par ceux qui étaient déjà dans le ministère du Roi. Je fis observer alors à madame de Pompadour que cette raison pouvait être bonne pour elle, mais que, dans cette occasion, au commencement d'une guerre effrayante par l'étendue de toutes les branches, elle n'était pas avantageuse à l'Etat. »

M. de Stainville a rendu à la marquise, pendant son séjour, le double service de la débarrasser de Rouillé, sourdement hostile à l'alliance, et de mettre à sa place l'abbé de Bernis. Il l'a assurée, dans ses entretiens intimes, qu'il ne lui convient guère de représenter le Roi à Vienne, s'il doit rester sous les ordres d'un ministre incapable et mal intentionné : « Mais, répond-elle, monsieur Rouillé se meurt; il dort au conseil et dans son cabinet; il n'y a qu'à attendre que l'apoplexie nous en délivre : le Roi ne veut pas être homicide d'un ministre inepte, mais honnête homme, en le déplaçant. S'il pouvait se déplacer lui-même, le Roi en serait bien aise; mais madame Rouillé, qui aime la Cour comme une bourgeoise qui n'était pas faite pour y être, l'en empêchera toujours... — Voulez-vous, interrompt vivement le comte de Stainville, que je vous apporte dans une heure la

démission de monsieur Rouillé? Le voulez-vous? » La marquise, raconte Bernis, traita ce projet de folie et y consentit, en assurant qu'elle s'emploierait volontiers auprès du Roi pour conserver à M. Rouillé la surintendance des Postes et sa place au Conseil, moyennant que madame Rouillé serait toujours assurée d'une petite cour... Le comte de Stainville tint parole. Il fut trouver madame Rouillé, lui fit sentir que son existence était attachée à la conservation de son mari, et que cette précieuse conservation dépendait du soulagement qu'on lui procurait en le déchargeant du poids des affaires. Elle résista quelque temps; mais enfin elle descendit chez M. Rouillé avec le comte de Stainville, et décida son mari à remettre sa démission, que le comte porta en triomphe chez la marquise; elle en eut autant de surprise que de joie. » Rien ne s'opposait plus à l'élévation de Bernis; il fit quelques façons, s'étant juré, paraît-il, en entrant au Conseil, de ne se charger d'aucun département. « Les bontés du Roi » l'y décidèrent; il prêta serment le 29 juin, sans prévoir que les responsabilités les plus graves allaient apparaître.

Le nouvel ambassadeur à Vienne resta quatre semaines encore à Paris. Le Départe-

ment lui avait communiqué tout le travail de Bernis, avec les dépêches du comte d'Estrées, qu'il allait remplacer. Il étudia aussi le traité nouveau avec l'Autriche, enfin signé le 1^{er} mai 1757, et qu'il trouva beaucoup moins avantageux que le traité défensif de l'année précédente. Il était inquiet, prétendrait-il plus tard, qu'une négociation aussi vaste eût été confiée à une « tête aussi enivrée que l'était celle de l'abbé de Bernis », et les suites lui parurent redoutables. En faisant la part du dénigrement habituel au duc de Choiseul, on peut trouver piquant le récit qu'il fait de son initiation aux conditions définitives de l'alliance.

Quelques jours après la signature, madame de Pompadour mène ses amis à Crécy pour passer deux journées dans la belle résidence qu'elle va vendre au duc de Penthièvre. Dès l'arrivée, Bernis et Belle-Isle disent à l'ambassadeur qu'ils ont apporté le traité pour le lui montrer. On le prie de le lire pendant le séjour au château, parce qu'on en aura besoin à Versailles pour le Conseil. « Je n'ai jamais vu personne, raconte Choiseul, aussi enthousiaste de son ouvrage que l'abbé de Bernis me le parut ; il avait l'air de me dire en me remettant ses papiers : « Allez ! vous conviendrez, quand

» vous aurez lu, que je suis le plus grand
» homme en politique qui ait jamais existé. »
Le maréchal de Belle-Isle applaudissait, en frappant de sa canne, à toutes les louanges que l'abbé de Bernis se donnait en frappant de sa main sur son ventre; madame de Pompadour me faisait signe que j'étais bien heureux d'être l'instrument dont se servaient de si grands ministres, et moi, avec l'air humble et bête, je répondais : « Je vous dirai » ce que j'en pense, quand j'aurai lu. » Je passai la nuit à lire ce traité. Quel fut mon étonnement de voir tous les moyens que l'on avait entassés les uns sur les autres dans cette pièce! Il y en avait d'impossibles, d'autres étaient contradictoires; mais ce qui était de plus sensible était comment la France était sacrifiée dans tous les points pour une illusion... Je reportai le traité chez madame de Pompadour, où étaient ces messieurs. A mon arrivée, elle, ainsi que l'abbé de Bernis et M. de Belle-Isle, vinrent à moi et, de l'air le plus ravi, me dirent : « Eh bien, comment » avez-vous trouvé cette besogne? — Elle est » si immense, répondis-je, qu'il serait témé- » raire à moi, après une simple lecture, de » donner mon avis. Il faut travailler longtemps » sur ce traité avant de pouvoir en connaître

» toutes les branches. Le projet est grand, très grand; mais l'exécution, je l'avoue, m'effraie. — On vous rassurera », me dit le maréchal de Belle-Isle et, après quelques propos d'extase sur la bonté de l'ouvrage, nous ne parlâmes plus du traité. »

Que prouvent ces vives caricatures? Que Choiseul a toujours de l'esprit, et le plus mordant. Elles font pourtant entrevoir les mouvements d'une femme pleine de vie et de décision, incapable sans doute de fournir des idées politiques, mais prête à bien comprendre celles d'autrui et à briller en les faisant siennes, interprète en toute chose des volontés du maître absent, et sachant lui rendre service par le lien qu'elle excelle à mettre entre les hommes.

On croit l'entendre aussi, en tête à tête, exposer les mérites du traité à l'ambassadeur sceptique et déférent. Il a bien fallu, elle l'avoue, le signer un peu vite; les événements se précipitaient; nos troupes avaient déjà passé le Rhin pour répondre à l'agression prussienne sur la Saxe. Assurément l'Autriche se réserve part de lion; mais que de compensations pour nous! D'abord, les Pays-Bas promis à Don Philippe; ce n'est pas seulement l'établissement rêvé par le Roi pour son gendre, c'est

notre frontière du nord à jamais consolidée. Et déjà, du jour où l'Impératrice aura repris son duché de Silésie, nous recevons Chimay, Beaumont, Mons, Ypres, Furnes, Nieuport et Ostende : plus d'invasion à redouter pour la France. Et comment n'aurions-nous pas des alliés ! Outre la Russie et la Suède qui sont acquises, Bavière, Saxe, Cour Palatine, Hollande, sont conviées à adhérer aux conventions contre le roi de Prusse, et l'effort qu'elles donneront sera payé d'une portion de ses États. La marquise compte sur l'éventail tout ce que Frédéric II va restituer : d'abord le duché de Magdebourg, puis la principauté d'Halberstadt, le pays de Halle, la Poméranie antérieure, la succession de Clèves, la Gueldre... Les alliés ne poseront les armes qu'après avoir réduit le roi de Prusse à son margraviat de Brandebourg.

Choiseul prophétisera plus tard, à bon compte, le renversement de ce pot-au-lait de Perrette. Mais le plan ambitieux, conçu par Kaunitz, approuvé par Louis XV, n'était point si chimérique, puisqu'il fut à deux doigts de réussir dès la première campagne et que, pendant des semaines, Frédéric II crut avoir perdu sa couronne ; plus tard, elle fut menacée encore, l'année où les Russes pillèrent Berlin.

Au reste, l'ambassadeur lui-même était tout à fait converti au « système », lorsqu'il arriva à Vienne, où il allait servir, avec les intérêts de la France, ceux de la maison de Lorraine chère à toute sa famille. Dès le premier jour, il s'attachait ardemment à la politique nouvelle, bien décidé à en tirer parti pour sa propre fortune.

CHAPITRE VI

LES ARMÉES DU ROI

Le 18 septembre 1756, madame de Pompadour écrit à madame de Lutzelbourg, en Alsace : « Qui appelez-vous le Salomon du Nord ? Dites le tyran et vous aurez raison. » C'est leur ami commun Voltaire qui a glorifié le roi de Prusse de ce surnom de sagesse. Mais Frédéric II vient de déconcerter brusquement ses admirateurs, et la marquise ne lui applique pas un mot trop dur. Il a estimé que l'or de l'Angleterre suffit dès maintenant à la Prusse pour devenir « la maîtresse du monde ». L'insolente formule, qu'on est surpris de rencontrer dès cette date, guide le génie de proie qui, pour la seconde fois, se révèle. En pleine paix, sans déclaration de

guerre, Frédéric a envahi la Saxe, parce que tel est le court chemin pour atteindre les provinces autrichiennes. Il a pris Dresde, fait outrager chez elle l'Électrice, reine de Pologne, volé aux archives du palais des documents qu'il a publiés ensuite, pour prouver à l'Europe qu'il a bien fait d'attaquer le premier l'Électeur de Saxe, celui-ci ayant sans doute l'intention de se lier un jour avec ses ennemis.

L'audace du procédé, que reverra l'histoire, couvre le cynisme de l'argument et désoriente l'opinion. Mais que va faire le roi de France, garant des traités de Westphalie et de la paix en Allemagne? Son alliance défensive avec l'Autriche stipule pour elle un secours de vingt-quatre mille hommes; ses devoirs envers l'Empire ne l'obligent-ils pas à une intervention plus puissante? et peut-il laisser sans châtement les violences exercées contre la mère de la Dauphine et dont la malheureuse femme doit mourir? Avant de se décider à son coup de main, Frédéric a été prévenu, par l'ambassadeur de Louis XV, des risques qu'il va affronter.

Au printemps de 1757, le roi de Prusse s'était assuré tous les avantages de l'agresseur. Il occupait la Saxe et la Bohême, assié-

geait dans Prague presque toute l'armée autrichienne, pour laquelle le prince Charles de Lorraine, qui la commandait, réclamait en vain des munitions. Les troupes prussiennes, ramenées du Rhin, laissaient aux Anglo-Hanovriens, sous les ordres du duc de Cumberland, frère du roi George, le soin de défendre le Hanovre de l'invasion française. Mais, brusquement, la chance tournait contre Frédéric; Prague était délivrée par la victoire du maréchal Daun à Kollin.

Madame de Pompadour, renseignée quotidiennement par les ministres et par le Roi, suit déjà les opérations sur les cartes d'Allemagne qu'elle a fait venir de Strasbourg. Voici comment elle transmet à Stainville les premiers bruits de victoire arrivés à Versailles avec des lettres du comte de Broglie : « Il ajoute, dit-elle, que Sa Majesté Prussienne a joint M. de Bevern avec douze mille hommes et que l'armée de M. de Daun est la plus belle, la plus gaie qu'il soit possible de voir. Le roi de Pologne (Stanislas), père de la Reine, a envoyé un grand détail des succès de cette armée contre le roi de Prusse; mais je le désire trop pour le croire. » Ce qu'une partie de la Cour désirait si fort, la nation ne s'en souciait guère. Jusqu'à la fin de cette

longue lutte, le roi de Prusse gardera chez nous des admirateurs qui n'en voudront qu'à ses adversaires. En Alsace, le motif en est religieux : la marquise écrit à l'amie qu'elle a dans ce pays : « Je hais à mort vos luthériens d'aimer le roi de Prusse et, si j'étais à Strasbourg, je me battrais toute la journée. » Mais il était naturel que la guerre fît jeter les hauts cris : comment comprendre, disait-on, la nécessité de porter nos troupes en Allemagne, au bénéfice d'une Cour depuis trois cents ans notre ennemie ! Avant tout, l'illusion que le traité de Versailles devait garantir la paix s'évanouissait, et tout le monde s'en irritait contre ses auteurs.

Dessuccès pourraient retourner cette opinion rebelle ; mais on aborde la campagne sans ressources bien assurées, et dès les premiers pas l'argent fait défaut. La brouille entre le maréchal d'Estrées, commandant en chef, et Pâris-Duverney, munitionnaire général des armées, n'offre pas un danger moins grand. Dès qu'on a franchi le Rhin à Wesel, la marche en avant n'est plus possible, faute de chariots, d'approvisionnements et de magasins. Le maréchal n'arrive pas à se ravitailler, parce qu'il refuse par hauteur de se concerter avec l'homme important, qui se vante d'être mis de

moitié dans les victoires du maréchal de Saxe. De tout temps, en effet, Duverney a fait le bras droit des généraux et des ministres de la Guerre; le comte d'Argenson ne l'a jamais écouté sans profit, et il peut prétendre sans ridicule à être consulté sur les plans de campagne. Mais il est de plus l'ami de madame de Pompadour; l'ayant été de sa famille, il a su lui rendre des services « dans des temps où elle pouvait en recevoir de beaucoup de monde »; ils n'ont pas cessé depuis lors. C'est Duverney qui a rendu possible la création de l'Ecole militaire, grande pensée dédiée par la favorite « à la gloire du Roi ». Elle en reste obligée à son bon « nigaud ». Malgré quelques orages, leur liaison est étroite, formée sur l'intérêt, mais aussi sur la confiance. Rompre avec une de ces puissance est s'aliéner l'autre; Estrées va donc payer chèrement en Hanovre l'imprudence commise à Versailles.

Gêné dans ses mouvements par le manque de subsistances, le maréchal semble temporiser à l'excès et laisse refroidir l'ardeur des troupes. C'est le reproche que colporte Richelieu, furieux de n'avoir pas été choisi à sa place et qui prétend posséder mieux que lui la confiance du soldat. D'autres l'accusent de jalouser le prince de Soubise, qui commande une de

ses divisions et se permet de timbrer des lettres : *Armée de Soubise*. N'est-ce point la cause de l'hostilité de madame de Pompadour ? Elle croit à ceux qu'elle aime tous les talents et, si elle accorde au prince ceux de la guerre, c'est que l'amitié de celui-ci est de qualité parfaite : « Je suis enchantée, écrit-elle, du cœur de M. de Soubise ; il n'y a rien qu'il me faille faire pour avoir un pareil ami. » Elle a compté que cette campagne révélerait ses mérites militaires et lui vaudrait un commandement en chef, puis une place au Conseil. Le maréchal d'Estrées, qui n'ignore pas cette faveur, s'obstine à le laisser au second rang. Peut-être a-t-il tort : les compétences militaires du temps approuvent nettement Soubise, et Voltaire le dira « général d'un courage tranquille et ferme, d'un esprit sage, d'une conduite mesurée ». Il se plaint d'être tenu à l'écart ; la Cour de Vienne gémit de la lenteur des opérations sur le bas Rhin. Ces griefs, d'importance inégale, servent au même titre l'intrigue de Richelieu. Détesté de madame de Pompadour, écarté par le Roi qui se méfie de son esprit brouillon, le vainqueur de Mahon a persuadé Duverney, d'ordinaire plus réfléchi, de l'excellence de son génie et lui a promis de n'agir que par ses conseils,

s'il le fait nommer à la place du maréchal d'Estrées.

Ce dernier est desservi, auprès du ministre de la guerre, par son maréchal général des logis, le comte de Maillebois, qui calcule que la mésintelligence entre Richelieu et Soubise lui assurera un jour à lui-même le commandement. Duverney, de son côté, se fait écrire de l'armée que le désordre règne et que les soldats s'énervent des temporisations du chef. Il a, d'autre part, étudié pour abrégier la campagne un plan complet, qu'il fait approuver par le Dauphin et adopter par le Roi; mais il faudrait, pour l'appliquer, un général qui s'entendît avec lui. Il suggère le choix de Richelieu, en ajoutant, pour madame de Pompadour, que M. de Soubise aura à commander trente-cinq mille hommes, avec lesquels il entrera dans la Saxe, l'enlèvera au roi de Prusse et se couvrira de gloire.

Cette assurance décide la marquise à prendre part au complot. Elle consent même à recevoir Richelieu et à échanger avec lui quelques simagrées de sentiment. Un billet d'elle à Duverney l'y montre fort engagée, alors qu'on a dissimulé longtemps à Bernis et à Belle-Isle, ami du maréchal menacé : « Le Roi m'ordonne de vous mander, mon nigaud,

que, la politique entrant pour beaucoup dans votre projet, il faut que vous le confiez à l'abbé de Bernis. Le maréchal de Belle-Isle a été un peu récalcitrant ; caressez-le, quand vous le verrez. A l'égard de M. de Richelieu, le Roi lui parle ce soir. Je vous avertis qu'il [Richelieu] ne cache rien à madame de L. [Lauraguais] ; aussi prenez vos précautions. »

Déjà Belle-Isle en avait assez deviné pour informer M. d'Estrées qu'une trame s'ourdissait contre lui : « Mon cher maréchal, lui écrivait-il, si vous voulez continuer à commander l'armée du Roi, dépêchez-vous de passer le Weser, de donner bataille et de la gagner... » De ce bon avis résulta la victoire d'Hastenbeck, qu'Estrées remporta le 26 juillet et qui le fit maître du Hanovre. Richelieu arriva après la victoire. « Il en aurait eu l'honneur, dit Duclos, s'il ne se fût pas arrêté à Strasbourg, pour attendre galamment la duchesse de Lauraguais, une de ses maîtresses, qui revenait des eaux. » Tandis que le maréchal d'Estrées rentrait en France fort dignement, le successeur ne songeait qu'à piller la conquête. Ses troupes, encouragées par l'exemple, le surnommaient le père « la Maraude », et plus tard les Parisiens chansonnèrent la provenance de l'argent qui servit à bâtir, sur les nouveaux

boulevards, le « pavillon de Hanovre ». Richelieu ne s'en soucia jamais, ayant pour lui « les belles dames de Paris », sur qui même la vieillesse jusqu'au bout lui laissa ses droits.

Frédéric cependant, inquiet de la face que prend la guerre, comptant peu sur les Anglais battus et pressé lui-même par les Autrichiens et les Russes, songe à sortir par l'intrigue de ses embarras militaires. Comment un esprit aussi avisé peut-il croire que sa principale ennemie est madame de Pompadour et que c'est elle avant tout qu'il faut désarmer ? Sa sœur, la margrave de Baireuth, encourage assurément cette erreur, car elle lui écrit, le 28 juin, en lui proposant auprès de la marquise les bons offices de son chambellan, le chevalier de Mirabeau : « Elle est l'unique cause de l'acharnement qu'on a contre vous. On lui a rapporté des propos vrais ou faux que vous devez avoir tenus contre elle et le Roi. Ces minuties ont mis les biles en mouvement et font tenir la misérable conduite qu'on mène. » Le roi de Prusse accepte avec empressement l'essai du chambellan ; « Il pourrait offrir jusqu'à 500 000 francs à la favorite pour la paix, et pousser ses offres beaucoup au delà, si, en même temps, on pouvait l'en-

gager à nous procurer quelques avantages... Vous sentez tous les ménagements dont j'ai besoin dans cette affaire... Le moindre vent qu'on en aurait en Angleterre pourrait tout perdre. »

La bonne margrave fait souvent fausse route dans les négociations qu'elle mène fiévreusement pour son tendre frère. Elle trouverait madame de Pompadour incorruptible, mais elle ne peut même pas l'aborder; Bernis refuse de décacheter une de ses lettres sans être autorisé à l'envoyer à Stahremberg; seul, Voltaire consent à correspondre avec elle, s'attendrit « avec transport » sur le malheur de « sa belle âme », l'assure qu'il reste « dévoué au roi philosophe » et finit par suggérer une idée, dont Frédéric saura tirer parti : « J'imagine que le maréchal de Richelieu serait flatté qu'on s'adressât à lui; je pense qu'il serait fort aise que l'intérêt du Roi son maître s'accordât avec l'intérêt de ses alliés et les vôtres. » L'avis n'est pas mauvais et on l'écoute; c'est devant la vanité de Richelieu qu'on va tendre le piège, pour ramener Louis XV aux idées pacifiques : « Je sais, monsieur le duc, écrit Frédéric, que l'on ne vous a pas mis dans ce poste où vous êtes pour négocier. Je suis persuadé cependant que le

neveu du grand cardinal est fait pour signer des traités comme pour gagner des batailles. » Ainsi débute la lettre où le Roi propose cette « bagatelle », « faire la paix », à celui « qui a mérité des statues à Gênes », « conquis l'île de Minorque malgré des obstacles immenses », et qui, sur le point de subjuguier la basse Saxe, ne pourrait « rien faire de plus glorieux que de travailler à rendre la paix à l'Europe ». La flatteuse page est envoyée aussitôt par Richelieu à Paris et à Versailles, d'où on la communique à Vienne.

Le Conseil du Roi n'en tient point compte ; mais elle révèle l'ouverture de négociations privées entre le roi de Prusse et le maréchal, qui retardent les opérations de l'armée et empêcheront Soubise de faire en Saxe la diversion impatiemment attendue par Marie-Thérèse. Frédéric fait imprimer des projets imaginaires de convention séparée, ce qui risque toujours de semer entre les alliés quelque défiance. « Le maréchal de Richelieu, écrira Bernis, a trop d'esprit pour ne pas connaître combien ces sortes de pièges sont communs et même aisés : il avait donc ses raisons pour s'y prêter. Ce n'est pas qu'il fût ennemi de la Cour de Vienne, ce n'est pas qu'il fût trop enthousiaste des grands talents du roi de

Prusse, comme l'était le peuple français; mais plus notre alliance avec l'Impératrice aurait eu de succès, plus le crédit de la marquise devait être affermi; il était son ennemi; elle était son ennemie; il ne lui convenait pas davantage que M. de Soubise y jouât un grand rôle : voilà les motifs secrets qui expliquent la conduite du maréchal à Closter-Seven et dans tout le reste de la campagne. »

La convention de Closter-Seven s'éclaire à la lumière des tristes rivalités dont parle Bernis. Pressé par une marche vive des Français et à peu près acculé sur l'Elbe, le duc de Cumberland pose les armes le 8 septembre; mais, pour échapper aux suites de la capitulation formelle que Richelieu aurait dû exiger, il lui remet un engagement de ne plus servir contre la France et ses alliés et de renvoyer dans leur pays respectif les Hessois et les autres troupes qui ont appuyé le Hanovre. C'est une sorte de traité annonciateur de la paix, et pour lequel on se permet d'invoquer la médiation du roi de Danemark; mais c'est surtout un papier sans valeur, les deux chefs n'ayant point qualité pour en rédiger un semblable. Richelieu n'en triomphe pas moins et pense forcer la main à la Cour, en instruisant par ses lettres la capitale : « On

disait hautement, raconte Bernis, qu'il avait fait mettre bas les armes à une armée entière, que la paix était faite. Dans la même matinée arriva la nouvelle de la victoire des Russes... contre les Prussiens, en sorte que le public ne douta pas que les deux événements terminassent la guerre; presque tous les ministres applaudissaient à la gloire du maréchal et les femmes, qui comptaient revoir bientôt leurs maris et leurs amants, étaient enchantées ».

Les événements, en vérité, semblaient justifier cette attente. Au roi de Prusse la situation apparaissait désespérée, et sa partie jouée comme perdue. C'est le moment où il annonce à la margrave de Baireuth l'intention de ne pas survivre à la fin de la campagne, puisque son royaume doit y périr. A la même heure, toujours hanté par le rôle que son imagination prête à madame de Pompadour, la croyant en état d'obtenir pour lui une paix séparée et d'en adoucir les conditions, il donne l'ordre de lui offrir en toute souveraineté la principauté de Neuchâtel. Il charge un agent secret de cette corruption prodigieuse : « Je vous ordonne et autorise expressément... d'en parler à vos amis là où vous êtes et où

il convient, afin qu'ils puissent hardiment insinuer et promettre à madame de Pompadour de ma part que, la paix entre la France et moi faite, je céderais d'abord et de bonne foi à elle, sa vie durant, la principauté de Neuchâtel et de Valangin avec toute appartenances et revenu, ne m'en conservant que le retour et le rechange au cas de sa mort ; mais qu'aussi et en revanche je me flatte qu'elle emploiera tout son crédit afin que les articles de la paix me soient avantageux ou du moins point onéreux, et que pour l'*ultimatum* tout soit remis dans l'état où les positions étaient avant la guerre présente. » Ces pressantes lettres sont du 26 et du 30 septembre. Il n'est pas sûr que la folle proposition soit arrivée jusqu'à celle qu'on se figurait éblouir ; elle en eût tiré la preuve du désarroi de l'adversaire et conclu que la victoire était fixée du côté de la France.

Par malheur, les conséquences de la capitulation de Closter-Seven se développaient. Le cabinet de Versailles, bien loin de songer à rappeler Richelieu et à le punir pour sa légèreté, crut avantageux d'admettre que la parole du Roi était engagée par son général. On répondit à celui-ci que Sa Majesté ratifierait la convention aussitôt que l'Angleterre

l'aurait fait elle-même. Mais l'accord était illusoire, et le roi George, désavouant l'engagement pris par son fils, allait rendre à ses Hanovriens, dès la première occasion, la liberté de reprendre les armes contre les Français.

Richelieu ne profitait même pas de son avantage pour pousser sa campagne avant l'hiver. Sans attendre les ordres de Versailles, il se dirigeait sur Halberstadt, sous le prétexte d'aller secourir le prince de Soubise, en réalité, disait-on, pour l'empêcher de conquérir la Saxe et d'en chasser les Prussiens. La marquise ne doutait pas d'un tel calcul; le Roi lui-même finissait par s'émouvoir de ces incohérences, et l'on dépêchait à Richelieu un lieutenant-général de confiance, M. de Crémilles, évidemment chargé de le surveiller.

Le maréchal, déjà mécontent de ne pas obtenir assez d'éloges pour sa convention hanovrienne, recevait fort mal ce collaborateur non sollicité. Que d'aigreur et de suspicions réciproques révèle une lettre de madame de Pompadour qui commence ainsi : « Vos bons amis de Cour, M. le maréchal, ont l'air fort intrigués de l'envoi de Crémilles. Il ne peut pas entrer dans l'esprit de certaines gens que l'on fasse rien de simple et qu'en

vous envoyant un homme intelligent, en qui vous et le ministère ayez confiance, on ne puisse avoir d'autres vues que celles du bien, de régler tout ce qu'il y a à faire avec vous, de voir sur les lieux ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, et de vous donner par la suite une tranquillité dont vous ne pouvez jouir par les contradictions que vous trouvez dans les opinions, et qui seront levées. Tous ces motifs honnêtes, et pour le bien de la chose et pour vous-même, ne peuvent être compris par des gens qui ne le sont pas. Je ne crois pas qu'il y ait rien de si indécent que tous ces propos que votre R. a fait tenir contre M. de Beauvau. Je ne le connais pas assez pour l'aimer beaucoup, mais je suis indignée des moyens dont elle [madame de Rohan] se sert pour obtenir des grâces. Ce n'est pas la première fois que je la vois employer ces infâmes moyens pour réussir dans ses projets... J'oubliais de vous dire, à propos de Crémilles, que M. de Maillebois le déteste. Je vous mets en garde, autant qu'il m'est possible, contre les choix qui pourraient nuire au service et à votre tranquillité. Duverney n'entend pas raison pour les fourrages... »

Voilà une autre femme en scène, une Rohan, maîtresse du maréchal, qui ne paraît

guère des amies de la marquise. Ce n'est point pour arranger les choses entre son amant et celle-ci. Leur animosité va reprendre avec plus de violence que jamais; au départ, ils se sont réconciliés du bout des lèvres; mais la jalousie de Richelieu contre Soubise va finir par le brouiller tout à fait avec madame de Pompadour.

Qu'elle l'avoue ou non, il n'y a pour elle qu'une grande affaire aux armées, le succès du prince, disputé à son génie par de méchantes querelles. On sent cette sollicitude anxieuse dans une lettre à Pâris-Duverney, où s'emploie toute l'éloquence de l'amitié : « Quoique je sois très sûre, mon nigaud, de l'amitié que M. de Soubise a pour vous et de celle que vous lui rendez, sa position est si délicate dans ce moment, que je ne puis me refuser de vous le recommander particulièrement. Par les mesures prises avec la Cour de Vienne, il paraît possible de délivrer la Saxe cette année. Je n'entrerai pas dans le détail des avantages immenses dont serait cette délivrance pour le bien des affaires et pour l'acheminement à la paix; de plus habiles que moi en causeront avec vous. Je me borne à vous parler des sentiments qui m'animent, tant pour la gloire des armes du Roi que

pour celle d'un ami qui m'est cher. Les subsistances peuvent seules l'arrêter; je vous demande donc, pour toute l'amitié que vous avez pour moi, de vous occuper vivement de cette armée. Si vous me le promettez, je n'aurai plus d'inquiétudes, et je me flatterai d'un succès heureux. Vous êtes sensible, mon nigaud, vous me connaissez, jugez si je serai reconnaissante; mais je ne vous en aimerai pas davantage, car il y a longtemps que c'est une affaire faite. » Comment tournera ce commandement de Soubise? Le public, l'armée, la Cour, tout le monde en sait le secret; on ne l'en excuserait que par la victoire.

Richelieu cependant, au cœur de l'Allemagne, responsable des plus graves intérêts de son maître, en face d'adversaires redoutables, ne songe qu'à contrecarrer les vues d'une femme et à faire échec à son protégé. Bien loin d'envoyer à Soubise les renforts décidés, il s'amuse à les lui faire attendre; et il s'échauffe en apprenant, par des lettres de ses amies, « les fureurs de madame de Pompadour ». Celle-ci, recevant les doléances du prince, en concluait, non sans une certaine vraisemblance, que le maréchal n'eût pas été fâché de « le livrer au roi de Prusse ». Parmi tant de lettres amères qui durent sortir alors

de son écritoire, il n'en subsiste qu'une, mais adressée à Stainville et traitant de la situation des armées d'un ton abandonné qu'elle ne peut se permettre qu'avec un ami très sûr :

« Trouvez bon, monsieur l'ambassadeur, que je vous parle très naturellement (et pour la dernière fois) de M. de R... Bâillez-en tout ce qu'il vous plaira, il faut que je vous ennuie de ce que je n'ai voulu dire à personne, sans cela j'en crèverais.

» Il est de fait : 1° qu'il a mandé à Bercheny de se tenir prêt à marcher, mais d'attendre des ordres ; des gens prétendent qu'il l'a fort malmené de s'être offert ; je l'ignore, le temps nous l'apprendra. 2° Les troupes étaient à soixante-dix lieues, dit-il. Quoique je me confesse très ignorante dans l'art militaire, il n'est pas difficile de savoir que l'on fait marcher par échelons, de Cassel à Mulhausen, de Brunswic à Cassel, etc. Ne croyez pas que personne n'ait tenu ce propos, je me le suis dit sur ma carte. De plus, les troupes que monsieur de R... a amenées à Halberstadt ont bien fait ce chemin énorme ; il pouvait en faire un détachement pour monsieur de Soubise avant d'arriver avec toute son armée, chose qui a été fort critiquée ; et, ce qui est trop plaisant, c'est que M. de R... a envoyé ici un mémoire de

M. de Maillebois, qui a été lu au Conseil, dans lequel il est dit qu'il ne fallait envoyer à Halberstadt qu'un détachement de vingt mille hommes et que d'y avoir mené toute l'armée est une grande faute. Apparemment, M. de R... n'a pas lu ce mémoire, où Maillebois en a substitué un, comme le contrat de mariage à la comédie. 3° M. de R... prétend que les deux armées ne sont que de quatre-vingt mille hommes. J'ai toujours ouï dire aux militaires que l'on comptait par bataillons ou escadrons. Si cela est, les armées sont bien de cent quarante mille hommes, et d'autant mieux que M. de Soubise me mande que, même aux troupes qui lui arrivent, les bataillons sont très forts, et les officiers revenus de l'armée disent qu'il n'y a eu de déserteurs chez nous que ceux qui étaient revenus de Gueldres. A l'égard du plaisir que M. de R... suppose à M. de Soubise de commander vingt bataillons de plus, il ne peut être que très médiocre ; il n'a jamais demandé de renfort ici ; il a exposé sa situation avec la vérité et l'honnêteté que vous lui connaissez ; il a parlé de l'offre de Bercheny, qui, de son côté, a envoyé sa lettre ; il n'a porté nulle plainte. Quoiqu'il ait très bien connu l'horreur de sa situation, sa tête s'est conservée froide, et le Conseil et ceux

qui sont instruits ont pris grande opinion de lui.

» Pour finir cette ennuyeuse plaidoirie, M. de R... est jaloux de M. de Soubise. Il a été très fâché de ne pas l'avoir sous ses ordres; il aurait voulu avoir les cent quarante mille hommes et cinq cent mille, s'ils existaient. Et ce qui l'aurait encore plus affligé, ç'aurait été qu'il eût battu le roi de Prusse. Aussi y a-t-il mis bon ordre, ainsi qu'à la prise de Dresde. *Voilà la Loi et les Prophètes*; je n'en parlerai de ma vie, mais ce n'est que par ignorance, et je suis bien aise que vous le sachiez, dussiez-vous en avoir des vapeurs. »

Aucun document ne renseignera mieux désormais que cette longue lettre de femme sur les rivalités qui ont opposé entre eux les commandants d'armée et sur les intrigues qui ont mis en péril le service du Roi. Mais nulle page écrite par madame de Pompadour ne la montre plus vivante, plus ardente à servir ses amis, plus acharnée dans ses ressentiments. Elle termine en touchant un point plus grave :

« Il est singulier que le maréchal croie sa lettre et la petite négociation avec le roi de Prusse toute simple, et nullement faite pour déplaire à la Cour de Vienne et à celle-ci. C'est tout comme il ne peut lui entrer dans

l'esprit que, si les Hessois, etc., passaient en Danemark, comme l'adroit Bernstoff l'a demandé, ne pouvant être payés par le Roi, ils le seraient par l'Angleterre, par conséquent à ses ordres, et se joindraient aux vingt mille hommes que le roi de Danemark rassemble. Tout cela n'est pas plus clair que le jour, mais il ne veut pas l'entendre. » Ici l'accent est autre ; c'est que, comme il arrive souvent, derrière celle qui tient la plume, il y a le Roi.

Cédant aux récriminations de la marquise, Richelieu s'est déterminé à lâcher enfin trente bataillons pour M. de Soubise. Mais pourquoi s'éternise-t-il lui-même à six lieues de Magdebourg, alors qu'il n'y a dans la place que deux mille hommes de recrues et qu'il suffirait d'un geste pour la prendre au roi de Prusse ? Sans doute, deux mois entiers s'emploient-ils agréablement à piller une province ; mais on est inquiet de voir le maréchal, à ce moment, d'après le témoignage d'un de ses apologistes, correspondre avec Frédéric au moyen d'une machine à chiffrer ; et le rusé souverain ménage peut-être un complice, quand il écrit dans son *Histoire de la guerre de Sept ans* : « On régla avec lui les contributions, et il n'est pas douteux que les sommes qui pas-

sèrent entre les mains du maréchal ne ralentirent dans la suite considérablement son ardeur militaire. » La cupidité de Richelieu explique bien des choses ; madame de Pompadour était-elle coupable de nourrir de mauvais sentiments contre un tel serviteur du pays ?

Qu'il y ait maladresse ou complaisance, Frédéric II met à profit le temps qu'on lui laisse. Il rassemble ses forces et ressaisit son courage. A sa sœur, il ne parle plus de suicide, mais de bataille : « Puisque les Français sont si fiers, je les abandonne à leur sens pervers, et je suis à présent en marche pour faire changer de face au destin. Je compte leur parler de telle façon qu'ils regrettent plus tard leur impertinence et leur fierté. » Soubise, cependant, ne paraît point pressé d'engager la conversation. Ses premières instructions lui enjoignent de ne rien hasarder, et il s'y soumet d'autant mieux qu'il manque de confiance dans les troupes des Cercles de l'Empire qu'il a jointes et que commande un autre admirateur du roi de Prusse, le prince de Saxe-Hilburghausen. « Il y en a, écrit Belle-Isle, une très grande partie mal intentionnée, et qui a fait assez connaître qu'elle ne voulait pas combattre contre les troupes prussiennes ; le reste est timide et meurt de peur. » A Versailles, la

marquise, toujours fort excitée, persuadée qu'on machine tout pour déshonorer Soubise, finit par demander au Conseil du Roi de laisser celui-ci cueillir ses lauriers. Belle-Isle y consent à grand'peine et le ministre Paulmy rédige une dépêche ambiguë, où le général reçoit l'autorisation de livrer bataille, « s'il croit pouvoir le faire avec avantage ». Ce n'est point, au reste, cet avis, c'est une autre intervention qui le décide, pour son malheur.

De Vienne, Stainville lui fait savoir que la Cour impériale jette feu et flammes sur son retard à attaquer : « La désolation va être en Saxe et ici, dès que l'on apprendra que l'on est déterminé à ne pas délivrer Dresde. » Coup sur coup, les lettres se font terriblement pressantes et semblent l'écho de celles de la marquise; l'ambassadeur exhorte le général à plus de hardiesse : « Enfin, mon prince, dans l'exécution des ordres donnés par M. le marquis de Paulmy, si vous croyez devoir les suivre, ménagez autant que vous le pourrez notre gloire politique, et tâchez que le blâme de l'occupation de la Saxe par le roi de Prusse ne tombe pas en entier sur nous. » S'il commandait à l'armée, lui, Stainville, n'hésiterait point à la faire marcher, même contre l'avis de Versailles. Ces excitations, les

dates le montrent, sont décisives. Soubise peut croire bien informé un ministre du Roi qui parle avec une telle assurance. Au reste, malgré ses répugnances, il est bien forcé de livrer sa bataille. Le 5 novembre, au moment où Frédéric songe, paraît-il, à se retirer devant Rosbach, le prince d'Hilburghausen, sans se consulter avec le commandement français, met en mouvement les troupes des Cercles. Dès la première attaque, elles lâchent pied et se débandent. La cavalerie prussienne, supérieure en nombre, déborde alors l'aile droite française. La belle charge du marquis de Castries, la ferme contenance du régiment de Diesbach, ne peuvent empêcher nos escadrons d'être enveloppés. La panique de l'infanterie achève la déroute.

Soubise écrit à son mauvais conseiller : « L'armée combinée vient d'être défaite; jugez du désespoir des Français... Je ne pense qu'au moyen de sauver l'armée et de la mettre en état de réparer le malheur qui vient de lui arriver... Elle n'a plus de tentes; tout est resté sur le champ de bataille... Comme la déroute a commencé après la première charge d'infanterie, il y a peu de soldats tués, mais beaucoup de dispersés. La cavalerie a souffert davantage; les dix escadrons

français qui ont chargé... et qui, abandonnés par la cavalerie de l'Empire, ont été enveloppés, n'ont pas trois officiers de reste par escadron. Les cuirassiers et les Français ont fait seuls leur devoir; ils ont été mêlés très longtemps... La bataille a été décidée en moins d'une demi-heure. Je ne parle pas de l'infanterie des Cercles; je ne m'en souviens que pour m'affliger du moment où j'ai eu le malheur de la joindre. » Deux courriers du prince étaient arrivés à Versailles le même jour; le premier annonçant sa résolution de combattre, l'autre, la « catastrophe ». Il y avait une lettre pour la marquise, qui, en la lisant, fondait en larmes.

A Rosbach, en somme, les Prussiens avaient surtout mis en déroute des Allemands, chez qui régnait déjà la trahison. Mais la défaite restait française, et le retentissement en fut immense. Belle-Isle se déclarait « humilié de la honteuse fuite de notre infanterie, qui rejaillit sur toute la nation ». On ignorait les détails de bravoure personnelle qui relevaient l'honneur français : la vaillance du régiment de Piémont se faisant tuer sans reculer d'un pouce, la conduite même de Soubise, commandant sous le feu la retraite au pas de deux régiments. On ne voulait croire qu'à l'incapa-

cité du chef; l'opinion s'acharnait sur lui et le « déchirait »; et, comme madame de Pompadour l'avait désigné au choix du Roi, tous les griefs retombaient sur elle : « Notre amie est bien à plaindre, écrivait Bernis à Stainville dans le premier moment. Le public n'aurait pardonné le commandement de M. de Soubise qu'à la faveur d'une victoire; le public est injuste, mais il est comme cela. Vous savez ce qu'on a dit de madame de Maintenon, quand elle voulait toujours faire avoir la revanche à ses amis battus. Je crois qu'il y a de sérieuses réflexions à faire sur cela, et que M. de Soubise, qui s'est conduit comme le plus sage de tous les hommes avant ce malheureux moment, et comme un héros pendant la bataille, devrait couronner toutes ses vertus en se contentant avec bonne grâce de commander une réserve distinguée dans la grande armée. Je pense cela comme ministre et comme ami; il ne faut pas s'acharner contre le public, et prouver là son crédit et la vivacité de son amitié, par une constance qui ne ferait ni le bien des affaires, ni celui de son ami. Ce que je pense éviterait à M. de Soubise les inconvénients d'un dégoût, et les contradictions et les improbations de tout l'univers. » Assuré de ne vouloir que le bien de ceux qu'il aime,

l'abbé prodigue ses avis : « On n'a vu à la Cour, dans la bataille perdue, que M. de Soubise et point l'État. Notre amie lui a donné les preuves les plus fortes d'amitié, et le Roi aussi; elle a donné en même temps des preuves de sa raison et de sa modération, et moi, de ma vérité, en disant ce que je pensais et en l'écrivant à M. de Soubise. J'ai trop bonne opinion de lui pour craindre que ma franchise me brouille avec lui; vis-à-vis d'un autre, cela serait infailible, mais cette crainte ne m'aurait pas arrêté. »

Le prince était, paraît-il, trop honnête homme pour se froisser des conseils; furent-ils aussi bien reçus de la marquise? On en peut douter. Elle s'irritait de le voir chassonné sans merci : « Vous connaissez mon amitié pour lui, écrivait-elle à son amie d'Alsace; jugez de ma douleur pour les énormes injustices qu'on lui a faites à Paris, car à son armée il est admiré et aimé comme il le mérite. » Elle veut la revanche de ce génie méconnu, celle que le destin, s'il est juste, lui doit aussi à elle-même.

On attendait que le Roi rappelât le chef malheureux, comme Louis XIV, après Ramillies, avait rappelé le maréchal de Villeroy,

qu'il aimait et que soutenait madame de Maintenon. Il en fut tout autrement : madame de Pompadour et l'entourage rejetaient tout sur les fautes de Richelieu, sur l'abandon où il avait laissé Soubise. Cependant les Hano-vriens, violant la convention de Closter-Seven, reprenaient les armes, et Frédéric, qui avait marché sur la Silésie au lendemain de sa victoire, dispersait les Autrichiens à Lissa un mois plus tard. Cette terrible campagne de 1757, où il avait risqué son royaume, finissait par des triomphes. Ni la France, ni l'Autriche n'avaient d'hommes à lui opposer et se le reprochaient aigrement l'une à l'autre. A Paris, le parti du comte d'Argenson attisait les récriminations, et l'exilé des Ormes jugeait le moment opportun pour faire distribuer un mémoire contre l'alliance. « Tout le royaume, enthousiaste un an avant du traité de Versailles, était devenu prussien ; nos armées étaient prussiennes ; plusieurs de nos ministres l'auraient été pareillement, s'ils eussent osé lever le masque, et notre alliance avec les Cours de Vienne et de Russie était plus critiquée à Paris qu'elle ne l'était à Londres. » C'est Bernis qui parle, notant le premier ébranlement de l'édifice.

Depuis la journée de Rosbach, où son

amitié et son amour-propre avaient également souffert, madame de Pompadour sentait croître sa haine contre Frédéric II. Elle écrit à madame de Lutzelbourg : « Madame la Dauphine est dans une grande affliction de la mort de la Reine sa mère. C'est une des victimes du roi de Prusse. Pourquoi la Providence lui laisse-t-elle le pouvoir de faire tant d'infortunes ! J'en suis au désespoir. » Elle écrit à Kaunitz : « Je hais le vainqueur plus que je n'ai jamais fait... Prenons de bonnes mesures, pulvérisons l'Attila du Nord, et vous me verrez aussi contente que je suis de méchante humeur. » La victoire de Frédéric à Lissa est pour elle une nouvelle disgrâce ; elle croit devoir assurer Kaunitz que ce revers des alliés « n'affaiblit pas son courage » : « Toute âme élevée se raidit contre le malheur et n'en est que plus animée à chercher les moyens de le réparer. Telle est ma façon de penser, monsieur le comte ; j'espère que vous y reconnaîtrez l'original du portrait que vous recevrez incessamment et qu'il vous remettra ma fidèle et sincère amitié. » Dans une lettre du 23 janvier 1758, elle se risque à conseiller l'Autriche : « Pour réussir dans nos grands projets, soyons d'accord sur les opérations militaires ; sans ce préalable, nous périssons

l'un et l'autre. » L'avis venait du Roi, qui le faisait passer par son amie, n'ayant voulu écrire lui-même à Marie-Thérèse que sur le ton de la confiance la plus entière. Les deux lettres étaient remises au prince Lobkowitz, qui retournait à Vienne après un séjour à Paris. Il avait eu à la Cour l'accueil le plus distingué. La veille du départ, étant chez madame de Pompadour, il s'entretenait trois grands quarts d'heure avec Sa Majesté; Louis XV, en lui remettant son portrait enrichi de diamants, le chargeait d'assurer l'Impératrice « que son alliance serait éternelle ». On ne se doutait pas encore que la lune de miel de l'alliance était finie.

Tout auprès de la marquise, naissent et se développent des sentiments fort différents des siens. Bernis se décourage, après l'expérience qu'il vient de faire de la mauvaise organisation des armées, de l'indiscipline et de l'égoïsme meurtrier de leurs chefs; c'est déjà avec terreur qu'il envisage la continuation d'une guerre si mal engagée. Son département « politique » est gêné sur tous les points, non seulement par l'esprit qui règne dans les bureaux de la Guerre, par l'opposition que M. d'Argenson du fond de son

exil continue à y inspirer, mais surtout par l'indépendance anarchique des divers services de l'État. Pour une importante négociation de subsides avec le Danemark, il a vu trois fois le contrôleur général des finances, après de formelles assurances, l'obliger à manquer à sa parole. La guerre maritime, qui commence à engloutir des sommes énormes, lui fait discerner le grand péril : « Nous périrons par l'argent », écrit-il dès la première heure. On pouvait aussi périr par l'incapacité des hommes : « Nous n'avons ni généraux, ni ministres, confie-t-il à Stainville. Je trouve cette phrase si bonne et si juste, que je veux bien qu'on me comprenne dans la catégorie. Dieu veuille nous envoyer une volonté quelconque ou quelqu'un qui en ait pour nous ! Je serai son valet de chambre, si l'on veut, et de bien bon cœur » ; et une autre fois : « Que me reste-t-il à faire, à moi chargé de la partie politique ? De prévoir, d'annoncer les malheurs, de donner du noir à mes amis et d'en prendre moi-même. J'ai beau écrire et penser : si nous faisons mal la guerre, tout ira au diable ; la plume ne réparera pas les torts de l'épée. Il n'y a pas d'exemple qu'on joue si gros jeu avec la même indifférence qu'on jouerait une partie de quadrille et

qu'on ne laisse pas au moins le soin à l'architecte, en lui en donnant le droit, de conduire le bâtiment qu'on l'a chargé de construire. L'idée de premier ministre fait peur à tout le monde, et moyennant cela il n'y a pas de ministère. » Le malheur était que la marquise s'en attribuait par instants la fonction. Le ministre responsable ne pouvait s'en accommoder indéfiniment, et la fausseté de leur situation réciproque n'allait pas tarder à les heurter l'un à l'autre.

L'idée de la paix entra dans l'esprit de Bernis, dès le lendemain de Rosbach. Il osa s'en ouvrir assez fermement, du moins l'assure-t-il, à madame de Pompadour : « Je lui représentai que nous n'avions encore rien perdu dans la guerre maritime, que Minorque servirait à la restitution de Louisbourg, s'il était pris, mais qu'à la longue il était impossible que les Anglais, supérieurs en forces maritimes, ne vinssent à bout de nous enlever nos colonies, source et fondement de notre commerce extérieur; qu'il n'était pas dans la puissance de nos alliés de nous dédommager de cette perte... que nous n'avions point de généraux et que la finance ne pouvait plus porter le poids des dépenses; que dans cet état il y avait de la folie à continuer une

guerre immense; que si, pour son intérêt particulier, la Cour de Vienne persistait à vouloir nous ruiner, nous ne devions compter ni sur son amitié, ni sur la fidélité de son alliance, et qu'ainsi l'obstination qu'elle pourrait montrer à la continuation de la guerre ne mériterait de notre part que des ménagements politiques, et que le Roi devait toute préférence à son royaume sur ses alliés. »

« Ces considérations, ajoute Bernis, ne persuadèrent pas madame de Pompadour, qui voyait en enfant les affaires de l'État; mais elle n'eut pas de bonnes raisons à y opposer. » Elle demeurait toute attachée au double sentiment qui dirigeait sa conduite : la confiance que Soubise trouverait, dans la continuation des hostilités, l'occasion de se réhabiliter brillamment; la fidélité obstinée aux engagements pris avec le prince de Kaunitz. Elle était persuadée que tout ce qui amoindrirait les efforts de l'alliance, la diminuerait elle-même, et il se trouvait que ces dispositions personnelles s'accordaient avec la volonté du Roi, avec son point d'honneur de « ne sacrifier pour rien au monde son alliance avec la Cour de Vienne ».

Louis XV cependant parut écouter son ministre, qui prit ses ordres pour préparer à

la paix la Suède et la Russie; il l'autorisa même, après le désastre de l'armée impériale, à faire entendre à Vienne quelques paroles de sagesse. Elles y furent mal accueillies, et Marie-Thérèse se déchaîna dans l'intimité contre la lâcheté et la déloyauté des Français. C'est qu'elle lisait dans les dépêches de Bernis à Stainville, toujours ouvertes par sa police, des observations peu flatteuses : « Le courage qui fait désirer à l'Impératrice d'essayer encore, dans la campagne prochaine, de vaincre son ennemi, n'est-il point aveugle? Qu'a-t-elle à espérer de plus cette année que l'année passée? Ce sont les mêmes hommes qui mènent les affaires; le roi de Prusse sera toujours le même, et les ministres et les généraux qui lui seront opposés lui seront toujours inférieurs. »

La correspondance privée du ministre est plus explicite encore; il se plaint de la Cour de Vienne qui profite, « sans se faire scrupule, de notre énorme subside qui épuise l'État en faisant sortir un argent immense du royaume ». La paix apparaît déjà comme une absolue nécessité pour la France : « Tâchez de faire sentir à M. de Kaunitz, écrit-il à l'ambassadeur, deux choses également vraies : c'est que le Roi n'abandonnera jamais l'Impé-

ratrice, mais qu'il ne faut pas que le Roi se perde avec elle. Nos fautes respectives ont fait d'un grand projet qui, les premiers jours de septembre, était infaillible, un casse-col et une ruine assurée. C'est un beau rêve qu'il serait dangereux de continuer... Il est fort douteux que le Roi puisse maintenir son armée en Allemagne. D'ailleurs, nous sommes vivement menacés sur nos côtes et en Amérique. Charité bien ordonnée commence par soi-même... Le Roi fera tout ce qu'il pourra pour soutenir ses alliés, mais je ne lui conseillerai jamais de hasarder sa couronne. »

La marquise ne laissait point à Louis XV le temps de méditer trop profondément sur ces inquiétudes. Rosbach l'avait « fâché, mais non consterné ». Il importait d'écarter de lui la méchante humeur de Bernis. Sous une habile influence féminine, « l'intérieur » se rassérénait avec le temps du carnaval : « La gaieté, note M. de Croÿ, prit tout à coup le dessus, au point que l'on redevint belle comme le jour. On était engraisée. On ne parlait que de choses galantes. On paraissait enchantée. Le Roi s'égayait. Il n'était plus question de dévotion. » C'est qu'on attendait le prince de Soubise, « l'intime de cœur des

deux », qui arriva le 21 février, ayant quitté ses quartiers d'hiver pour quelques semaines : « Autant il aurait été mal reçu du peuple de Paris, qui était furieux contre lui, autant il fut bien reçu dans l'intérieur. Loin de le gronder, il ne fut question que de le consoler. Il parut, comme de raison, fort affligé et on l'accabla d'amitié. » La marquise invitait à souper pour rencontrer M. de Soubise; il parlait de « la bataille », l'expliquait, se faisait plaindre; ses auditeurs ni lui-même ne ménageaient M. de Richelieu.

Le maréchal enfin a été rappelé. Versailles l'a accueilli froidement, mais il s'en moque; il sait que, si la Cour le boude encore, tout le public est pour lui. Le Roi lui-même pourra-t-il se passer de son vieux compagnon de plaisir? Le comte de Clermont, nommé à sa place, est parti pour le Hanovre avec mission d'y rétablir la discipline. Le maréchal a raillé ce choix de la marquise; il a donné le signal des épigrammes contre le petit-fils du Grand Condé, trop pourvu de bénéfices ecclésiastiques pour faire un bon militaire et mieux à sa place en son fauteuil d'abbé de Saint-Germain-des-Prés que le derrière sur la selle. Le prince du sang, en

revanche de ces sarcasmes, décrit au Roi l'état des troupes que Richelieu lui a laissées : « J'ai trouvé l'armée de Votre Majesté divisée en trois corps différents. Le premier est sur la terre; il est composé de voleurs, de maraudeurs, tous gens déguenillés depuis les pieds jusqu'à la tête; le second est sous terre, et le troisième dans les hôpitaux. » Tout cela faisait, dit Croy, « plus de cent mille hommes sur le papier », en réalité, une armée « réduite à rien, et non seulement découragée, mais même d'un esprit perverti tout à fait ». Il n'y avait pas de quoi « porter aux nues » l'idole des femmes de Paris.

Le ministre Paulmy, écrasé par le fardeau de la guerre, demande à en être déchargé. On prend cette impuissance pour du désintéressement; « madame de Pompadour le loue et l'admire », et lui trouve un successeur en ce vieux Belle-Isle, qui, à des mérites reconnus de tous, joint celui de rendre justice au prince de Soubise. Belle-Isle se fait prier : « Il était encore, dit Bernis, dans la vieille erreur qu'un duc et pair et un maréchal de France ne pouvait pas, sans déroger, être secrétaire d'état, comme s'il était au-dessous de quelque dignité que ce soit de gouverner

un grand royaume. » Une fois décidé, l'ancien compagnon de Villars et de Berwick, le héros de la retraite de Prague, vit l'occasion d'appliquer enfin tant d'idées militaires, de réaliser tant de réformes, dont il remplissait ses mémoires au Roi. On l'entendait déclarer que tout allait changer et qu'il n'irait pas de main morte; et l'on apprit qu'un vieillard de soixante-quinze ans, pour établir aux yeux de tous qu'il escomptait un long avenir, s'installait dans le logement du ministre de la Guerre, y faisait porter son mobilier et tendre ses tapisseries.

L'énergie de Belle-Isle donna d'abord les meilleurs espoirs; mais il eût fallu du temps pour remonter l'armée du Hanovre, et ni le prince Ferdinand de Brunswick, ni le prince Henri de Prusse n'en laissèrent au nouveau général. Le comte de Clermont semblait n'avoir joint ses troupes que pour ordonner leur retraite. Il abandonnait d'abord la défense du Weser, ce qui faisait écrire à la marquise, dès le 3 mars : « Que puis-je vous dire, monseigneur? Je suis désespérée de la nécessité où vous êtes de repasser le Weser, et plus encore du nombre prodigieux de malades que vous serez obligé d'abandonner. Il me semble que les gardes-lorraines ont fait

des merveilles; quel dommage que d'aussi braves gens aient péri! Il m'est impossible de vous peindre l'excès de désespoir et de méfiance de la Cour de Vienne en apprenant notre retraite. Elle se croit abandonnée ou trahie; elle se voit déjà perdue, le roi de Prusse dans sa capitale... Si l'Ost-Frise ne peut être repris, son affliction augmentera, s'il est possible, et nous perdrons d'autres alliés qui nous auraient été fort utiles. »

Après le Weser, on repassait la Lippe, on laissait capituler Minden, on se retrouvait sur le Rhin à Wesel, au point de départ de la campagne, ayant bel et bien perdu le Hanovre et ne pouvant pas davantage garder la Hesse. Clermont continuait à attribuer le mal au désordre de l'armée, où la potence et la prison ne suffisaient pas à rétablir la discipline. Madame de Pompadour, lui écrivant son « désespoir » de Minden, rendait hommage à l'œuvre de réfection qu'il accomplissait : « Vous entrez aussi pour beaucoup dans mes peines; il est affreux d'arriver au moment de la destruction de l'armée sans pouvoir y apporter de remède. J'espère que votre position sur le Rhin sera assez stable pour donner le temps aux réparations absolument indispensables et sans lesquelles il ne

resterait plus de troupes au Roi. L'ordre que vous établissez contre les fripons a bien réussi dans votre armée; continuez, monseigneur, ne vous découragez pas par les traverses de tout genre que vous éprouvez. Vous serez le restaurateur du militaire, avec lequel vous ferez des actions dignes de l'élévation de votre âme et qui vous dédommageront des peines auxquelles vous vous êtes livré. C'est l'objet de mes vœux les plus ardents. »

Parmi les traverses dont se lamentait le prince, il comptait sa correspondance forcée avec la Cour, qui ne lui laissait aucun répit. Belle-Isle se permettait de « commander une armée à cent lieues ». Un jour que le ministre avait cru devoir envoyer directement des ordres au comte de Lorge à Hanau, le général en chef écrivait à la marquise : « Il faut me laisser faire, madame, et ne m'en pas prévenir par des idées de trop loin ou du moins me les communiquer avant que de donner des ordres; sans cela la besogne ira mal. La façon de la Cour de diriger les mouvements militaires est ancienne et bien mauvaise. Cela gêne un maréchal qui est sur le lieu, qui sait son métier et qui est instruit des vues politiques... Personne ne connaît mieux que vous, madame, le genre de besogne dont je suis

chargé : plus elle est désagréable, plus elle est difficile, et plus il faut donner de satisfaction à celui qu'on en charge. Le zèle émane du cœur, et je réponds du mien ; mais le contentement ou le mécontentement a un grand empire sur l'humanité, et je suis homme. » Ce n'est pas au ministre seulement que vont ces plaintes. mais à cette dame elle-même, qui veut se mêler de tout : « Madame, soyez tranquille, lui écrit le prince ; une armée ne se mène pas comme on promène son doigt sur une carte. » Il n'ignorait pas que sa correspondante avait l'habitude de marquer sur les siennes, avec les mouches de sa toilette, les mouvements des armées.

Madame de Pompadour n'a point exagéré l'émotion causée à Vienne par notre retraite. M. de Stainville lui transmet, ainsi qu'à son ministre, les reproches que chaque étape de recul déchaîne à la Cour impériale. Ce qu'on entend dans l'intimité de Schoenbrünn passe toute mesure. La marquise s'alarme, dans une lettre, de « l'état violent de l'Impératrice ». C'est bien une fêlure dans l'alliance et l'annonce qu'elle peut se briser. Pour conjurer le péril, le Roi accepte de porter de vingt-quatre à trente mille hommes l'effectif du corps auxiliaire que le traité de Versailles

assure à Marie-Thérèse, et c'est à l'armée de Clermont qu'on prend ces renforts. Déjà mal pourvue d'argent et de subsistances, les continuels prélèvements l'affaiblissent à l'excès, et, comme on offre au prince, en échange de ses meilleurs bataillons, autant de Palatins, de Wurtembergeois et de Saxons qu'il lui plaira, il se fâche de bonne encre : « Je sais ce que c'est que des armées ainsi combinées; je ne veux pas faire le second tome de M. de Soubise. Le Roi m'a mis à la tête d'une armée française; j'aime mieux les bataillons français à trois cents hommes que ceux qu'on veut me proposer à mille. » Autant valait l'obliger tout de suite à abandonner le Rhin, à reculer derrière la Moselle et la Meuse, et, disait-il, il s'y préparait.

La boutade était dure; le Conseil la prit au sérieux et fut terrifié. Louis XV écrivit à son cousin une longue dépêche, où s'épuisaient les formules d'affection et de confiance. Comment pouvait-il songer à quitter le Rhin! « Il serait honteux d'abandonner Dusseldorf et Wesel, et je veux que vous les défendiez. L'honneur est préférable à tout, et je ne sépare pas le vôtre du mien, ni de celui de toute la nation. » La marquise transmettait, sur le ton de l'amitié, les mêmes adjurations, et toutes

ses lettres doivent être lues comme doublant celles de Louis XV et très souvent y suppléant : « Vous êtes persuadé, monseigneur, du violent chagrin que les événements malheureux m'ont causé. Celui que j'éprouve aujourd'hui, par votre dépêche et la lettre dont vous m'honorez, l'est encore plus, s'il est possible. Je vois que les troupes qui vous ont été demandées par l'Impératrice vous déterminent à une seconde retraite mille fois plus humiliante et plus dangereuse à tous égards que celle que vous venez de faire. Nos alliés accablés et la Hollande maîtresse de se déclarer sanscourir de risque, sont les moindres inconvénients qui en doivent résulter. D'un autre côté, si nous n'envoyons pas à l'Impératrice les secours promis, elle est en très grand danger d'être détrônée. Nous resterons donc seuls, ayant abandonné ou laissé périr nos amis (et où trouverons-nous jamais des puissances assez dupes pour vouloir en être?), déshonorés, perdus dans l'Europe entière, avec le roi de Prusse, l'Angleterre et peut-être bien d'autres acharnés à notre destruction. Voilà, monseigneur, le tableau très exact de notre situation. Elle est trop violente pour me laisser la force de vous parler d'autre chose que de mon inviolable attachement. —

La lettre de M. le maréchal de Belle-Isle, monseigneur, vous prouve clairement que vos craintes, à beaucoup d'égards, sont mal fondées. Nous en avons des nouvelles certaines. Au reste, si vous ne croyez pas votre armée assez forte, il sera facile de vous faire passer des troupes de Flandre ou des autres provinces. » Bernis écrivait à son tour, trouvait d'autres formules pour adoucir le prince : « Votre Altesse paye bien cher les fautes d'autrui » ; et Belle-Isle promettait tous les arrangements possibles pour les subsistances et les renforts.

Versailles se rassura peu à peu. Clermont expliqua qu'il avait frappé fort pour être écouté : « On m'a vu tout d'un coup derrière la Moselle, et peut-être à Vaugirard. Je devais espérer qu'on me connaissait mieux que cela... » Et, dans sa réponse au Roi, c'était presque la victoire qu'il annonçait : « J'espère vous rendre une armée digne de vous servir. Je commence à m'apercevoir que l'honneur et la discipline se rétablissent, et que je pourrai compter sur la solidité et la valeur de vos troupes, quand je les mènerai contre vos ennemis. » Ce fut encore madame de Pompadour qui se chargea de prendre acte de ces

assurances : « Votre lettre du 18, monseigneur, ranime un peu notre espérance. Il est sûr que vos deux derniers courriers l'avaient éteinte tout à fait et que nous étions ici dans la douleur la plus amère. Par les précautions que vous avez prises pour les fourrages, et celles du maréchal, malgré sa maladie, pour les grains, l'argent, etc., nous sommes en état de rassurer la Cour de Vienne et de ranimer nos alliés, deux points bien importants et dont vous serez pleinement convaincu avant qu'il soit peu, si nos malheurs n'ont pas porté un trop funeste coup... »

Pour être plus certaine que rien ne manquerait à l'armée, pas même les conseils d'un munitionnaire de génie, la marquise eut l'idée d'y expédier Pâris-Duverney. Voici comment elle y préparait le prince : « On assure, monseigneur, que si vous aviez la bonté d'écrire à Duverney que vous désiriez qu'il aille vous joindre, il partirait sur-le-champ. Nous pensons ici que ce serait la chose du monde la plus utile pour le service; vous ne seriez plus arrêté par ces cruelles subsistances qui ont pensé nous faire tourner l'esprit et ont causé une partie de nos malheurs. Certainement Montmartel ne laisserait pas manquer d'argent à son frère, et par con-

séquent vous seriez en sécurité sur tous les points. Si vous pensez comme nous, il vous sera très aisé d'avoir satisfaction à cet égard. Vous l'auriez sur tous les articles, monseigneur, si les vœux que mon tendre attachement pour vous me fait former étaient exaucés. » Par complaisance plus que par conviction, le comte de Clermont fit à Duverney une invitation suffisamment pressante, que la marquise voulait bien déclarer « un chef-d'œuvre d'éloquence ». Le voyage, par bonheur, n'eut pas lieu ; le prince n'eût pas toléré longtemps les principes « faux », « despotiques » et « monstrueux » de l'ami de madame de Pompadour, et cette armée, où la discorde divisait tous les services, évita cette occasion nouvelle de s'affaiblir.

Le prince continuait à tenir la marquise au courant de ses mouvements et de ceux de l'ennemi. Le courrier qui arrivait au ministère apportait toujours une lettre pour elle. C'était celle qui la première allait au Roi. L'officier messenger emportait, avec la dépêche officielle, le billet encadré de fleurs, qui contenait parfois l'essentiel de la réponse, et toujours le mot de confiance qui reconforte : « Je pense comme vous que les ennemis veulent, en passant la Meuse, faire déclarer la Hollande. Je

souhaite ardemment qu'ils vous attendent, monseigneur. De quoi ne sont pas capables les Français avec un chef tel que vous!... L'agitation et le chagrin que m'ont causés depuis trois semaines vos différentes positions, monseigneur, m'ont donné la fièvre tierce. J'ai eu le second accès cette nuit. Il ne me reste que la force de vous renouveler les assurances de mon fidèle attachement. »

Les Hanovriens cherchaient la bataille, assurés du secours des Hollandais. Ils passaient le Rhin non loin de Clèves, n'ayant trouvé devant eux que les deux vieux lieutenants généraux de l'armée, le marquis de Villemeur et le duc de Randan, qui maladroitement les laissaient débarquer et prendre position sur la rive gauche. Aux premières nouvelles qu'envoie Clermont, madame de Pompadour, cette fois instruite par Belle-Isle, manifeste ses inquiétudes : « Quelle humiliation, monseigneur ! Laisser débarquer six mille hommes et établir un pont sur le Rhin ! Je ne peux vous peindre l'excès de ma douleur ; elle est proportionnée à l'avilissement où nous sommes. Je ne me refuserai pas la triste consolation de vous rappeler ce que vous pensiez de M. de Villemeur avant votre départ. Eh, mon Dieu ! pourquoi ne l'avez-vous pas

envoyé sur les derrières, comme c'était votre projet? Je suis désespérée. » Et la marquise, les yeux toujours fixés du côté de Vienne, demandait que, sans tarder davantage, une bataille fût livrée.

Tel était, bien entendu, l'avis de Louis XV et du ministre de la Guerre, délibéré dans le Conseil. Au général, qui semble désespéré, leur interprète féminin écrit, le 26 juin : « Je vous avoue, monseigneur, que la lettre dont vous m'honorez me confond. Le maréchal de Belle-Isle n'a jamais désiré autre chose que de vous voir combattre et chasser les ennemis. Ses lettres ont toutes été lues au Conseil, parce qu'il trouvait l'ordre de combattre trop positif pour vous l'envoyer sans que le Roi l'ait donné lui-même... Mais, en même temps, Sa Majesté ne peut rien faire de mieux que de s'en rapporter à votre prudence. Voilà, monseigneur, l'état exact des choses... »

A l'heure où partent de Versailles ces lignes qui reflètent l'anxiété du ministère, la bataille est livrée depuis trois jours. La manœuvre hésitante de Clermont a abouti au désastre de Crefeld. Pour l'infliger à nos armes, la présence de Frédéric n'a pas été nécessaire; un Ferdinand de Brunswick y a suffi. La

marquise en a la fièvre, mais sait trouver, pour plaindre le vaincu, des mots qui ne blessent point. Comme toujours, c'est la pensée du Roi qu'elle transmet, ce qui donne à ses paroles tout leur prix :

« Quels sont les plats officiers, monseigneur, qui ont égaré vos troupes et ont fait, d'une action qui devait être la plus belle, la plus malheureuse ? Ma consolation est dans le bon ton de l'armée. Il me fait espérer que vous prendrez votre revanche, de façon à faire ressouvenir longtemps vos ennemis d'avoir osé attaquer des Français commandés par un petit-fils du Grand Condé. Je vous rends mille grâces des détails que vous voulez bien m'envoyer. Je pleure sur M. de Gisors et son malheureux père, qui mourra sûrement bientôt, malgré l'incroyable courage dont il est devant le monde... »

Tandis que le maréchal de Belle-Isle, frappé dans son fils unique, dissimulait virilement sa douleur, la Cour s'entretenait avec tristesse de ce beau comte de Gisors, fleur héroïque des armées royales, blessé mortellement dans cette cruelle journée. La marquise obtenait de l'indifférence de Louis XV qu'il fît une visite à son vieux serviteur. Elle avait le sens de certaines délicatesses qui manquaient au

maître; elle savait panser les blessures du cœur comme celles de l'amour-propre; mais, pareille en cela à la plupart des femmes, elle n'exerçait cet art bienfaisant qu'envers ses amis.

A quoi tiennent les jugements de l'histoire! Cette guerre, malgré tant de fautes, a offert à la France des alternatives heureuses : Estrées, Broglie, Soubise, Saint-Germain, Castries, ont eu leurs victoires, et l'on s'est toujours battu hors des frontières. Mais, dès la première année, tout devait être fini. Après son désastre à Kollin et celui de ses alliés, le roi de Prusse se croyait perdu. Si Richelieu, vainqueur à Closter-Seven, n'avait pas épargné le duc de Cumberland et une armée à sa merci, la guerre sur terre était achevée en une campagne. La fortune se fixait. Le règne de Louis XV restait un grand règne; le maréchal devenait un autre Turenne; et madame de Pompadour elle-même, pour avoir été mêlée à cette politique, passait peut-être à la postérité comme un profond génie féminin.

CHAPITRE VII

LA DISGRÂCE DE BERNIS

On dit volontiers que la France trouve toujours, aux instants difficiles de son histoire, les hommes supérieurs qui relèvent sa fortune. Le règne de Louis XV en a pourtant manqué aux heures du déclin. Une femme doit-elle porter seule la responsabilité de ce malheur ? On lui reproche d'avoir découragé pour des motifs futiles les bons serviteurs de son roi et, ce qui est à peine moins grave, de s'être engouée de gens médiocres qu'elle fit arriver aux premiers rangs. En d'autres temps, le dommage eût été mince ; mais jamais le royaume n'aurait eu plus grand besoin de chefs égaux à ceux du passé, en des années où ses armées avaient affaire au génie d'un

Frédéric II, sa politique à la haine clairvoyante d'un William Pitt, où l'égoïsme de ses alliés se personnifiait dans Marie-Thérèse appuyée sur un Kaunitz. Louis XV n'avait à opposer à ces forces vivantes de l'Europe qu'un septuagénaire, qui se tuait à vouloir faire « tout à la fois le métier de général, de ministre et de premier commis », et, aux côtés de ce vieux Belle-Isle, un abbé de Bernis, plein d'honnêteté et de zèle, mais débordé bien vite par les difficultés grandissantes.

Au manque d'hommes s'ajoutait le désordre dans l'État, avec une administration livrée pour une part à la faveur. Beaucoup d'affaires se trouvaient menées par les frères Pâris, à petit bruit et sans responsabilité publique. Bien que Bernis, par ses fonctions mêmes, ait été obligé de fort ménager ces personnages et qu'il ait traité en ami Pâris-Duverney, il ne les épargne guère dans sa correspondance avec Stainville : « Nous n'avons pas tout payé [des subsides à l'Autriche], écrit-il un jour, parce que l'argent nous manque. Un seul homme [Pâris de Montmartel] est chargé d'en fournir, et il ne veut employer que les moyens qu'il connaît et sur lesquels il gagne. Passez-vous de cet homme sans avoir pris de longue main des mesures, la banqueroute s'ensuivra ;

ou il la rendra trop nécessaire. Il en est de même de son frère. Tous les sous-ordres des vivres dépendent de ces deux hommes; choisissez qui vous voudrez, il sera à leurs ordres, et vos affaires seront gâtées parce que vous aurez voulu vous passer d'eux. J'ai trouvé, en venant en place, tous les vices d'un gouvernement accumulés. » Le ministre essaie d'obtenir que madame de Pompadour, bien qu'ayant partie liée avec ces gens, soit moins indulgente à cet état de choses.

Cent fois au cours de son ministère, l'abbé confie à l'ambassadeur à Vienne ses pronostics funestes. Il lui prédit même « la culbute générale et peut-être le malheur de notre amie, que le public, si les malheurs continuent, prendra en horreur ». Armées et gouvernement lui inspirent des sentiments pareils : « Mon Dieu, que nous avons de plats généraux ! Mon Dieu, que notre nation est aplatie, et qu'on fait peu d'attention à la décadence du courage, de l'honneur en France ! » Il sait les insuffisances du commandement : « Les généraux sont divisés ; c'est une pétaudière. Vous verrez qu'on se déterminera à faire revenir M. le comte de Clermont quand tout sera perdu... Notre système se découd par tous les bouts. » La prépondérance anglaise sur

les mers s'accroît : « La marine est en décadence, tous les arrangements sont mal pris, nullement concertés. Tout est tardif, et les plus grandes dépenses deviennent inutiles faute d'être faites à propos. Voilà le tableau au naturel. Le remède sera saisi trop tard. On est mal gouverné; on cherchera partout un moyen de se tirer d'affaire; ce moyen n'existe que dans un meilleur gouvernement. Tous les jours mes prophéties s'accomplissent; mais je ne puis acquérir pour cela le droit de faire remédier sur-le-champ au mal. Si j'avais pu mourir ou devenir fol, cela serait déjà arrivé. Nous avons besoin de succès continuels pour nous soutenir, mais devait-on s'y attendre? Un seul revers nous a culbutés, parce que la machine ne se soutenait que par les faveurs de la fortune. »

La santé de Bernis, qui commence à fléchir, explique en partie le ton désespéré de cette correspondance. Elle échappe aux regards de la marquise; mais elle en entend parfois, dans son cabinet, les portes closes, l'écho déplaisant : « Nous n'avons point de gouvernement. Mes représentations sont inutiles; elles ne font qu'une impression passagère. Le public abhorre le système [autrichien], parce qu'il abhorre la guerre. Le militaire pense de

même... On me menace par des lettres anonymes d'être bientôt déchiré par le peuple... Notre amie court pour le moins autant de risque. J'ai vu tout cela, mon cher comte, dès le mois de novembre; j'ai vu le peu de fonds qu'on peut faire sur le militaire; j'ai vu une conjuration sourde se former dans tous les ordres de l'Etat contre la nouvelle alliance et ses auteurs. Nous avons été trahis de partout. » — « Mon cher comte, cette lettre-ci est bien pour vous seul et vous devez la brûler. Nous touchons au dernier période de la décadence. La tête tourne à Montmartel et à Boullongne; ils ne trouvent plus un écu... »

« Le pays, d'après ce ministre affolé, est dans un état violent. » Il en fait le tableau tragique à celui qui sera son successeur : « Plus de commerce, par conséquent plus d'argent, plus de circulation. Plus de marine, par conséquent plus de ressources pour résister à l'Angleterre. La marine n'a plus de matelots, et l'argent qui manque lui a ôté l'espoir de s'en procurer. Quelle doit être la suite de cet état? La perte totale pour jamais de nos colonies; nos forces de terre ne nous servent pas même à défendre nos côtes; le royaume est dévasté par une escadre qui fera le tour de la Normandie et qui ne lâchera sa proie que

lorsque la mauvaise saison l'y forcera. Quand nous sauverions Louisbourg, quels secours porterons-nous à nos colonies sans argent et sans vaisseaux? C'est donc de l'argent qu'il nous faut; mais où en trouver, quand il n'y a plus de crédit, quand il en sort beaucoup du royaume et qu'il n'en entre plus? Il faudrait trouver en soi-même des ressources par l'économie, mais on craint de faire les plus petits sacrifices. On craint de faire crier des particuliers, des gens en charge, et l'on ne craint pas de voir périr le royaume! D'ailleurs, on examine lentement les éclats de dépense, tandis qu'il faudrait prendre brusquement le parti des retranchements et de l'ordre le plus sévère dans les dépenses. Mais qui est assez puissant ici pour faire de pareilles opérations? Je vous le prédis, mon cher comte, quand le roi de Prusse serait écrasé, nous n'en serions pas moins ruinés. »

Parmi bien des exagérations, Bernis, on le voit, distinguait avec netteté que le péril naissait de la guerre maritime et que les ressources du royaume s'y épuisaient, en attendant qu'on vît tarir, par la perte totale de ses possessions d'outre-mer, des sources de richesses futures.

Cependant le blocus de la flotte à Toulon, le ravage méthodique de nos côtes de l'Atlan-

tique, marquaient l'audace de l'Angleterre. Une vraie victoire sauva le sol breton de l'invasion. Les milices locales, rassemblées en armée par le duc d'Aiguillon, commandant de la province, battirent les Britanniques à Saint-Cast, leur tuèrent trois mille hommes et firent cinq cents prisonniers. Un mois auparavant, madame de Pompadour, très attachée à M. d'Aiguillon et à sa mère, avait été pour lui de fort bon conseil en le dissuadant de demander son rappel. Il lui avait fallu lutter contre une décision prématurée, imposer son avis, gourmander le jeune commandant de Bretagne pour le retenir à son poste. Ainsi l'occasion de servir le Roi avec gloire avait surgi, et elle prenait sa part de l'heureuse aventure : « Nous avons chanté aujourd'hui votre *Te Deum* et je vous assure que ç'a été avec la plus grande satisfaction. J'avais prédit vos succès, et en effet comment était-il possible qu'avec autant de zèle, d'intelligence, une tête aussi froide et des troupes qui brûlaient, ainsi que leur chef, de venger le Roi, vous ne fussiez pas vainqueur ? Dites-moi, je vous prie, actuellement, si vous êtes bien fâché contre moi de n'avoir pas cédé à vos instances et aux belles raisons que vous m'avez contées. Elles ne valaient rien dans ce temps et je les

trouverais encore plus détestables aujourd'hui. Un autre n'aurait pas fait aussi bien que vous ; je serais dans la douleur au lieu d'être dans la joie ; vous vous seriez pendu, et il y aurait bien de quoi. Osez dire maintenant que ma tête ne vaut pas mieux que la vôtre, je vous en défie. »

Quelques jours après, c'est d'un autre succès qu'on le félicite : « Assurément, monsieur, vos lieutenants sont dignes de leur chef et, pour qu'ils le soient toujours, il faut qu'il leur reste jusqu'à la paix. Je suis têtue pour le service du Roi et je n'en rabattrai rien, vous le savez. N'en parlons plus, parlons du vainqueur de Saint-Cast, de la façon brillante dont M. de Sainte-Croix l'a imité et dont il l'imitera encore, car on dit que ces messieurs les mylords en veulent retàter. Je désire de toute mon âme que ce soit au même prix ; j'aurais un nouveau compliment à vous faire et un à recevoir de vous, l'un et l'autre me plairaient infiniment. » Désormais, le duc d'Aiguillon s'appellera dans toutes les lettres « M. Cavendish » et ce surnom, pris au vaincu, sera la flatterie perpétuelle de sa victoire.

De tels billets, familiers et vifs, vont réchauffer le zèle et portent avec eux un

commencement de récompense. La marquise, en ne laissant jamais passer l'occasion de féliciter un chef militaire de son succès, l'encourage à en remporter d'autres. « Têtue pour le service du Roi », elle sait glisser des vérités dans ses compliments. Sa correspondance avec le maréchal de Contades, qui a succédé au comte de Clermont à la tête des armées d'Allemagne, est remplie de ces petites semonces qui ne semblent pas étonner ses correspondants. On la tient, en effet, pour le porte-parole d'un maître qui n'aime point exprimer lui-même l'éloge ou le blâme.

Quelle ardeur particulière d'amitié ne trouverions-nous pas, si on les avait conservées, dans les lettres au prince de Soubise ! De tous les généraux, c'est celui qu'elle juge du génie le plus haut, parce qu'il est l'ami le plus aimable. La victoire, qui l'a fui, doit lui appartenir un jour. Elle supplie que tous les services des armées soient à ses ordres et qu'aucune aide ne lui soit marchandée. Bernis transmet à Duverney des instructions qui semblent écrites sous sa dictée : « Le Roi aime M. de Soubise ; il voudrait le mettre à portée d'avoir sa revanche du 5 novembre. Voilà la vérité. Il ne faut pas contrarier son maître et le servir dans son goût, surtout

lorsque les circonstances rendent tout autre parti impossible ou dangereux... Au reste, M. de Soubise est ferme et courageux, aidons-le parce que c'est aider le Roi et lui plaire. »

Soubise obtint enfin sa revanche de Rosbach, qui permit de lui donner le bâton de maréchal. Le militaire, comme on disait, n'ignora point que son succès de Lutterberg revenait en partie au lieutenant-général Chevert, un officier de fortune à qui sa roture interdisait les grades suprêmes. Mais l'essentiel était que le Roi fût bien servi et qu'en ces interminables campagnes, où alternaient victoires et revers et où se dépensait tant de vaillance française, la médiocrité du commandement ne fût pas trop apparente aux yeux de l'Europe.

Les succès partiels en Allemagne, la ferme attitude de Contades, un retour de fortune pour l'armée autrichienne, entretiennent les illusions de madame de Pompadour. Bernis, mieux éclairé qu'elle et décidé à finir la guerre, remet constamment sous ses yeux le tableau des réalités menaçantes : le Canada perdu, Louisbourg aux mains des Anglais, et surtout le trésor vide, plus un écu à tirer de Montmartel, point d'habits pour les troupes, point de bottes pour la cavalerie, une marine

sans matelots, enfin, tandis que Vienne insatiable rappelle des engagements qu'on ne peut plus tenir, l'anarchie installée au Conseil, où chaque ministre tire de son côté sans s'occuper du bien général.

Des espérances créées par les traités de Versailles, rien n'est plus réalisable aujourd'hui. L'abbé, dont la santé s'altère, commence à perdre le contrôle sur ses nerfs surmenés. Il se livre sans réticence à Stainville, qu'il croit à lui; il le supplie de préparer l'Autriche à l'inévitable. L'image de leur amie passe sans cesse entre le ministre et l'ambassadeur : « Madame de Pompadour, mon cher comte, est incommodée d'une petite fièvre; elle a du chagrin et a bien raison d'en avoir... » — « J'ai dit à notre amie des vérités qui l'ont affligée et rendue même malade, mais cela ne remédiera à rien... » — « Notre amie dit que ma tête s'échauffe, quand je lui représente la nécessité de prendre un parti sur tous les points ou de faire la paix à quelque prix que ce soit. Son sort est affreux; Paris la déteste et l'accuse de tout... »

Ce sont de telles conversations qui rendent malade la marquise. Comment n'en voudrait-elle pas à qui l'en accable? Elle goûte moins une amitié qui a cessé de penser

comme elle. Elle commence à écouter, sans les croire encore, les jaloux qui accusent Bernis de vouloir substituer son crédit au sien : « Je souffre, écrit-il un jour, de voir qu'on me représente perpétuellement comme un homme qui tend à détruire ma bienfaitrice et mon amie. D'un autre côté, je serais le dernier des hommes, si je lui dissimulais certaines vérités. » Cette franchise, digne d'un bon citoyen, est d'un courtisan fort médiocre. Madame de Pompadour ne voudrait pas encourager les gens qui cherchent leur brouille; mais elle est irritée de voir ses idées les plus chères contrecarrées, ses sympathies discutées, ses illusions combattues. Le Roi lui-même se dégoûte d'un ministre qui n'a que de mauvaises nouvelles à lui annoncer et dont le pessimisme l'importune.

Tout aux périls du royaume, Bernis ne voit pas qu'on se détache de lui parce qu'il est le prophète de malheur. Il sait que le Roi a demandé pour lui un chapeau de cardinal, et, sans qu'il soit très ambitieux, cette espérance prochaine rassérène un peu son humeur.

Cependant ses honnêtes maladresses se multiplient. Lorsque le pitoyable Moras abandonna la Marine, il a cru l'occasion bonne de fortifier le Conseil de quelques lumières.

Mais quels noms ont traversé sa pensée ? Ceux de Chauvelin, l'ancien garde des sceaux, et du comte de Maurepas. Le premier est rejeté par le Roi, qui ne supporte pas de revoir des figures disgraciées ; quant au comte, madame de Pompadour n'a point oublié les couplets injurieux qu'il a payés de l'exil ; si l'on exclut le duc de Nivernais lui-même, c'est parce qu'il est parent et ami de Maurepas. La marquise préfère appeler un Berryer, lieutenant de police, en qui elle aura la créature à sa discrétion qu'un homme du rang de Bernis n'a jamais su être. Celui-ci a montré quelque candeur en annonçant à Stainville la nomination de ce Berryer : « Il a de la tête pour les affaires intérieures et nous fournira des moyens d'avoir de l'argent. Il faut du moins avoir un homme de bon sens. Il aime notre amie, il est aimé à Paris ; il sait mener les affaires du Parlement et du Clergé. » Le portrait du personnage sera tout autre dans les mémoires du cardinal : « Cet homme m'a plus nui que toute la Cour ensemble ; il espionnait ma maison, ma personne et mes amis, et faisait un très mauvais usage auprès de la marquise des propos, souvent indifférents, quelquefois imprudents, des gens qui se piquaient d'avoir de l'amitié pour moi.

Madame de Pompadour était persuadée que la vigilance de Berryer l'avait sauvée mille fois du fer et du poison : elle n'avait aucun goût pour cet homme grossier et bourgeois, mais le croyait nécessaire à sa sûreté. Elle le fit bientôt après ministre de la Marine et garde des sceaux ; une mort prématurée en délivra la France. »

Une autre erreur de Bernis est de répéter sans cesse que le Roi a besoin d'un premier ministre. Outre que Louis XV répugne absolument à cette pensée, madame de Pompadour croit fort bien suffire à rendre superflu ce grand rôle. Les malveillants répandent que le ministre des Affaires étrangères aspire à la « dictature ». De fait, la réminiscence classique est très fréquente sous la plume de celui-ci : « Quand la République romaine était dans l'embarras, elle nommait un dictateur. Nous ne sommes pas la République romaine, mon cher comte, et nous aurions grand besoin de l'être. » C'est pour le maréchal de Belle-Isle qu'il souhaite de tels pouvoirs ; mais la médisance publique lui en retourne l'ambition, et il est possible, en effet, que le rôle d'un cardinal Dubois ou d'un cardinal de Fleury ait passé par instants dans « sa tête enivrée ».

Chez le Roi, comme chez la marquise,

aucune supposition ne peut lui nuire davantage. D'imprudents amis l'ont mal appuyé en l'occurrence. Est-ce un service qu'a voulu lui rendre M. de Stainville, alors qu'il croyait l'abbé dans tout son crédit, ou n'est-ce qu'une première perfidie pour mieux préparer sa perte? Les mémoires de Bernis le laissent incertain : « Le duc de Choiseul (Stainville), n'étant pas encore instruit du refroidissement de la marquise à mon égard et voyant que les affaires de l'alliance se décousaient, hasarda comme l'unique remède de proposer à madame de Pompadour d'engager le Roi à me faire premier ministre. Je blâmai fort cette démarche et je pouvais même la regarder plutôt comme une méchanceté que comme un service. La marquise me montra la lettre de son ami, qui était des plus fortes, et m'assura qu'elle se garderait bien de la montrer au Roi, de peur qu'il ne prît le duc de Choiseul en aversion; qu'elle convenait que ce parti serait peut-être le meilleur, mais que le Roi avait une répugnance invincible à faire un premier ministre. Il est certain que ses maîtresses avaient un grand intérêt à lui persuader que ce serait se mettre en tutelle et se choisir un maître que de confier son autorité à un de ses sujets. »

Faite ou non à l'insu de Bernis, cette démarche a alarmé la protectrice. Elle sent que tout ce qui vient le grandir l'émancipe progressivement de celle qui l'a créé. Bernis n'est plus un instrument docile; ses responsabilités de ministre, en s'aggravant, ont fait de lui un homme nouveau; il a la fidélité du cœur, mais son jugement reste indépendant. La pourpre qui s'apprête pour lui achèverait sans doute de l'affranchir. M. de Stainville, resté influent en Cour de Rome, a eu l'idée de le faire proposer au Pape par les « couronnes »; Madrid et Vienne se sont mis d'accord, et le chapeau, que Benoît XIV n'eût pas refusé à un ministre de Louis XV, c'est Clément XIII qui le promet dès son avènement. Certaines conséquences en résulteront dans le profane; en devenant « cousin du Roi », Bernis sera au Conseil le membre le plus élevé en dignité; c'est chez lui, ce n'est plus chez madame de Pompadour, que se réuniront les ministres, dont il sera nécessairement le chef. Le futur cardinal ne se doute pas du péril, à l'heure où il reçoit de la Cour les félicitations qui feront les dernières satisfactions de son amour-propre.

Derrière le brillant rideau s'annonce la tragédie de sa disgrâce. Préparée par tant de

faux pas, il la facilite encore en désignant lui-même celui qui va le supplanter. Le Roi vient de créer M. de Stainville duc héréditaire, le 25 août 1758, et le duc de Choiseul semble à Bernis fait pour partager avec lui le fardeau trop lourd. Il lui offre sa succession avec une bonne grâce ingénue, mêlant au bien de l'État les avantages qu'en doit retirer une amie également chère à tous deux : « Madame de Pompadour n'a pas encore assez réfléchi sur la bonté du projet que je vous ai proposé. Le Roi a besoin de meubler son ministère de gens nerveux et bien intentionnés. Notre amie a besoin à son tour d'y avoir des gens qui s'intéressent réellement à elle... Votre retour ici doit être marqué, ou pour conclure cette paix, ou pour venir nous aider pour soutenir une guerre malheureuse. Vous avez du courage et les événements ne vous font pas tant d'impression qu'à moi... Les affaires de Rome seront encore très bien entre vos mains. Nous agirons dans le plus grand concert et, Dieu merci, sans jalousie de métier. Nous assurerons le sort de notre amie ; son bonheur et sa santé dépendent de l'état des affaires... Je vous embrasse comme le meilleur ami que j'aie au monde, et comme le serviteur qui peut être le plus utile au Roi. » Bernis avoue

que sa propre situation s'en trouvera consolidée : « On ne craindra plus ici que je veuille être le premier ministre par ambition. Vous aurez deux amis unis auprès de vous, et l'ami intime de M. de Soubise. Vous ferez le bonheur des trois et le Roi en sera mieux servi. » L'idée nourrit sa correspondance : « Vous seriez plus propre que moi aux Affaires étrangères, en les considérant sous le point de l'alliance. Vous auriez plus de moyens que moi de frapper de grands coups sur notre amie. D'un autre côté, unis comme nous sommes, nous deviendrions les plus forts, et mon chapeau rouge séparé du département ne ferait plus peur à personne... Si cela vous convient et vous paraît bon, il faudrait y travailler promptement. »

Choiseul, de qui l'ambition sait se contenir dans le silence, laisse agir cet ami naïf et impatient. Son panégyrique va remplir un long mémoire que Bernis rédige pour le Roi, et le voici déjà dans une lettre où, ministre désarmé, au plus vif de son désespoir, il supplie la marquise de lui faire ôter les Affaires étrangères pour épargner ses forces défaillantes : « Je vous avertis, madame, et je vous prie d'avertir le Roi, que je ne puis plus lui répondre de mon travail. J'ai la tête perpé-

tuellement ébranlée ou obscurcie. Il y a un an que je souffre le martyre. Si le Roi veut me conserver, il faut qu'il me soulage... Je ne veux pas proposer une chose qui ne vous plaît pas. Je vous défie cependant de faire occuper ma place, dans les circonstances où nous sommes, par un autre que par lui [Choi-seul]. Il est le seul instruit de la totalité du système et il a la confiance de la Cour de Vienne. Cette Cour-là et celle de Rome sont les seules aujourd'hui où nous ayons des affaires épineuses. Ainsi, supposez que je sois mort, et il ne s'en faut guère, je vous défie de me trouver un autre successeur... Voilà mon sentiment; si ce n'est pas celui du Roi, il faut chercher promptement un autre sujet avec qui je puisse me concerter. Si je puis respirer quelque temps, ma santé se rétablira, mais elle est affreuse aujourd'hui. J'ai passé la nuit à me trouver mal. Je ne dors plus. J'ai l'esprit trop juste, madame, et j'ai l'âme trop sensible pour résister à l'idée de notre situation présente et à venir. Il est vrai que l'état de mes nerfs ajoute beaucoup à ma sensibilité naturelle... Je dois trop au Roi pour ne pas lui sacrifier ma vie; mais je ne sacrifierai pas ses affaires. » — « Soyez bien sûre que je ne perdrai jamais le souvenir ni de votre

amitié, ni de mes obligations. Je vous demande pardon de tous les tourments que je vous donne pour le bien de l'Etat. Il est temps encore de remédier au mal... Personne n'y est, après le Roi, plus intéressé que vous, et personne, par son caractère et ses sentiments, n'est plus faite pour concourir à un si grand bien. La confiance du Roi vous en donne les moyens. »

Madame de Pompadour a-t-elle besoin d'être tant prêchée? Choiseul n'est-il pas l'homme qu'elle souhaite le plus de rappeler auprès d'elle? Elle est excédée de l'ami morose qui ne lui confie plus que des alarmes et ne met sur sa table du matin que des billets gémissants : « On ne peut pas vivre sans manger ni dormir. Ma tête est mêlée avec mon sang, lequel se porte à la tête. Je ne vois devant moi qu'un avenir affreux, parce qu'il faudra rompre les traités que j'ai faits... » Ce malade, que l'approche même du chapeau cardinalice n'a pas guéri, est décidément impossible à supporter. Elle lui reproche de « faire du noir », s'exaspère de ses litanies d'insomnies, d'étourdissements, de coliques d'estomac, des doléances de son « cœur flétri » et de son découragement sans remède. Le retour de Choiseul, gai, galant, plein d'opti-

misme et toujours muni de nouvelles réconfortantes, voilà la délivrance qu'elle attend et le secret très simple de ce qui va suivre.

Que de fois revenaient dans les entretiens du Roi et de la marquise ces « jérémiades » de l'abbé! Louis XV lui gardait sa confiance pour les affaires du Parlement et du Clergé, et pensait comme lui sur un point essentiel, qui était de réformer les abus de la guerre. Mais il s'irritait qu'on lui proposât de changer l'attelage au milieu du gué; il voyait en cette idée chimérique et périlleuse, la débilité d'un esprit incapable de conduire ses affaires jusqu'au bout. Madame de Pompadour l'entretenait à plaisir en ces sentiments, en y mêlant l'accusation d'ingratitude. Ce gros Bernis, tiré du rang des gens de lettres par les ambassades, comblé des faveurs de Sa Majesté, élevé par sa seule bonté, décoré de ses ordres et soutenu dans ses prétentions au chapeau, ne devrait-il pas à son maître un dévouement sans murmure? En s'abandonnant à des faiblesses fâcheuses pour l'Etat, ne manque-t-il pas au Roi lui-même? L'insinuation chemine dans la pensée du souverain; dès qu'elle s'y fixe, le ministre est condamné. Mais c'est en deux poussées qu'il sera mis hors de Ver-

sailles ; la première ne lui révélera rien des intentions royales, et jamais Louis XV, habitué à dissimuler jusqu'à l'heure où il frappe, n'aura mieux trompé le serviteur près d'être brisé.

Le 9 octobre, Bernis reçoit une lettre du Roi, qui paraît exaucer ses vœux. Sa démission est acceptée, ainsi que la nomination du duc de Choiseul : « Je suis fâché, monsieur l'abbé-comte, que les affaires dont je vous charge affectent votre santé au point de ne pouvoir plus soutenir le poids du travail. Certainement, personne ne désire plus la paix que moi, mais je veux une paix solide et point déshonorante. J'y sacrifie de bon cœur tous mes intérêts, mais non ceux de mes amis. Travaillez en conséquence de ce que je vous dis, mais ne précipitons rien... Contentons-nous de diminuer les abus et d'empêcher les trop grandes dépenses sans aller tout bouleverser, comme cela sera indispensable à la paix. Je consens à regret que vous remettiez les Affaires étrangères entre les mains du duc de Choiseul, que je pense être le seul en ce moment-ci qui y soit propre, ne voulant absolument pas changer le système que j'ai adopté, ni même qu'on m'en parle. Écrivez-lui que j'ai accepté votre proposition, qu'il en prévienne l'Impératrice... »

Bernis put croire à la vérité du proverbe qu'un bonheur ne vient jamais seul. Il avait à peine eu le temps d'aller remercier la marquise que, la nuit suivante, à trois heures du matin, on le réveillait pour lui remettre la lettre du Pape et sa calotte de cardinal. Les premières lignes du jour sont pour son amie et révèlent toute sa bonne âme, si injustement accusée d'être ingrate : « Ce 10 octobre 1758. Le courrier de Rome m'a apporté cette nuit la calotte rouge. Je vous la dois, puisque je vous dois tout. » Le lendemain, le billet est plus familier : « Je me suis couché, hier à onze heures précises, parce que ma calotte rouge ne m'a pas empêché d'avoir mal au foie toute la journée. Mon Eminence a beaucoup sué cette nuit. Elle avait grand besoin que le Roi eût la bonté de lui donner le temps de se remettre et de faire des remèdes suivis. »

L'anxiété maladive dont souffrait Bernis, après ces trois années de surmenage, était de celles que guérit presque instantanément la décharge du fardeau trop lourd. Du jour au lendemain, il retrouva le bel équilibre de sa nature. Les difficultés n'ont pas changé, mais il n'a plus la responsabilité de les résoudre. Il pourra se soigner, respirer, revivre. Assuré de l'avenir dans sa pourpre romaine, il suivra

les affaires du Roi auprès de Choiseul, et sans doute les verra-t-il s'améliorer sous une impulsion plus confiante et plus vigoureuse que la sienne. Sa correspondance, aussi abondante que jamais, déborde de bienveillance et d'une allégresse dont il avait perdu le secret.

C'est d'abord à l'ami rappelé, au successeur prochain, qu'il ouvre son cœur : « Votre affaire et la mienne sont finies. Je ne puis mieux faire que vous envoyer la copie, mot à mot, de la lettre que le Roi m'écrivit avant-hier, en réponse au mémoire très fort et très détaillé que madame de Pompadour lui avait remis de ma part. J'ai expliqué nettement toutes vos conditions; elles ont été bien reçues. Au reste, madame de Pompadour vous en dira sur cela plus que je ne puis vous en dire moi-même. Le grand point est que vous êtes agréable au Roi. Dans vos premiers six mois, vous pouvez faire prendre tous les partis que vous jugerez convenables. C'est le droit du nouveau venu, et il faut en user. Quant à moi, je suis à vous, corps et âme. Il n'y aura pas de jalousie entre nous, car vous sentez bien que je n'aurais pas quitté ma place si j'avais conservé le penchant de courir après... Je crois que votre amitié sera utile

au Roi et à l'État et que l'esprit de domination ne l'altérera pas... Nous ne sommes que deux têtes sous un bonnet. »

Il suggère les arrangements à prendre pour informer les cours étrangères du changement décidé par le Roi ; puis ce sont des recommandations au nouveau chef en faveur des meilleurs agents du service, les derniers conseils à l'ambassadeur qui doit préparer l'avenir avant de quitter Vienne : « Vous voyez, monsieur le duc, que le Roi voudrait pouvoir faire la paix sans rompre son alliance et sans perdre l'idée d'établir l'Infante. Il consulte sur cela son cœur, sans faire peut-être d'assez sérieuses réflexions sur l'état de son royaume. En général, le Roi ne voit point noir ; il a été accoutumé à se tirer du borbier sans s'y être donné beaucoup de peine ; il croit qu'il en sera de même toujours. Mais les progrès du mal ont énérvé les forces intérieures de son Etat ; le désordre des finances, occasionné par le désordre des parties prenantes, a affaibli les reins de cette monarchie ; l'autorité éparpillée partout n'est réunie nulle part... » C'est toujours à la marquise qu'on devra revenir pour gouverner : « Il est certain qu'il faut à madame de Pompadour un ami en qui elle prenne une entière confiance, et cet ami ne

peut être que vous. Il n'est pas vraisemblable qu'on réussisse à mettre entre elle et vous les petites entraves qu'on a mises entre elle et moi. Nous ne sommes pas gouvernés et nous ne pouvons l'être que par son influence. Je vous le répète, vous seul pouvez, en conduisant madame de Pompadour, conduire le Roi. »

Avec la marquise, il y a déjà quelque fraîcheur. Ni elle, ni le Roi n'ont dit expressément au cardinal qu'il conserverait sa place dans le Conseil. Elle a même répondu à ses effusions qu'une retraite sollicitée est diversement jugée et qu'il doit s'attendre « à la surprise générale, étant comblé des bienfaits du Roi ». Cette phrase inquiète Bernis. Ses ennemis l'accusent d'ingratitude, parce qu'il a remis sa place de secrétaire d'État; le Roi, qui sait ses raisons, a-t-il pu en avoir la pensée? Si le public et l'Europe s'avisait de croire à « un commencement de disgrâce », cette opinion ne serait pas sans nuire aux affaires dont on pourrait le charger dans l'avenir : « Il faut ôter l'idée, écrit-il à la marquise, que j'aie perdu la confiance de mon maître; sans quoi il vaudrait mieux que je me retirasse à Vic-sur-Aisne ou dans ma famille. J'ai la confiance du Parlement et déjà celle de la moitié du Clergé, je puis donc tenir

le royaume en paix ; mais, si l'on veut me charger de cette besogne, il faut soutenir mon crédit et me mettre en état de vivre décemment à la Cour. » En remettant les Affaires étrangères et sa place de conseiller d'État, le cardinal quitte cent treize mille livres de revenu ; il a trois abbayes, mais la meilleure ne rapportera rien avant un an, et, s'il n'en obtient pas une plus honnête, il va manquer de cinquante mille livres au moins pour soutenir la dignité de son nouvel état. Ce n'est pas tout : il a dépensé largement à la Cour, tenu une maison honorable pour le Roi, meublé le Palais-Bourbon et des appartements à Versailles, Compiègne et Fontainebleau ; il doit deux cent mille francs à M. de Montmartel, qui a fait ses avances, et il va lui en devoir cent mille autres pour ses dépenses de cardinal. Il faut bien qu'il supplie le Roi de payer les dettes faites pour son service, car sa famille est pauvre et c'est lui qui la soutient ; les diverses grâces qu'il a reçues étaient justifiées par les circonstances, par les charges immenses de ces trois années. Un tel « tableau » mis sous les yeux de son amie, et qu'elle eût compris à merveille en d'autres temps, a peu de chances aujourd'hui de la trouver bienveillante.

Il en sera de même des mémoires que Bernis adresse au Roi, et dont le franc langage mériterait plus d'audience : « La France risque de perdre toutes ses colonies pour venger la querelle particulière de l'Impératrice. Je persiste à croire, Sire, que le plus grand coup d'État serait de faire la paix cet hiver et d'y faire consentir nos alliés. Où trouvera-t-on les hommes et l'argent nécessaires pour continuer la guerre?... La marine est un corps sans âme. Sans tout culbuter, on peut rendre le mouvement à cette machine engourdie, et j'ose dire que Votre Majesté n'a pas un seul moment à perdre... » Il demande qu'on entoure M. de Massiac, le ministre, « qui est bon homme, mais sans idée, ni imagination » — à Choiseul il a dit « une grosse bête » — et, si on le remplace, ce qui vaudrait mieux, il indique au Roi les mérites divers des hommes qu'on pourrait choisir et la façon d'améliorer les services. M. de Choiseul arrangera tout; mais il faut aller vite : « La chandelle brûle par tous les bouts. »

L'intrigue continuait à ravager la Cour. Avant même d'entrer en fonctions, le nouveau ministre était diffamé et on imputait ces noirceurs à Bernis. Le maréchal de Belle-Isle

lui-même ne savait qu'en penser. On prétendait que le cardinal s'en allait parce qu'il conseillait la paix, tandis que la marquise voulait la guerre. Des femmes cherchaient à les brouiller et colportaient les méchants propos. Le cardinal était obligé de défendre celles qu'il croyait innocentes : « Je ne vois à Paris que deux seules femmes de mon ancienne connaissance; l'une est madame de Chabannes, qui a de l'esprit et qui m'a bien juré qu'elle n'avait jamais tenu un propos qui pût faire tort à mes sentiments pour vous... Pour madame de Forcalquier, je ne la vois qu'au milieu de cinq ou six ministres étrangers; je lui ai recommandé la même chose. » Tout ce bruit ne lui annonçait rien de bon, bien que la marquise consentît à déclarer qu'elle « n'avait jamais douté de son cœur ».

Il écrivait encore, mais non plus « dans le style de leur ancienne amitié » : « J'ai appelé au Conseil tous vos amis. On m'accusait d'ambition et d'ingratitude envers vous; je me suis dépouillé en faveur de vos amis, mais j'ai épuisé ma santé. J'ai empoisonné ma vie par des chagrins qui intéressent mon cœur. Rappelez-vous l'époque où vous avez cessé de me montrer les lettres de M. de Stainville; je vous ai toujours communiqué les

siennes; de ce moment, j'ai cru avoir perdu votre confiance, soyez juste, n'ai-je pas dû le croire? » Elle était bien perdue, en effet, et Choiseul, dès qu'il avait pu le deviner, avait abandonné Bernis à son sort. La marquise envoyait de bonnes paroles, promettait l'arrangement des dettes, un logement au Château; ces démonstrations, qui devaient être les dernières, dupaient le pauvre homme. Le Roi avait encore besoin de le tenir en haleine pour quelques jours, le temps d'obtenir un don gratuit de l'Assemblée du Clergé et d'achever l'accord avec le Parlement, pour enregistrer la création de trois millions six cent mille livres de rentes viagères.

Le duc de Choiseul arrive le 28 novembre, et le cardinal se met aussitôt à sa disposition : « Madame de Pompadour me dit hier que vous resteriez à Paris jusqu'à samedi ou dimanche. Jeudi, j'ai ma fonction pour la barrette et ensuite conseil d'État. Samedi, comité le matin, conseil de dépêches le soir; dimanche, conseil d'État. Vous voyez que je ne puis vous donner que le vendredi; si vous avez besoin de moi, je pourrai vous aller joindre ce jour-là à Paris, à l'heure que vous m'indiquerez, et j'irai chez vous. Je n'ai que depuis hier mon logement au Château, j'y

mets du monde pour m'y établir au plus tôt; je compte y coucher samedi... Je ne vous parle point d'affaires, nous en aurons assez le temps... » Sur ces entrefaites, la *Gazette de France* annonçait : « La santé du cardinal de Bernis, dérangée depuis longtemps, ne lui permet plus de continuer les fonctions pénibles du département des Affaires étrangères. Le Roi a agréé sa démission et a nommé à sa place le duc de Choiseul, ambassadeur à Vienne (sous le nom de comte de Stainville). Le Roi conserve au cardinal de Bernis sa place dans ses conseils, et l'intention de Sa Majesté est que le cardinal assiste dans le plus grand concert avec le duc de Choiseul pour tout ce qui aura rapport aux Affaires étrangères. » Cette rédaction, qui vient du principal intéressé, a fait sourire les initiés et sans doute le Roi lui-même.

Le 30 novembre, c'est à Versailles la remise de la barrette. M. de la Live, introducteur des ambassadeurs, vient prendre dans les carrosses le nouveau cardinal en son hôtel au Palais-Bourbon, ainsi que le camérier du Pape, l'abbé Archinto, qui a apporté le bonnet. Après l'audience du camérier, le Roi est descendu à la Chapelle déjà pleine de monde

et a occupé sa place, près de l'autel, du côté de l'Évangile. A la fin de la messe, le cardinal est entré et s'est agenouillé auprès du priedieu de Sa Majesté. Le bonnet était sur une crédence, du côté de l'Épître; l'abbé Archinto, en chasuble de dentelles, est allé le prendre, et Louis XV, l'ayant reçu dans un bassin de vermeil, l'a posé sur la tête de son ministre. Il est de fort bonne humeur et on lui entend dire : « Je n'ai jamais fait un si beau cardinal. » Après la cérémonie, Son Éminence, ayant été habillée de rouge à la sacristie par le clergé de la Chapelle, monte au cabinet du Roi pour faire son remerciement. Sa personne a fort grand air, et sa harangue toute l'éloquence qu'on attend d'un prélat de l'Académie. Chez la Reine, où le tabouret lui est apporté, un bref du Pape est remis à Sa Majesté. Puis, c'est, à travers le Château, toujours précédé de l'introducteur des Ambassadeurs, l'interminable défilé des audiences, chez monseigneur le Dauphin et chez madame la Dauphine, tous deux fort amis du cardinal, chez monseigneur le duc de Bourgogne, monseigneur le duc de Berry, monseigneur le comte de Provence, monseigneur le comte d'Artois, lequel est encore en son berceau, puis chez Madame Infante et

chez ses sœurs, Mesdames Sophie, Victoire et Louise. La duchesse de Parme montre sa joie sincère, Mesdames leur déférence envers l'Église, et tout Versailles, qui s'est rangé le long du cortège dans les escaliers et les galeries, regarde repartir dans les carrosses le nouveau « cousin du Roi ».

« Monsieur le cardinal, voilà un beau jour ! » a dit quelqu'un à son passage ; mais celui-ci a répondu à mi-voix : « Dites plutôt un bon parapluie. » La bourrasque est proche et Bernis, qui la sent venir, compte trouver un abri dans sa dignité nouvelle. Treize jours encore, et il en connaîtra l'insuffisance.

Le Parlement enregistre le 12 décembre l'édit des rentes ; le lendemain matin, on apporte au cardinal une lettre du Roi. C'est l'heure de ses audiences, et il a dans son cabinet M. de Stahremberg. Il ouvre le pli, achève la conversation avec l'ambassadeur, qui sort sans se douter de rien, et fait dire aux ministres étrangers qu'il s'excuse de ne pas les recevoir. Puis, ayant trié quelques portefeuilles pour y chercher les lettres du Roi, et pris le temps de peser les mots que doit employer un bon sujet, il écrit :

« Sire, je vais exécuter avec le plus grand respect et la plus grande soumission les ordres

de Votre Majesté et me rendre dans le terme prescrit à Vic-sur-Aisne, près de Soissons, où je suis logé. Je n'ai demandé à me démettre de mes Affaires étrangères que parce que je n'ai pas cru pouvoir en supporter le fardeau, que ma santé était altérée et que je n'osais pas répondre à Sa Majesté de mon travail... Dieu a vu le fond de mon cœur; Votre Majesté le verra un jour. Ma seule peine est de Lui avoir déplu; mais ma consolation sera toujours de n'avoir manqué à aucun de mes devoirs envers Elle que par erreur... » Une prière au Roi de « regarder favorablement » ceux des siens qui le servent bien, une autre de permettre à ses neveux et à son beau-frère de le visiter à son abbaye de Vic. Tout est dit; le pli se cache aux armes de la vieille maison vivaroise que somme à présent le chapeau romain; c'est le dernier acte d'un ministre; le cardinal de Bernis a cessé de compter dans l'État.

Sans voir personne que des secrétaires, il quitte son beau Palais-Bourbon pour ce petit château de Vic, où il va vivre dans la solitude. Toutes ses affaires ne sont pas réglées par ce départ brusque, bien au contraire. Il est forcé de s'adresser à madame de Pompadour et à Choiseul, pour régler maint détail de sa

nouvelle existence, le sort de ses neveux, de ses excellents secrétaires, les frais de sa maison; ses obligations envers le camérier du Pape; il espère que plus tard il sera autorisé à recevoir des visites, à écrire quelquefois à Madame Infante. Le traitement qu'il a subi est très dur; il supplie sa Majesté « de retrancher de sa pénitence tout ce qui pourrait le présenter aux yeux du public comme un criminel d'État ». Qu'on ne craigne de lui aucune démarche : il n'écrit qu'à ses parents, à quelques intimes à qui il doit cette honnêteté et aux gens chargés de ses affaires. Ses ennemis, ses faux amis n'auront aucune occasion de lui nuire encore; son désir unique, qui est aussi un devoir, est « d'être justifié dans l'esprit du Roi ». Tout cela est d'un ton fort digne, d'une insistance fière, et d'une telle candeur que la marquise doit se sentir parfois un peu gênée pour répondre à l'honnête ami qu'elle a abusé. Elle le fait pourtant, retrouvant quelque chose de sa bonne grâce, mêlant à des offres de service des assurances de fidélité. Elle tient par-dessus tout à ôter de l'âme de Bernis toute pensée défavorable à Choiseul : non, le duc n'a eu aucune part dans cette disgrâce; c'est l'« aveuglement » de la victime qui a tout fait et le mécontentement

du Roi n'a pas d'autre source. L'exilé s'en explique une fois pour toutes avec son successeur : « Je serais mille fois plus malheureux, si je soupçonnais les personnes en qui j'ai eu le plus de confiance; aussi j'ai écarté dès le premier instant de pareilles idées, et je ne permets pas qu'on les présente. »

Plus tard, lorsqu'il repassera sa vie, il ne pourra pas échapper à certaines coïncidences. Il saura quand madame de Pompadour a commencé à « le prendre en aversion »; sans doute elle n'a pas cru sérieusement qu'il désirât le pouvoir à ses dépens, mais il n'y avait pas de place pour deux hommes à ses côtés. Ayant décidé que Choiseul serait maître absolu au Conseil, il fallait que Bernis le quittât; pour que sa disparition fût complète et définitive, il fallait que le Roi l'exilât, le maltraitât et fût assez dur pour se couper à lui-même les voies du retour. Tel a été le calcul féminin. Choiseul, de son côté, a redouté une influence sur Louis XV, plus ancienne, plus visiblement désintéressée que la sienne. Il représentait le parti de la guerre, qui subordonnait la France aux vues de l'Autriche; ses engagements avec Marie-Thérèse étaient formels et la marquise

n'écoutait que lui. Ne fallait-il pas que l'obstacle principal à leur politique commune fût écarté? N'est-il pas évident que Choiseul s'est fait l'avocat de Vienne dans les lettres que Bernis a cessé de voir, et qu'il a eu sa part dans l'intrigue de sa chute?

Devenu tout-puissant, le duc aura quelques remords envers celui qui fut si confiant, si sincère. Après avoir pallié sa disgrâce auprès de la Cour de Rome, il continuera à lui écrire en ami; il fera de son mieux pour adoucir l'exil; il aidera le cardinal, quand il sera devenu prêtre, à obtenir un évêché, toutefois aussi éloigné que possible de Versailles; il le proposera au Roi en 1769 pour être ambassadeur à Rome. Ce jour-là, de la main qui signa la lettre de cachet de 1758, Louis XV demandera à l'archevêque d'Albi d'accepter cette charge : « Mon cousin, celle-ci sera bien différente de la dernière que je vous ai écrite... Je vous permets aussi de m'écrire et je serai très aise d'avoir un commerce de lettres direct avec vous... Je vous ai rendu toutes mes bontés. Comptez sur moi. » Tel est le ton de cette correspondance royale, qui reprend après dix années et rend au cardinal un rôle digne de lui.

C'est auprès du Saint-Siège que Bernis passe

les dernières années d'une longue vie, ayant appris à ses dépens à se méfier des hommes, mais toujours sensible à l'amitié des femmes, aimé du Pape et familier des princesses romaines, se reprenant à tenir grand état de maison pour l'honneur de la France, fidèle avant tout, comme jadis, à bien servir le Roi. Son ami Choiseul, quand la disgrâce l'aura frappé à son tour, ne finira pas avec autant de sérénité.

CHAPITRE VIII

LE MINISTÈRE DE CHOISEUL

Avec l'élévation du duc de Choiseul s'achève le rôle de madame de Pompadour dans la politique. Ce protégé si passionnément servi va peu à peu l'écarter. Trop fin pour ne pas voiler cette situation sous d'extrêmes égards, le nouveau ministre est trop jaloux lui-même de dominer, pour se contraindre à un partage où il n'aurait pas du pouvoir la part la plus large.

Il a su, dès le premier jour, capter la confiance du Roi. Il ne le doit pas à une amitié que Louis XV ne lui accordera jamais, mais à des qualités d'esprit et de caractère qui lui ouvrent très vite les accès d'une âme ombreuse. Ce travail, que les autres ministres ren-

daient si compliqué ou si chagrin, M. de Choiseul le simplifie par sa vision nette et sa merveilleuse facilité. Il a toujours le dossier clarifié, la solution prête, et, pour clore une affaire épineuse, l'anecdote amusante, le propos gaillard, qui chassent les nuages du front royal. Gai, décidé, hardi, d'humeur toujours égale, il conquiert le Roi, comme il le fait pour tant d'hommes qui viennent à lui, pour tant de femmes qui se donnent. Le maître le sait dévoué au nouveau système politique et, tranquille sur le point essentiel, remet volontiers les rênes à qui sait les tenir avec tant d'aisance.

M. de Choiseul n'encombre point Versailles de sa présence, bien qu'il y tienne chaque jour table ouverte; à Paris l'attire son plaisir, qui lui plaît « comme à vingt ans ». Mais, aux soupers des cabinets, une femme d'intelligence et d'intrigue, la duchesse de Gramont, veille sur les intérêts de son frère. Le Roi n'entend que ses louanges. Fastueux, il n'a point de jaloux et, généreux, peu d'ingrats. Bientôt, sa situation devient prépondérante; tout est accordé à lui et aux siens. A la fortune des Crozat que lui a portée sa femme, il va ajouter d'énormes revenus, ceux de la surintendance des Postes, ceux du baillage de Haguenau, la charge de

colonel-général des Suisses et Grisons ; il joint au ministère de la Guerre celui de la Marine, et, s'il lui plaît de céder pour un temps les Affaires étrangères à son cousin le duc de Praslin, c'est afin de les garder sous sa main qui veut tout tenir.

A madame de Pompadour, il laisse la protection des arts, le ministère des faveurs et des grâces et la joie de voir les solliciteurs encombrer ses antichambres. Encore faut-il, si le cas est d'importance, qu'on n'ait point négligé la sienne. Il y a maintenant à la Cour deux puissances, dont la plus récente grandit sans cesse et attire de préférence les regards des courtisans. Ce sera le désenchantement de la marquise, à la fin de sa vie, et l'épreuve suprême de sa vanité.

Aux premiers temps, rien n'était apparu de ce changement, et madame de Pompadour avait même tiré, du retour de son ami, des satisfactions nouvelles. Le choix fait par le Roi, l'engagement que prit aussitôt Choiseul d'entretenir cent mille hommes en Allemagne, avaient rassuré Marie-Thérèse sur les dispositions de la France. Elle vit le moment venu d'en remercier celle qui avait préparé ces événements avantageux, et commanda

pour elle un riche pupitre, avec le portrait impérial enchâssé dans des brillants. Kaunitz l'annonça par une lettre flatteuse et M. de Stahremberg l'apporta à Versailles : « Le présent, écrivit-il, a été trouvé beau et magnifique, au point que madame de Pompadour s'est plainte de la trop grande richesse, puisque cela la mettait dans la nécessité d'en faire mystère à tout le monde, par crainte des propos que l'on pourrait tenir à ce sujet. Le Roi, qui s'est trouvé avant-hier chez madame de Pompadour, à l'heure où elle m'avait fait prier d'y venir pour me remettre la lettre à Sa Majesté, m'a fait connaître combien il était personnellement sensible à cette marque d'attention que Sa Majesté avait bien voulu lui donner... »

Louis XV avait toujours accepté qu'on sût à Vienne l'extrême intérêt témoigné à l'alliance par cette dame de la maison de la Reine, amie personnelle du chancelier autrichien. Celle-ci, ravie au ciel par tant de témoignages, exprimait sa reconnaissance à Kaunitz avec une exaltation qui fait un peu sourire : « Réunissez, monsieur le comte, tous les sentiments que l'élévation et la sensibilité de votre âme pourront vous inspirer, vous serez encore bien éloigné de sentir ce qui s'est passé dans la mienne, en recevant le portrait de Sa Majesté

Impériale. Je suis comblée de cette marque infinie de bonté. Mon cœur, accoutumé à compter et admirer respectueusement les grâces surnaturelles de l'Impératrice, n'osait se flatter qu'Elle daignât les étendre jusqu'à moi. Il est au-dessus de mes forces de parvenir à exprimer mes sentiments à la plus grande princesse du monde. Suppléez à ma timidité, monsieur le comte, je vous en conjure. Dites ce que vous avez vu à Compiègne de ma façon de penser, dites ce que vous sentiez pour votre adorable maîtresse... »

Où le triomphe était complet, c'était dans l'honneur accordé de remercier de sa main l'Impératrice-Reine : « Madame, m'est-il permis d'espérer que Votre Majesté Impériale daignera recevoir avec bonté mes très humbles remerciements et les expressions de la respectueuse reconnaissance dont je suis animée pour l'incalculable portrait qu'elle m'a fait remettre. S'il ne fallait, Madame, pour mériter ce don précieux, qu'être pénétrée jusqu'au fond de l'âme de l'admiration pleine d'enthousiasme qu'inspirent les grâces séduisantes et les vertus héroïques de Votre Majesté Impériale, personne, sans exception, n'en serait plus digne que moi. J'ose ajouter qu'il n'est point de sujet de Votre Majesté Impé-

riale, qui rende un hommage plus sincère à ses rares et sublimes qualités. Vous êtes accoutumée, Madame, à voir dans tous ceux qui ont le bonheur de vous approcher, les sentiments que j'ai l'honneur de vous exprimer; mais, j'espère que Votre Majesté Impériale daignera distinguer les miens, et les regarder comme une suite du très profond respect, avec lequel je suis, — Madame, — de Votre Majesté Impériale — très humble et très obéissante servante. — *Jeanne de Pompadour.* »

Cette lettre, dont Choiseul vérifia les termes et dont le Roi autorisa l'envoi, le 28 janvier 1759, est la seule que madame de Pompadour ait écrite à Marie-Thérèse. Aucune correspondance ne s'établira, et c'est le roi de Prusse qui fera croire aux naïfs que la fière reine de Hongrie écrivait à la dame en la traitant de « cousine ».

Frédéric II tient toujours à faire croire que cette guerre a été déchaînée par madame de Pompadour et qu'elle ne continue que par elle. Au reste, il s'amuse énormément à proclamer que trois cotillons veulent sa perte, et, aux souveraines de Vienne et de Pétersbourg, adjoint pour les rabaisser la « caillette » qui règne à Versailles. Après l'invention du « cousinage », voici une fausse

lettre de madame de Pompadour qui fait le tour de l'Europe : « Ma belle Reine, les choses gracieuses qu'il plaît à Votre Majesté de m'écrire sont d'un prix inestimable... Voudriez-vous que j'approchasse en tremblant de l'incomparable princesse qui m'honore du nom de « sa bonne amie »?... Ayez quelque indulgence pour l'amour; tolérez-le... Mettez-moi par cette tolérance en état de vous rendre mes hommages sans appréhension et sans crainte, trop heureuse, ma belle Reine, si je peux vous réconcilier aussi aisément avec ma Déesse, avec Vénus, que je vous ai réconciliée avec ma nation ! »

Par cette facétie écrite au camp sur le tambour, le roi de Prusse se croit une fois de plus le meilleur disciple de Voltaire, et, comme fait le maître, ne manque pas de confier sa prose aux presses de Hollande. Le secrétaire à La Haye, qui a veillé avec précaution sur l'impression clandestine, reçoit des instructions pour répandre les brochures dans les petits États d'Allemagne. Mais l'auteur veut savoir surtout, écrit-il le 13 mars, « s'il pourra en entrer bon nombre en France et si la chose saura être si bien dirigée qu'il en vînt un exemplaire en mains mêmes de madame de Pompadour ».

Peu après cette distribution si bien réglée, Voltaire, qui a repris de Ferney le commerce épistolaire avec son grand homme, reçoit un volumineux envoi de Berlin. Parmi des vers et de la prose qu'on lui mande à corriger, est glissée une ode contre la France, très violente mais nullement mal tournée, où Louis XV, « cet esclave », « ce Céladon », « jouet de la Pompadour », a le couplet le plus outrageant. Voltaire se voit dans une fâcheuse affaire; le paquet lui est arrivé décacheté; on sait ou l'on peut savoir que la pièce a passé par ses mains; déjà suspect, il sera accusé d'y avoir participé. Il prend les devants auprès d'un ministre qui connaît ses sentiments français et peut en témoigner avec autorité. Le duc de Choiseul reçoit le poème avec une lettre fort indignée, dont il porte l'écho en haut lieu : « J'ai fait connaître au Roi, répond-il, la façon dont vous vous êtes conduit, à l'occasion de la pièce de vers du roi de Prusse; mais je n'ai pas mis sous les yeux de Sa Majesté cette pièce. Je crois qu'il est inutile que les rois connaissent qu'ils ont des confrères assez petits et assez indécents pour faire d'aussi mauvais vers. »

Ce fut la rentrée en scène d'un vieil ami de la marquise. Toujours ambitieux de sortir des

coulisses politiques, pour tenir un rôle sur le théâtre, et se sentant capable d'y réussir, Voltaire avait si bien retrouvé la faveur de madame de Pompadour, qu'elle approuva chaudement Choiseul d'accepter ses offres de service. L'écrivain proposait d'utiliser sa correspondance avec le roi de Prusse, afin de connaître ses dispositions et de lui faire passer, au besoin, sans découvrir Versailles, des indications pour le règlement séparé des affaires continentales, que les succès ininterrompus de l'Angleterre obligeaient à envisager. L'idée était bonne; mais les visées de cette entremise, dont un paquet de lettres nous est resté, n'échappèrent point à la perspicacité de Frédéric. Il y vit l'occasion de faire lire à ses ennemis des injures directes et de les abreuver de sarcasmes : « Ces filous qui me font la guerre..., ces polissons verront qu'ils ont abusé de mes bonnes dispositions, et nous ne signerons la paix, que le roi d'Angleterre à Paris, et moi, à Vienne... Mandez cette nouvelle à votre petit duc; il en pourra faire une gentille épigramme. On m'a mis en colère; j'ai rassemblé toutes mes forces, et tous ces drôles, qui faisaient les impertinents, apprendront à qui ils se sont joués... » Traité de « fol » et d' « inconséquent », Choiseul

riposte par la même voie : « Je vous prie de mander à votre Luc (Frédéric II) et réellement vous me ferez plaisir de le lui écrire, que nous méprisons autant ses injures grossières que ses promesses et ses projets... Il me paraît, par la lettre de Luc, qu'il y a des Gascons sur le petit trône de Berlin comme sur les bords de la Garonne... » C'est « un charlatan », un « don Quichotte ivre », qui mérite d'être châtié. Mais Frédéric, à son tour, méprise ces aménités, car il sait que le Canada succombe et que, sur les océans, les flottes du roi George font les trois quarts de sa besogne.

D'être mêlé à ces graves affaires, « l'ermite » de Ferney gagne d'assister une fois de plus au spectacle toujours savoureux des petites gens des grands, et d'être assuré du retour d'une ancienne amitié : « Madame de Pompadour, lui écrit Choiseul, me charge de vous dire mille choses de sa part » ; « madame de Pompadour vous aime de tout son cœur ; elle le dit sans cesse ». Il obtint encore de faire lire par la marquise le manuscrit de la tragédie de *Tancrède*, qui séjourna dans le tiroir du ministre, « comme un secret d'État », avant de passer « dans les belles mains de son amie ». « J'espère, disait Choiseul, que nous trouverons le temps de la

lire ensemble. » Il fit mieux, en obtenant pour le poète la faveur de dédier sa pièce à madame de Pompadour. Le texte de la dédicace fut communiqué et approuvé par ses soins avant le succès de *Tancrède* à la Comédie Française, et la marquise y put savourer des éloges qui étaient à peine des flatteries :

« Madame, écrivait Voltaire, j'ai vu dès votre enfance les grâces et les talents se développer; j'ai reçu de vous, dans tous les temps, des témoignages d'une bonté sans égale... J'ose vous remercier publiquement du bien que vous avez fait à un très grand nombre de véritables gens de lettres, de grands artistes, d'hommes de mérite en plus d'un genre... Vous avez fait du bien avec discernement, parce que vous avez jugé par vous-même; aussi je n'ai connu ni aucun homme de lettres, ni aucune personne sans prévention, qui ne rendît justice à votre caractère, non seulement en public, mais dans les conversations particulières, où l'on blâme beaucoup plus qu'on ne loue. Croyez, Madame, que c'est quelque chose que le suffrage de ceux qui savent penser. »

La guerre dangereuse est avec l'Angleterre. Celle qui traîne en Allemagne épuise les

forces qu'il faudrait réserver à la mer et à la défense des colonies. Le Canada surtout, où une poignée de Français se défend avec héroïsme, exige des secours que le Roi ne peut plus lui envoyer. Madame de Pompadour montre pour nos possessions en péril un intérêt passionné. En ceci, Versailles voit plus clair que Paris, où domine le point de vue léger dont Voltaire est l'interprète. En Angleterre même, sauf autour de Pitt, règne semblable ignorance : un officier anglais écrit à Bougainville, son ami, alors aide de camp de Montcalm : « La paix me serait aussi agréable qu'à vous, et le plus tôt le meilleur. Je suis du même opinion (*sic*) que Voltaire dans *Candide*, que nous faisons la guerre pour quelques arpents de neige dans ce pays. » La marquise, mieux inspirée que la noblesse du Royaume-Uni, allait prouver qu'elle ne dédaignait pas ces « arpents de neige », en souscrivant un million sur sa fortune privée pour la défense du Canada.

Dès 1757, elle participait à l'armement de vaisseaux de course qui s'appelaient alors : le *Louis le Bienaimé*, le *Maréchal de Richelieu*, le *D'Aiguillon*, le *Machault*, et le *Comte d'Argenson*. De combien d'autres elle a possédé des actions, l'inventaire de sa succession

le révèle, avec le nom souvent pittoresque de nos corsaires : le *Soleil royal*, l'*Américain*, la *Légion*, la *Diane*, la *Levrette*, l'*Amiral*, l'*Héroïne*, le *Chevalier*, la *Gloire*, le *Mars*, la *Belle Française*, la *Basquaise*, la *Rose*, la *Représaille*, la *Gentille*, le *Constant*; on trouve même la *Comtesse de Gramont* et le *Marquis de Marigny*; tout cela resté inachevé dans les arsenaux, pris ou coulé par les quatre cents vaisseaux d'Angleterre qui tiennent la mer.

Lorsque les fleurs de lis auront cessé de flotter sur le Saint-Laurent, la convention d'évacuation signée, il faudra éviter que le désastre décourage l'opinion. Choiseul se permettra d'écrire à Voltaire : « J'ai appris que nous avons perdu Montréal et, par conséquent, tout le Canada; si vous comptiez sur nous pour les fourrures de cet hiver, je vous avertis que c'est en Angleterre qu'il faut vous adresser. » Ne nous y trompons pas : malgré ce ton dégagé, le ministre ressent une déception cruelle; mais, sous la plume de la marquise, qui a moins d'esprit, des paroles aussi légères ne se rencontreraient pas.

Elle ne songe alors qu'à reprendre Belle-Isle aux Anglais, se passionne pour un plan

du duc d'Aiguillon et le sert de tout son pouvoir : « Il n'y a pas eu un moment de perdu, écrit-elle au commandant de Bretagne. M. Berryer [ministre de la Marine] s'est prêté à tout ce qu'il a pu. Je me flatte que le vainqueur de Saint-Cast le sera encore de Belle-Isle. Quelle gloire pour lui et pour la nation ! Je n'ai pas besoin de vous la faire envisager, puisque vous l'avez imaginé. Je n'ai donc que des vœux à faire ; ils sont bien vifs et bien sincères ; mais je n'ai jamais été si affligée d'être une femme que dans ce moment... »

Il était naturel qu'elle donnât l'exemple, quand Louis XV a demandé de porter à la Monnaie, comme aux mauvais jours de Louis XIV, l'argenterie et les bijoux. La Cour a obéi ; princes du sang et ministres ont fait le sacrifice généreusement, et le beau monde s'est pressé, pendant plusieurs jours, à la porte Saint-Bernard, pour faire chez le marchand de faïence sa provision de vaisselle. S'y montrer était de bonne recommandation auprès du Roi, comme, en des temps plus fortunés, d'acheter à l'exposition de Versailles les produits de la manufacture de Sèvres. Mais ces démonstrations ne remplissent guère le Trésor ; et les côtes sont

ravagées, le commerce maritime anéanti; à chaque instant, les équipages restent impayés. C'est en de telles circonstances que la marine prête aux services en détresse l'appui de son influence et de ses démarches.

Lorsque le ministre ne peut plus faire fond sur la caisse du Contrôle, elle sait le tirer d'embarras, utiliser son influence, ses bonnes relations avec Beaujon, banquier de la Cour, ami des arts comme elle et qui jadis l'a intéressée à ses spéculations. Aux heures difficiles de la guerre, elle a écrit plus d'une fois, un jour d'extrême urgence, des billets tels que celui-ci adressé au contrôleur général Bertin : « M. Berryer vient de m'amener M. Beaujon. Il est disposé à donner à la Marine un million d'extraordinaire, sinon l'événement si nécessaire manquera. Il ne s'agit que d'arrangements à prendre avec vous. Je suis bien sûre que vous ferez tout ce qui vous sera possible pour la nécessité d'une affaire si importante. Envoyez, je vous prie, chercher Beaujon promptement. »

D'autres fois et trop fréquentes, elle rencontrait des résistances chez ceux qui auraient dû la seconder, et sa déception se traduisait en mots indignés. C'est encore au contrôleur général que va cette lettre, bien instructive :

« Il est trop malheureux, Monsieur, d'être attaché au Roi et au bien de son service, quand toutes les personnes qui doivent y concourir ne pensent pas comme elles le doivent. Je suis bien dans la plus grande joie de voir les affaires arrangées à votre satisfaction et à celle de tous les honnêtes gens; je vois ce matin M. Rollin qui me promet l'arrangement pour la Marine; enfin je crois partir tranquille et pouvoir dire au Roi que tout est fini. Point du tout. Ce que vous avez déterminé au Comité n'a pas lieu; M. de Montmartel non seulement retranche les 15 millions convenus pour octobre, mais encore 20 pour la solde du dernier quartier, ce qui fera 35, 5 aux Affaires étrangères, 4 à la Maison [du Roi] et Finance, ce qui fera 44. Où les prendrez-vous? Je vous avoue que je suis outrée de douleur de voir le Roi aussi indignement servi; il faut que M. de Montmartel soit premier ministre ou qu'il s'en aille chez lui, s'il ne veut pas servir le Roi comme il le peut et comme il le doit par cent mille raisons! Je ne peux vous dire à quel point je suis affectée. Vous l'êtes sûrement autant que moi, parce que vous désirez le bien. Mandez-moi, je vous prie, des nouvelles consolantes à cet égard. Je les attends avec la plus vive impatience. »

L'homme de confiance des dernières années, le ministre sur qui s'appuya la marquise, fut ce Bertin, d'abord lieutenant général de police, puis contrôleur général. C'était un caractère sans éclat, mais solide, qui plaisait à Louis XV, « par la bonhomie dans ses idées et ses discours au Conseil » ; elle le reposait des brillantes improvisations de Choiseul. Les deux ministres au tempérament si contraire avaient mille occasions de froissement aux frontières de leur département, et apportaient dans le cabinet même de la marquise des vues financières opposées. Sa diplomatie féminine avait souvent à mettre d'accord le vif génie de l'un et l'esprit mesuré de l'autre. Choiseul comptait bien user un honnête homme, qu'il prétendait médiocre, et le « culbuter », comme il avait fait Bernis. La reconnaissance de la marquise et, après elle, celle du Roi, gardèrent en place ce fidèle serviteur, qui maintint les finances royales en des moments critiques.

C'est Bertin qui eut à débattre avec le Parlement l'enregistrement des édits fiscaux de 1761, indispensables à la guerre et âprement marchandés par les magistrats. Les billets de la marquise se pressent chez le contrôleur général ; elle est anxieuse de nouvelles, lui

dit-elle, « sur l'arrangement que vous m'avez dit être *le salut de l'État*... J'irai dimanche coucher à Paris pour vous voir lundi matin. Je vous prie de vous donner la peine de passer chez moi dans la matinée. Je veux me flatter que l'affaire sera en meilleur état, et que tout sentiment de citoyen n'est pas détruit... » Quelques jours après, une transaction acceptée par le contrôleur général est rejetée par les parlementaires; toute la négociation est à reprendre, et la marquise éclate en violence :

« La probité est souvent dupe; c'est ce qui vous arrive, monsieur, dans ce moment. Je vous l'avais prédit, parce que seize ans de ce pays-ci en valent cent d'expérience. Ils vous traîneront jusqu'à l'affaire des Jésuites et de Besançon, pour vous refuser tout, si vous ne faites pas leur volonté. Cela s'appelle d'indignes citoyens et beaucoup plus ennemis de l'État que le roi de Prusse et les Anglais. Si la paix ne se fait pas ou qu'elle soit mauvaise, c'est à eux seuls qu'il s'en faut prendre, et je voudrais que tout l'univers fût instruit de cette vérité... Je suis indignée à un point inexprimable du rôle que vous jouez auprès de ces plébéiens. Le contrôleur général du roi de France n'est pas fait pour cela, et en particulier pour vous, monsieur, je suis très piquée. »

Ces « plébéiens », comme dit Louis XV, qui s'arrogent le droit de représenter la nation et ne sont que des privilégiés ambitieux de la gouverner, veulent avoir l'air de servir ses intérêts et de les défendre contre le pouvoir. Parmi les conditions posées à la Cour, ils entendent soumettre à un examen régulier ces dépenses ignorées et toujours croissantes qu'autorisent les bons ou acquis du comptant sous une simple signature du Roi. Le projet est chimérique, irréalisable sans une refonte complète du système financier de la France, et surtout conçu pour rendre le Parlement populaire. Cependant le principe est juste, car il est temps d'enrayer d'énormes abus couverts par la prérogative royale. Mais cette prérogative est un dogme pour la marquise; elle ne peut comprendre, chez des sujets, tant d'insolence, et griffonne pour Bertin ce billet irrité :

« Oh ! pour la petite proposition de rendre compte, je n'y tiens pas ; et je ne peux concevoir comment vous avez eu la patience de ne leur point cracher au visage. Le Roi a lu votre lettre. Il faut donc attendre patiemment le résultat de ces charnants (*sic*). L'horreur ! Enfin, je me tais ; mais je n'en pense pas moins ; je suis comme le perroquet de ce monsieur. Bonsoir, contrôleur à moi. »

Cette colère, qui se contient à peine et se masque d'une allusion au *Vert-Vert* de Gresset, accuse avant tout l'offense faite au souverain ; mais la marquise peut se sentir elle-même directement visée. Lui faudra-t-il justifier devant les robins les libéralités du Roi, fournir les actes d'achat de ses terres et de ses maisons, les mémoires de ses tapissiers, de ses peintres, de ses ébénistes, de ses ciseleurs ? Se figure-t-on que le Trésor paye tout cela, et, pour le peu qu'il en paye, souffrira-t-elle l'injure d'être « contrôlée » ?

Cependant, elle a chaque matin des lettres d'outrage ou des menaces de mort. La rue même est déchaînée contre elle ; elle n'ose, à certains jours, risquer son carrosse au faubourg Saint-Honoré, où est son bel hôtel parisien ; et, si elle va visiter son château de Ménars, la province l'insultera de ce quatrain sur un nouveau pont de la Loire, où elle va passer et dont la solidité avait paru douteuse :

Cet architecte est bien vengé ;
Reconnaissez votre ignorance :
Son pont hardi a supporté
Le plus lourd fardeau de la France !

Le peuple de France nourrit, comme il fait souvent, des griefs imaginaires. Il suit

aveuglement des animosités qui lui sont suggérées, et accable de sa haine une femme, meilleure que bien d'autres de son rang, qui ne gaspille ni ne thésaurise, et dont les dépenses, qu'on exagère, sont presque toujours au service intelligent des arts et des belles initiatives nationales.

Une seule fois, madame de Pompadour fut de cœur avec les Parlements ; encore eut-elle soin de ne le point laisser paraître. L'affaire des Jésuites, qui allait servir aux magistrats pour peser sur la Cour, ne pouvait la laisser indifférente. Elle s'est réjouie de voir à leur tour dans l'embarras les prêtres inflexibles qui avaient voulu l'y mettre ; et sans doute a-t-elle été instruite, dès le premier jour, du complot qui se tramait pour les détruire.

Ces hommes réputés si habiles, et dangereux pour leur habileté, venaient de se montrer d'une singulière maladresse. Un des leurs, le P. de La Valette, qui faisait du négoce à la Martinique, a perdu cinq bateaux chargés de ses marchandises qui ont été pris par les Anglais ; il s'en est suivi une banqueroute de plus de deux millions. La Compagnie aurait dû désintéresser aussitôt les créanciers pour étouffer le scandale ; préférant accepter le

procès, elle pourrait le plaider devant le Grand Conseil, juridiction accessible aux influences de la Cour. Elle choisit, au contraire, celle du Parlement de Paris, sans voir que, dans cette forteresse du Jansénisme, elle ne va rencontrer que des juges prévenus et des haines invétérées. On y est bien décidé, en effet, à lui faire payer, dès l'occasion toujours guettée, l'acharnement dont naguère le P. Le Tellier accabla Port-Royal.

Le moment semblait favorable. La vieille accusation d'enseigner le régicide reparaisait partout; l'assassinat du roi, au Portugal, faisait persécuter les Jésuites; l'Espagne, en les expulsant à son tour, allait montrer le peu de force de la puissance occulte qu'on leur prêtait. En France, le clergé leur savait mauvais gré d'échapper à l'autorité épiscopale; la prospérité de leurs collèges, les succès de leurs prédicateurs, multipliaient les jaloux. L'opinion était préparée à accueillir tous les griefs, vrais ou faux, dont l'énorme dossier grossissait depuis deux siècles. On voulait une partie décisive. Au Palais, Messieurs ne s'abordaient plus qu'en disant : « Eux ou nous ! » Et le public sentait qu'ils tenaient une proie.

Le procès du P. de La Valette se clôt par une condamnation; mais, entre temps, une

nouvelle affaire a surgi. Le 27 avril 1761, les chambres se trouvant assemblées, l'abbé Chauvelin se lève parmi les robes rouges, et chacun sait que ce conseiller-clerc a passé sa vie à se documenter contre la Compagnie. Il en dénonce les constitutions comme contraires, en plusieurs points, « au bon ordre, à la discipline de l'Église et aux maximes du royaume ». Aussitôt, un premier arrêt est rendu ; il enjoint aux supérieurs des maisons de Paris de produire les constitutions dans les trois jours. Dès le lendemain matin, déférant à l'arrêt, le procureur de la province de France se rend au greffe et y dépose l'exemplaire exigé.

Cet empressement complique les choses. L'affaire ainsi engagée, il devient difficile au Roi de l'évoquer devant son Conseil ; et il s'irrite contre ceux qu'il voudrait servir : « Ils m'ont lié les mains », s'écrie-t-il. Tous ses essais, désormais, pour sauver des religieux qu'il sait bienfaisants dans l'Etat, seront découragés par ce mauvais départ. Au reste, les lois du royaume sont en faveur du Parlement et justifient ses droits en la matière. La procédure va se dérouler, réglée d'avance, impitoyable et tragique ; et Louis XV accepte les arrêts successifs, qui ferment les collèges et les noviciats, mettent les maisons des Jésuites

sous scellés, leur défendent d'habiter à deux, en attendant la sécularisation sous serment et l'extinction finale.

Peut-on découvrir, sur les initiatives des magistrats ou sur certains actes hésitants de Louis XV, une influence de la marquise? Les « molinistes » la dénoncent violemment avec Choiseul, qui ne paraît s'être départi que bien tard, et sur des attaques répétées, d'une neutralité dédaigneuse. Sur madame de Pompadour, les anecdotes courent la ville; les racontars affluent; en réalité, elle reste impénétrable, et le cabinet de laque, s'il a reçu des secrets, les a gardés exactement. Pourquoi prendrait-elle parti? Ses confidents, Bertin, Berryer, sont contre les Jésuites; elle-même ne leur veut aucun bien; mais, son cher prince de Soubise les porte en son cœur, et sera presque seul à les défendre, avec le Dauphin, dans le Conseil du Roi. Enfin, ils ont pour eux toute la famille royale, qu'elle a toujours ménagée.

Les quatre Mesdames, très attachées à leurs confesseurs, n'ont pas manqué de solliciter à mainte reprise l'intervention du Roi. On assure que l'une d'elles l'a fait à genoux. La Dauphine Marie-Josèphe, en sa qualité d'étrangère, bien qu'elle gémissse de « ces horreurs »,

a montré plus de discrétion, et le Roi lui sait gré de ne pas l'importuner. La Reine, qui ne se mêle jamais des affaires, sort de son effacement pour supplier M. de Choiseul de sauver les Pères : « Il faudrait un miracle », dit-il. — « Faites ce miracle et vous serez mon saint ! » implore la bonne princesse. On est souvent en prières dans les cabinets de Versailles ; les jours où il y a au Conseil une mauvaise décision, la Reine ne peut pas souper et ne dort pas de la nuit.

Le cardinal de Luynes, d'autres prélats intercèdent auprès de Louis XV. Le Dauphin a pris les Jésuites sous sa protection. Ses lettres intimes font bien juger du défenseur et de ses clients. Dépeint comme un bigot par les philosophes et tenu pour tel chez la marquise, c'est un prince sage, de religion instruite, doué d'un sens profond du devoir royal, s'intéressant aux nouveautés du bien public, lisant même l'*Émile* avec profit. Des intriguants du clan dévot, un La Vauguyon sans scrupule, gouverneur de ses enfants, l'ont brouillé avec Choiseul, ce qui est fâcheux pour lui, car d'un mot, d'un silence, le ministre peut lui nuire auprès de son père. Il correspond sur l'affaire avec l'évêque de Verdun, M. de Nicolaï, et voit en secret l'archevêque

de Paris. Quand il formulera son avis au débat suprême du Conseil, il s'étonnera avec fermeté « que, dans une affaire d'État, la magistrature se soit arrogé l'initiative sur le chef suprême de l'État »; il déclarera que, « ni en honneur, ni en conscience, il ne peut opiner pour l'extinction d'une société d'hommes précieux, aussi utiles au maintien de la religion parmi nous qu'à l'éducation de la jeunesse ». Cette attitude de son fils indispose le Roi; il le croit souhaité sur le trône par tout un parti, et cette idée est aussi insupportable au souverain que les exhortations enflammées dont le terrible Beaumont s'obstine à inquiéter la conscience royale.

Si Louis XV écoutait l'opinion, il l'entendrait presque entière contre les Jésuites. L'assemblée des évêques a présenté leur défense, mais sans unanimité. Rousseau, qui ne leur doit rien, veut bien saluer ces « opprimés » de sa plume; mais Voltaire, qu'ils ont instruit, les paye d'ingratitude. Il est vrai qu'il propose, en honnête conciliation, « d'étrangler le dernier Jésuite avec les boyaux du dernier Janséniste », et cette jovialité, écrite à Helvétius, réjouit les convives de sa table.

Parmi tant de mouvements divers, l'intérêt de la marquise n'est pas de se décider, mais

de suivre la pensée du Roi. Le seul propos authentique qu'on ait d'elle est un avis qu'il lui a demandé : « Je crois, dit-elle, que les Jésuites sont d'honnêtes gens; mais il n'est pas possible que le Roi leur sacrifie son Parlement, au moment où il lui est aussi nécessaire. » Telle est, en effet, la clé de cette situation; madame de Pompadour la voyait comme Choiseul. Celui-ci n'avait même contre les Pères aucune raison d'animosité; mais il lui fallait absolument un accord sérieux et solide avec les Parlements, en ces années de défense du royaume rendue si difficile par l'état du Trésor. Les Jésuites français, abandonnés au Jansénisme par le pouvoir, apparaissent ainsi comme des victimes inattendues de la guerre de Sept ans.

CHAPITRE IX

LA FIN

Drouais peint pour la marquise le dernier portrait qu'on aura d'elle. Ce n'est plus le délicieux modèle de Boucher, toujours chargé de perles, né pour plaire et pour se parer ; ce n'est plus la reine des arts, que La Tour voit parmi ses estampes et ses tomes de l'*Encyclopédie*. C'est une dame sans éclat, avec un peu d'embonpoint, dans un intérieur où tout parle de travail et de sagesse. Elle est assise à son métier de broderie, en robe à fins ramages, piquant, tout en causant, l'aiguille dans le satin. Derrière elle, dressée sur un tabouret, Bébé, sa barbette noire, la regarde, les pattes sur le montant d'acajou. La marquise a quarante et un ans ; la précocité usure

de sa vie apparaît à peine; seul, le menton alourdit le visage, qui garde sa distinction bourgeoise, encadré d'une fanchon de dentelle blanche. Son regard direct dit bon sens et décision; les yeux, qui ne vieillissent pas, restent curieux et vifs. Telle se montre madame de Pompadour, en ses audiences comme en son privé; telle l'admirent encore les ministres, les ambassadeurs, et tous les sollicitateurs, qui jusqu'à la fin ont recours à elle. On ne peut guère rêver image plus sérieuse et plus apaisée.

Quel secret défend ce visage? quels orages derrière ce voile de sérénité? quelles désillusions, quelles amertumes, dans cette existence qui semble triomphante et qui n'a jamais été si dévorée? Une femme va nous le dire, témoin lucide et apitoyé. Madame de la Ferté-Imbault, qui a connu la marquise avant ses grandeurs, alors qu'elle était encore madame d'Étiolles, est allée la voir à Versailles dans l'hiver de 1764, pour la remercier du retour à la Cour du cardinal de Bernis. Devant cette très ancienne amie, le masque est un instant tombé :

« Je la trouvai belle et grave, ayant l'air de se bien porter, bien que se plaignant de ne pas dormir, de digérer mal et d'étouffer

chaque fois qu'elle montait un escalier. Elle commença par me dire que j'étais sans doute contente d'elle, puisqu'elle avait fait revenir mon ami d'une façon aussi brillante. Elle ajouta, au reste, qu'il s'était toujours conduit en honnête homme, mais que les malheurs publics l'avaient rendu si sombre et si triste, qu'il donnait au Roi et à elle-même des crispations de nerfs... Elle se mit ensuite à me dire, avec autant de chaleur et d'expression qu'une comédienne qui joue bien son rôle, à quel point elle était affectée par le déplorable état du royaume, la rébellion du Parlement, et par ce qui se passe là-haut (en me montrant du doigt, avec des larmes dans les yeux, l'appartement du Roi). Elle assura que c'était une grande marque d'attachement qu'elle donnait au Roi de rester auprès de lui, qu'elle serait mille fois plus heureuse de vivre seule et tranquille à Ménars, mais que le Roi ne saurait plus que faire si elle le quittait ; et, en m'ouvrant ainsi son cœur, qu'elle ne pouvait, me dit-elle, ouvrir à personne, elle devint, pour me peindre ses tourments, d'une éloquence et d'une énergie que je ne lui avais jamais vues... Bref, elle me parut folle et enragée, et je n'ai jamais ouï de plus beau sermon pour prouver les malheurs atta-

chés à l'ambition; et, en même temps, je la vis tour à tour si misérable, si insolente, si violemment agitée, et si embarrassée de sa suprême puissance, que je sortis de chez elle, après une heure de cette conversation, l'imagination frappée qu'il ne lui restait plus d'autre asile que la mort. »

Ainsi, après vingt années d'illusoire triomphe, cette femme luttait encore et gardait l'anxiété du lendemain. Elle épuisait ses nerfs et sa santé surmenée, à fixer un destin fuyant et une âme toujours décevante. Sa dernière inquiétude avait été mademoiselle de Romans, pour qui l'attachement du Roi s'était prolongé. Né hors de la Cour, le péril n'y avait point pénétré; mais il pouvait y renaître et ruiner, en un instant, l'édifice de toute une vie. Quand madame de Pompadour avoue sa lassitude, ses dégoûts, son état de misère, on peut l'en croire : elle ne ment plus à personne, ni à elle-même.

L'événement de Versailles, au mois de janvier 1764, est la visite du cardinal de Bernis, qu'on n'y a pas vu depuis cinq ans. Le Roi se montre affable et la famille royale lui fait fête. Deux grands deuils depuis son départ l'ont attristée. Dans le cabinet doré

de Madame Adélaïde, que Verberckt vient d'orner de triomphantes boiseries, comme dans le grand salon commun de Mesdames au-dessous de celui de la Guerre, il n'est question que d'un triste sujet, la perte de Madame Infante, dont ses sœurs ont recueilli le dernier soupir. Bernis s'afflige de ne plus retrouver à la Cour une telle amitié. Les princesses lui rappellent aussi le petit duc de Bourgogne, mort à dix ans, l'aîné des fils du Dauphin, le plus aimable, le mieux doué; ni Berry, ni Provence, ni Artois ne le vaudront. Madame la Dauphine avoue au cardinal qu'elle ne se consolera pas.

En sortant de chez Mesdames, il va voir madame de Pompadour. Rien n'est changé du cadre d'autrefois. Le feu familial flambe entre les bergères de Beauvais; des livres traînent sur les guéridons; les serres de Bellevue et de l'Ermitage ont garni les grands vases de chine; le carlin jappe autour du manteau rouge; et la maîtresse du logis est aussi à l'aise que si aucun nuage n'avait passé entre eux. C'est tout l'art féminin d'abolir ce qui doit gêner, en n'y pensant plus.

Il semble que leur dernier entretien soit de la veille. Pourtant, depuis cinq ans, que de mécomptes dans les grands projets! Aucun des

espoirs de l'alliance ne s'est réalisé. Comment ne pas parler du traité de paix signé à Paris, il y a un an? La marquise avoue ses déceptions de gloire... « Cette paix, ni heureuse, ni bonne, il fallait la faire; le Roi disait que, une année plus tard, elle serait pire. (Bernis ne peut s'empêcher de penser qu'on l'eût faite, de son temps, beaucoup meilleure.) Notre frontière ne s'est pas élargie, et l'Infant n'est pas à Bruxelles; mais la chose nous intéressait moins depuis la mort de Madame Infante. Pour ravoir Belle-Isle, il a fallu rendre Minorque. Le Canada, les îles du Saint-Laurent, voilà un beau butin pour les Anglais; mais nous gardons nos riches Antilles, Bourbon, l'Île de France et, en Afrique comme aux Indes, des comptoirs suffisants pour commercer. C'est encore un bel empire. Le Roi est persuadé, d'ailleurs, que les possessions du roi d'Angleterre en Amérique ne lui resteront pas; ce sera notre revanche, et nos mesures sont prises pour avoir, à ce moment, la puissante marine qui nous a manqué. M. de Choiseul n'a fait les accords avec l'Espagne que pour cela. Et n'est-ce pas un autre grand dessein du Roi, enfin réalisé, que ce pacte de famille de la Maison de Bourbon?... »

« Le cardinal sait-il la brouille de la marquise

avec Montmartel? C'était un ami de toute la vie; mais pouvait-elle continuer à voir un homme si âpre dans les affaires d'argent au détriment du service du Roi?... Les finances sont toujours le grand souci. Heureusement on dit merveille du nouveau contrôleur-général. Ce M. de Laverdy est homme de ressources, et si modeste! La marquise raconte qu'elle lui a envoyé le portrait de Sully sur une tabatière, avec un quatrain le priant d'y reconnaître sa ressemblance. On est allé le chercher au Parlement; il était un des quatre enquêteurs pour la suppression des Jésuites, et la Cour a eu à se louer de sa conduite.

» Les Jésuites! Le cardinal les plaint; mais, qu'ils ont été mal avisés! Avec quelques concessions faites à temps, ils auraient mis tout le clergé de leur côté. Du reste, l'arrêt a ménagé les personnes; la Reine a gardé ses confesseurs polonais, et le P. de Sacy vieillit en paix au palais Soubise, auprès du bon maréchal. Demain, peut-être, leur sort sera plus dur... En attendant, l'archevêque est toujours intraitable. Le Roi, confie la marquise, ne le supportera plus bien longtemps; on l'enverra écrire ses mandements à trente lieues de Paris.

» Puisqu'on parle de mitre, un bel arche-

vêché ne conviendrait-il pas à Son Eminence? Justement, un prélat de sa connaissance, le frère de M. de Choiseul, souhaite échanger son siège d'Albi pour se rapprocher de la Cour. Madame de Pompadour y pensera; elle pense toujours à ceux qu'elle aime... » Encore quelques lamentations sur leur faible santé, sur l'œil malade de la marquise, qui l'empêche d'écrire, — et deux vieux amis se séparent, qui ne se reverront plus.

La Cour fut à Choisy au mois de février; on vit fort peu madame de Pompadour, à qui ce séjour d'hiver rappelait assez tristement le bel automne du retour de Fontenoy. Elle vivait retirée, lisant peu à cause de sa vue, écrivant à peine quelques courts billets d'affaires ou d'amitié. Pour la première fois, elle se dispensait d'assister aux soupers, le soir des chasses; trop de jeunes gens y montraient des figures nouvelles empressées autour de madame de Gramont. Assise auprès du Roi, à la place de l'absente, la duchesse, décidée, spirituelle, impérieuse, semblait le soleil levant. La marquise n'ignore rien de ce qui s'y passe, car on lui rend compte de tout. Il lui plaît que Mesdames chassent tous les jours avec leur père, et qu'il soupe, un soir

de chaque semaine, seul avec ses enfants. Ce sont des influences qu'elle a cessé de redouter. La Reine est aussi à Choisy, également invincible. Elle est toute à ses dévotions, à ses charités, à sa correspondance avec le vieux roi Stanislas, qui ne quitte plus la Lorraine. La meilleure part de ses prières est toujours pour la conversion du Roi; elle sait bien que depuis des années la marquise n'est plus l'obstacle.

Soudain, cette quiétude fut troublée. Le 29 février, étant au salon, la marquise se sentit prise d'un violent mal de tête, se leva comme égarée, en disant qu'elle ne savait où elle allait, et eut besoin du bras d'un valet de chambre pour regagner son appartement. C'était une grosse fluxion de poitrine, qui s'aggrava le septième jour; le onzième, une fièvre putride se déclara, dont les médecins furent embarrassés. Dès le premier moment, cette maladie fut une affaire considérable, il semblait qu'un rouage du gouvernement se fût arrêté. Les courriers se succédaient toute la journée sur la route de Choisy; on envoyait savoir des nouvelles; « tout le monde convenait que cette femme était bonne et le public parut s'intéresser réellement à elle ».

Au bout de quelques jours, le péril sembla

conjuré et les amis de la marquise se réjouirent. « Madame de Pompadour a eu beaucoup de toux et assez de fièvre cette nuit, racontait la duchesse de Choiseul; cependant on assure qu'il n'y a aucun danger à son état; mais, je suis inquiète parce que je l'aime. Et comment ne l'aimerais-je pas? Vous savez ce que je vous en ai dit hier : je joins pour elle l'estime à la reconnaissance. Croyez-vous, après cela, qu'elle ait meilleure amie à la Cour que moi? Je voulais aller à Choisy pour la voir; le temps, ma santé, mon mari m'en ont empêchée. Il y est allé avec M. de Gontaut, et, comme elle n'est pas en état d'être transportée à Versailles, le Roi reste jusqu'à samedi à Choisy. »

Quelques jours après, madame de Choiseul était auprès de la chère marquise et la voyait dormir cinq heures dans son fauteuil, la respiration libre. Les médecins assuraient la guérison. « On trouve madame de Pompadour beaucoup mieux, écrivait cependant madame du Deffand à Voltaire, mais sa maladie n'est pas près d'être finie et je n'ose prendre beaucoup d'espérance. » Plus confiants, les poètes et les artistes se mirent à célébrer le rétablissement de leur bienfaitrice. Il coïncidait avec une éclipse du soleil, ce qui inspi-

rait les couplets de circonstance; et le bon Cochin attaquait un cuivre pour une grande estampe allégorique : sous le soleil qui se voile, les Muses de la Peinture, de la Sculpture et de la Musique supplient la Parque de ne point couper le fil d'une vie aussi précieuse pour les Arts.

L'espérance va s'affermir, quand on verra la malade assez rétablie pour être ramenée à Versailles; mais, cette convalescence n'est qu'apparente : et, le 7 avril, une rechute se produit. Dans cette crise nouvelle, elle garde sa tranquillité surprenante et son courage paisible; pourtant, les amis qui la visitent la voient suffoquer dans un fauteuil, car elle ne peut supporter le lit. Le Roi descend chez elle plusieurs fois le jour; il est trop habitué à se masquer pour rien laisser paraître de son émotion : « Sachant que le mal est sans remède, dit Croÿ, il s'est fait un calus là-dessus et ne semble pas affecté. » Son vrai sentiment se montre dans une lettre à son gendre, l'Infant Don Philippe : « Mes inquiétudes ne diminuent point, et je vous avoue que j'ai très peu d'espérances d'un parfait rétablissement, et beaucoup de crainte d'une fin trop prochaine peut-être. *Une reconnaissance de près de vingt ans et une amitié sûre!* Enfin, Dieu

est le maître, il faut céder à tout ce qu'il veut. M. de Rochechouart aura appris la mort de sa femme après bien des souffrances ; je le plains, s'il l'aimait. »

Le 13 avril, les médecins désespèrent. Le Roi, qui s'est chargé de prévenir la marquise de son état, lui annonce qu'il faut recourir aux sacrements. Le curé de la Madeleine, de qui elle est la paroissienne à Paris, est appelé à Versailles, et lui donne l'extrême-onction dans la nuit du 14 au 15. Cette fois, elle a promis tout ce qu'il fallait ; elle a même envoyé chercher son mari, qui a fait répondre qu'il était malade. Le 15 au matin, dimanche des Rameaux, le Dauphin, qui se tient au courant de tous les incidents, écrit à l'évêque de Verdun : « Elle meurt avec un courage rare à tout sexe... Chaque fois qu'elle respire, elle croit que c'est la dernière. C'est une des fins des plus douloureuses et des plus cruelles qu'on puisse imaginer... Le Roi ne l'a pas vue depuis hier. Le curé de la Madeleine de la Ville-l'Évêque ne la quitte pas. Voilà des sujets d'espérance et de miséricorde pour elle. Au reste, je crois que cet événement fera plus de bruit que d'effet ; vous sentez tout ce que cela veut dire, tant pour la morale que pour la politique. »

Les heures passent et la malade s'affaiblit. Dans le courant de la journée, elle a voulu relire son testament. Elle a son frère pour héritier; M. de Soubise étant son exécuteur testamentaire, elle est sûre que toutes ses volontés seront fidèlement remplies. Elle ne change rien à ses dispositions anciennes, où aucun de ses serviteurs n'est oublié; mais, n'ayant plus la force de tenir une plume, elle dicte à son intendant Collin un codicille, pour réserver un souvenir à chacun de ses amis : « A madame de Châteaurenaud, une boîte du portrait du Roi, garnie de diamants, qu'on devait me livrer ces jours-ci... A M. le duc de Gontaut, une alliance couleur rose et blanche de diamants enlacée d'un nœud vert, et une boîte de cornaline qu'il a toujours beaucoup aimée... A M. le duc de Choiseul, un diamant couleur d'aigue-marine... A M. le maréchal de Soubise une bague de Guay représentant l'Amitié; c'est son portrait et le mien depuis vingt ans que je le connais... » Collin, qui fond en larmes, a mal ponctué quelques phrases; la marquise relit, fait corriger et signe. M. de Choiseul est venu plusieurs fois, non seulement en ami, mais pour remplir un délicat devoir de sa charge; sans que la mourante s'en puisse aperce-

voir, il a fait disparaître son grand portefeuille, où sont les papiers intéressant l'État.

La marquise a cessé de songer aux affaires où elle a si longtemps tenu son rôle. La mort s'annonce dans la pâleur extrême de son visage, qu'accentue le soupçon de rouge qu'elle a voulu sur les joues. Avec Choiseul, ses deux fidèles, Soubise et Gontaut, sont dans la chambre; elle les congédie tous d'un sourire : « Cela approche, mes amis; laissez-moi avec mon confesseur et mes femmes. » Elle rappelle cependant M. de Soubise, afin de lui remettre ses clés, et Collin, pour lui désigner le carrosse qui doit la mener à son hôtel de Versailles aussitôt qu'elle aura rendu le dernier soupir. Pas une plainte ne lui échappe, pas un mouvement d'humeur ni d'impatience. Ses femmes de chambre veulent la changer; elle refuse doucement : « Je sais que vous êtes très adroites; mais, je suis si faible que vous ne pourriez vous empêcher de me faire souffrir, et ce n'est pas la peine pour le peu de temps qui me reste à vivre. » Elle garde la parole jusqu'à la fin et ouvre les yeux pour sourire encore. Comme le prêtre va se retirer, laissant la mourante à ses femmes : « Un moment, monsieur le curé, dit-elle, nous nous en irons ensemble... » A sept heures et demie du soir,

tout est terminé. Dans cette journée suprême, le Roi, retenu par les longs offices du jour de fête, n'a point reparu; aussitôt informé, il décommande le grand couvert et se retire dans ses cabinets avec les amis de la marquise.

Quelques instants après l'événement, alors que le Château l'ignore encore, deux hommes, portant une civière, sortent par la voûte de la Chapelle et descendent vers l'hôtel de la rue des Réservoirs. La duchesse de Praslin les voit passer sous ses fenêtres et reconnaît le corps d'une femme, « couvert seulement d'un drap si succinct que la forme de la tête, des seins, du ventre et des jambes se prononce distinctement ». Elle envoie aux informations et la réponse la met en larmes; ce qu'elle a vu, c'est la marquise, qui vient d'être emportée chez elle. On n'a pas attendu le carrosse qu'elle demandait : la loi stricte, qu'un mort ne peut être gardé dans une maison royale, lui a été appliquée à l'heure même.

Madame de Pompadour, détestée de tant de gens à distance, mourait regrettée de presque tous ceux qui l'avaient connue. Elle avait fait beaucoup de bien, obligé beaucoup de personnes, par bonté naturelle et goût de plaire, et quelques-uns consentaient à s'en souvenir.

Voltaire écrivait d'elle diversement à ses amis. Il assurait « que les vrais gens de lettres, les philosophes » devaient pleurer la marquise : « Elle pensait *comme il faut*; personne ne le sait mieux que moi. » — « Quoique madame de Pompadour ait protégé la détestable pièce de *Catilina*, je l'aimais cependant, tant j'ai l'âme bonne; elle m'avait même rendu quelques petits services. » — « Je la pleure par reconnaissance. Il est bien ridicule qu'un vieux barbouilleur de papier, qui peut à peine marcher, vive encore, et qu'une belle femme meure à quarante ans, au milieu de la plus belle carrière du monde. » Enfin, il prenait l'occasion d'écrire à Bernis : « Je crois, monseigneur, que vous avez fait une véritable perte. Madame de Pompadour était sincèrement votre amie et, s'il m'est permis d'aller plus loin, je crois, du fond de ma retraite allobroge, que le Roi éprouve une grande privation. Il était aimé pour lui-même par une âme née sincère, qui avait de la justesse dans l'esprit et de la justice dans le cœur; cela ne se rencontre pas tous les jours. »

Après la voix du philosophe, celle de la princesse chrétienne fait entendre le jugement de la famille royale, où ne perce aucun ressentiment : « Nous avons perdu la

pauvre marquise, écrit Marie-Josèphe. Les miséricordes du Seigneur sont infinies, et il faut espérer qu'elle les a éprouvées, puisqu'il lui a fait la grâce de communier, de recevoir l'Extrême-Onction et de pouvoir au moins profiter des dernières heures. On dit qu'elle a sincèrement reconnu et détesté le mal qu'elle a fait; il ne nous reste que de prier Dieu pour elle, et encore plus pour que le bon Dieu, ayant jugé bon de la retirer de ce monde, fasse que la religion et l'Etat s'en ressentent. *Le Roi est très affligé; il se contraint avec tout le monde et avec nous.* Notre plus grand désir est qu'il veuille bien considérer ses enfants comme ce qu'il aime le plus au monde, qu'il puisse se plaire avec nous et que le bon Dieu touche son cœur, l'attire à lui et le sanctifie. »

La sanctification de Louis XV devait être retardée jusqu'à l'heure de sa propre fin; mais l'émotion toute humaine qu'il ressentit à ce moment fit voir que cette perte l'atteignait au fond de lui-même. Le lendemain de la mort, il écrit à l'Infant : « Toutes mes inquiétudes ne sont plus, de la plus cruelle manière, vous le devinez! » Le masque d'indifférence qu'il a voulu prendre n'a trompé que ceux qui ne l'approchaient pas.

Le soir du 17 avril, à six heures, le convoi

funèbre de la marquise de Pompadour se forme à l'église Notre-Dame de Versailles, où a lieu un premier office, et se met en marche pour transporter le corps à l'église des Capucines de Paris. Il fait un temps affreux, une pluie violente, un vent d'ouragan qui éteint les torches. Le cortège doit suivre l'Avenue de Paris, en passant devant la Place d'Armes, en vue du Château et de l'appartement royal. Le Roi, qui sait tout ce qui se fait, se dirige du côté de son cabinet intérieur, dont une fenêtre donne vers la place. Laborde, premier valet de chambre, entre, espérant arriver à temps pour allumer, fermer les volets et éviter à son maître le triste spectacle. Mais le Roi est déjà sur le balcon, avec l'autre valet de chambre, Champlost, qui le contera un jour. Il regarde en silence le convoi s'engager dans l'avenue; absorbé par ses pensées, paraissant insensible au mauvais temps, il reste jusqu'à ce que la dernière voiture ait disparu. Quand il rentre dans la pièce, de grosses larmes sont encore sur son visage : « Voilà, dit-il, les seuls devoirs que j'aie pu lui rendre!... Une amie de vingt ans! »

Les larmes de Louis XV attestent la sincérité d'un sentiment profond. S'expliquerait-il,

si cette femme avait eu seulement le cœur sec, avide et vaniteux, qu'on nous fait voir? Le Roi pouvait oublier à cette heure la favorite qui avait combattu sa mélancolie par le mouvement et le plaisir; mais comment ne pas regretter l'amie des mauvais jours, si fidèle et si sûre! Retrouverait-il jamais ce dévouement toujours docile, cette activité qui travaillait pour lui dans les petites choses et se subordonnait dans les grandes, ce courage qui soutenait le sien, cet esprit de décision qui parfois le faisait vouloir. Lui seul savait quel réconfort il avait en elle. Conseillère souvent inégale aux événements, elle l'aidait du moins à ne point désespérer.

Mais, en ces années décisives, du dedans plus que du dehors, par l'ébranlement des institutions plus que par le réparable désastre des guerres, surtout par les forces accrues de l'opinion qui la jugeait, la monarchie absolue était déjà frappée à mort. Et cela aussi, le Roi le savait.

SOURCES

SOURCES

La nouveauté que présente ce livre lui vient de l'usage continu qu'on y fait des correspondances privées, contrôle nécessaire des mémoires. On dispose aujourd'hui de plusieurs centaines de lettres authentiques de madame de Pompadour, éparses dans diverses publications ou collections privées. Elles se substituent utilement à la documentation apocryphe où l'on s'attardait jadis sur les traces de la folle histoire de Michelet. Il y aura à les réunir le sujet d'un bon travail critique pour un de nos jeunes archivistes, et ce vœu ne tardera pas à être satisfait.

La correspondance de la marquise avec le duc de Choiseul (alors M. de Stainville) tiendra sans doute la première place dans ce recueil. N'ayant pu la connaître quand j'écrivais *Louis XV et madame de Pompadour*, qui porte sur l'époque où elle fut la maîtresse du Roi, je m'étais interdit d'aborder alors l'étude de son rôle politique. J'ai puisé depuis à cette précieuse source, grâce à d'excellentes copies que le marquis de Marmier a bien voulu prendre pour moi, avant la guerre, aux archives du château de Ray-sur-Saône appartenant à M. le duc de Marmier. Mais je ne peux adresser mon remerciement qu'à une noble mémoire, puisque le capi-

taine de Marmier est mort pour la France. Quelques fragments seront cités d'après l'étude de feu le général de Piépape, dans la *Revue de l'histoire de Versailles* de 1917; les textes y sont souvent fautifs et même tronqués, et l'on y doit préciser les dates restées incertaines.

Un dossier moindre est constitué par vingt lettres à Bertin, conservées à la Bibliothèque nationale et publiées par Georges Bussièrès dans une excellente étude sur *Madame de Pompadour et le contrôleur général Bertin*, Paris, 1908. J'en ajoute une, page 316, restée inédite (*Nouv. acq. fr.* 6498, f. 268). La correspondance avec le duc d'Aiguillon se complétera de plusieurs pièces, celle que j'ai publiée dans l'*Art* de 1904 (avec un fac-similé), celle qui figure au catalogue Morrisson, etc. Les billets au duc de Mirepoix, ambassadeur à Londres, étaient dans la collection Morrisson. On reconnaîtra aisément les documents provenant des archives de Vienne et cités d'après Alfred d'Arneth.

Les révélations anecdotiques qu'apportent de telles sources sont d'un intérêt psychologique indiscutable: il semble que l'histoire puisse en tirer profit pour rendre à chaque personnage son véritable rôle. Celui qu'a tenu madame de Pompadour dans la grande politique du royaume y apparaîtra considérablement diminué.

J'avais, en effet, entrepris cette étude sous un titre qu'il a fallu abandonner : *la Politique de madame de Pompadour*. Le sujet qu'il indiquait, et que la tradition courante semblait justifier, s'est évanoui à mesure que se poursuivait l'enquête. On a attribué à l'intervention de la marquise l'alliance autrichienne, la guerre de Sept ans, et jusqu'à la suppression des Jésuites. En réalité, comme on l'a vu, elle n'a rien dirigé dans les décisions importantes de Louis XV et de ses ministres. Mais, comme elle s'est trouvée mêlée à beaucoup d'affaires et informée de presque toutes, comme le Roi s'est servi chaque jour de son dévouement et de son

action féminine, comme elle a été puissante dans les choix et dans les disgrâces, son rôle reste d'un vif intérêt et mérite d'être exposé dans son détail. Cet examen n'est pas sans jeter quelque lumière sur la politique à Versailles.

Ai-je besoin d'ajouter que, traitant des choses de la Cour, j'ai pris mes informations à la Cour même, et non dans les gazettes de Paris, dans les racontars de Londres ou de Berlin? Aux données sûres et nombreuses (Luynes, Croÿ, Bernis, etc.), dont j'ai esquissé la critique dans des livres précédents, s'ajoutent, pour celui-ci, les trop fragmentaires *Mémoires du duc de Choiseul*, édités par Fernand Calmettes, avec un commentaire tendancieux et peu exact; *Choiseul à Rome*, par Maurice Boutry (1895); *Choiseul et Voltaire*, par Pierre Calmettes (1901), précieux complément de *Voltaire avant et pendant la guerre de Sept ans* par le duc de Broglie. On me permettra de dire que, malgré l'exemple donné dans les ouvrages de ce dernier et généralement suivi, je n'ai pas cru pouvoir nommer Choiseul le comte de Stainville avant l'époque où il a été connu sous ce nom.

On devine quel profit j'ai eu à dépouiller pour mon sujet la *Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen*, tomes XI à XXIV, la *Geschichte Maria-Theresia's* d'A. d'Arneth, et les *Correspondances des agents étrangers en France avant la Révolution* de Flammermont. La fausse lettre à Marie-Thérèse, mentionnée page 307, se trouve dans les *OEuvres de Frédéric le Grand*, t. XV (Berlin, 1850), page 85. J'ai fait de menus emprunts à des publications anciennes, telles que les *Mémoires des négociations du marquis de Valori* (1820), où est la lettre du prince Auguste-Guillaume, et la *Correspondance du cardinal de Bernis avec M. Pâris du Verney* (1790). On sait quel service Frédéric Masson a rendu à l'histoire en publiant, dès 1878, les papiers de Bernis. Pour la négociation du traité de Versailles, le récit du cardinal dans ses mémoires doit être contrôlé par les dépêches

de Stahremberg analysées par Léon Cahen, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* de 1909 (t. XII).

Quelques indications sont tirées d'un manuscrit du prince Henri de Prusse (*Considérations sur la guerre de Sept ans*) publié par R. Tabournel dans la *Revue des Études historiques* de 1902, de l'article sur la *Marquise de Pompadour et Neuchâtel* par A. du Pasquier, dans le *Musée Neuchâtelois* de 1917, des solides travaux de René de Kérallain sur la *Jeunesse de Bougainville* et sur la *Prise de Québec et la perte du Canada*, insérés à la *Revue historique*. Dans le second, qui est de 1906, (t. XC, p. 315), Kérallain explique, tout en montrant sur quelles erreurs elle est fondée, la répulsion des historiens canadiens « contre le règne de Louis XV, où Voltaire, qui n'avait pourtant aucune influence à la Cour, prêchait l'abandon du Canada, et où la marquise de Pompadour, dont on a prodigieusement exagéré les dépenses, aurait ruiné les finances, qui sans elle eussent permis de secourir la colonie ». La légende semble, là-bas, indéracinable. Y admettra-t-on la « parcimonie » réelle de Louis XV à l'égard de la favorite? Lira-t-on, du moins, dans le présent livre (p. 312), l'énumération des vaisseaux de course auxquels elle s'est intéressée? Cette liste est fournie par l'inventaire inédit de ses papiers dressé après sa mort, que j'ai déjà utilisé dans des articles sur *Madame de Pompadour et les Arts*. (*L'Art*, 22^e et 23^e années).

Privé de l'ornement habituel des anecdotes douteuses, ce travail a cherché par des citations choisies à garder la couleur du temps. Mais le lecteur attentif doit être averti que les paroles prêtées à madame de Pompadour, page 160, sont une transcription au style direct d'un texte de Croÿ (t. I, p. 353 : « Je pris congé de la marquise, qui dit qu'elle ne craignait pas pour nos côtes, » etc.). De même, la conversation avec Bernis, page 333, n'est qu'une reconstitution vraisemblable, destinée à résumer des faits qu'il était indispensable de rappeler.

L'original de la lettre de M. d'Etiolles, imprimée page 88, est conservé dans les minutes de l'étude de M^e G. de Ridder, notaire à Paris, où M. Tillet me l'a obligeamment communiqué. L'étude appartient au XVIII^e siècle à M^e Dutartre, notaire du marquis de Marigny, qui y déposa le 18 avril 1764, trois jours après la mort de sa sœur, cette lettre à laquelle il attachait d'après l'acte de dépôt une grande importance. Cet acte est signé : « Poisson, marquis de Marigny ».

La lettre inédite de la religieuse de Saint-Cyr, citée page 77, me vient de l'amitié d'Achille Taphanel.

La narration de l'attentat de Damiens suit celles de Croÿ et de Bernis. La disgrâce du comte d'Argenson est contée d'après Bernis, Du Hausset et Valfons, en tenant compte du livre de M. le marquis d'Argenson, *Autour d'un ministre de Louis XV* (1923), où sont imprimés quatre-vingt-cinq lettres ou billets de la marquise, presque tous antérieurs à 1752.

La relation adressée au Pape au nom de la marquise, sur les Jésuites de la Cour, est publiée aux appendices des *Mémoires de Choiseul*. (Il y a, en réalité, deux pièces à distinguer p. 378.) L'unique témoignage sûr de l'intervention de madame de Pompadour dans l'affaire de la suppression de la Compagnie, que j'accepte page 327, a été emprunté à une bonne source par le P. Ém. Regnault (*Christophe de Beaumont, archevêque de Paris*, t. II, p. 26). Les Jésuites, comme Frédéric II, nomment toujours Louis XV « l'esclave de la Pompadour »; comment un tel accord n'eût-il pas trompé l'histoire?

Quant à l'attitude de Louis XV, le jour de l'enterrement de sa vieille amie, les témoignages qui démentent le mot frivole ou cynique qu'on lui prête sont aujourd'hui indiscutables. Le récit de Dufort de Cheverny, qui tenait ses détails de Champlost, a été commenté par Paul Fromageot dans la *Revue de l'histoire de Versailles* de 1902 (*La mort et les obsèques de madame de*

Pompadour); et Maurice Tourneux a retrouvé ces lignes de l'autre valet de chambre du Roi, Benjamin de Laborde, répondant en 1790 à un pamphlet de La Harpe et racontant la soirée du 17 avril : « J'entrai dans le cabinet pour fermer et allumer moi-même, et je trouvai le Roi regardant avec une douleur *prouvée par ses larmes* le triste spectacle qui s'offrait à ses yeux, en disant le dernier adieu à celle qu'il ne devait jamais revoir. Si vous appelez cela *une indifférence insultante*, je serais tenté de croire, monsieur, que vous avez été injustement nommé l'un des souverains de la langue française. »

J'ai rendu autrefois au livre des Goncourt un hommage que je serais tenté d'amoindrir. Ils ont accordé confiance à plus d'une pièce fausse ou suspecte, par exemple à la « terrible dépêche » de Tercier au chevalier d'Éon, dont le duc de Broglie a prouvé la fabrication. Une psychologie un peu sommaire leur fait donner à la liaison entre madame de Pompadour et Choiseul un caractère qu'elle n'eut jamais et qu'elle ne pouvait pas avoir. Nos correspondances ruineront définitivement cette légende adoptée aussi par des historiens plus sérieux. La protection ardente et sans réserve accordée à M. de Stainville s'explique à merveille pour qui a pénétré les manèges du favori et le caractère de la marquise. Au reste, le portrait moral de celle-ci par les Goncourt n'est qu'un morceau à effet; quatre lignes lumincuses de Voltaire suffisent à l'anéantir.

Boucher, Nattier, Vanloo, La Tour, Drouais, d'autres encore, des maîtres comme Lemoyne et Pigalle, ont laissé de madame de Pompadour des images pleines d'attrait, mais qui ne concordent pas entre elles. Même discordance à son sujet entre novellistes ou mémorialistes. Comment espérer qu'il se dégagera des récits où j'ai tenté seulement de la faire revivre, une ressemblance ni flattée ni dénigrante, qu'on puisse croire voisine de la vérité!

TABLE

CHAPITRE PREMIER

L'INITIATION

Madame de Pompadour menacée. — Service rendu par Stainville. — L'ambassade de Rome. — Le prince de Conti et le « secret » du Roi. — Curiosités et ambitions nouvelles de la marquise. — Sa liaison avec Kaunitz.	1
--	---

CHAPITRE II

LES AFFAIRES D'ÉGLISE

Louis XV devant les partis. — Le ministère : Argenson et Machault. — Jansénistes et ultramontains. — Intransigeance de l'archevêque de Paris. — L'entresol de Quesnay. — Les négociations de Stainville et le cordon bleu.	43
--	----

CHAPITRE III

LA CONVERSION DE LA MARQUISE

Les Jésuites à la Cour. — L'exemple de madame de Maintenon. — L'événement de la conversion. — Exigences du P. de Sacy. — Réapparition de M. d'Étiolles. — Confidences envoyées à Rome. — Retour à l'ancienne vie	74
--	----

CHAPITRE IV

LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

L'Europe après la paix d'Aix-La-Chapelle. — La Cour à Compiègne. — Rupture avec l'Angleterre. — Double jeu du roi de Prusse. — L'initiative de Marie-Thérèse. — Bernis et Stahremberg à Babiole. — Premier traité avec l'Autriche.	111
--	-----

CHAPITRE V

L'ANNÉE DE DAMIENS

Les Parlements en révolte. — L'attentat. — La marquise pendant la maladie du Roi. — Renvoi de Machault et d'Argenson. — L'entretien avec Meinières. — Retour de Stainville. — Le second traité.	161
---	-----

CHAPITRE VI

LES ARMÉES DU ROI

- La guerre de Sept ans vue du cabinet de la marquise. — Défaites prussiennes et désespoir de Frédéric II. — La faute de Richelieu et l'infortune de Soubise. — Belle-Isle au ministère. — Campagne du comte de Clermont. 212

CHAPITRE VII

LA DISGRACE DE BERNIS

- Le Roi mal servi. — Découragement du ministre des Affaires étrangères. — Doléances écrites à Vienne. — La marquise et le duc d'Aiguillon. — Bernis malade et maladroit. — Le nouveau duc de Choiseul. — Le chapeau et l'exil 263

CHAPITRE VIII

LE MINISTÈRE DE CHOISEUL

- Choiseul tout-puissant. — La vraie et la fausse lettre à l'Impératrice. — Voltaire intermédiaire politique. — Perte du Canada. — La marquise et le contrôleur général Bertin. — Le Parlement et la destruction des Jésuites. 301

CHAPITRE IX

LA FIN

Dernières images de la marquise. — Visite du cardinal de Bernis. — La Cour à Choisy. — La maladie, le testament et la mort. — Jugements du lendemain. — Les larmes du Roi.	328
SOURCES	347

COULOMMIERS
IMPRIMERIE
PAUL BRODARD
9902-3-1928.

28658


DERNIÈRES PUBLICATIONS

	vol.		vol.
COMTESSE D'AGOULT		COMTESSE KLEINMICHEL	
Mémoires (1833-1854).....	1	Souvenirs d'un monde en- glouti.....	1
ARTHUR-LÉVY		ANATOLE LE BRAZ	
L'Homme du devoir et l'amoureux.....	1	Poèmes votifs.....	1
RENÉ BAZIN		PIERRE LOTI	
Baltus le Lorrain.....	1	Journal intime.....	1
KAREN BRAMSON		VALENTIN MANDELSTAMM	
Parmi les hommes.....	1	Le Crack.. ..	1
GUY CHANTEPLEURE		DMITRI MEREJKOVSKY	
Le Magicien.....	1	La Fin d'Alexandre I ^{er}	1
MICHEL CORDAY		JEAN MISTLER	
Dernières Pages inédites d'Anatole France.....	1	Châteaux en Bavière.....	1
DOMINIQUE DUNOIS		EUGÈNE MONTFORT	
L'Amant synthétique.	1	César Casteldor.....	1
JACQUES FONTELROYE		PIERRE DE NOLHAC	
La Vie.....	1	Le Trianon de Marie-Antoi- nette.....	1
ANATOLE FRANCE		NOËLLE ROGER	
La Vie en fleur.....	1	Le Livre qui fait mourir..	1
PIERRE FRÉDÉRIX		GEORGE SAND	
L'Ange et la couronne....	1	Journal intime.....	1
HENRI GRAMAIN		BERNARD SHAW	
Fanna la Nomade.....	1	Le Disciple du Diable.....	1
GYP		MARCELLE TINAYRE	
Souvenirs d'une petite fille (tome I).....	1	Figures dans la nuit.....	1
SANDOR KÉMERI		COLETTE YVER	
Promenades d'Anatole France.....	1	Aujourd'hui.....	1

Date Due

1912



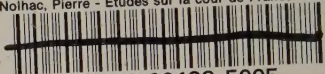


DC135
PBN7
1928

ST. OLAF COLLEGE

DC135.P8 N7 1928

Nolhac, Pierre - Etudes sur la cour de France. Mad



3 0111 00138 5995